

Conflict & Transition Consultancies

Opportunités et contraintes relatives au désarmement et au rapatriement des groupes armés étrangers en République Démocratique du Congo

**Cas des
FDLR, FNL et ADF/NALU**

TRADUCTION – ORIGINAL EN ANGLAIS FAIT FOI

*Hans Romkema
De Veenhoop,
avril 2007*

Le présent rapport a été élaboré à la demande du Secrétariat du Programme multi-pays de démobilisation et réintégration (MDRP), mais ses auteurs en assument la pleine responsabilité. Les opinions exprimées n'engagent ni le Secrétariat du MDRP ni ses partenaires.

Sommaire

Sigles et abréviations	4
Définitions utilisées dans le présent rapport	6
Carte : – Positions des GA au nord et sud Kivu	7
Résumé analytique.....	9
Historique et objectifs du FNL, du FDLR et de l'ADF/NALU	9
Les Forces Nationales pour la Libération (FNL) du Burundi.....	9
Les Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR) du Rwanda.....	10
Les Forces démocratiques alliées (ADF) et l'Armée nationale de Libération de l'Ouganda (NALU).....	11
L'impact des GA sur les provinces du Kivu.....	11
Expérience en matière de D&R à ce jour	13
MARCHE A SUIVRE POUR L'AVENIR	13
Politiques	13
Opportunités pour un D&R non-violent	14
En cas d'échec de D&R volontaire.....	15
Résultats anticipés.....	17
Recommandations.....	17
A toutes les parties:.....	17
Au Gvt de la RDC.....	17
Aux pays d'origine:	18
A la MONUC:.....	18
Au MDRP:	18
Communauté internationale:.....	19
1. Introduction	20
1.1 But et objectifs	20
1.2 Groupes cibles.....	21
1.3 L'équipe de « Conflict & Transition Consultancies »	22
1.4 Méthodologie	23
1.4.1 Entretiens avec les informateurs clés	23
1.4.2 Questionnaires	24
1.4.3 Groupes de discussion	24
1.4.4 Aperçu historique et bibliographie	24
1.4.5 Analyse comparative.....	25
1.5 Contraintes	25
2. La République Démocratique du Congo	27
2.1 Bref rappel historique	27
2.2 Situation actuelle en milieu rural au Kivu	30
2.2.1 La situation militaire	30
2.2.2 Déploiement, intégration de l'armée et DDR	32
2.2.3 Service de renseignement	33
2.2.4 L'administration locale : gouvernance et présence.....	33
2.2.5 Coopération régionale.....	34
2.3 Impact sur les GA étrangers et les communautés hôtes.....	36
2.3.1 Activités humanitaires et de développement	37
2.3.2 Qui est en charge ?.....	39
3. Les FDLR.....	40
3.1 Les origines des FDLR	40
3.1.1 Les principales opérations et infiltrations	42
3.1.2 Les objectifs politiques	44

Conflict and Transition Consultancies

3.2.4	Armes et munitions	52
3.2.5	Logistique, survie économique et enrichissement	54
3.2.6	Quand un réfugié peut-il devenir un immigrant ?.....	57
3.2.7	Localisations	59
3.2.8	Conflits et divisions internes.....	59
3.3.4	Des dirigeants extrémistes	66
4.	Les FNL.....	68
4.1	Informations de base sur les FNL	70
4.1.1	Les origines des FNL	70
4.1.4	Le FRODEBU et le CNDD-FDD	73
5.	L'ADF/NALU.....	80
5.1	Historique de l'ADF et de la NALU	80
5.2	Présentation générale de l'ADF/NALU	84
5.2.1	But et objectifs de l'ADF/NALU.....	84
5.2.2	Direction et organisation militaire	85
5.2.3	L'ADF/NALU et son environnement social local	86
5.2.4	Analyse de l'importance politique de l'ADF/NALU	88
5.3	La situation actuelle	89
5.4	Désarmement et rapatriement	89
6.	Activités de désarmement et de rapatriement en RDC	91
6.1	Activité de D&R menée par le gouvernement de la RDC	91
6.2	Activités de D&R menées par la MONUC/Nations Unies	92
6.3	Activités de D&R menées par d'autres organisations	96
6.4	La Déclaration de Rome	98
6.5	Possibilités d'interventions militaires	99
7.	Les étapes suivantes	101
7.1	Le D&R doit redevenir une priorité pour toutes les parties	101
7.2	Opportunités et contraintes	101
7.4	Stratégies pour renforcer le D&R	106
	Options militaires	109
7.4.3	Sur les FNL	109
7.5	Autres questions nécessitant une attention particulière	110
	Pression militaire et appui aux FARDC	110
	Justice	110
Pièce jointe N° 1	Organigramme des FDLR	112
Pièce jointe N° 2	Plan « Amizero » des FDLR pour déstabiliser le Rwanda	114
Pièce jointe N° 3	Organigramme de PALIPEHUTU-FNL.....	117
Pièce jointe N° 4	Quelques éléments bibliographiques sur l'historique de l'ADF/NALU	118
Pièce jointe N° 5 :	Termes de référence de l'étude.....	119

Sigles et abréviations

AA	Loi d'amnistie de 2000 (<i>Ouganda</i>)
ADF	Allied Democratic Forces (Forces démocratiques alliées - Ouganda)
AFDL	Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo – Zaïre
AGC	Accord global de cessez-le-feu
ALIR	Armée de Libération du Rwanda (<i>prédécesseur des FDLR avant 2003</i>)
ANC	Armée Nationale Congolaise (<i>Forces armées de la RCD ; 1998 - 2003</i>)
ANR	Agence Nationale de Renseignements (<i>service de renseignement du gouvernement de la RDC</i>)
APR	Armée Patriotique Rwandaise (<i>dénomination de l'armée rwandaise de 1994 à 2002</i>)
CA	Commission d'amnistie (du gouvernement ougandais)
CD	Centre de démobilisation
CEI	Commission Électorale Indépendante (<i>de la RDC</i>)
CIAT	Comité International d'Accompagnement de la Transition
CIC	Comite international des crises
CIRGL	Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs
CNDD	Conseil National pour la Défense de la Démocratie
CNDRR	Commission Nationale pour la Démobilisation, la Réinsertion et la Réintégration (<i>Burundi</i>)
CNS	Conférence Nationale Souveraine (<i>Zaïre/RDC</i>)
CONADER	Commission Nationale de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (<i>RDC</i>)
CRAP	Commando de Recherche et d'Action en Profondeur (<i>unité spéciale des FDLR</i>)
CS	Conseil de Sécurité des Nations Unies
CSE	Combattants sur sol étranger (en anglais, <i>Combatants on Foreign Soil – COFS</i>)
CTC	Conflict & Transition Consultancies (Cabinet-conseils)
CTPP	Commission TriPartite Plus
D&R	Désarmement & Rapatriement
DDR	Désarmement, Démobilisation et Réintégration
DDRRR	Désarmement, Démobilisation, Rapatriement, Réhabilitation et Réintégration
DIC	Dialogue Inter Congolais
FAB	Forces Armées Burundaises (<i>forces gouvernementales avant 2004</i>)
FAC	Forces Armées Congolaises (<i>forces gouvernementales entre 1998 et 2003</i>)
FAR	Forces Armées Rwandaises (<i>forces gouvernementales avant et pendant le génocide ;</i>
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo (<i>armée nationale après 2003</i>)
FAZ	Forces Armées Zaïroises (<i>armée nationale du Zaïre avant 1997</i>)
FDD	Forces pour la Défense de la Démocratie
FDLR	Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda
FDN	Forces de la Défense Nationale (<i>armée nationale du Burundi après 2004</i>)
FDR	Forces de Défense Rwandaises (<i>dénomination des forces armées gouvernementales</i>
FNL	Forces Nationales pour la Libération
FOCA	Forces Combattantes Abacunguzi (<i>aile armée des FDLR</i>)
FRODEBU	Front pour la démocratie au Burundi
FROLINA	Front de Libération Nationale
GA	Groupe armée
GT	Gouvernement de transition (RDC)
Gvt. O	Gouvernement Ougandais
Gvt. RDC	Gouvernement de la RDC
Gvt.B	Gouvernement du Burundi
Gvt.R	Gouvernement du Rwanda
Gvt.S	Gouvernement du Soudan
Gvt.Z	Gouvernement du Zaïre
HCNUR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
HCR-PT	Haut Conseil de la République ; Parlement de Transition
HRW	Human Rights Watch (Observatoire des Droits de l'homme)
ISS	Institute of Security Studies (Institut des études sécuritaires)

Conflict and Transition Consultancies

JVM	Joint Verification Mechanism (Mécanisme conjoint de vérification)
LRA	Lord's Resistance Army (Armée de résistance du Seigneur)
MDTF	Fonds fiduciaire à bailleurs multiples (en anglais, <i>Multi-Donor Trust Fund - MDTF</i>)
MDRP	Programme multi-pays de démobilisation et de réintégration (<i>du sigle en anglais- MDRP</i>)
MLC	Mouvement pour la Libération du Congo
MONUC	Mission d'observation des Nations Unies en RDC
MPR	Mouvement Populaire de la Révolution
MRP	Mouvement de la Résistance Populaire
N.U	Nations Unies
NALU	Armée nationale pour la libération de l'Ouganda (<i>du sigle en anglais -NALU</i>)
NCL	Non-Conventional Logistics (<i>Logistique Non Conventiennelle</i>)
OCB	Organisation communautaire de base
ONG	Organisation non gouvernementale
PALIPEHUTU	Parti pour la Libération du Peuple Hutu
PALIR	Peuple Armé de Libération du Rwanda
PDI	Personnes déplacées internes
PNDR	Programme National pour la Démobilisation et la Réintégration (<i>Gouvernement de la RDC</i>)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPRD	Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie
RCD	Rassemblement Congolais pour la Démocratie
RCD-ML	Rassemblement Congolais pour la Démocratie - Mouvement de Libération
RCD-N	RCD National
RDC	République Démocratique du Congo
RDR	Retour Démocratique au Rwanda (<i>initialement ALIR et FDLR avant 1996</i>)
RDRC	Commission de Démobilisation et de Réintégration du Rwanda (<i>du sigle en anglais, RDRC</i>)
RM	Région militaire
RSS	Réforme du secteur de sécuritaire
SPLA	Sudan People's Liberation Army (Armée de Libération du Peuple du Soudan)
TPIR	Tribunal pénal international pour le Rwanda
TPVM	Third Party Verification Mechanism (Mécanisme de vérification par les tiers)
UA	Union africaine
UBU	Umugambwe wa'Bakozi Uburundi (<i>Parti Burundais du travail</i>)
UE	Union européenne
UPDF	Ugandan People's Defence Forces (Forces de défense nationale de l'Ouganda)
UPRONA	Union pour le Progrès National

Définitions utilisées dans le présent rapport

Groupe armé :

Un groupe armé (GA) est un acteur non étatique qui poursuit généralement (ou prétend poursuivre) des objectifs politiques contre un gouvernement au pouvoir en recourant à la violence. La plupart des GA combattent les pouvoirs en place, mais il arrive aussi qu'ils se battent entre eux. Certains GA sont affiliés à des mouvements politiques tandis que d'autres opèrent indépendamment des partis politiques.

Combattants :

Les combattants (ou membres des GA) sont des individus portant des armes pour le compte d'un GA. Les combattants peuvent soit adhérer aux idéaux politiques ou servir au sein des GA en tant que mercenaires.

Combattants en sol étranger (CSE):

Les combattants en sol étranger (CSE) sont ceux basés dans un pays autre que leur pays d'origine (ou le pays dont ils portent la nationalité). Les CSE poursuivent des objectifs politiques et/ou des intérêts personnels dans le pays d'origine et/ou dans le pays hôte. Ils peuvent cependant servir au sein d'un GA originaire de leur propre pays mais dont les activités militaires débordent les frontières voisines. Il peut s'agir aussi d'éléments ayant rallié un GA d'un pays étranger.

Pays d'origine :

Le pays d'origine (ou nationalité) est le pays de naissance d'un membre d'un GA et/ou dont/elle porte la nationalité.

D&R :

Les programmes nationaux de démobilisation et de réintégration sont généralement décrits comme des programmes de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR). Pour les programmes de démobilisation comportant une dimension transfrontalière, on y ajoute souvent un ou deux « R » (en référence au Rapatriement et parfois aussi à la Réhabilitation). Le concept devient alors DDRR ou dans le cas de la RDC, DDRRR. Aux fins du présent rapport, le sigle D&R est utilisé en référence aux aspects transfrontaliers de ce type d'opérations en vue de mieux refléter la réalité des activités entreprises avant la démobilisation des combattants dans leur pays d'origine. En ce qui concerne la situation actuelle en RDC, la MONUC se charge en fait de désarmer et de rapatrier les CSE tandis que les pays d'accueil (ou d'origine) (par exemple la Commission de Démobilisation et de Réintégration du Rwanda (CDRR) apportent leur concours au processus de rapatriement et par la suite, aux efforts de démobilisation et de réintégration des anciens CSE. De plus, il n'est pas toujours nécessaire que les CSE soient rapatriés ; il existe des cas où des CSE ont été intégrés dans les structures sociales du pays hôte. Pour résumer, les efforts en matière de DDRR représentent la somme des activités menées par un certain nombre (deux au moins) d'organisations intervenant dans deux pays au moins.

Groupe armé étranger :

Il s'agit d'un GA opérant ou basé dans un pays (ou plusieurs pays) autre(s) que le pays d'origine.

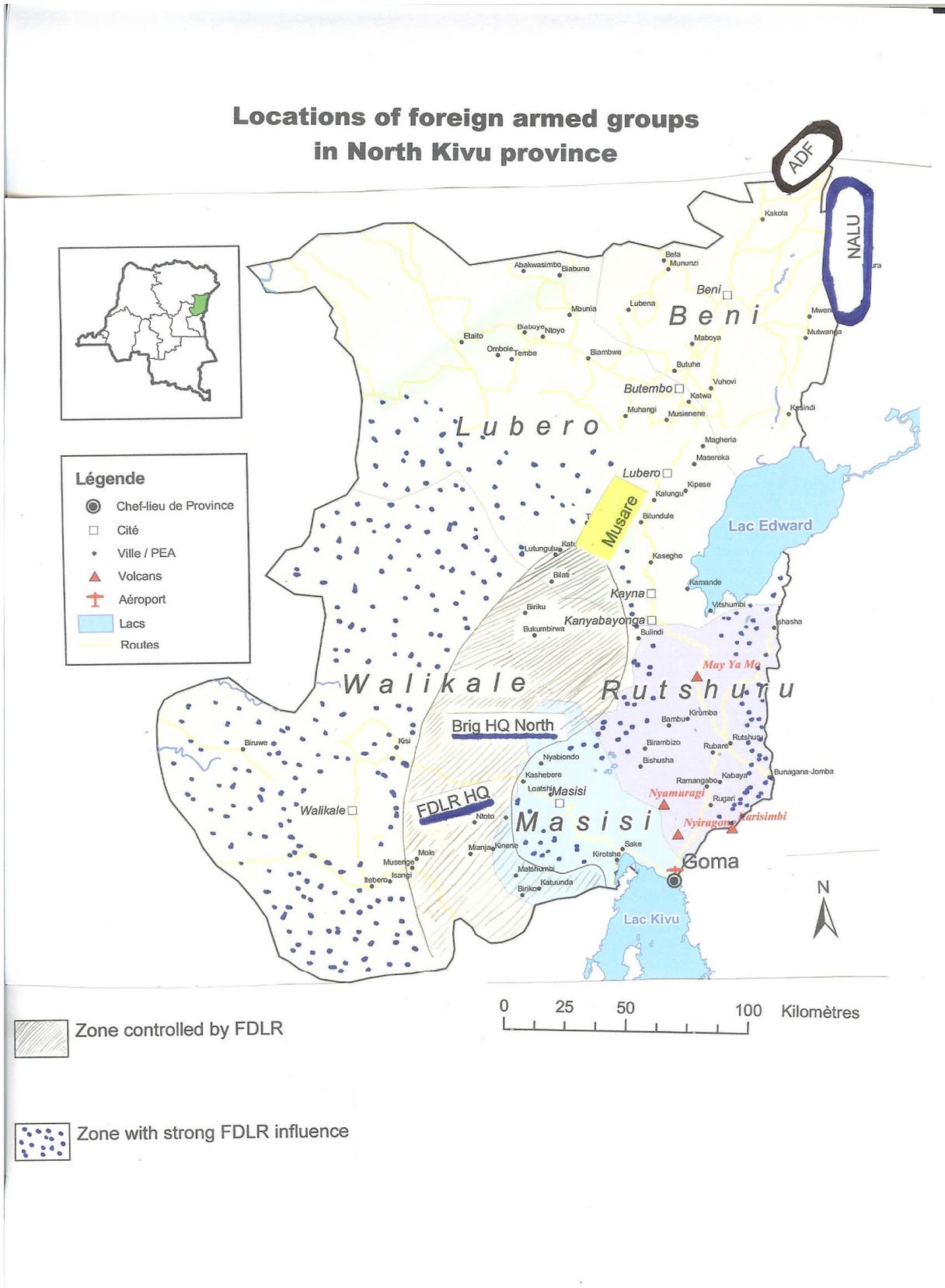
Pays hôte :

Le pays hôte est le pays de résidence des CSE ou le pays dans lequel ils opèrent. Le terme n'implique pas que « l'hôte » accorde volontairement un refuge aux combattants.

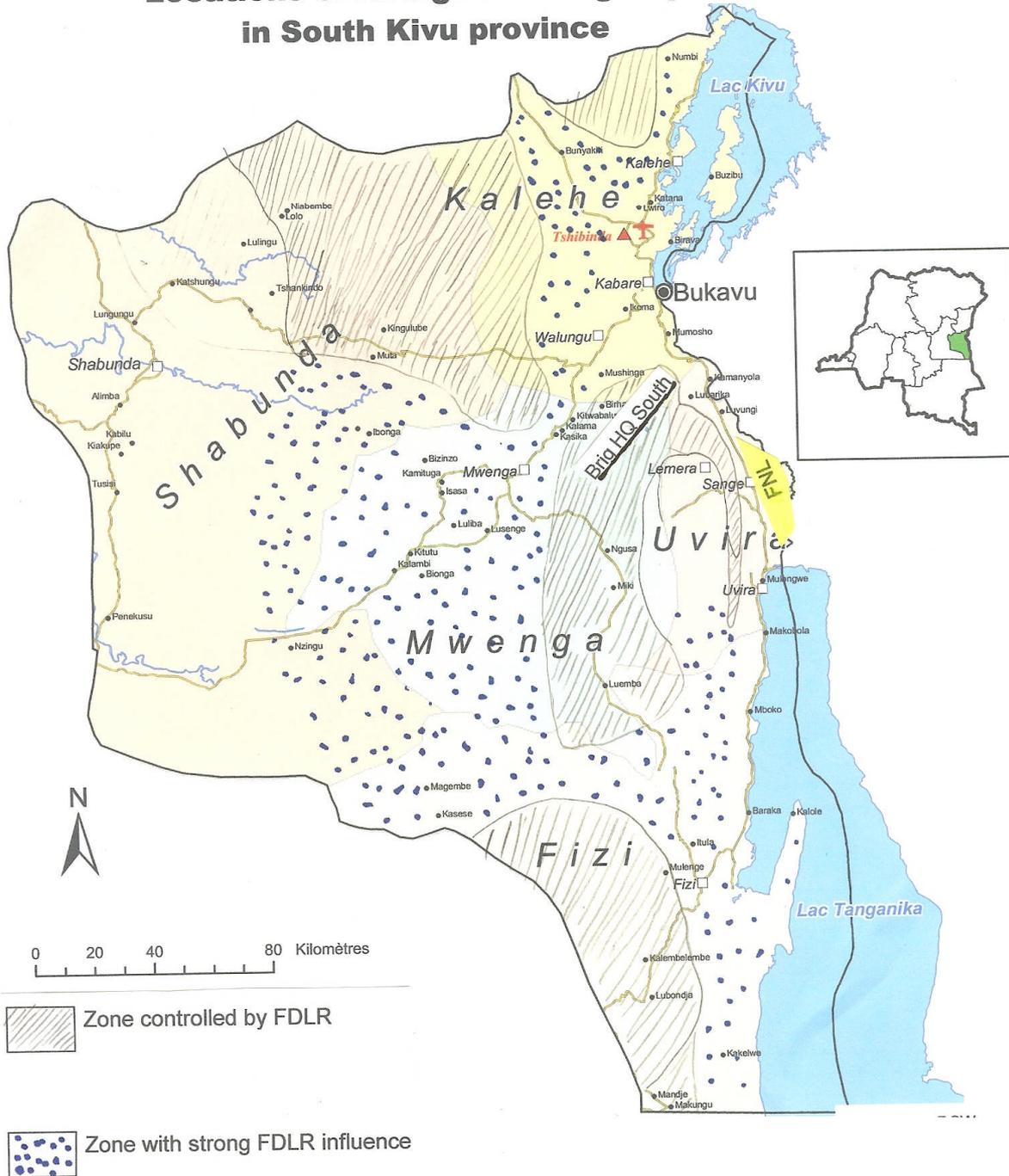
Réfugié :

Un réfugié est une personne (civile) en quête d'asile (officiellement ou non) dans un pays étranger en vue d'échapper à la persécution, à la guerre, au terrorisme, à l'extrême pauvreté, à la famine et aux catastrophes naturelles.

Carte : – Positions des GA au nord et sud Kivu



Locations of foreign armed groups in South Kivu province



Résumé analytique

La présente étude a été réalisée dans le cadre de la revue des opérations de Désarmement, Démobilisation, Rapatriement, Réhabilitation et Réintégration (DDRRR *ci-après* D&R) entreprises dans la région des Grands Lacs en Afrique. A la suite de la mission conjointe de supervision des partenaires du Programme Multi-Pays de Démobilisation et Réintégration (MDRP) en 2005, les partenaires du MDRP ainsi que son comité du fonds fiduciaire ont convenu de la nécessité d'une revue des leçons apprises. Cette étude décrit donc la situation sur le terrain eu égard à la présence de quatre groupes armés étrangers dans les provinces du sud et du nord Kivu de la République Démocratique du Congo (RDC). Elle fait par conséquent, une évaluation des opportunités et contraintes liées au désarmement et au rapatriement (D&R) de ces forces étrangères. Les mouvements visés dans le cadre de cette enquête, sont les Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR), les Forces Nationales pour la Libération (FNL¹) du Burundi et deux groupes armés (GA) de l'Ouganda : les Forces démocratiques alliées (ADF) et l'Armée nationale de libération de l'Ouganda (NALU). Etant donné que l'ADF et la NALU opèrent généralement ensemble, on s'y réfère comme forces combinées ADF/NALU dans le présent rapport.

Pour collecter les informations requises pour l'élaboration de cette étude, l'équipe de chercheurs de *Conflict & Transition Consultancies* (CTC) a recouru à une variété de méthodes y compris des entrevues structurées et non structurées avec des informateurs clés, les discussions avec des groupes de concertation ainsi qu'une revue bibliographique. Il a été fait recours en outre, à un certain nombre de sous-traitants pour élaborer des rapports détaillés sur la situation prévalant dans quatre territoires différents (Masisi, Bunyakri Walungu, les plaines de Ruzizi / Uvira et Fizi) à partir de novembre 2006. Ces rapports permettent d'établir une comparaison entre différentes approches utilisées ainsi que de ce faire une idée sur le recours à la pression militaire sur les GA étrangers en question. Les rapports des sous-traitants sont consignés dans un document supplémentaire.

Historique et objectifs du FNL, du FDLR et de l'ADF/NALU

Les Forces Nationales pour la Libération (FNL) du Burundi

Les FNL constituent le plus vieux mouvement rebelle en existence au Burundi et par conséquent dans toute la région des Grands Lacs. Ce mouvement fut créé en 1980 par des exilés Hutus burundais vivant au Rwanda et en Tanzanie, inspirés par la situation au Rwanda où l'administration était entièrement sous le contrôle de l'ethnie majoritaire Hutu depuis 1959. Les objectifs politiques des FNL n'ont pas changé tout au long de l'existence de ce mouvement, à l'effet que le Burundi devrait être dirigé par le groupe ethnique majoritaire Hutu et que les populations rurales devraient bénéficier d'une part importante des ressources nationales. Selon les FNL, la vaste majorité des Hutu du Burundi et des populations rurales issues de la même ethnie, vivent dans la pauvreté absolue, exploitées par la minorité Tutsi riche vivant en milieu urbain.

La capacité militaire des FNL est demeurée limitée tout au long de leur existence. Peu après le début du dernier cycle de violence en 1993, les FNL sont devenues le deuxième mouvement important de rébellion. Le CNDD-FDD qui est né à l'issue de massacres massifs résultant de l'assassinat du Président élu Melchior Ndadaye d'ethnie Hutu en octobre 1993, a réussi à mobiliser suffisamment de ressources et de soutien populaire. Présentement, les FNL ont probablement un peu plus de 1.000

¹ Les FNL constituent l'aile armée du Parti pour la Libération du Peuple Hutu (PALIPEHUTU). Ainsi donc, ce GA est connu sous l'appellation PALIPEHUTU-FNL.

combattants et certainement pas plus de 3.000. Sur ses effectifs, on estime qu'environ 300 combattants sont présents dans les plaines de Ruzizi dans la province du Sud Kivu² en RDC.

A cause essentiellement de l'adhésion rigide des FNL à leur idéologie, y compris la connotation d'exclusion ethnique, leur rhétorique ainsi que de l'appellation politique de leur parti (PALIPEHUTU), les FNL n'ont jamais fait partie du processus politique à ce jour au Burundi. Jusqu'à la fin de 2005, les négociations initiées entre les FNL et le Gouvernement de Burundi (Gvt. B) n'ont été que très sporadiques et pas concluantes en termes d'accord de paix. Toutefois, en septembre 2006, les FNL et le Gvt B ont finalement conclu un accord de cessez-le-feu à Dar es Salaam en Tanzanie. Cet accord global reste en vigueur bien que sa mise en œuvre ait été lente en raison d'un certain nombre de questions politiques et sécuritaires pendantes.

Les Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR) du Rwanda

Les FDLR sont d'une création relativement récente – en 2003 dans la ville congolaise de Lubumbashi. Les FDLR sont virtuellement un prolongement de leur prédécesseur l'ALIR (I et II) et à l'instar de l'ALIR, elles sont fortement enracinées dans les différentes structures créées au sein et par les réfugiés et combattants rwandais³ ayant fui le pays après le génocide de 1994. Le leadership des FDLR reste encore dominé par les anciens chefs militaires de l'armée rwandaise⁴ ainsi que par des hommes politiques du régime qui ont dirigé le Rwanda avant et durant le génocide. Cependant, les FDLR ont réussi également à intégrer plusieurs éléments notamment des jeunes recrutés au sein de la communauté des réfugiés en RDC et qui n'ont jamais été impliqués personnellement dans le génocide.

Il existe différentes versions des objectifs politiques et militaires des FDLR. Selon leur Site Web⁵, le mouvement entend renverser le Gouvernement rwandais et prétend promouvoir une plus grande démocratie au Rwanda. Toutefois, son discours interne s'appuie sur des considérations extrémistes et ethniques. En outre, plusieurs responsables des FDLR utilisent *de facto* le mouvement pour se protéger. Ceci concerne spécialement ceux directement impliqués en tant que commanditaires ou auteurs du génocide de 1994 et qui ne veulent pas rentrer au Rwanda pour faire face à la justice. Certains sont recherchés par le Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR⁶) ou se retrouvent sur la liste noire du gouvernement américain⁷ et n'ont pas d'autre refuge que les forêts denses de la RDC⁸. Ces hommes, de même que certains autres responsables, se servent du mouvement pour se remplir les poches.

Les FDLR comptent actuellement environ 7.000 hommes en armes qui sévissent dans les provinces du Nord et Sud Kivu de la RDC. Même si elles constituent encore une force importante active dans ces deux provinces, leur capacité militaire reste encore faible aujourd'hui en comparaison avec la situation

² Il s'agit d'une estimation à la fin de 2006 en raison des progrès lents enregistrés dans le cadre des négociations de paix (aux termes de l'accord global signé en septembre 2006 à Dar es Salaam). Ces chiffres ont du change depuis.

³ Le terme 'réfugié' est utilisé dans ce rapport pour marquer la distinction entre les civils et les combattants. Dans certains cas comme par exemple dans le cas d'un civil qui est en même temps un activiste politique, le terme 'réfugié' pourrait alors prêter à confusion. Il faut noter cependant que les chercheurs n'avaient pas toujours accès aux détails concernant les circonstances exactes et / ou personnelles et ont poussé la personne à rechercher le statut de réfugié en RDC.

⁴ Forces Armées Rwandaises; FAR ou ex-Far.

⁵ Voir www.fdlr.org

⁶ Voir www.ictr.org

⁷ Voir www.rewardsforjustice.net, www.mwfg.org/fugitives_files/rwanda/rwanda_fug.htm ou www.trial-ch.org

⁸ Durant la toute la recherche, les agents de la CTC étaient souvent confrontés à des rumeurs sur la présence de Calixte Nzabonimana (accusé par le TPIR et figurant sur la liste des personnes recherchées par l'administration américaine) et un certain Ildephonse (qui est présumé être Ildephonse Nizeyimana). D'autres rumeurs circulent également sur un certain responsable des FDLR dont on ne connaît pas l'identité et qui se trouverait à Fizi où il est traité avec beaucoup d'égards (transport en tipoyi, ce qui laisse croire qu'il serait gravement malade ou handicapé. Il est gardé au secret et à l'abri de la MONUC et des populations locales. Celles-ci croient que cette personne doit être parmi celles ayant orchestré le génocide : "Autrement pourquoi le garde-t-on loin de nous ?" interroge un des membres de la communauté.

d'il y a cinq ans. La majorité des combattants préfèrent rendre les armes et rentrer au Rwanda indépendamment de la situation politique dans le pays. Les possibilités des FDLR de mobiliser un allié solide et fiable ou encore le soutien des bailleurs restent très minces dans le court et le moyen terme. Par ailleurs, la transition politique amorcée en RDC va certainement avec le temps, aboutir à un environnement politique sécuritaire moins favorable aux FDLR. Elles risquent de plus en plus de perdre du terrain au profit des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et pourraient avec le temps aussi, perdre le contrôle de l'exploitation / commercialisation des minerais et pierres précieuses dans la zone qu'elles occupent.

Les Forces démocratiques alliées (ADF) et l'Armée nationale de Libération de l'Ouganda (NALU)

Les ADF et la NALU sont deux forces distinctes mais deux mouvements ougandais de rébellion étroitement liés et qui opèrent à partir de la zone située au nord de la province du Kivu et de celle limitrophe avec le district d'Ituri en RDC. Ce sont essentiellement les ADF qui continuent de lancer des offensives militaires contre le Gouvernement de l'Ouganda même si leurs opérations sur le territoire ougandais ne restent petites et sporadiques. Les ADF ont été créées en 1996 grâce au recrutement de quelques rescapés d'autres groupes rebelles liés aux extrémistes islamistes en Ouganda.

La NALU fut créée vers la fin des années 80 et s'est donnée comme objectif le renversement du gouvernement actuel. Elle est originaire d'une région où les membres de la tribu Bakongo ont longtemps combattu pour leur autonomie et leur hégémonie politique et ce, pendant des décennies. Elle est constituée d'un amalgame de plusieurs anciens groupes rebelles locaux.

Les origines des ADF se trouvent dans la partie sud-ouest de l'Ouganda et bon nombre de leurs sympathisants vivent soit en exil en RDC, soit au Kenya. Les ADF opèrent essentiellement dans la même région que la NALU à savoir : la région du Ruwenzori à la frontière avec la RDC. L'objectif principal des ADF semble viser le renversement du régime actuellement au pouvoir mais elles adhèrent également à une idéologie relativement islamiste⁹. Celle-ci les a aidées à bénéficier du soutien du Gouvernement du Soudan (Gvt.S) aussi bien que de certains individus et réseau d'obédience musulmane dans le Moyen Orient et au Pakistan. Le mouvement a souvent été accusé d'entretenir des liens avec Al Qaeda, mais cela n'a pas été prouvé.

Etant donné la collaboration étroite qui existe entre ADF et NALU ainsi que leurs objectifs politiques communs, ces mouvements sont examinés en commun dans le cadre du présent rapport. D'aucuns pensent que les forces ADF/NALU n'ont plus un poids militaire significatif aujourd'hui – et ne comptent qu'au maximum 900 combattants mal entraînés ou équipés sommairement et dont 60% environ sont des ressortissants congolais. Ces forces s'intéressent beaucoup plus à défendre leurs activités lucratives en RDC qu'à promouvoir leurs objectifs politiques en Ouganda.

L'impact des GA sur les provinces du Kivu

Les GA étrangers et les populations de réfugiés associées opèrent et vivent dans un environnement politique et sécuritaire qui leur est relativement favorable. Après vingt à trente ans de mauvaise gouvernance et une décennie de guerre civile, l'administration civile du Gvt. de RDC n'est pas très présente dans les deux provinces du Kivu et la capacité d'intervention des FARDC demeure faible en dépit des récents efforts déployés pour renforcer la présence militaire grâce au brassage de certains

⁹ *Ce sont-là les objectifs que poursuivent les responsables. Il faut retenir toutefois, qu'ils entreprennent rarement des activités censées contribuer à la promotion de ces objectifs. On se réfère donc à ces forces comme 'une rébellion sans idéal véritable'.*

Conflict and Transition Consultancies

éléments et à la mise en œuvre du programme DDR¹⁰. Le Gvt. de RDC ne s'est pas engagé dans une politique systématique de rapatriement des GA étrangers, laissant ce rôle à la MONUC depuis 2002. Cette dernière a aidé au rapatriement d'environ 5.000 combattants et d'un nombre similaire de personnes à charge durant cette période mais les GA étrangers ont réussi à maintenir leur présence ainsi qu'une forte influence dans les provinces du Kivu.

Les cartes sur les pages quatre et cinq respectivement, indiquent que les FDLR occupent entièrement au moins 20% du territoire des deux provinces. Une portion plus grande de ce territoire, notamment en milieu rural où la présence des FARDC et de l'administration civile est à peine ressentie, est sous influence des FDLR. La base des FNL en RDC couvre les plaines de Ruzizi dans la province du sud Kivu. Depuis le moment où la MONUC a déployé une unité près du camp fixe des FNL au début de 2006, ces dernières ont dispersé leurs combattants au sein de la population locale. Les forces mixtes ADF/NALU occupent le territoire situé sur les hauteurs du Ruwenzori en RDC et les régions au sud du district d'Ituri.

De tous les groupes susvisés, les FNL ont moins d'impact sur la population civile de la province du sud Kivu. Les combattants de ce mouvement sont généralement impliqués dans des activités d'extraction minières et les affaires. Les FNL utilisent le territoire de la RDC beaucoup plus comme base arrière et logistique en cas de trêve et pour des replis tactiques lorsque leurs opérations au Burundi sont sous la pression des Forces de Défense Nationale (FDN). Seuls quelques cadres des FNL sont basés en permanence en RDC comme officiers de liaison et de ravitaillement. On compte en moyenne, près de 200 ou 300 combattants des FNL en RDC pour l'instant. Ils se déplacent habituellement sans leurs familles et ne se livrent pas systématiquement à des sévices sur les populations civiles pour le moment, ce qui doit être perçu comme un changement positif de comportement par rapport aux agissements antérieurs.

Quoique la situation ait été différente par le passé, l'objectif primordial des forces mixtes ADF/NALU semble viser l'exploitation des gisements miniers dans des régions à la frontière entre la RDC et l'Ouganda. Les ADF/NALU s'adonnent à ces activités en partenariat avec des hommes d'affaires locaux, des politiciens et des membres des milices régulières de la région de Beni/Butembo. La population locale fournit la couverture militaire et politique aux ADF/NALU, en même temps que l'équipement, les armes et les munitions. Les forces ADF/NALU organisent l'exploitation des minerais dans des zones éloignées, notamment dans les parcs nationaux et les réserves forestières qu'elles vendent aux partenaires locaux. Les combattants non impliqués dans l'exploitation de ces minerais vivent au sein des populations locales qu'ils intègrent aisément du fait de leurs liens ethniques communs. En dehors des zones d'exploitation minière, les ADF/NALU ne harcèlent pas les populations locales souvent.

L'impact des FDLR est beaucoup plus marqué. Les forces contrôlent une grande partie des provinces du Kivu et disposent dans à peu près 50% du territoire, de solides appuis et constituent la principale force militaire et politique. Les FDLR prélèvent systématiquement des taxes, exploitent les minerais, contrôlent le commerce et dominent politiquement les populations locales. Les FDLR ont commis et continuent à commettre des abus en matière de droits des populations civiles. Les FDLR sapent l'autorité du Gvt de la RDC dans les zones qu'elles contrôlent. Toutefois et à ce jour, les FDLR ne sont vraiment pas harcelées par les FARDC, l'administration civile et la MONUC. C'est seulement dans certaines zones de Masisi et Rutshuru au nord du Kivu, à Walungu et Bunyakiri au sud Kivu que les FARDC ont attaqué occasionnellement les FDLR avec l'appui logistique de la MONUC afin d'étendre le contrôle de l'Etat sur les territoires.

¹⁰ Voir <http://www.mdrp.org/drc.htm> et www.conader.cd

Expérience en matière de D&R à ce jour

Le Gvt. de la RDC a fait récemment une série de déclarations et entrepris quelques actions militaires contre les FDLR, notamment dans la province du nord Kivu, lesquelles traduisent une volonté plus accrue de jouer un rôle plus important dans le cadre des efforts de D&R. Jusqu'à récemment, le Gvt de la RDC a brillé par son absence en ce qui concerne les activités de D&R. Le Gvt n'a pas institué une commission de rapatriement, ni donné l'ordre aux responsables civils et militaires de rapatrier les *combattants en sol étranger* (CSE). Il a monté des attaques sporadiques contre les positions des FDLR ou protégé les populations (du Kivu) des abus commis par les FDLR.

Depuis le départ des FDR en septembre 2002, les activités de D&R sont essentiellement du ressort de la MONUC. Depuis qu'elle s'est saisie de ce dossier la première fois en 2002, la MONUC a pu rapatrier environ 9300 individus dont plus de 50% de combattants et le reste constitué des dépendants des combattants¹¹. Le Gvt du Rwanda, en collaboration avec les gouverneurs des provinces du nord et sud Kivu, ainsi que quelques organisations de la société civile, a eu également un impact considérable durant cette période.

Toutefois, en dépit du fait que les efforts de la MONUC en matière de D&R aient contribué à l'affaiblissement des FDLR¹², ceux-ci sont largement critiqués par une gamme de parties prenantes interrogées durant cette étude. D'aucuns remettent en question l'effectivité et l'efficacité des approches adoptées à ce jour. En réalité, le mandat restrictif qui permet à la MONUC de ne faciliter que le désarmement et le rapatriement volontaires des GA étrangers a également limité son aptitude à promouvoir le processus de D&R et plusieurs informateurs ont présenté des cas d'opportunités perdues ainsi que des effets secondaires liés aux interventions de la MONUC. Une critique a été formulée particulièrement à propos des opérations militaires entreprises à Walungu (juillet août 2005) et Bunyakiri (fin 2005 et début 2006), justifiée en termes de protection des populations civiles contre certaines violations qui sont les causes présumées d'une recrudescence de violence perpétrée par les FDLR contre les populations des communautés civiles locales, tant dans les zones 'débarassées' de la présence prolongée des FDLR que des nouvelles zones d'opérations et d'installation.

MARCHE A SUIVRE POUR L'AVENIR

Politiques

1. Le gouvernement de la RDC nouvellement élu devrait assumer un rôle de leadership dans le désarmement et le rapatriement de combattants des GA étrangers. Ceci constituerait une étape essentielle dans le cadre des efforts de D&R parce que le Gvt de la RDC dispose d'actifs importants (effectifs et connaissances de l'environnement local) qu'il peut mettre à contribution. En outre le Gvt de la RDC a d'importantes obligations à honorer. Il est requis en vertu de la Constitution, de protéger tous ses citoyens et de prévenir par tous les moyens disponibles, des incursions armées à partir de son territoire dans les pays voisins. Aux termes des accords de Pretoria (2002) et de Lusaka (1999) et en tant que signataire du Pacte sur la sécurité, la stabilité et le développement dans la Région des Grands Lacs¹³, le Gvt de la RDC a pris des engagements clairs à cet effet. Il faut noter par ailleurs, que le Gvt de la RDC a tout intérêt à étendre son autorité sur tout le territoire national. Il est important enfin, pour le

¹¹ MONUC D&R (24th October 2006), quoted in the (DRC) Humanitarian Action Plan for 2007 (link:

[http://ochadms.unog.ch/quickplace/cap/main.nsf/h_Index/2007_DRC_ActionPlan_ENG/\\$FILE/2007_DRC_ActionPlan_ENG_SCREEN.pdf?OpenElement](http://ochadms.unog.ch/quickplace/cap/main.nsf/h_Index/2007_DRC_ActionPlan_ENG/$FILE/2007_DRC_ActionPlan_ENG_SCREEN.pdf?OpenElement))

¹² Amongst others the reduction in size from around 40,000 in the late 1990ies, 12-15,000 in 2002 and currently somewhere around 7000 combatants.

¹³ Ce pacte a été conclu en décembre 2006 dans le cadre de la conférence internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL).

Conflict and Transition Consultancies

développement économique et la reconstruction de la RDC ainsi que la consolidation des efforts de paix régionale et de coopération dans la Région des Grands Lacs, que le problème des GA soit résolu définitivement et le plus rapidement possible.

2. Si d'aventure le Gvt de la RDC faisait montre d'une volonté politique évidente pour régler de façon sérieuse le problème de D&R eu égard aux combattants des GA étrangers, les partenaires internationaux devraient lui accorder un appui afin de renforcer ses capacités dans des domaines divers : collecte et analyse du renseignement, l'extension de l'administration civile et de la présence de l'armée dans les territoires abandonnés et achèvement du processus d'intégration de l'armée et de DDR.
3. La coopération politique, régionale et bilatérale ainsi que l'échange du renseignement sur les GA devraient être accentués. La Commission Tripartite Plus (CTP, y compris la Cellule Fusion en matière du renseignement) et les contacts bilatéraux en cours devraient être développés davantage. Il est également nécessaire que ces initiatives prennent en compte les niveaux exécutifs des administrations respectives et mettre l'accent sur les mesures relatives à la coopération pratique. Les responsables militaires et civils, tant du Rwanda que du Congo, ont exprimé à maintes reprises le désir d'échanger des informations et de collaborer sur le plan opérationnel, dans le cadre des opportunités spécifiques en matière de D&R.

Opportunités pour un D&R non-violent

4. Il serait souhaitable que le problème des GA étrangers présents dans la Région des Grands Lacs soit résolu le plus vite possible en recourant à des moyens non-violents. Pour réussir un tel D&R volontaire et organisé des GA étrangers, il est important qu'une pression politique et militaire significative soit exercée sur ces groupes par le Gvt de la RDC, les puissances régionales et la Communauté internationale.

FDLR:

5. La Déclaration de Rome de ce mouvement (mars 2005) offre une opportunité de mise en œuvre d'un D&R non-violent qui devrait être exploitée avant de recourir à des mesures collectives même si les chances de succès sont faibles. A Rome, le leadership des FDLR avait déclaré sa volonté de participer dans un processus de rapatriement organisé et inconditionnel de toutes les unités militaires et de leurs familles respectives. A cause des dissensions internes et de l'environnement politique (processus électoral et instabilité en RDC) qui ont poussé quelques leaders des FDLR à penser qu'ils pouvaient toujours réaliser leurs objectifs par des moyens militaires, des dispositions de la Déclaration de Rome sont restées lettre morte. Cependant, les divisions internes, l'isolement accru, un recrudescence de l'hostilité du peuple et de l'Etat congolais ainsi qu'une transition relativement réussie marquée par le passage d'un gouvernement de transition post-conflit à l'installation d'un gouvernement élu en RDC, ont créé des conditions permettant de consentir un dernier effort en vue de persuader le leadership des FDLR de mettre en œuvre volontairement la Déclaration de Rome. A cet effet, le Gvt de la RDC devrait tout faire pour rencontrer rapidement les responsables des FDLR dans le but d'évaluer leur volonté à participer dans un processus organisé, volontaire et inconditionnel de D&R des FDLR.
6. Une question importante à régler dans ce domaine portera essentiellement sur le sort des 200-300 responsables qui ont fait savoir (à travers leurs représentants en 2005 à Rome) qu'ils étaient peu disposés à retourner au Rwanda parce que dans la plupart des cas, ils ont été personnellement impliqués dans le génocide de 1994 et que de ce fait, ils auraient à faire face à la justice. Si la RDC, le Rwanda et les acteurs internationaux peuvent trouver une solution politique et juridique acceptable pour ce groupe, l'obstacle le plus important au rapatriement du gros des combattants des FDLR serait surmonté. Même si cela s'avère difficile, toutes les

Conflict and Transition Consultancies

options devront être explorées par les politiciens et les experts juridiques en vue de la recherche de solutions acceptables par les gouvernements respectifs. La résolution de cette question contribuerait de façon significative à réduire les grands défis que constitue le D&R pour les autres combattants.

FNL:

7. Pour le cas des FNL, un accord général de cessez-le-feu conclu en septembre 2006 offre le meilleur cadre pour un rapatriement organisé et non-violent des 200-300 combattants des FNL du Burundi, actuellement stationnés dans les plaines du Ruzizi. La mise en œuvre de l'AGF et les autres négociations supplémentaires entre le Gvt du Burundi et les FNL devraient faire l'objet d'appui de la part des gouvernements régionaux et de la communauté internationale. Une solution négociée du conflit entre le Gvt du B et les FNL aurait le double avantage d'accroître l'isolement des FDLR.

ADF/NALU:

8. Un rapatriement négocié et volontaire des ADF/NALU est subordonné à la cessation des liens entre ces deux GA ougandais d'une part, avec d'autre part, les hommes d'affaires congolais, les politiciens et les militaires originaires de la Région de Grand Nord dans la province du Nord Kivu. A moins de mettre fin à ces liens, la présence des ADF/NALU en RDC est trop lucrative pour que ses derniers acceptent un D&R. Toutefois, si ses liens sont coupés, les ADF/NALU n'auraient aucune raison de poursuivre leur campagne parce que leur capacité militaire est trop limitée pour accomplir leurs objectifs politiques en Ouganda et maintenir leur présence en RDC.

En cas d'échec de D&R volontaire

9. Au cas où les FDLR n'accepteraient pas la mise en œuvre des dispositions de la Déclaration de Rome en matière de D&R selon un calendrier spécifique, le Gvt de la RDC devrait revoir de façon critique l'approche au D&R volontaire. Aussi longtemps que le leadership des FDLR reste engagé dans la lutte armée, l'expérience d'aujourd'hui indique que l'approche volontariste ne suffirait pas pour accomplir avec succès le D&R des GA étrangers.
10. Sauf disposition contraire, le reste du chapitre se réfère également au cas où le processus de paix échouerait au Burundi et/ou l'échec du programme de rapatriement organisé pour des ADF/NALU.
11. Si jamais le D&R volontaire s'avère impossible, il faudrait intensifier la pression militaire et politique ainsi que les mesures existantes en matière de D&R. En particulier dans le cas des FDLR, qui semblent plus capables que les autres mouvements, l'intervention militaire devrait être soumise à plusieurs conditions:
 - Elle devrait se focaliser sur le D&R des combattants plutôt que sur leur dispersion;
 - Des mesures devraient être envisagées pour garantir la protection des communautés hôtes contre les représailles et la prise d'otages par les GA.
 - Un régime de tolérance zéro de la corruption et de la violation des droits de la personne humaine par leurs agents, devrait être adopté par le Gvt de la RDC et le haut commandement des FARDC. Simultanément, le Gvt de la RDC et le haut commandement des FARDC devraient, avec l'aide des bailleurs internationaux, fournir un soutien logistique suffisant à toutes les unités impliquées dans ces interventions et un salaire régulier et amélioré pour les unités militaires impliquées dans ces efforts.
12. En vue de désarmer et de rapatrier les combattants des FDLR, dont la majorité sont favorables à un retour au Rwanda, il sera important de paralyser les opérations de la chaîne de commande et

de contrôle du leadership sur les forces des FDLR. La police militaire des FDLR et les services de sécurité ont une forte emprise sur les combattants au point qu'il devient difficile et risqué pour un combattant individuel de s'échapper des zones d'où il peut être rapatrié. Les opérations militaires ciblées contre le commandement des FDLR devraient viser à annihiler sa structure de contrôle. Par exemple, l'emplacement du quartier général des FDLR au Nord et au Sud Kivu respectivement est bien connu. Il est important de relever que ces bases n'ont pas été attaquées à ce jour.

13. Le déploiement des FARDC et de l'administration civile dans des zones stratégiques contrôlées par les FDLR devrait constituer une priorité. Il faudrait en même temps libérer un bon nombre de villes et de zones minières du contrôle des FDLR.
14. Les efforts en cours en matière de D&R doivent être consolidés en plusieurs domaines y compris ceux indiqués ci-après :
 - Il faudrait mettre à disposition davantage de sites pour le rapatriement des réfugiés et des combattants des GA. Il s'agit en particulier des zones qui sont à peine couvertes et où les responsables des FDLR ont déployés leurs combattants de peur qu'ils n'acceptent d'être rapatriés (Kilembe, Shabunda, Mwenga, Pinga, Walikale, etc.).
 - Toutes les opportunités de rapatriement doivent être exploitées. A cet effet, la MONUC devrait instruire et donner des moyens logistiques à ses missions basées à l'intérieur de Kivu pour protéger, aider et rapatrier immédiatement tout candidat qui se porterait volontaire. Le Gvt de la RDC devrait donner des instructions aux FARDC et à la police congolaise (PNC) ainsi qu'aux administrateurs civils afin de recevoir les candidats au D&R et de faciliter leur rapatriement.
 - Le rapatriement de réfugiés civils et des dépendants de combattants devraient être harmonisés. Pour cela, le HCR et la MONUC se doivent d'améliorer leur collaboration. Si le Gvt de la RDC décide de mettre en place une unité de coordination de D&R, celle-ci jouerait un rôle pour améliorer la coordination du processus de rapatriement des civils, des combattants et leurs dépendants.
 - Les efforts de communication et de sensibilisation doivent être améliorés, intensifiés et recentrés. En termes de contenus, la fourniture d'informations plus fiables sur la situation juridique (Gacaca), la situation économique et politique actuelle dans les pays d'origine et les programmes d'intégration méritent plus d'attention. En termes de canaux de communication, les membres de famille, les parents lointains, les amis et les ex-combattants rapatriés devraient être mis à contribution autant que possible pour faire passer cette information parce qu'ils sont considérés comme les sources les plus fiables d'information.
 - Outre l'amélioration et la collaboration, les techniciens de D&R, (de la MONUC et éventuellement du Gvt de la RDC) avec l'aide des personnes ressources et des organisations locales (ONG locales, organisations communautaires de base (OCB), les églises, les chefs coutumiers etc.) seraient en mesure de créer plus d'opportunités de D&R.
15. Pour promouvoir ce qui précède, le Gvt de la RDC aura besoin d'un soutien constant de partenaires internationaux. Le Gvt de la RDC devrait également envisager la possibilité d'une collaboration militaire avec les pays tiers ou organisations comme l'Union africaine¹⁴.
16. Les pays abritant les cellules des FDLR, FNL ou ADF/NALU et/ou leurs activités, devraient faire usage de tous les moyens possibles pour empêcher leur fonctionnement (aux plans politique, financier et logistique). En outre, les éléments soupçonnés d'avoir commis des crimes de guerre ou contre l'humanité devraient être arrêtés et ou extradés vers leurs pays d'origine ou remis entre les mains de tribunaux internationaux appropriés pour être jugés.
17. Il faudrait reconnaître qu'il y aura toujours un nombre limité de Rwandais, d'Ougandais et dans une moindre mesure de Burundais qui chercheraient à rester en RDC et aspireraient à la nationalité congolaise. La RDC et ses voisins devraient créer les conditions juridiques pour

¹⁴ Le Conseil de sécurité des Nations Unies va examiner le nouveau mandat de la MONUC's en avril 2007. Il est prévu de réduire ce mandat et ses ressources au cours de l'exercice 2007.

recevoir ces nombreux cas. En l'absence d'un cadre juridique adéquat, certains resteraient des immigrants illégaux capables de créer des problèmes ou d'en connaître à l'avenir.

Résultats anticipés

Si les mesures susvisées sont entreprises de manière constant et systématique, la présence des GA étrangers en RDC peut être réduite de façon significative à court terme. Mais si aucune mesure drastique n'est prise, le rapatriement des membres des GA, de leurs familles et des réfugiés civils va s'éterniser comme on l'a vu jusqu'ici, compromettant la sécurité régionale, les efforts de consolidation de la paix dans les provinces du Kivu et les initiatives de redressement économique et social dans l'Est de la RDC.

Recommandations

A toutes les parties:

- La complexité et l'importance de l'opération de D&R (y compris le rapatriement des réfugiés civils) dans la Région des Grands Lacs, requièrent une solide coopération entre les efforts de D&R et ceux de rapatriement de civils. Les parties en présence en RDC (Gvt de la RDC, pays donateur, MONUC et UNHCR) et dans les pays d'origine (gouvernements, démobilisation gouvernementale, commissions de rapatriement et/ou de réintégration et partenaires internationaux) ainsi que les organisations régionales (UA, MDRP, etc.) devraient collaborer pour renforcer les efforts de coordination des Grands Lacs en matière de D&R et pour formuler une stratégie conjointe.

Au Gvt de la RDC

- Le Gvt de la RDC devrait (i) réitérer son engagement au D&R des GA étrangers; (ii) développer une stratégie nationale en matière de D&R, (iii) renforcer ses capacités afin de jouer un rôle majeur dans la planification, la coordination et la mise en œuvre des activités de D&R. A cet effet, le Gvt de la RDC devrait établir une petite unité de D&R pour coordonner tous les efforts de D&R en RDC.
- Le Gvt de la RDC devrait exprimer clairement par ses déclarations et ses actions (grâce au déploiement d'autres unités de FARDC), à tous GA étrangers qu'ils ne sont plus les bienvenus sur leur territoire et que leur présence ne sera plus tolérée en RDC. Il faut leur intimer l'ordre de cesser immédiatement de violer les droits humains du peuple congolais, de mettre à terme l'exploitation illégale des ressources du pays et d'arrêter leur collaboration avec les quelques GA congolais qui restent.
- Les FARDC et les administrations civiles devront être déployées à travers les provinces du Kivu. Les GA étrangers devraient être expulsés de tous les endroits stratégiques et interdits d'exploiter les gisements miniers ou de s'engager dans toute activité économique importante. A cet effet, il serait judicieux que le Gvt de la RDC mobilise un soutien militaire supplémentaire auprès de pays tiers consentants ou l'Union africaine (UA).
- Le Gvt de la RDC devrait ordonner les FARDC et unités de la police nationale congolaise (PNC), ainsi que les administrateurs civils afin qu'ils reçoivent et protègent les candidats au D&R et qu'ils facilitent leur rapatriement.
- Le Gvt de la RDC et le commandement des FARDC devraient appliquer le principe de zéro tolérance contre la corruption et les abus des droits de l'homme perpétrés par les responsables congolais. Ces mesures devraient aller de pair avec un appui logistique à l'armée, des conditions salariales améliorées pour les militaires et autres fonctionnaires ainsi que la poursuite des programmes de DDR et d'intégration au sein de l'armée.

Conflict and Transition Consultancies

- Le Gvt de la RDC devra s'assurer que toute forme de collaboration politique sécuritaire et économique entre les responsables congolais et les GA étrangers cesse.
- La collaboration régionale, parmi d'autres questions de D&R, devrait constituer une priorité majeure de la politique étrangère du Gvt de la RDC

Aux pays d'origine:

- Burundi, Ouganda et Rwanda, tout comme la RDC, devraient maintenir une collaboration régionale sur le D&R des GA étrangers en tant que priorité dans le cadre de leurs politiques étrangères. Il leur faudrait aussi désigner des points focaux ou des structures pour coordonner les efforts en D&R avec le concours d'une structure congolaise appropriée quant elle sera établie.
- Le Gvt du Rwanda devrait poursuivre la mise en œuvre du Programme rwandais de Démobilisation et de Réintégration et faciliter le recours aux citoyens aux fins d'information et sensibilisation en RDC.
- Le Gvt du Rwanda devrait réfléchir sur les options possibles (intermédiaires) eu égard aux 200-300 responsables des FDLR peu enclins à accepter un rapatriement volontaire et qui utiliseraient tous les moyens possibles pour faire obstacle au processus du D&R des FDLR.
- Le Gvt du Burundi devrait considérer comme priorité, la question de rapatriement du reste des éléments des FNL en RDC, dans la seconde phase de mise en œuvre du programme de rapatriement des CSE.
- Le Gvt de l'Ouganda devrait continuer à prolonger le mandat de la Commission d'amnistie et discuter des opportunités en matière de modalités de rapatriement avec le Gvt de la RDC et les représentants des GA.

A la MONUC:

- La MONUC devrait viser comme objectif majeur, le D&R des GA étrangers, notamment si le Conseil de Sécurité des NU décide de réduire son mandat et sa capacité.
- La MONUC devrait instruire et permettre de façon logistique, ses missions à l'intérieur du Kivu à protéger, aider et rapatrier immédiatement tout candidat qui exprime son désir de rapatriement.
- La MONUC devrait partager son expérience avec le Gvt de la RDC aux fins d'élaboration d'une stratégie nationale et d'évaluation de la capacité de D&R. La MONUC devrait également aider à renforcer la capacité nationale du Gvt de la RDC à faire face aux questions relatives au D&R.
- Les activités de D&R de la MONUC et de ses partenaires devraient être revues dans le cadre des 'leçons sous-régionales apprises'. Ces leçons doivent être largement diffusées; en particulier avec l'unité de D&R du Gvt de la RDC, une fois que celle-ci est établie.

Au MDRP:

- En vue de réaliser son objectif de promotion de paix et stabilité dans la Région des Grands Lacs à travers l'appui aux programmes de démobilisation et réintégration, le MDRP devrait étendre ses activités et ressources pour soutenir et renforcer la capacité congolaise en termes de D&R et faciliter la collaboration régionale en matière de D&R. Le MDRP est particulièrement bien placé pour le faire dans la mesure où il applique une approche régionale et appuie déjà les commissions de démobilisation et de réintégration de tous les pays des Grands Lacs.
- Le MDRP devrait continuer à fournir une assistance financière et technique aux commissions nationales de DDR des pays suivants : Burundi, Rwanda et Ouganda afin de s'assurer qu'ils

Conflict and Transition Consultancies

disposent de la capacité nécessaire pour apporter une aide en matière de D&R aux combattants des GA désireux à quitter la RDC.

Communauté internationale:

- Tous les pays qui abritent les réfugiés Rwandais, Burundais ou Ougandais devraient inhiber les opérations des satellites des FDLR, FNL et/ou ADF/NALU sur leurs territoires. Il leur faudrait par ailleurs, arrêter les éléments soupçonnés de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité et les remettre entre les mains du TPIR.
- Si une demande du Gvt de la RDC est faite en ce sens, les bailleurs devraient accompagner les efforts de développement des capacités de ce pays en matière de D&R. Il leur faut également intensifier l'appui à la bonne gouvernance, au DDR et aux programmes d'intégration en RDC.
- Le Conseil de Sécurité des NU devrait maintenir le mandat de la MONUC afin d'aider les gouvernements de la région dans le domaine du D&R des GA étrangers en RDC. Le Conseil de Sécurité devrait étendre le mandat de la MONUC afin de lui permettre de procéder au D&R forcé des GA étrangers en appui aux efforts du Gvt de la RDC.
- Les pays donateurs devraient poursuivre et intensifier leurs efforts pour faciliter la coopération régionale et la réconciliation, y compris à travers la Commission Tripartite mixte Plus.
- Les pays donateurs devraient appuyer les efforts du Secrétariat du MDRP pour aider éventuellement une unité congolaise de D&R en cas de besoin et faciliter la collaboration entre les structures Congolaise, Rwandaise, Ougandaise et Burundaise en matière de D&R.
- Les bailleurs devraient faciliter et consolider l'échange exhaustif des leçons tirées en matière du D&R pour inspirer les prochaines phases des opérations de D&R dans la région des Grands Lacs, de même que les opérations futures similaires entreprises ailleurs.
- Les bailleurs devraient appuyer les accords potentiels conclus par les différents gouvernements régionaux pour évincer les 200-300 responsables des FDLR dont certains pourraient être des génocidaires en vue de faciliter l'accélération du processus de D&R pour le reste des éléments des FDLR.

1. Introduction

La présence permanente des groupes armés (GA) qui opèrent de part et d'autre des frontières constitue une menace immédiate contre la consolidation de la paix dans la région des Grands Lacs. Aussi longtemps que ces groupes resteront actifs, il sera difficile d'instaurer la paix dans la sous-région et de normaliser les relations entre les pays de l'espace des Grands Lacs, nonobstant les différents efforts déployés par ces pays et la communauté internationale¹⁵ pour rétablir ces relations, sortir d'une situation de conflits et s'acheminer vers le développement économique souhaité.

En outre, la présence des GA étrangers gêne le rétablissement de l'autorité de l'État congolais ainsi que les efforts de redressement économique et de réduction de la pauvreté dans les provinces du Kivu en République démocratique du Congo (RDC). Les structures parallèles de l'autorité et la persistance de l'insécurité provoquent de grandes souffrances humaines à cause des mauvais traitements infligés par les GA étrangers aux populations civiles locales et du fait qu'ils empêchent les autorités et les ONG d'accéder aux zones les plus affectées. En outre, les activités programmées de redressement économique et de réduction de la pauvreté ne peuvent être mises en oeuvre dans les zones où les GA étrangers contrôlent effectivement le territoire. Les investissements privés essentiels dans l'exploitation des ressources minières sont entravés par la situation sécuritaire et les autres ressources (par exemple, les minerais, le bois, la faune sauvage) sont exploitées de manière irresponsable et peu durable. Pour réaliser les conditions minima devant permettre à l'État et aux populations congolaises d'engager le redressement de leur pays, les GA présents sur le sol congolais doivent être désarmés et rapatriés.

À ce propos, les partenaires du Programme multi-pays de démobilisation et de réintégration (MDRP)¹⁶ ont demandé un bilan du processus de désarmement et de rapatriement (D&R) des ex-combattants en novembre 2005. Les termes de référence (annexe 5) qui en ont découlé mettent l'accent sur quatre GA étrangers opérant dans les provinces du sud et nord Kivu¹⁷ en RDC. L'intérêt des partenaires du MDRP pour le D&R des GA étrangers tient à son objectif global qui consiste à appuyer la stabilisation de la région à travers des activités de démobilisation et de réintégration entreprises dans les pays de la région des Grands Lacs. La présence continue d'un nombre important de CSE basés à l'Est de la RDC gêne l'exécution des programmes en cours en matière de démobilisation et de réintégration appuyés par le MDRP en RDC, au Rwanda et en Ouganda et constitue un obstacle majeur à la consolidation de la paix dans la région. Cette présence persistante des GA étrangers contraint différents pays de la région à maintenir des armées dont les effectifs sont plus importants qu'il n'aurait été nécessaire si ces menaces sécuritaires n'existaient pas. Ceci contribue à un accroissement des dépenses affectées à la sécurité et pourrait également entraver les programmes nationaux de démobilisation.

1.1 But et objectifs

¹⁵ La mise en place de la Commission mixte Tri-Partite Plus et la Conférence Internationale sur la Paix et la Sécurité dans la région des Grands Lacs sont quelques-uns des efforts déployés dans ce domaine.

¹⁶ Le MDRP est une initiative appuyée par la Banque mondiale et 13 bailleurs de fonds (Allemagne, Belgique, Canada, Danemark, France, Finlande, Italie, Irlande, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, et Commission européenne), impliquant 30 organisations partenaires, y compris les agences des Nations Unies. Les fonds affectés au MDRP proviennent de deux sources. Environ 200 millions de dollars EU sont mis à disposition par la Banque mondiale/IDA et une enveloppe de 300 millions de dollars EU proviennent du Fonds fiduciaire à multiples bailleurs (MDTF). Le MDRP vise à mettre un terme à la spirale des conflits dans la région élargie des Grands Lacs (Angola, Burundi, République centrafricaine, RDC, République du Congo, Rwanda et Ouganda) en appuyant les efforts de démobilisation et de réintégration. [Pour de plus amples renseignements, prière consulter le site web suivant : <http://www.mdrp.org>].

¹⁷ À l'exception, par exemple, de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) dont la présence se limite à la province orientale, plus particulièrement à l'Ituri et au parc national de Garamba.

Conflict and Transition Consultancies

Le but de cette de ce travail de recherche (désignée ci-après **l'étude**) est de conforter « *les succès enregistrés par le processus de D&R des GA étrangers en RDC* ». Les objectifs visés se résument comme suit :

- (i) fournir une cartographie initiale de la dynamique de groupe des GA étrangers actifs en RDC, y compris :
- un aperçu historique de leurs origines et de leur évolution ;
 - leurs structures politiques et sociales
 - les relations qu'ils entretiennent avec les forces de sécurité régulières locales, les administrations locales, les populations civiles, les autorités religieuses, les chefs modernes / traditionnels ;
 - les profils économiques et les stratégies de financement des GA étrangers, et
- (ii) procéder à une évaluation des opportunités et contraintes auxquelles font face les combattants des groupes armés (hommes et femmes) rwandais, ougandais et burundais, ainsi que leurs personnes à charge vivant en RDC qui sont prêts à déposer les armes et à se faire rapatrier.

L'objectif primordial de cette étude est d'identifier et décrire « *les opportunités et contraintes auxquelles font face les groupes armés (hommes et femmes) rwandais, ougandais et burundais ainsi que leurs personnes à charge vivant en RDC et prêts à déposer les armes et à se faire rapatrier vers leur pays d'origine* ». L'étude met l'accent sur la manière dont les CSE qui vivent en RDC et leurs anciens collègues rapatriés perçoivent le D&R. L'exercice de cartographie, y compris l'aperçu historique des différents groupes analysés dans le cadre de l'étude, a pour vocation d'aider les décideurs politiques à mieux comprendre les contraintes et opportunités auxquelles font face ces combattants et à contribuer ensuite au renforcement du processus de D&R des GA étrangers en RDC.

Cette étude ci-après dénommée **la revue**, fut commanditée dans le contexte global d'un « passage en revue des leçons apprises et de l'analyse de la dynamique de groupe en appui aux efforts de désarmement, de démobilisation, de rapatriement et de réintégration [D&R] des ex-combattants des GA étrangers encore présents en RDC. Les derniers volets de l'étude peuvent être entrepris en 2007 et donneront lieu à une évaluation plus détaillée des pratiques courantes et passées de D&R.

La méthodologie utilisée dans le cadre de cette étude s'appuie essentiellement sur la collecte de données auprès des combattants des GA eux-mêmes et des communautés qui sont en contact direct avec les GA. Ces données ont été collectées principalement en RDC, au Rwanda, au Burundi et en Ouganda. Selon un ordre de priorité, ces informations ont été collectées directement auprès de combattants des GA étrangers en RDC, d'ex-combattants de retour dans leurs pays d'origine, de personnes à charge desdits combattants, de membres des communautés locales vivant dans les zones où opèrent ces groupes, de responsables civils et militaires ainsi que d'organisations de la société civile locales. Des entretiens ont été organisés en cas de nécessité avec des représentants des tiers, y compris ceux de la MONUC, de l'ONUB ou avec d'autres fonctionnaires internationaux afin de recueillir leurs avis sur ce qui précède.

Cette étude n'est pas une évaluation de toutes les activités de D&R entreprises ce jour. Elle contient néanmoins des éléments importants pour une revue générale des expériences et leçons apprises, vu qu'elle reflète les perspectives des (anciens) membres des groupes armés et des communautés hôtes, sur les efforts de D&R.

1.2 Groupes cibles

Les groupes ciblés dans le cadre de cette étude sont constitués de quatre GA étrangers opérant dans les provinces du sud et nord Kivu en RDC. Les GA étrangers sont définis comme des groupes enracinés politiquement et militairement dans des pays autres que la RDC et ayant une forte présence d'éléments

Conflict and Transition Consultancies

armés en RDC. La seconde définition peut signifier également que le groupe en question occupe et contrôle physiquement le territoire et/ou est en mesure de déployer systématiquement des combattants armés dans des zones ostensiblement occupées par les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC).

Cette dernière définition s'applique aux Forces Nationales pour la Libération (FNL) qui déploient régulièrement des éléments dans une partie des plaines de Ruzizi théoriquement contrôlées par les FARDC. Dans la partie Est des plaines de Ruzizi, les FNL se fondent dans les communautés locales et opèrent surtout dans la clandestinité. Elles ont pu maintenir une capacité militaire en RDC bien qu'étant incapables ou peu désireux de contrôler ce territoire. Dans le contexte de la présente étude, les GA étrangers ont été évalués selon un ordre de priorité :

- Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR) / Forces combattantes Abacunguzi (FOCA¹⁸) ; pays d'origine : Rwanda ;
- Allied Democratic Forces (ADF) / National Liberation Army of Uganda (NALU) ; pays d'origine : Ouganda ;
- Forces Nationales pour la Libération (FNL) ; pays d'origine : Burundi

Parmi ces quatre¹⁹ mouvements rebelles examinés dans cette étude, l'essentiel du temps et des ressources des consultants a été consacré à l'évaluation des FDLR. Cette démarche se justifie par les raisons suivantes :

- les FDLR sont de loin le GA étranger le plus important et le plus puissant à l'Est de la RDC ;
- les FDLR contrôlent une portion plus grande du territoire congolais que les autres GA ;
- la population civile congolaise affectée par la présence des FDLR est plus importante que celle qui subit la présence des autres mouvements et les FDLR ont un plus grand impact sur les civils dans les zones où elles opèrent ; et
- l'impact des FDLR sur la paix et la stabilité de la région est fortement ressenti.

Les groupes dissidents des quatre GA étrangers tels que le groupe du Major Musare qui s'est séparé des FDLR il y a environ un an sont examinés dans le contexte du groupe principal dont ils sont issus. Les GA étrangers qui opèrent en RDC mais hors des provinces du Kivu (par exemple l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA)) ne font pas partie des termes de référence de cette recherche.

Compte tenu de la complexité de la situation à l'Est de la RDC, il est possible que d'autres GA existent dans les provinces du nord et sud Kivu. Le cas échéant, ils ont des effectifs et une influence limités. Il va sans dire que d'autres AG pourraient apparaître à l'avenir.

1.3 L'équipe de « Conflict & Transition Consultancies »

L'équipe de Conflict & Transition Consultancies (CTC) est composée de deux personnes travaillant à temps plein (un chef d'équipe et un expert congolais en D&R). Tous les deux possèdent plusieurs années d'expérience en matière de D&R en RDC et une bonne connaissance des pays voisins. L'expert congolais a une formation militaire tandis que le chef d'équipe a une expérience dans le domaine de l'assistance humanitaire, de la promotion de la paix et l'analyse politique.

CTC a recruté des assistants et des chercheurs à titre temporaire pour entreprendre des tâches spécifiques dans le cadre de l'étude. Certains avaient pour rôle de mener des études particulières (aperçu historique, animation de groupes de discussion au Rwanda et études comparatives de différents types d'interventions dans le domaine du D&R), tandis que d'autres ont organisé des entretiens avec

¹⁸ Le FOCA est la branche armée des FDLR.

¹⁹ L'ADF et la NALU doivent toujours être considérés comme deux mouvements distincts, en dépit de la collaboration étroite qui existent entre eux.

Conflict and Transition Consultancies

des combattants des GA, des personnes à charge des combattants, des communautés et des responsables locaux en RDC. Les assistants temporaires présentent divers profils. Parmi eux, on compte des universitaires, mais aussi des personnes peu instruites mais ayant une parfaite connaissance des certaines régions et communautés. La plupart sont originaires de la région et y résident (par exemple, en RDC, au Rwanda, au Burundi ou en Ouganda). Certains assistants ont été sélectionnés en raison de leurs connaissances techniques spécifiques, d'autres parce qu'ils pouvaient servir de saufs-conduits aux GA dont l'accès était difficile. Au total 35 assistants ont été retenus par CTC pour des périodes allant de quelques jours à plusieurs semaines.

1.4 Méthodologie

Les informations ont été collectées suivant diverses méthodes qualitatives, résumées dans le tableau ci-dessous :

Figure 1 : Méthodologies appliquées dans le cadre de cette étude

	<i>GA</i>	<i>Ex-GA</i>	<i>Communautés</i>	<i>Tiers</i>
Entretiens avec les informateurs clés	X	X	X	X
Questionnaires	X			
Groupes de discussion		X		
Étude comparative	X		X	
Bibliographie / documents : Aperçu historique			X	

1.4.1 Entretiens avec les informateurs clés

Les entretiens avec les informateurs clés ont impliqué un large éventail d'individus (parfois des groupes de 2 à 5 personnes) présentant divers profils. Certains étaient des combattants ou des ex-combattants des GA, des membres des communautés hôtes ou des personnes ayant une bonne connaissance du terrain. Des cadres gradés, des responsables politiques des (ex-)combattants faisaient également partie des personnes interrogées. Au nombre de ces informateurs clés, on compte :

- des représentants de l'administration régionale dont :
 - les quatre Commissions nationales de démobilisation et de réintégration ;
 - le personnel militaire et de sécurité des différents États ;
 - les administrations civiles locales en RDC ; et
 - les chefs traditionnels ;
- des responsables communautaires, des ONG locales, des OBC et des hommes d'église, etc. ;
- le personnel du secrétariat du MDRP ;
- les facilitateurs des processus (de paix) ;
- les organisations des Nations unies, comme la MONUC, le HCR et l'ONUB ;
- des représentants d'ONG internationales ;
- des diplomates et bailleurs de fonds ; et
- des analystes politiques.

1.4.2 Questionnaires

Étant donné que les GA étrangers présents en RDC n'étaient pas toujours accessibles, plusieurs d'entre eux ont été approchés par le biais d'intermédiaires. Ces derniers étaient souvent des membres de la communauté locale ayant une connaissance avérée et pouvant accéder facilement aux AG. Dans beaucoup de cas, il n'était pas conseillé, pour des raisons de sécurité, que les intermédiaires montrent les questionnaires aux membres des GA. Il leur était donc demandé de les mémoriser et d'élaborer un rapport par la suite en s'inspirant de ces questionnaires. Le soin était laissé aux intermédiaires de choisir le mode de description des objectifs de l'étude aux personnes interrogées. Certains disaient la vérité sur l'objectif des questions tandis que d'autres, encore une fois pour des raisons de sécurité, préféraient ne pas s'en tenir exactement au but indiqué. La qualité des rapports variait également. Là où les informations recueillies étaient peu satisfaisantes, les enquêteurs étaient soumis à un débriefing par le personnel de CTC en vue de collecter le maximum d'informations possibles.

1.4.3 Groupes de discussion

Les informations obtenues auprès d'anciens membres des GA rapatriés au Rwanda ont été collectées par le biais de groupes de discussion. Ces exercices permettent de générer des informations détaillées et de qualité comparativement aux questionnaires et entretiens individuels. Un cabinet-conseil rwandais a été commis pour entreprendre cette tâche et une équipe composée de trois de ses agents s'est chargée d'interroger (2 enquêteurs et 1 rapporteur) les ex-combattants des GA qui se trouvaient encore au centre de démobilisation (CD) de la Commission rwandaise de Démobilisation et de Réintégration (CRDR) à Mutobo, ainsi que ceux ayant déjà réintégré la vie civile.

Les réunions des groupes de discussion n'ont pas eu lieu en RDC, en Ouganda et au Burundi pour diverses raisons. En RDC, ces discussions n'étaient pas possibles avec les membres des GA parce que les dirigeants des GA s'opposent au désarmement et au rapatriement. Il a donc fallu faire preuve de discrétion dans la collecte des informations requises et celle-ci n'était possible qu'avec une ou deux personnes en même temps. En Ouganda, la tenue des groupes de discussion était jugée trop fastidieuse parce que les ex-GA concernés étaient trop dispersés, d'où la difficulté de les localiser. Au Burundi, CTC a jugé que ces discussions seraient inappropriées compte tenu du contexte politique actuel et de l'état de mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu.

1.4.4 Aperçu historique et bibliographie

L'aperçu historique sur l'ADF/NALU a été confié au Dr. Koen Vlassenroot, un chercheur expérimenté sur l'Ouganda et la RDC. L'aperçu historique sur les FNL a été rédigé par CTC grâce à une importante contribution de Jan van Eck, un analyste sud-africain qui est un observateur attentif du processus de paix au Burundi. L'aperçu historique sur les FDLR a été rédigé par CTC. Les auteurs de ces contributions ont été choisis en fonction de leur connaissance des groupes concernés. Les analyses se fondent donc sur les connaissances personnelles des chercheurs et sur des données bibliographiques secondaires en rapport avec le sujet.

Des sources secondaires ont été consultées pour l'élaboration du présent rapport. Toutefois, l'essentiel du rapport est basé sur la collecte de données primaires, directement auprès des groupes cibles et des personnes qui ont une bonne connaissance des différents des GA et de leur environnement. On peut noter pour conclure qu'il existe très peu de données secondaires fiables parce que :

- peu de chercheurs se sont adressés directement aux membres des GA et, en particulier, aux commandants d'unité ;
- les chercheurs qui ont pu interroger des (ex-)membres des GA n'ont eu des entretiens qu'avec quelques-uns (seulement un ou deux) et leurs conclusions ne peuvent donc être considérées comme assez représentatives ;

Conflict and Transition Consultancies

- la MONUC et les autres structures (par exemple, les services de sécurité et ONG intervenant dans les zones contrôlées par les GA) et qui détiennent des informations sur eux n'échangent pas les informations en leur possession ;
- les informations fournies par les GA sont souvent biaisées et peu de chercheurs et journalistes disposent de moyens pour vérifier ces informations sur le terrain ; et
- les analystes et groupes de pression écrivant sur les GA publient souvent leurs rapports dans le but d'influencer les politiques des gouvernements et des bailleurs de fonds dans les pays des Grands Lacs. En conséquence, il y a une tendance à mettre l'accent sur des éléments servant à étayer les avis et recommandations formulés.

1.4.5 Analyse comparative

CTC a estimé qu'il était important de collecter des informations sur les perceptions des ex-combattants ainsi que des communautés locales sur les options militaires afin de faire progresser le processus de D&R en RDC. En vue de formuler une opinion avisée sur les points de vue des communautés locales et des combattants sur l'impact d'une intervention militaire contre ces GA étrangers en RDC, les chercheurs locaux ont étudié les trois différentes situations suivantes :

- *Walungu* : une zone où la MONUC a mené des opérations militaires contre les FDLR ;
- *Bunyakiri* : une zone où les FARDC ont mené des opérations militaires contre les FDLR ;
- *les plaines de Ruzizi* : une zone où aucune opération militaire n'a eu lieu.

CTC a entrepris une analyse comparative des trois différentes approches à partir de ces expériences. Cette étude a permis de comparer les éléments en rapport avec les stratégies de survie des GA ou leur comportement vis-à-vis des populations civiles.

1.5 Contraintes

Une étude sur un thème aussi sensible que le D&R des GA étrangers en RDC ne peut être menée que dans la discrétion. CTC n'a informé qu'un petit nombre de personnes sur cette étude, y compris les autorités compétentes des pays des Grands Lacs concernés, un certain nombre de diplomates et de collaborateurs locaux. Ceci est important dans la mesure où CTC voulait réduire au minimum les risques pour la sécurité de ces enquêteurs, plus particulièrement en RDC. En dépit de ces précautions, le principal *expert* congolais en D&R fut rapidement pris par les dirigeants des FDLR pour un « ennemi » dont l'objectif était « d'affaiblir » le mouvement à travers le rapatriement. Même si une minorité d'officiers des FDLR ait quand même accepté de parler à CTC, pour ceux parmi les autres qui étaient favorables au rapatriement, ces suspicions ont forcé CTC à recourir de plus en plus aux intermédiaires.

Sécurité

Le principal risque pour la sécurité de l'équipe de chercheurs venait des responsables des FDLR et de leurs agents qui sont hostiles au D&R. Ils interdisent à quiconque de parler des possibilités de rapatriement aux personnes sous leur contrôle. CTC a surmonté en partie cet obstacle en ayant pu établir le contact avec les membres des FDLR qui semblaient plus favorables au rapatriement. Ces personnes étaient disposées à rencontrer l'équipe de chercheurs ou à leur transmettre des messages par téléphone ou par l'entremise d'un tiers. De plus, les chercheurs de CTC rencontrent régulièrement mais discrètement plusieurs officiers des FDLR et autres représentants dans les zones contrôlées par les FARDC.

Dans la région du Grand Nord (Beni/Butembo) au Nord Kivu, les chercheurs de CTC ont été confrontés à une autre menace. Quelques cadres civils et militaires congolais qui tirent un avantage

Conflict and Transition Consultancies

financier de la présence des rebelles de l'ADF/NALU dans les montagnes du Ruwenzori et dans le sud de l'Ituri, utilisent les (ex-)milices congolaises et le personnel de sécurité pour empêcher les étrangers de contacter l'ADF/NALU ou même de parler aux civils ou militaires congolais susceptibles de fournir des informations pouvant conduire au rapatriement ou à la dissolution des groupes rebelles ougandais. Tout ceci a créé une certaine psychose dans la région et CTC ne pouvait entrer en contact qu'avec quelques personnes bien informées et disposées à livrer des informations sensibles. Il était donc difficile de se faire une idée claire de la dynamique de groupe au sein de l'ADF/NALU ou de recueillir les avis des combattants de l'ADF/NALU vis-à-vis du D&R.

Élections en RDC

Les élections nationales d'octobre de 2006 en RDC n'ont pas eu d'incidence directe sur l'enquête sur le terrain entreprise par CTC. Ces élections ont eu toutefois un effet sur les opinions de certains combattants des GA. L'attitude des FDLR concernant le rapatriement a été influencée par les résultats anticipés des élections, aussi bien que les remous politiques qui les ont suivis. La direction des FDLR a anticipé l'émergence de problèmes politiques au sortir des élections et considère ceci comme une occasion de renouveler les relations avec certains de ses anciens partenaires ou de nouer de nouvelles alliances pour bénéficier ainsi d'une aide militaire et politique en échange d'un soutien militaire contre les adversaires politiques de leurs alliés congolais. Certains responsables des FDLR étaient tellement convaincus que cette opportunité se présenterait qu'ils ont refusé d'envisager le D&R.

Processus de paix au Burundi

Pendant le déroulement de l'étude, un accord de cessez-le-feu a été signé à Dar es-Salam en Tanzanie, entre le gouvernement burundais et les FNL. Cette évolution positive a compliqué l'étude parce que CTC a estimé qu'il n'était pas judicieux de contacter directement les FNL dans ce contexte, ceci pour éviter que CTC ou le MDRP soient perçus comme offrant une solution alternative au processus de paix facilité par le gouvernement sud africain. Pour éviter toute ingérence dans le processus de Dar es-Salam, les chercheurs de CTC ont décidé de s'en remettre essentiellement aux sources secondaires.

La revue

Cette étude devait au départ être entreprise dans le cadre d'une revue plus générale. Pour diverses raisons, la mise en œuvre de l'autre composante de la revue a été différée. Bien qu'il soit toujours utile d'avoir davantage d'information sur les activités de D&R entreprises à ce jour, l'absence d'une telle information peut avoir eu des effets indirects bénéfiques. Cette étude relative aux opportunités ou aux contraintes au rapatriement des GA étrangers en RDC fournit des éléments d'information fort utiles sur le point de vue des bénéficiaires et des communautés sur le terrain. Les recommandations de cette étude mettront donc moins d'accent sur les changements intervenus dans les systèmes actuels et davantage sur les recommandations sur les conditions souhaitables ou non pour parvenir au désarmement et au rapatriement des derniers éléments des CSE ainsi que des personnes à leur charge sur la base des informations recueillies auprès des combattants, des personnes à charge et des communautés sur le terrain. Bien que ce rapport touche des personnes bien placées pour exécuter certaines activités, il met plutôt l'accent sur les activités que sur les acteurs.

2. La République Démocratique du Congo

2.1 Bref rappel historique

Depuis le début des années 90, la République Démocratique du Congo (RDC dénommée Zaïre jusqu'en 1997) a été secouée par des événements sanglants et caractérisés par des violations des droits humains. Des conflits violents ont éclaté en 1992 avec le déclenchement de violences ethniques opposant les Katangais aux Kasaiens suivies peu après par la « *guerre interethnique* » dans le nord Kivu et certaines parties du sud Kivu. Le pays fut ravagé par la suite par deux rebellions successives²⁰, impliquant toutes les deux, des armées étrangères.

Le défunt Président Mobutu Sese Seko avait souvent prédit les événements survenus en RDC après 1996 en ces mots : « *après moi, le déluge* ». Le départ de la scène du Président Mobutu, l'homme qui inventa les systèmes du pays, viendra accentuer une situation marquée par le déclin de l'État, le délabrement des infrastructures, l'enracinement profond de la corruption, de même que l'impact de la politique de « *diviser pour régner* », entraînant le troisième pays du continent en termes de superficie vers de sérieuses difficultés et un avenir lourd de menaces. Les événements récents ont donné raison à l'ancien Président Mobutu ; après son règne, l'effondrement de l'État s'est avéré inévitable. Dès 1996, le Zaïre avait cessé d'exister en tant qu'État. Les populations congolaises étaient de plus en plus divisées sur des bases ethniques et régionales. Les systèmes et stratégies de corruption, le népotisme, la mondialisation et la « *zaïrianisation* » étaient à l'origine d'une profonde crise économique et sociale.

Dans ces conditions, l'éclatement de la guerre ne représenta pas une surprise, en raison notamment de l'instabilité qui prévalait dans les pays voisins, en particulier au Rwanda et au Burundi, qui étaient secoués par des guerres civiles de grande ampleur ayant débordé jusqu'au Zaïre. Les déchirures profondes dans ces deux pays ont aggravé la situation dans un Zaïre déjà meurtri par les divisions ethniques existantes et l'arrivée massive de centaines de milliers de réfugiés burundais et rwandais dans la région du Kivu n'a fait qu'exacerber la logique de la politique du « *diviser pour régner* » promue par Mobutu et faire sombrer le pays dans un état de déséquilibre fatal.

La présence de plus d'un million de réfugiés rwandais et burundais, fortement politisés, lourdement armés et bien organisés a transformé fondamentalement le climat politico-ethnique dans les provinces du Kivu à l'Est du Zaïre. En outre, avec le changement de régime intervenu en 1994 au Rwanda, le paysage politique de l'ensemble de la région des Grands Lacs a été profondément modifié. Mobutu et son entourage n'ont pas réussi à anticiper ou gérer les conséquences de cette mutation. L'ancien président a permis également à certains de ses alliés comme le Président du HCR-PT²¹, Anzuluni Bembe, d'exploiter la situation pour en tirer des bénéfices politiques à court terme. Anzuluni Bembe et ses alliés politiques (dont plusieurs plateformes de la société civile du sud Kivu) ont intensifié leurs efforts pour exclure les congolais parlant le Kinyarwanda de toute participation à la vie politique du Zaïre. Ils sont allés jusqu'à dénier aux dénommés Rwandophones²² la nationalité zaïroise. Conjugés à la présence de ces réfugiés, tous ces facteurs ont abouti à l'exclusion sociale et politique et à des massacres ethniques²³.

²⁰ La première fut la rébellion menée en 1996/97 par l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo/Zaïre (AFDL) et la seconde fut dirigée par le RCD (Rassemblement Congolais pour la Démocratie de 1998 à 2003). Depuis 1998, le RCD a connu plusieurs fractures (RCD-Goma, RCD-ML, RCD-National) et de nouveaux mouvements ont fait leur apparition (MLC, UPC, etc.), entraînant une situation fragmentée et confuse.

²¹ Haut Conseil de la République ; Parlement de Transition.

²² Rwandophones et « *personnes parlant le Kinyarwanda* » sont des termes interchangeables dans le contexte de la DR Congo.

²³ Des cas de massacres ethniques au Zaïre furent enregistrés en 1995 à quatre endroits au moins dans la zone de Fizi : Fizi-centre, Baraka, Malinde et Lweba, mais aussi à Masisi, à Walikale et à Uvira.

Un autre facteur qui a énormément contribué à l'escalade du conflit tient à la création de nouvelles alliances politiques et militaires. Initialement, la *guerre interethnique* au nord Kivu avait réussi à mobiliser les congolais d'origine Hutu et Tutsi au sein d'une dynamique pour s'opposer aux autres communautés locales. Avec l'arrivée en 1994 des réfugiés Hutu, porteurs d'une idéologie qui a conduit au génocide au Rwanda, est née la coalition « Bantu²⁴ » et du coup, les Tutsi et Hutu sont redevenus de farouches adversaires. L'effondrement de l'État zaïrois, la guerre civile au Burundi et le génocide au Rwanda (ou ses conséquences) ont constitué autant d'ingrédients pour un embrasement de toute la région.

Au milieu de l'année 1996, l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo/Zaïre (AFDL), une coalition de groupes d'opposition congolais appuyés par les gouvernements du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi, lançait une campagne militaire contre le gouvernement zaïrois encore dirigé par Mobutu. Le Rwanda et les Tutsi congolais étaient les fers de lance de cette coalition car étant immédiatement menacés dans leur sécurité. Depuis la fin de l'année 1994, le Rwanda n'a cessé de faire l'objet d'infiltrations et d'incursions militaires de la part des éléments des ex-FAR et (d'anciens) Interahamwe visant à déstabiliser la région ouest du pays. Le régime en place au Rwanda tentait d'empêcher les réfugiés et les combattants de l'ancien régime de se reconstituer militairement et de poser un danger sérieux au régime de Kigali. Les Tutsi congolais en revanche étaient sensibles aux préoccupations des autorités rwandaises et partageaient les opinions de leurs compatriotes opposés au régime de Mobutu. Cependant, leur propre sécurité et leurs droits à la nationalité constituaient les motifs immédiats de leur adhésion à l'AFDL. Des pays comme le Burundi, l'Ouganda et l'Angola appuyaient l'AFDL pour des motifs similaires, à savoir que le régime de Mobutu abritait des rebelles hostiles à leurs pays respectifs. S'il est vrai que les membres et sympathisants zaïrois de la rébellion voulaient mettre un terme à des décennies de mal gouvernance politique et économique, certains d'entre eux n'étaient motivés que par le désir d'accéder aux ressources naturelles lucratives en participant à la gestion du pays.

La composition de la direction de l'AFDL et la diversité des pays impliqués traduisent le large soutien dont a bénéficié cette première guerre. La crainte du régime du FPR a poussé bon nombre de réfugiés rwandais d'origine Hutu à s'établir dans l'Est de la RDC, à faire alliance avec le régime de Mobutu. Il est difficile toutefois de parler d'une alliance véritable entre Mobutu et les réfugiés rwandais. Ces derniers étaient en réalité en première ligne durant les affrontements tandis que les ex-FAZ (Forces Armées Zaïroises) perdirent bientôt toute motivation à freiner la progression de la coalition de l'AFDL et se livrèrent systématiquement aux viols et aux pillages durant leur retraite rapide vers Kinshasa. En mai 1997, Mobutu fuyait le Zaïre et Laurent Désiré Kabila prenait les rênes du pouvoir en RDC.

Pour des diverses raisons, l'AFDL et la coalition internationale qui la soutenaient se sont effondrées en 1998. La méfiance a miné la collaboration entre les responsables de l'AFDL, notamment ceux qui n'étaient pas originaires des provinces du Kivu et le Rwanda, d'une part, et l'Ouganda et plusieurs autres responsables des provinces du Kivu, d'autre part. Le président Laurent Désiré Kabila et son entourage accusaient leurs voisins de l'Est de violer les principes de souveraineté de la RDC, tandis que le Rwanda et l'Ouganda accusaient Kabila de ne pas reconnaître leur rôle dans le renversement de Mobutu. Ils arguaient également qu'il fournissait une assistance à certains rescapés des ex-FAR/Interahamwe ayant survécu à l'offensive de 1996. Cette relation déjà perturbée se détériora davantage après que le gouvernement de la RDC eut ordonné aux Rwandais et aux Ougandais de quitter le pays en juillet 1998. Moins d'une semaine après leur départ, une seconde guerre éclata le

²⁴ À l'origine, le terme *Bantu* faisait référence à une famille de langues comprenant, par exemple, le Kinyarwanda, le Kirundi, le Kikuyu (Kenya), le Kiganda (Ouganda) et la plupart des langues parlées dans l'Est du Congo. Le linguiste allemand Wilhelm Heinrich Immanuel Bleek fut la première personne à utiliser le terme *Bantu* pour désigner ce groupe de langues (*Bantu* signifie peuple dans les langues Bantu). Cependant, dans la région des Grands Lacs, cette signification linguistique du terme "*Bantu*" a été remplacée par la nouvelle signification du terme : *Bantu* est actuellement employé plus souvent pour identifier des Africains ayant des traits morphologiques particuliers que pour identifier un groupe de langues.

Conflict and Transition Consultancies

2 août 1998 dans les provinces de l'Est de la RDC menée par des forces issues d'une coalition constituée du Rwanda, de l'Ouganda, du Burundi et de plusieurs anciens sympathisants de l'AFDL contestant le régime de Kabila.

Quelques jours après le déclenchement de cette guerre, le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD) s'est présenté aux populations de l'Est pour expliquer, par le biais de son président, « qu'ils ont été contraints de reprendre les armes parce que le Président Kabila les avaient trompés ». Les populations du Kivu dont une bonne partie avait critiqué Kabila avant la seconde guerre, exprimèrent son désaccord avec le RCD. Elles se disaient lassées et peu disposées à faire face à une autre guerre. Au cours des années qui suivirent, le RCD ne fut jamais en mesure de gagner la confiance de la majorité de la population des provinces du Kivu.

Il convient de noter que si les milices congolaises Hutus (*les Mongols*) ont souvent combattu aux côtés des forces composées d'exilés rwandais en 1996, la plupart d'entre eux avaient intégré pour la plupart les rangs du RCD en 1998. Cette seconde guerre (que le RCD avait baptisée « *guerre de rectification* ») a duré plusieurs années et s'est soldée par des millions de morts en plus des souffrances atroces infligées aux populations. L'ONG américaine *International Rescue Committee* a estimé le nombre de décès à 4 millions de personnes²⁵. C'est un peu à cause de ce lourd bilan que la communauté internationale a dû exercer une forte pression sur les belligérants, ce qui a abouti à la signature d'un accord de cessez-le-feu en 1999 à Lusaka, la capitale Zambienne. L'impact de cet accord de cessez-le-feu fut limité dans un premier temps. Pendant que s'estompaient les combats sur les lignes de front, une guérilla se poursuivait derrière la ligne de front jusqu'en 2002, affectant essentiellement les zones rurales de l'Est de la RDC et se soldant par un bilan plus lourd encore en pertes humaines que celui occasionné par les combats sur le front.

Ce n'est qu'en 2002 que la mise en application de l'accord de Lusaka se traduisit en termes concrets à travers le dialogue intercongolais à Sun City en Afrique du sud. Selon plusieurs observateurs, le remplacement de Laurent Désiré Kabila par son fils Joseph Kabila à la tête du pays avait beaucoup contribué à la relance du processus de paix. Le Président Kabila avait été assassiné dans son propre palais par l'un de ses gardes du corps le 16 janvier 2001 et son fils fut alors désigné pour lui succéder 10 jours après. Aussitôt après l'intronisation de Joseph Kabila, plusieurs aspects fondamentaux de l'accord de Lusaka qui avaient constitué des pierres d'achoppement finirent par se débloquent. Ce qui permit d'emblée à la MONUC d'achever son déploiement²⁶ et Sir Ketumile Masire, l'ancien Président du Botswana obtint finalement la coopération qu'il recherchait pour préparer le dialogue intercongolais (DIC).

À la fin 2002, le DIC déboucha sur « l'Accord Global et Inclusif sur la Transition en République Démocratique du Congo » et entra bientôt effectivement en vigueur. En juin 2003, le processus de transition formelle fut entamé avec l'installation d'un gouvernement d'union nationale jusqu'aux élections organisées en octobre 2006²⁷. Ces élections ont eu finalement lieu et le pays amorce une nouvelle phase avec un gouvernement nouvellement élu. Cependant, de nombreux aspects relatifs à la transition restent encore en suspens, en raison sans doute des objectifs trop ambitieux fixés à l'époque (à savoir : reconstruire le pays) ou parce que le gouvernement de transition était trop divisé et confronté à de nombreux « impératifs » liés aux questions de réconciliation et d'intégration (totale) de toutes les forces armées.

²⁵ Voir : <http://www.theIRC.org/> or e.g. Coghlan B, Brennan RJ, Ngoy P, et al. Mortality in the Democratic republic of Congo: a nationwide survey. *Lancet* 2006 ; 367:44-51.

²⁶ Avant l'intronisation du Président Joseph Kabila, la MONUC n'était pas autorisée à ouvrir certains bureaux ou à fonctionner tel que cela était prévu.

²⁷ Aux termes de "l'Accord Global", la transition aurait dû durer 24 mois avec deux prorogations possibles de 6 mois. En réalité, la transition dura plus de trois ans.

2.2 Situation actuelle en milieu rural au Kivu

Pour définir le rôle que pourrait jouer le gouvernement de la RDC dans la résolution du problème des GA étrangers sur son territoire, il est important d'analyser la capacité organisationnelle et militaire de l'État. Tel qu'on l'a relevé dans la section précédente, le processus de réconciliation, d'intégration et de pacification n'a pas été parachevé. Des actions significatives ont été entreprises au moment de l'absorption des factions rebelles les plus importantes au sein du gouvernement de transition (GT), mais cette démarche n'a pas permis pour autant de mettre un terme à toute opposition armée contre le pouvoir central ni contribué à réconcilier les différentes ethnies et régions du pays.

Les résultats des élections (octobre 2006) autorisent à penser qu'il existe une scission entre l'Est et l'Ouest de la RDC. Les combats au nord Kivu qui ont duré de fin 2006 jusqu'en février 2007 sont la preuve que certains groupes d'opposition sont soit incapables ou peu disposés à se servir des institutions démocratiquement élues pour faire entendre leurs griefs réels ou perçus comme tels et les résoudre. Les récents affrontements à Kinshasa entre les forces du président élu, Joseph Kabila, d'une part, et son plus grand rival, Jean Pierre Bemba, d'autre part, sont également source de préoccupations. Il s'avère fondamental de rechercher les voies et moyens de désamorcer les tensions entre ces acteurs politiques ainsi qu'entre les ressortissants de l'Est et de l'Ouest du pays par la voie pacifique.

2.2.1 La situation militaire

La maîtrise des tensions entre les principales forces politiques présentes à Kinshasa est cruciale. Les récents affrontements au nord Kivu et d'autres événements survenus ailleurs, à l'instar de la région de Uvira-Fizi dans le sud Kivu sont autant d'éléments qui montrent que la RDC reste encore confronté à un nombre important de problèmes pendant en matière de sécurité et qu'il y a encore des gens disposés à tenir tête au pouvoir central (et vice versa) par des moyens militaires. Cependant, l'évolution récente de la situation au nord Kivu laisse également penser que le gouvernement de la RDC a amélioré sa capacité militaire et politique de faire face à tout danger militaire. L'opposition au nord Kivu menée par le Général rebelle Laurent Nkunda a réussi en 2004 et 2005 à mettre sérieusement à rude épreuve la capacité des unités militaires loyalistes. En novembre 2006, la même force d'opposition a été repoussée après des accrochages avec les FARDC à la périphérie de Sake, une localité située au sud-ouest de Goma. Les combats se sont poursuivis ailleurs à Masisi et Rutshuru, faisant de nombreuses victimes dans les deux camps, tant du côté des combattants des FARDC que des troupes loyales à Nkunda.

Bien que le gouvernement de la RDC fût incapable de résoudre le conflit uniquement par la voie militaire, une solution politique semble avoir été trouvée par la suite avec le soutien du gouvernement rwandais. Une série de rencontres furent organisées entre Nkunda et les représentants militaires du gouvernement de la RDC à Kigali en janvier 2007 sous la médiation des Forces de Défenses Rwandaises (FDR). Ces rencontres ont débouché sur un accord censé susceptible de permettre l'intégration des forces de Nkunda au sein des FARDC²⁸. Les conditions de cette intégration ne sont pas encore clairement définies au regard du communiqué de presse publié à l'issue des tractations, mais elles semblent comporter un avenant qui stipule qu'un effectif important des forces de Nkunda restera pendant quelque temps dans la province du nord Kivu pour veiller à la sécurité des populations congolaises d'origine rwandaise. La volonté du gouvernement de la RDC de collaborer avec le gouvernement rwandais lorsque son propre intérêt le commande est un signe important de progrès dans le cadre de la coopération régionale.

²⁸ Lire, par exemple, <http://www.monuc.org/news.aspx?newsID=13862> 17/02/07: « Le processus de mixage est en marche au Nord Kivu. » Mohammad A. Wahab - MONUC.

Cette capacité militaire accrue du gouvernement de la RDC résulte surtout de l'intégration de l'armée et du processus de DDR en DRC. Pendant notre enquête, nous avons visité plusieurs zones du Kivu et avons noté une nette différence entre les unités intégrées des FARDC et celles en cours de *brassage*. Les unités intégrées paraissent plus indépendantes des partis politiques. Elles ont une idée plus claire de leur mission et de leur rôle dans la société en dépit de l'indiscipline persistante chez les soldats du rang et de la corruption persistante au niveau des plus hautes autorités. Il convient de noter cependant que les FARDC ne peuvent pas encore être considérées comme une armée efficace et suffisamment professionnelle. La corruption et l'indiscipline demeurent des préoccupations majeures et s'expliquent en partie par le faible niveau de rémunération des soldats. Les salaires ont été légèrement revalorisés au cours des derniers mois pour les hommes de troupe, mais ne dépassent pas toujours 20 dollars EU par mois²⁹. Une telle situation, à laquelle s'ajoute l'insuffisance des moyens logistiques, contribue à créer chez les soldats du rang le sentiment d'être abandonnés à leur sort. En conséquence, ils continuent à se débrouiller aux dépens de la population civile. Il ressort des témoignages recueillis³⁰ que certains vendent même des armes et des munitions aux GA étrangers et autochtones ainsi qu'aux civils.

Figure 2 : Echelle des salaires (fin 2006) des FARDC

Général d'Armée : 45.326 FC	Adj Chef : 14.832 FC
Lt Gén : 35.347 FC	Adj 1 ^{ère} CI : 14.638 FC
Gén Major : 30.734 FC	Adjudant : 14.445 FC
Gén Brigade : 25.198 FC	1 ^{er} Srgt Maj : 14.150 FC
Colonel : 21.508 FC	Srgt Maj : 13.953 FC
Lt Col : 19.664 FC	1 ^{er} Srgt : 13.461 FC
Maj : 18.127 FC	Sergent : 12.674 FC
Capt : 17.049 FC	Caporal : 11.366 FC
Lieutenant : 15.974 FC	Soldat 1 ^{er} CL : 11.098 FC
S/Lieutenant : 15.213 FC	Soldat 2 ^{ème} CL : 10.826 FC
	Sans Grade : 10.826 FC

Néanmoins, il est évident que le processus d'intégration de l'armée, de même que l'étape de la démobilisation, sont essentiels pour la constitution d'une armée nationale plus efficace et neutre en RDC. Dans nombre de zones reculées, ce processus et, partant, celui de la démobilisation, n'est toujours pas achevé. Par exemple, dans une bonne partie de Fizi, Mwenga, Minembwe et on pourrait citer aussi Masisi et Rutshuru, les unités non intégrées vont continuer de contrôler la majeure partie du territoire. Ces unités posent encore de sérieux problèmes. Les combats au nord Kivu entre les brigades de Laurent Nkunda et la région militaire³¹ à la fin de 2006 sont un exemple frappant et les soulèvements à Fizi (janvier 2007) prouvent que la situation du nord Kivu n'est pas unique.

Dans la région d'Uvira/Fizi dans la province du sud Kivu, il existe une multitude d'anciens éléments des forces régulières et illégales. À la fin 2006, une brigade intégrée des FARDC a été déployée, mais on notait encore la présence de plusieurs brigades et bataillons non intégrés³² dirigés des officiers supérieurs tels que les généraux Masunzu (Minembwe) et Dunia (Ubwari/Baraka) ou les colonels Mutepeke (Uvira), Ngufu (Fizi), Bisogo (Bibokoboko), Mekanika (Itombwe) et Ngomanya (Kilembwe). Certaines de ces unités non intégrées semblent être loyales au gouvernement de la RDC tandis que d'autres conditionnent leur soutien à la satisfaction de doléances personnelles ou s'opposent même ouvertement à leur intégration. Certaines unités « loyalistes » ne dépendent pas toutefois de la structure militaire officielle, mais font toujours partie de structures parallèles. Cette sorte de « pot-pourri » composé d'unités intégrées et non intégrées, de loyalistes, de forces d'opposition et de structures parallèles fait que la région d'Uvira/Fizi dans la province du sud Kivu est l'une des zones les plus instables de la RDC – et une bonne cachette pour les GA étrangers.

²⁹ Pour nourrir, héberger et habiller modestement une famille moyenne de six membres et pour scolariser les enfants, il faudrait à un ménage au moins 100 dollars EU, soit environ 50 000 Francs congolais par mois.

³⁰ Y compris auprès de responsables des FARDC.

³¹ Une « Région Militaire » est la structure de commandement créée pour chaque province. La force militaire déployée dans chaque « Région Militaire » est proche d'une division. Les divisions peuvent néanmoins avoir des effectifs différents.

³² Il faut noter que les unités de troupes armées qui n'ont pas encore été soumises au processus de brassage ont habituellement une taille beaucoup plus réduite qu'ils le devraient. Certaines brigades non intégrées ne comptent que 500 hommes (et ne sont donc rien de plus qu'un petit bataillon) tandis qu'il se peut que certains bataillons n'aient même pas la taille d'une compagnie ordinaire (plus de 100 hommes).

L'indiscipline des FARDC est source de souffrances énormes pour les populations, notamment celles des provinces du Kivu. De nombreux soldats, y compris ceux des unités intégrées, s'adonnent régulièrement au pillage, au viol et tuent parfois les membres des communautés qu'ils sont censés protéger. Dans l'ensemble, les soldats intégrés se comportent parfois mieux que ceux des unités non intégrées, mais cela n'est que relatif. Pendant les visites sur le terrain, les chercheurs de CTC ont rencontré des personnes déplacées internes (PDI) au nord de Hombo³³ qui avaient fui des zones contrôlées par les FARDC, notamment celle de Bunyakiri et qui cherchaient refuge dans le territoire sous contrôle des FDLR. Elles nous ont expliqué qu'elles n'avaient pas d'affinité avec les FDLR et souhaitaient qu'elles quittent la RDC le plus vite possible, mais elles préféraient pour le moment vivre avec les FDLR qu'elles jugent plus disciplinées que les FARDC. Une déplacée interne, chef de famille nous a confiés ceci : « *Je suis ici à Hombo en territoire FDLR juste parce que c'est la solution la moins mauvaise pour moi et ma famille.* » Il s'agit-là d'un cas plutôt extrême qu'il ne faudrait pas généraliser, mais c'est un fait que les relations entre les populations congolaises et les FARDC sont souvent ambivalentes et parfois hostiles.

2.2.2 Déploiement, intégration de l'armée et DDR

Avant le processus d'intégration militaire, diverses forces congolaises ont été déployées à travers les provinces du Kivu. Les milices Mayi-Mayi en particulier, sont présentes même dans les zones les plus reculées. Outre les problèmes créés par cette situation, la présence militaire expansive a un avantage important dans la mesure où elle permet de contrôler le terrain et de développer des relations avec les GA étrangers. Par le passé, les Mayi-Mayi se sont fréquemment alliés aux GA étrangers. Les FDLR ont reconnu qu'il a leur a fallu maintenir des relations cordiales avec les Mayi-Mayi, parce qu'il aurait été difficile de survivre et de combattre les principaux adversaires du groupe, à savoir les FDR et le RCD, dans un environnement totalement hostile³⁴. En conséquence, les Mayi-Mayi étaient en mesure d'influencer quelque peu le redéploiement et le comportement des FDLR (et avant 2001, de l'ALIR).

L'intégration de l'armée et la démobilisation ont conduit au retrait de ces forces congolaises de nombreuses zones reculées où elles étaient basées, ce qui a eu pour effet d'accroître considérablement le territoire contrôlé par les GA étrangers, notamment les FDLR. Au nombre de ces zones, on peut citer les localités lointaines de Mwenga, Kalehe/Bunyakiri³⁵, Uvira, Walikale ou Lubero, qui étaient contrôlées auparavant par les Mayi-Mayi et les FDLR, mais qui se trouvent actuellement sous l'emprise des dernières.

Le commandement des FARDC a indiqué que les plans de déploiement actuel (fin 2006) pour l'intégration des unités des FARDC ne vont pas inverser ce processus. Les commandants des FARDC interrogés ont fait savoir que le plan prévoit le déploiement dans chacune des provinces du Kivu, d'une division comprenant trois brigades d'environ 2 500 soldats des FARDC. La présence d'environ 7 500 soldats dans chacune des provinces suffirait en temps de paix, mais ne serait pas suffisant pour faire face aux défis actuels que posent les milices irrégulières locales qui refusent toute intégration dans l'armée et au sein de l'autorité centrale, ainsi que par les GA étrangers. Si on estime, par exemple, que dans la province du Sud Kivu uniquement, les FARDC ont besoin de sécuriser au moins mille kilomètres de routes stratégiques, une centaine de centres d'habitation et plusieurs douzaines de centres

³³ *Hombo est une ville située des deux côtés de la frontière entre le Sud Kivu (Hombo-Sud dans le territoire de Kalehe/Bunyakiri) et le Nord Kivu (Hombo Nord dans le territoire de Walikale).*

³⁴ *Plusieurs entretiens avec les responsables des FDLR ou d'anciens FDLR au Rwanda et en RDC.*

³⁵ *Le statut de Bunyakiri en tant que territoire est ambigu. Par exemple, la commission électorale considère Bunyakiri comme une partie du territoire de Kalehe, tandis que la province du Sud Kivu traite Bunyakiri comme un territoire du point de vue financier (elle reverse une partie des recettes provinciales à Bunyakiri), mais non du point de vue administratif (la province ne reconnaît pas l'administrateur territorial comme un administrateur, mais comme un chef de poste ; la population de Bunyakiri considère bel et bien ce fonctionnaire comme un administrateur).*

Conflict and Transition Consultancies

miniers, de marchés et de bâtiments administratifs, il est clair que les forces actuellement envisagées n'auront pas la capacité d'étendre leur contrôle sur les milliers de km carré³⁶ qui relient ces zones stratégiques. En conséquence, les FDLR et les autres forces continueront à avoir des abris pour se cacher à travers la province et des espaces pour développer leurs activités économiques en vue d'assurer la survie de leurs éléments.

Les provinces du Kivu auront besoin de brigades supplémentaires bien équipées pour occuper le territoire actuellement sous contrôle (partiel ou total) des FDLR, des FNL et des milices ADF/NALU. Ainsi donc, les plans actuels de déploiement doivent être revus si le gouvernement de la RDC souhaite rétablir la sécurité et l'autorité de l'État en vue de régler la question des GA étrangers dans les provinces du Kivu. Cependant, un déploiement supplémentaire ne serait utile que si les forces améliorent considérablement leur discipline, leur comportement en matière des droits de l'homme et leur professionnalisme.

2.2.3 Service de renseignement

Il est indispensable de disposer de données fiables et en temps voulu pour orienter les stratégies politique et militaire en matière de D&R. Toutefois, ni les FARDC ni l'Agence Nationale de Renseignement (ANR) n'ont été en mesure d'analyser et d'utiliser de manière structurée les différentes informations que les agents de renseignement et autres structures gouvernementales collectent sur le terrain. Le commandement opérationnel des FARDC ainsi que l'ANR et d'autres officiers intervenant dans les zones occupées par les GA étrangers disposent d'une importante quantité d'informations utiles. Cependant, il n'existe aucun système permettant de centraliser et d'analyser ces informations de manière structurée, encore moins de l'utiliser pour la planification ou la mettre à la disposition du commandement militaire pour des actions sur le terrain.

En conséquence, l'armée ne peut seulement rendre compte qu'en termes généraux sur les différentes questions de sécurité qui menacent les différentes provinces. Par exemple, s'agissant des FDLR, l'armée ne semble pas avoir mené un travail de cartographie afin d'obtenir des informations fiables permettant d'estimer les effectifs des GA et la nature des équipements des milices et d'analyser leurs structures de commandement et leur organisation. L'ANR dispose de moins d'informations que l'armée en dépit de la présence d'une multitude d'agents dans les endroits les plus reculés des provinces.

Dans les deux cas, cette situation résulte en partie de l'incompétence, d'une part, et d'un manque de motivation, de l'autre. En outre, le gouvernement de la RDC n'a jamais été en mesure de fournir à ses agents de sécurité militaires et civils une formation régulière et un équipement adéquat. L'on ne saurait non plus affirmer avec certitude si des ordres ont été données par la hiérarchie pour procéder à cette cartographie ni à un travail permanent de collecte et d'analyse des informations concernant ces GA étrangers. Quelques agents des forces de sécurité semblent s'intéresser davantage à extorquer de l'argent aux populations civiles qu'à collecter des informations. Comme c'est le cas avec d'autres services administratifs, les services de sécurité comptent en leur sein de nombreux individus potentiellement motivés et compétents. Toutefois, ils ne peuvent accomplir leurs missions que si le gouvernement leur donne des ordres appropriés, un salaire décent, des équipements et une formation.

2.2.4 L'administration locale : gouvernance et présence

L'érosion des structures de l'État est une des causes profondes de la décennie de guerres civiles et de la perte de millions de vies humaines. La corruption, népotisme et la politique de « diviser pour régner » ont vidé l'État Zaïrois de sa substance pour plus de trente ans. Les responsables militaires et

³⁶ La superficie de la province du Sud Kivu se situe autour de 65 000 km².

administratifs ne percevaient que des salaires de misère et étaient donc contraints de soumettre les populations civiles au « racket ». Ces agissements ont eu un effet très corrosif sur l'aptitude de l'État à faire face à la menace sécuritaire. Il n'était donc pas surprenant que la création d'une vaste coalition des forces d'opposition interne et externe au régime de Mobutu, regroupées au sein de l'AFDL, ait suffi à provoquer l'effondrement du régime sans combat véritable. L'AFDL a réussi à conquérir plus de deux millions de kilomètres carrés en l'espace de sept mois (c'est-à-dire plus de 10 000 km² ou près du tiers de la superficie de la Belgique chaque jour !).

Depuis la chute du régime de Mobutu, le nouveau gouvernement et les rebellions ont promis de changer le système et d'améliorer la gouvernance. Malheureusement, ils ont jusqu'à présent lamentablement échoué à cet égard. Peut-être que les institutions issus des nouvelles élections auront plus de succès que leurs prédécesseurs. Même dans ce cas, les responsables politiques et administrateurs les plus déterminés auront du mal à changer les mentalités et les habitudes profondément enracinées. Les pratiques de corruption et la mauvaise gouvernance en général, ne sont pas seulement le fait de personnes mal intentionnées. En RDC, le problème fondamental se situe dans le système qui empêche des individus de promouvoir des activités et des politiques censées le changer. Comme nous l'a dit un citoyen congolais en octobre 2006, « *le système bouffe les gens* ».

Plusieurs années de rébellion et toute une décennie de mauvaise gouvernance ont influencé de différentes manières l'administration locale dans les provinces du Kivu. Depuis le déclenchement de la rébellion de l'AFDL en 1996, chaque chef rebelle, gouverneur, cadre militaire, responsable de la sécurité ou ministre³⁷ a nommé un ami ou membre de la famille à des postes lucratifs dans l'administration provinciale. Même si cette pratique a théoriquement renforcé la présence des responsables administratifs, elle a contribué à accentuer l'érosion de la qualité de la gouvernance locale et des prestations des services : la recherche de rente est devenue de plus en plus agressive.

Des agriculteurs congolais ont expliqué qu'avant la guerre, les responsables administratifs les laissaient généralement en paix dans les villages. Ils n'étaient soumis aux contrôles et aux taxes que lorsqu'ils se déplaçaient vers les marchés et les centres urbains. Aujourd'hui, les responsables des collectivités sont partout et inventent toute sorte de taxes et de règlements pour se créer des occasions d'extorquer des rentes à des populations rurales déjà appauvries. Les études menées dans ce domaine particulier ont démontré que ces responsables locaux envoient de l'argent qu'ils appellent leur *rapport* hebdomadaire ou mensuel, à leurs parrains respectifs au sein de la hiérarchie selon un programme bien structuré de racket à grande échelle³⁸.

2.2.5 Coopération régionale

Depuis le début des années 90, les relations entre les pays de la région des Grands Lacs ont été compromises par la guerre, la concurrence pour le leadership et par une méfiance mutuelle. Aujourd'hui, plusieurs années après la fin de la guerre, la situation s'améliore graduellement sous l'impulsion de plusieurs initiatives³⁹, bien que les relations entre la RDC et ses voisins ne se soient pas encore totalement normalisées⁴⁰. On note certes une normalisation relative des relations entre le gouvernement rwandais et celui de la RDC. L'intervention du Rwanda pour faciliter les négociations entre les autorités congolaises et les dissidents du Général congolais Laurent Nkunda en janvier 2007 à

³⁷ Les « ministres » RCD étaient appelés « Chefs de Départements ».

³⁸ Une lecture recommandée sur ce sujet est la publication 2006 de l'Observatoire Gouvernance et Paix (OGP) basé à Bukavu, intitulé : Congo : Poches Trouées ; Province du Sud Kivu : flux et fuite des recettes douanières. Cette publication peut être obtenue auprès de l'Observatoire à Bukavu ou dans les librairies à Kinshasa, Goma, Kigali et Bujumbura.

³⁹ En particulier, la Conférence internationale sur la paix et la sécurité dans la région des Grands Lacs (organisée sous la médiation de l'ONU et de l'UA) et la commission Tri-Partite Plus (placée sous la médiation des États-Unis).

⁴⁰ Ni le gouvernement ougandais ni le gouvernement rwandais n'ont été invités à l'investiture du Président Kabila en décembre 2006 et il n'existe toujours pas de relations diplomatiques entre le Rwanda et la RDC.

Conflict and Transition Consultancies

Kigali est le signe encourageant d'une collaboration entre les deux pays lorsque des intérêts communs sont en jeu. Il y a environ un an, le Rwanda accusait encore les responsables de la RDC d'appuyer les FDLR, et les responsables de la RDC pointaient du doigt les autorités rwandaises pour ingérence dans les affaires internes du Congo, en particulier en raison de la situation sécuritaire dans les provinces de l'Est. Le gouvernement rwandais reconnaît à présent que le gouvernement de la RDC a cessé d'approvisionner les rebelles rwandais en armes et en munitions depuis 2002, et le gouvernement de la RDC semble admettre que le Rwanda ne soutient plus la rébellion dans l'Est du pays. La seule préoccupation qui demeure en RDC est relativement insignifiante en dépit de l'existence de quelques petits groupes de radicaux, souvent membres de la société civile, qui continuent à vilipender le Rwanda pour tous les problèmes qui surviennent dans les provinces du Kivu. Le gouvernement de la RDC pourrait se désolidariser de ces éléments⁴¹.

Les gouvernements ougandais et rwandais étaient de grands alliés dans le soutien à la rébellion menée par l'AFDL, mais de graves différends problèmes les ont opposés dans la ville de Kisangani en 2002. C'est seulement en 2006 que les deux pays ont pris des mesures de restauration de leurs relations. Toutefois, au cours des derniers mois, des actions importantes ont été menées dans le sens de la normalisation. Des articles apparaissent régulièrement dans les journaux sur la réconciliation entre les deux pays à travers des rencontres bilatérales des deux chefs d'État, des échanges militaires et les visites des ministres respectifs⁴². En mars 2007, le Gouvernement ougandais a en outre livré douze dissidents rwandais qui se réfugiaient en Ouganda et qui étaient accusés de fomenter une nouvelle rébellion contre le gouvernement rwandais.

Actuellement, les relations entre les gouvernements rwandais et burundais se sont également normalisées. Le gouvernement rwandais apporte son soutien au parti au pouvoir au Burundi, le CNDD-FDD (Forces pour la Défense de la Démocratie), et ces relations se sont avérées mutuellement bénéfiques. Entre autre, les gouvernements rwandais et burundais ont collaboré sur les questions touchant aux GA étrangers. Les FDLR se sont toujours servis du Burundi comme point d'infiltration dans les zones situées au sud du Rwanda, mais ces intrusions sont devenues de plus en plus difficiles depuis que le CNDD-FDD est entré en négociation avec le gouvernement de transition du Burundi et depuis que ce parti a remporté les élections. Plusieurs infiltrés des FDLR ont été arrêtés récemment au Rwanda ou appréhendés au Burundi avant qu'ils aient pu traverser la frontière jusqu'au Rwanda, sur la base des informations fournies par le gouvernement burundais⁴³.

L'amélioration générale des relations entre les gouvernements de la région résulte en partie de l'initiative de mise en place de la Commission conjointe TriPartite Plus⁴⁴ (TPP) qui bénéficie de la médiation du gouvernement américain depuis 2004. La TPP a permis la création en 2004 d'une unité conjointe du renseignement, la Cellule de fusion (du renseignement) dans la ville de Kisangani. Cette cellule facilite l'échange d'informations sur les GA rwandais et ougandais opérant en RDC, permettant ainsi aux FADRC d'exercer une pression sur ces groupes. La cellule Fusion a créé une plate-forme de coopération entre les armées congolaise, rwandaise et ougandaise sur la base d'objectifs communs, laquelle a contribué à la restauration d'un certain degré de confiance mutuelle entre les forces militaires des pays respectifs.

La Conférence Internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) a également contribué à réduire les tensions dans la Région. Par ses résolutions 1291 (adoptée le 24 février 2000) et 1304 (adoptée le 16 juin 2000), le Conseil de sécurité des Nations unies (SC) a affirmé la nécessité de l'organisation d'une

⁴¹ Des entretiens avec des militants de la société civile au Nord et Sud Kivu, ainsi qu'à Kinshasa.

⁴² Par exemple, plusieurs articles publiés en octobre et novembre dans les quotidiens rwandais « *New Times* » et ougandais « *Monitor* » et « *New Vision* ».

⁴³ En juin 2006, six éléments des FDLR/FOCA ont été arrêtés à Bujumbura dans le cadre d'une opération conjointe.

⁴⁴ Il s'agissait au départ d'une initiative tripartite concernant la RDC, le Rwanda et l'Ouganda. Lorsque le Burundi l'a rejointe le 20 avril 2006, l'initiative fut rebaptisée Tripartite Plus ou la Tripartite Plus I.

conférence internationale sur la paix, la sécurité, la démocratie et le développement dans la région des Grands Lacs sous les auspices des Nations unies et de l'Union africaine (UA). En décembre 2006, après une série de rencontres à différents niveaux (gouvernements, société civile, groupements de femmes, jeunes, etc.), les pays de la région ont signé un Pacte de paix définissant le cadre général de résolution pacifique des conflits régionaux et de développement économique. Concernant les groupes armés, le Pacte stipule que les États membres de la CIRGL devraient « *s'abstenir d'envoyer, de soutenir les forces de l'opposition armée ou des insurgés dans les territoires des autres États membres, ni de tolérer la présence sur leur territoire des groupes armés ou insurgés engagés dans des conflits armés ou impliqués dans des actes de violence ou subversifs contre le gouvernement d'un autre État* ».

Bien que les pays des Grands Lacs aient encore un long chemin à parcourir vers la réconciliation et la normalisation de leurs relations, la tendance positive observée dans les rapports entre les pays concernés par cette étude est de bon augure quant au niveau de coopération nécessaire pour résoudre le problème des GA.

2.3 Impact sur les GA étrangers et les communautés hôtes

Les GA étrangers dominent la vie quotidienne de millions de Kivutiens depuis 1994. Les GA et les personnes à leur charge constituent une main d'œuvre bon marché, des sujets, des acheteurs et des vendeurs, des conjoints, des amis ou des ennemis, des tueurs, des pilleurs, des violeurs et les « maîtres ». La vie des GA étrangers et celle des communautés hôtes sont désormais intimement liées et ne peuvent être dissociées facilement.

Durant cette étude, nous avons relevé quelques contradictions frappantes dans les perceptions des communautés hôtes congolaises. Nous nous sommes adressés par exemple à des gens ressortissants des communautés victimes des sévices perpétrés par les CSE, mais qui sympathisent encore avec eux et leur offrent une protection. On a trouvé un exemple saisissant de « deux poids deux mesures » dans le territoire de Fizi. Dans cette zone, la majorité des Babembe éprouvent traditionnellement une grande animosité envers les Banyamulenge. Beaucoup considèrent ces Tutsi congolais comme des étrangers (des Rwandais) et des agresseurs et ces deux communautés se sont livrées par le passé plusieurs batailles autour des ressources foncières, des vaches ou « simplement » parce qu'ils se considèrent comme des ennemis.

Depuis 1999, les éléments des FDLR, les réfugiés et combattants Hutu rwandais se sont installés sur le territoire de Fizi. Ils n'ont pas de respect pour les autorités locales, exercent une domination sur la vie politique, économique et militaire et sont sans aucun doute des étrangers. En outre, ils ont commis plus de violations des droits humains que « n'importe quel autre acteur. En dépit de cette situation, on compte encore de nombreux civils congolais dans cette région qui déclarent qu'ils souhaiteraient la présence des réfugiés Hutu rwandais parce qu'ils représentent une main d'œuvre bon marché et leur production agricole abondante a permis de maîtriser les coûts des denrées alimentaires. D'autres affirment que les milices et les réfugiés rwandais devraient retourner au Rwanda une fois que les conditions le permettraient, mais défendent les mêmes préalables politiques évoqués par les dirigeants des FDLR. Un habitant de Fizi a déclaré que « *les Rwandais peuvent rentrer une fois que leur gouvernement aura accepté l'idée d'un dialogue inter-rwandais et aura accordé une amnistie générale à tous, y compris aux génocidaires. Les rwandais doivent pardonner, oublier et se réconcilier* ».

L'application de critères différents aux réfugiés étrangers et aux compatriotes Banyamulenge dans ce domaine est difficile à concevoir. Peut-être que les Banyamulenge sont encore considérés comme des ennemis à cause de la manipulation des considérations ethniques par les hommes politiques et les leaders communautaires à des fins personnelles ou politiques. Mais peut-être sympathisent-ils avec les Hutu à cause de la soi-disant « Solidarité Bantou ». Une autre explication pourrait être que la population a trop souffert par le passé et préfère ne plus tenir compte des désagréments actuels et futurs

Conflict and Transition Consultancies

aussi longtemps que ceux-ci sont largement compensés par les avantages. Une autre raison pourrait être que les personnes interrogées ne disaient simplement pas la vérité au sujet de leur relation avec les FDLR de peur d'en subir les répercussions dans le cas où ces personnes n'exprimeraient pas un avis favorable sur cette cohabitation. L'explication de ces contradictions tient probablement dans une combinaison de tous les facteurs cités plus haut.

Cet exemple sert à illustrer l'ambiguïté et la complexité de la situation sur le terrain. Ceci n'est pas surprenant car la population, dans la plupart des zones où la recherche a été menée, a complètement été abandonnée par le gouvernement de la RDC, les FARDC ainsi que la communauté internationale. Certains responsables des FARDC semblent collaborer avec les FDLR, les chefs locaux entretiennent des relations d'affaires avec les chefs rebelles, la MONUC est rarement bien perçue et comprise et les ONG internationales tendent à se positionner à quelques kilomètres des voies carrossables ou dans le périmètre d'une piste d'atterrissage. Les populations des contrées lointaines vivant souvent à plusieurs heures ou jours de route des voies ou villes les plus proches sont souvent condamnées à cohabiter avec les CSE.

Ces conditions ont également un impact profond sur les avis exprimés par les civils interrogés. Nombre d'entre eux s'opposent à l'intervention armée parce que ce sont eux qui subiront les représailles des combattants étrangers furieux. Personne ne protège les « autochtones » congolais, personne ne leur fournit des services, et ils ne reçoivent même aucune visite des autorités et des ONG. Par conséquent, la plupart des membres des communautés du Kivu ont choisi de trouver un modus vivendi avec les GA étrangers qui leur permet de survivre en profitant d'un minimum de sécurité.

2.3.1 Activités humanitaires et de développement

L'impact de la présence des CSE sur la situation humanitaire ainsi que sur les perspectives de développement dépendent de plusieurs facteurs. Dans certaines zones, les populations locales et les milices ont conçu des stratégies pour une cohabitation relativement pacifique, tandis que dans d'autres zones, les communautés subissent les ravages causés par les violences perpétrées par les GA étrangers. Il convient de noter qu'il existe des différences de comportement au sein des divers GA.

Les combattants *ADF/NALU* qui vivent dans les localités congolaises s'efforcent de rester discrets, évitant généralement toute violence. Les combattants *ADF/NALU* et les membres de leurs familles sont relativement bien intégrés et respectent généralement la hiérarchie traditionnelle dans les communautés hôtes. Ceci est évidemment souvent le cas pour les combattants congolais des forces *ADF/NALU* qui représentent actuellement plus de 60 % des forces combattantes dont la plupart sont originaires de leurs zones d'opération actuelles. Cependant, les combattants *ADF/NALU* qui se cachent, s'entraînent et exploitent les ressources minières dans les forêts du Ruwenzori et au sud de l'Ituri, usent de tous les moyens possibles pour empêcher les personnes étrangères d'observer leurs activités et leurs camps. Ils sont aidés dans cette tâche par leurs alliés et partenaires congolais.

Le comportement des *FNL* est analogue à celui des *ADF/NALU*. Bien qu'elles commettent parfois des crimes, elles se confondent souvent à la population locale et cohabitent avec elle. Il y a un an, la situation était différente. L'on enregistrait, par exemple, plusieurs cas d'enlèvements de voyageurs congolais par les éléments des *FNL* dans les plaines du Ruzizi. Les *FNL* ne les libéraient que moyennant une rançon de 50 à 500 dollars EU. Une différence importante entre les *FNL* et les autres GA étrangers tient au fait que les combattants ne sont généralement pas accompagnés de leurs familles. Leurs femmes et enfants sont restés le plus souvent au Burundi. Le fait qu'ils soient (presque tous) des combattants implique que les besoins des *FNL* en termes de ressources sont limités.

Les *FDLR* ont sans aucun doute le plus grand impact négatif sur les communautés locales. Ceci est dû en partie à leur supériorité numérique, mais aussi au recours à une stratégie très différente. Les *FDLR*

Conflict and Transition Consultancies

exercer une domination politique et économique sur les communautés locales partout où elles se trouvent. Par conséquent, la suite de ce chapitre mettra l'accent sur l'impact des FDLR sur la situation humanitaire aussi bien que sur les perspectives de développement dans les communautés hôtes des provinces du Kivu. Les détails sur les importantes violations des droits de l'homme commises par les FDLR (par d'autres mouvements aussi dans certains cas) sont présentés dans les suppléments à ce rapport⁴⁵.

L'impression générale qui se dégage de ces rapports est effroyable. Ce sentiment a été conforté par les entretiens avec les membres de la communauté à la faveur de l'étude. Les combattants FDLR violent, kidnappent, pillent et tuent des civils partout où ils se trouvent. Nous n'avons pas enregistré d'exemple de communautés vivant en parfaite harmonie avec les FDLR. Cependant, il existe d'importantes différences de comportement selon les zones. Dans les territoires de Walungu et dans la partie Est du territoire de Shabunda, qui est contrôlé par le commandant de bataillon des FDLR, le major Mitima, les violations des droits de l'homme commises par les FDLR sont plus fréquentes et plus cruelles que dans d'autres endroits. Ceci permet de penser que les abus commis par les FDLR dépendent en partie de l'attitude des commandants locaux.

Les commandants des FDLR, actuels et anciens, interrogés en RDC et au Rwanda ont déclaré que la politique des FDLR consiste à éviter les abus et à punir sévèrement les personnes coupables de ces crimes. Certains ont admis que cette politique était inefficace, comme l'indiquent les rapports sur les droits de l'homme. Les FDLR figurent incontestablement parmi les principaux auteurs de violations des droits de l'homme dans les provinces du Nord et du Sud Kivu.

Il est important néanmoins de noter que dans plusieurs zones, les civils congolais ont déclaré que les principaux auteurs des violations étaient les unités des FARDC. Des allégations de cette sorte ont été enregistrés dans plusieurs localités comme les territoires de Bunyakiri, Mwenga, Walungu, Walikale et Rutshuru. Compte tenu de la fréquence de ces dénonciations, on peut considérer à regret qu'il est possible que les FARDC soient plus coupables dans d'autres endroits que les FDLR. Ceci a été confirmé par un groupe de personnes déplacées internes (PDI) dans la partie nord de Hombo, qui ont déclaré qu'elles s'étaient enfuies à cause des agissements des FARDC à Bunyakiri pour se réfugier dans les zones contrôlées par les FDLR. Ces déclarations du groupe des PDI montrent également combien la situation évolue rapidement. Ces personnes ont expliqué qu'avant leur déplacement vers Hombo, elles avaient fui leurs villages à l'intérieur Bunyakiri pour se diriger vers la voie principale qui traverse la zone, fuyant les unités des FDLR qui se vengeaient des populations civiles pour des opérations militaires menées par les FARDC contre les FDLR.

Les déclarations de ces PDI montrent que dans plusieurs zones rurales du Kivu, la population est terrorisée en permanence. La situation à Bunyaliri est probablement pire que dans les autres localités des provinces du Kivu, mais il s'agit d'une situation généralisée. Hors des grands établissements humains, et très souvent même à l'intérieur de ces centres, les droits de l'homme ne sont pas respectés par les forces en présence. La plupart des civils n'ont d'autre choix que de vivre là où ils se trouvent parce que c'est le seul endroit où se trouvent leurs biens et leurs moyens de subsistance. Ceux qui ont fui une zone à problème vers une autre, l'ont fait parce que leurs vies étaient en danger et non pas parce qu'ils avaient vraiment le choix.

Il existe certaines zones où les FDLR sont généralement absentes en tant que forces militaires, mais où on compte une importante population de réfugiés rwandais. Il s'agit des zones essentiellement situées en dehors du périmètre du Nord et du Sud Kivu, comme certaines zones de la province Orientale, du Maniema ou du Nord Katanga. Dans ces régions, les réfugiés rwandais se sont assez bien intégrés à la

⁴⁵ Les lecteurs intéressés par cette question peuvent lire le supplément au rapport et consulter les sites web d'organisations internationales comme Human Rights Watch, Amnesty International, l'organisation de défense des droits de l'homme basé à Bukavu, Héritiers de la Justice, respectivement aux adresses : www.hrw.org, www.amnesty.org et www.heritiers.org.

population et n'essaient pas de s'opposer aux autorités locales et aux chefs coutumiers. En conséquence, la cohabitation dans ces zones est pacifique, une situation comparable à l'intégration de l'ADF/NALU à la population locale dans la région de Beni.

2.3.2 Qui est en charge ?

Dans toutes les localités du Nord et du Sud Kivu où CTC a mené des entretiens, les populations ont révélé que les combattants des FDLR exercent une domination politique et économique sur les communautés locales partout où ils sont établis en grand nombre. Les populations villageoises ont expliqué que les Rwandais, y compris les réfugiés civils, peuvent s'imposer simplement parce qu'ils portent des armes. La plupart ont indiqué que les FDLR n'ont aucun respect pour l'autorité congolaise. Dans bon nombre de localités, les personnes interrogées ont critiqué leurs chefs locaux pour avoir coopté les FDLR. À Masisi, dans les plaines du Ruzizi et dans le territoire de Fizi, plusieurs chefs locaux agissent pour le compte des FDLR et prennent des décisions préjudiciables aux populations locales. Dans cette région, le commandant de brigade des FARDC à Kilembwe (Colonel Ngomanya) et le commandant de la PNC (Police Nationale Congolaise), sont accusés d'aider les FDLR à traquer leurs combattants soupçonnés de désertion. À Masisi et dans les territoires environnants de Kalehe, Walikale et Rutshuru, on retrouve plusieurs leaders Hutu locaux qui ont développé des relations d'affaires étroites avec les FDLR, particulièrement dans les zones commerciales ou d'exploitation minière.

La population n'est pas toujours favorable à cette collaboration entre leurs dirigeants locaux et les FDLR. Elle pense que ses intérêts sont, au mieux, négligés au détriment des FDLR et le plus souvent, les civils congolais vivant dans les environs ou dans les territoires contrôlés par les FDLR sont terrorisés. Ces griefs concernent les leaders des communautés et parfois les FARDC. Dans les plaines de Ruzizi, et dans plusieurs localités comme à Mwenga, Walungu ainsi que dans la partie sud du Nord Kivu, nous avons été informés que la sphère d'influence des FDLR s'est étendue à des localités censées être contrôlées par les FARDC. Par exemple, un chef local de Sange, sur la route principale allant de Bukavu à Uvira, a souligné qu'il était obligé de consulter le commandant des FDLR des environs sur toutes les décisions à prendre. Il a ajouté que les FARDC, qui étaient suffisamment représentées dans la zone par au moins une compagnie pour protéger le quartier général de la brigade situé à Sange, ne seraient pas en mesure de le protéger des représailles des FDLR. Le règne de terreur imposé par les FDLR semble donner des résultats dans la mesure où l'intimidation systématique et la terreur ont contribué à soumettre les populations civiles congolaises à leur domination.

3. Les FDLR

3.1 Les origines des FDLR

Au lendemain du génocide rwandais de 1994, plus de deux millions de Hutu rwandais se sont réfugiés dans les pays voisins, la majorité d'entre eux en RDC (Zaire). La plupart des réfugiés étaient des civils ordinaires, menés par leurs anciens dirigeants, des fonctionnaires, une grande partie des Forces Armées Rwandaises (ex-Far) et un grand nombre des miliciens Interahamwe.

Immédiatement après la fermeture de la zone Turquoise en juin 2004, une initiative française avalisée par les Nations unies, les fuyitifs du régime de Habyarimana et du groupement politique qui a orchestré le génocide ont créé un gouvernement rwandais en exil dans les camps de réfugiés de l'Est de la RDC⁴⁶. La majorité des réfugiés fortunés, dont beaucoup étaient personnellement accusés de génocide, ont continué leur fuite vers des destinations telles que la France, la Belgique, le Canada ou des pays africains francophones qui leur offraient la sécurité et un exil confortable.

Ce départ signalé de plusieurs génocidaires bien connus a conduit à un changement dans l'organisation politique des réfugiés en RDC. En mars 1995, un groupe de responsables militaires (et quelques dirigeants politiques dont un certain Nzavahimana était apparemment le plus important⁴⁷) a créé le *Rassemblement pour le Retour des Réfugiés Rwandais* (RDR)⁴⁸. L'objectif du RDR, outre le retour et la restauration d'un gouvernement à majorité Hutu au Rwanda, était de marquer une certaine distance entre les réfugiés restés dans les camps de réfugiés de la RDC et les organisateurs du génocide qui s'étaient enfui vers des pays tiers. D'après plusieurs anciens officiers des FDLR, le RDR était idéologiquement moins extrémiste que le gouvernement en exil.

Entre 1995 et 1996, le RDR a lancé des opérations militaires au Rwanda et a essayé d'augmenter ses capacités militaires par des recrutements et des exercices d'entraînement dans les camps des réfugiés en RDC. Le RDR se procurait des armes et munitions auprès des soldats des Forces Armées Zaïroises (FAZ) d'alors, l'armée du Zaïre du temps du président Mobutu⁴⁹. Les opérations d'insurrection lancées contre le Rwanda de 1994 à 1996 étaient concentrées dans les provinces de Cyangugu, Kibuye, Ruhengeri et Gisenyi à l'Ouest du Rwanda. Au début, le RDR a évité toute confrontation directe avec l'APR et a privilégié des attaques qui perturbaient la vie quotidienne dans les quatre provinces frontalières de l'Ouest. À titre d'exemple ils posaient des mines sur des pistes rurales ou attaquaient des voyageurs sur la route Kigali-Gisenyi. En outre, ils recrutaient au Rwanda, en partie de force, en particulier dans les provinces de Ruhengeri et Gisenyi. L'on enregistrait aussi des cas de tueries ciblées, les victimes étant principalement des civils Tutsi.

La majorité des miliciens *Interahamwe* et un grand nombre de jeunes hommes venant des camps de réfugiés et du Rwanda étaient recrutés et entraînés dans les camps de réfugiés protégés par les FAZ et gérés par le HCR et d'autres organismes humanitaires. La direction de cette nouvelle armée était principalement composée des officiers des ex-FAR, de la Gendarmerie et de la Garde présidentielle. Certaines informations indiquent que durant cette période les miliciens rwandais comptaient jusqu'à

⁴⁶Les dirigeants de ce gouvernement reconstitué étaient les mêmes que ceux qui avaient dirigé le Rwanda pendant le génocide (après que l'avion du président Habyarimana ait été abattu) : l'ancien président Théodore Sindikubwabo et l'ex-premier ministre Jean Kambanda. Le Chef d'état-major des FAR, le Général Augustin Bizimungu a également gardé ses fonctions au sein des ex-FAR/Interahamwe reconstituées et tous les autres dirigeants militaires de la nouvelle armée reconstituée étaient aussi des officiers des anciennes FAR.

⁴⁷ Entretien avec le Général Rwarakabije ; novembre 2006.

⁴⁸ Ce rassemblement était aussi connu sous le sigle de RDR (Retour Démocratique au Rwanda).

⁴⁹ Les ex-FAR avaient également traversé la frontière avec la quasi-totalité de leur arsenal militaire pendant leur fuite du Rwanda en 1994.

Conflict and Transition Consultancies

70 000 hommes. Malgré leurs origines diverses, les miliciens étaient généralement appelés *Interahamwe* ou *ex-FAR/Interahamwe*.

Après que l'Armée Patriotique Rwandaise (APR), avec l'appui de l'AFDL et d'autres alliés, ait attaqué et démantelé les camps de réfugiés à la mi-1996, une partie de la milice a contraint des centaines de milliers de réfugiés à les suivre encore plus à l'intérieur du Zaïre. Certains de ces groupes composites de miliciens et de réfugiés se sont cachés dans les forêts des provinces du Kivu, tandis que d'autres ont continué à pied jusque dans la partie occidentale du Zaïre, parfois jusqu'en Angola et en République du Congo. Pendant cette période, le commandement central de la milice s'est effondré et chaque unité a essayé de s'organiser individuellement. D'après certaines estimations, un million de réfugiés rwandais sont rentrés au Rwanda tandis qu'environ 200 000 ont fui vers l'intérieur du Zaïre et jusqu'à 30 000 combattants miliciens et ex-FAR ont été rapatriés au Rwanda.

Il apparaît que les plus modérés parmi les anciens militaires et réfugiés qui n'avaient pas été rapatriés sont restés à l'Est du Zaïre tandis que les plus extrémistes se sont retirés vers l'Ouest du Zaïre et au-delà. Un ancien combattant a expliqué que la différence entre ceux qui ont fui à l'autre bout du Zaïre et ceux qui sont restés dans les provinces du Kivu en 1996 était que les « fuyards » échappaient non seulement à l'APR mais aussi à la justice, tandis que ceux qui restaient au Kivu s'attelaient à réaliser leur objectif politique de renverser le gouvernement du Rwanda. La plupart de ceux qui ont fui vers l'Ouest ont rejoint des pays voisins du Zaïre, dont la République du Congo où plusieurs camps de réfugiés furent créés⁵⁰ et un nombre considérable d'exilés rwandais ont combattu aux côtés du Président Sassou Nguesso contre les forces de Pascal Lissouba.

La coordination au sein des forces survivantes du RDR a été graduellement rétablie en 1997 et a conduit à la création, la même année, de l'Armée de Libération du Rwanda (ALIR) ainsi que son aile politique, le PALIR⁵¹. La distance séparant les différentes unités a bientôt conduit à la division *de facto* de l'ALIR. Les groupes qui opéraient dans l'Est de la RDC sont devenus ALIR-I tandis que les forces de l'ALIR-II opéraient à l'Ouest de la RDC, en République du Congo, en Angola et peut-être au Burundi et en Tanzanie.

Une antenne du groupe de l'Ouest a créé les FDLR en mai 2000 dans la ville de Lubumbashi située au Sud de la RDC. Initialement, ses membres se limitaient aux Rwandais qui avaient combattu aux côtés du gouvernement de la RDC après 1998 lors de la seconde guerre du Congo. A l'Est de la RDC, les rebelles rwandais opposés au gouvernement du Rwanda ont continué sous la bannière de l'ALIR (ALIR-I) jusqu'au début de 2002. Au début, ils ne reconnaissaient pas le nouveau mouvement qui, de leur point de vue, n'était pas réellement un groupe d'intérêt rwandais, mais un mouvement suscité par le président de la RDC d'alors, Laurent Désiré Kabila. Ils ont changé de position quand le gouvernement des États-Unis a ajouté l'ALIR à la liste des organisations terroristes en décembre 2001. Les branches militaires et civiles des FDLR étaient (partiellement) séparées en septembre 2003 au moment où fut créée la branche armée : les Forces Combattantes Abacunguzi (FOCA).

Les FDLR ont essayé de prendre leurs distances par rapport au génocide de 1994. Le site web du mouvement, ses pamphlets⁵² et ses dirigeants déclarent que les FDLR sont un mouvement de « Rwandais opprimés et exclus » dont des (Tutsi) survivants du génocide rwandais. En outre, ils ont proclamé à maintes occasions qu'ils sont prêts à collaborer avec le TPIR. La tentative de créer un

⁵⁰Nous avons interrogé des congolais qui ont visité ces camps (du HCR) près de Brazzaville et ils nous ont déclaré que tout au long de l'année 2003, les Rwandais maintenaient une organisation militaire au sein de ces camps. Il est possible que cette organisation militaire existe encore, mais nous n'avons pas pu le vérifier. Nos sources nous ont expliqué que dans les parties reculées des camps, une milice des ex-FAR et des recrues étaient visiblement présentes et paraissaient ostensiblement en uniformes et en armes.

⁵¹ Le PALIR n'a jamais été très en vue ; le mouvement était connu sous le nom d'ALIR.

⁵² Qu'on pouvait trouver à l'Est de la RDC dès 2002.

nouveau mouvement sans rapport avec le génocide était peut-être sincère pour certains de ses leaders et membres, mais elle s'est avérée impossible. Tout comme l'ALIR, les FDLR dépendent, jusqu'à ce jour, des individus personnellement impliqués dans la planification et l'exécution du génocide.

De plus, les suspects du génocide occupent de plus en plus de postes clés au sein des FDLR. Ceci s'explique par deux facteurs. En premier lieu, plusieurs membres modérés des FDLR sont rentrés au Rwanda au cours des dernières années, tandis que la plupart des déserteurs ont été remplacés par des cadres plus extrémistes. Deuxièmement, le manque de succès enregistré récemment tant sur le plan politique que militaire a conduit à un scepticisme grandissant parmi les troupes et les officiers des FDLR, ce qui a conduit à un retrait progressif des éléments modérés de la direction du mouvement. Paradoxalement, plus les FDLR sont affaiblis par la désertion des modérés, plus son leadership devient extrémiste.

La déclaration par les FDLR de leur disposition à collaborer avec la communauté internationale pour livrer les suspects du génocide à la justice manque de sincérité. Il n'existe pas d'exemples connus de collaboration entre le TPIR et la direction des FDLR. De plus, au cours de cette étude, nous avons reçu à plusieurs occasions des informations sur au moins deux suspects du génocide connus qui sont sur la liste des personnes « les plus recherchées » par le gouvernement des États-Unis et des « suspects en fuite » du TPIR et qui sont bien protégés par le mouvement à l'Est de la RDC⁵³.

3.1.1 Les principales opérations et infiltrations

En 1997, l'ALIR-I a ouvert un front au Nord-Ouest du Rwanda. Cette insurrection s'est poursuivie jusqu'en 2001 lorsque le dernier assaut important contre le Rwanda, l'opération « *Oracle du Seigneur* », a échoué. Entre 1997 et 2001, l'ALIR-I a recouru à la tactique de guérilla et à la terreur pour renforcer sa présence au Rwanda. Même si ses forces ont réussi à troubler l'ordre et la sécurité et à entraver les efforts de reconstruction des provinces de Ruhengeri et de Gisenyi, l'ALIR-I n'a jamais pu maintenir pendant longtemps ses positions au Rwanda. Par conséquent, elle a essayé en 2001 une tactique plus classique lors de l'opération « *Oracle du Seigneur* », à laquelle ont participé entre 4 000 et 5 000 hommes qui avaient initialement réussi à progresser à l'intérieur des frontières du Rwanda⁵⁴. Néanmoins, l'attaque a été repoussée par l'APR qui aurait tué près de 1 890 combattants. Plus de 1 300 autres ont été capturés et le reste dispersés. 530 combattants de l'ALIR se sont rendus ou ont été dénoncés par des parents après l'échec de l'opération⁵⁵. Au même moment, l'APR a à son tour lancé des attaques contre les positions de l'ALIR-I dans la province du Nord Kivu en RDC. Ce mouvement ne s'est jamais remis de ces revers militaires et il n'a pas été en mesure de lancer d'autres attaques de grande envergure contre le Rwanda depuis 2001. Toutefois, les FDLR continuent de planifier d'autres attaques, et essaient d'opérer des infiltrations à l'intérieur du Rwanda pour identifier des cibles, recruter et chercher du soutien.

⁵³ Voir www.rewardsforjustice.net, www.mwfg.org/fugitives_files/rwanda/rwanda_fug.htm ou www.trial-ch.org. Au cours de l'étude, des agents de CTC étaient constamment confrontés à des rumeurs au sujet de la présence de Callixte Nzabonimana (qui figure sur les listes des personnes les plus recherchées par le TPIR et les États-Unis) et d'un certain Idelphonse (il pourrait s'agir d'Ildephonse Nizeyimana.) D'autres rumeurs circulent également sur un responsable des FDLR dont on ne connaît pas l'identité et qui se trouverait à Fizi où il est traité avec beaucoup d'égards (transport en tipoyi, ce qui laisse croire qu'il serait gravement malade ou handicapé). Il est gardé au secret et à l'abri de la MONUC et des populations locales. Celles-ci croient que cette personne doit être parmi celles ayant orchestré le génocide : « Autrement, pourquoi le tient-on éloigné de nous ? » s'interroge un des membres de la communauté.

⁵⁴ Même la ville centrale de Gitarama a été occupée pendant une journée.

⁵⁵ Supplément au document : Mission PNUD/Bailleurs de fonds en RDC/RGL ; Définition du rôle du PNUD dans le désarmement, la démobilisation et dans la recherche de solutions durables (Defining UNDP's Role in Disarmament, Demobilisation and Durable Solutions (D3) 6 août – 13 septembre 2001. Aussi : Statistiques de la démobilisation en RDC - 2001.

L'opération des FDLR qui était prévue pour 2006 avait été baptisée « *Opération Amizero* ». Le plan de cette opération est joint en annexe (Pièce jointe N° 2). Les principaux objectifs de l'*Opération Amizero* étaient notamment, le recrutement (forcé) dans les écoles primaires et secondaires au Rwanda ; la propagande politique (inculquer une idéologie politique aux femmes et aux jeunes pour « l'amour de leur pays ») ; trouver des marchés où se procurer des armes ; l'entraînement des combattants ; la reconnaissance des cibles des actes de sabotage ; et la distribution des armes. Cette opération n'a pas été couronnée de succès, notamment parce que les déserteurs des FDLR ont prévenu le gouvernement rwandais⁵⁶ et également en raison du manque des ressources suffisantes de la part des FDLR pour son exécution. Après l'échec de l'opération « *Oracle du Seigneur* » en 2001, le fait que les FDLR aient affecté peu de ressources à l'*Opération Amizero* et qu'elles semblent l'avoir bondonnée soulève aujourd'hui des questions quant à sa vraie nature et à son objectif.

En somme, les FDLR continuent de planifier des attaques contre le Rwanda afin de renverser le gouvernement en place - ou tout au moins le forcer à accepter le dialogue ou un accord de partage du pouvoir. Néanmoins, les consultants doutent de l'engagement des leaders des FDLR et de leur capacité de lancer des attaques de grande envergure. Dans le texte du plan de l'*Opération Amizero*, les FDLR reconnaissent elles-mêmes leurs propres difficultés, notamment la crise que connaît les FDLR/FOCA ; la pauvreté et la détresse après la suspension des approvisionnements opérationnels et en moyens logistique non conventionnels ; les désertions massives ; et le manque de terrain de recrutement. Ces observations sur les faiblesses internes montrent la reconnaissance par les FDLR du fait qu'à moins de trouver de nouvelles ressources et/ou une nouvelle motivation, elles ne seront pas en mesure de monter des attaques de grande envergure contre le Rwanda. Cela les forcerait, en fin de compte, à revoir leur tactique et leurs objectifs. Il ressort des entretiens avec les leaders importants des FDLR (et avec trois commandants supérieurs récemment rapatriés) que le commandement du mouvement connaît ces difficultés depuis un certain temps. La motivation principale qui les pousse à continuer de préparer des attaques contre le Rwanda est de donner aux troupes un objectif et une motivation politiques. Faute de quoi, le moral des hommes de troupe se détériorerait rapidement et provoquerait des désertions massives. Un des officiers des FDLR a déclaré : « *nous devons donner aux hommes de troupe des objectifs et des perspectives militaires et politiques, sans quoi ils retourneraient à la vie civile en RDC ou au Rwanda* ».

En dépit des capacités réduites des FDLR, elles demeurent une force que l'on ne peut ignorer. Avec des effectifs de 7 000 hommes et des milliers de civils armés affiliés, le mouvement est encore capable d'occuper et de déstabiliser d'importantes parties des provinces du Kivu à l'Est de la RDC. Des données attestent également que les FDLR poursuivent leurs infiltrations au Rwanda. Certains de leurs éléments s'adonnent à l'espionnage ou exécutent des opérations spécifiques à l'intérieur du Rwanda. Le recrutement et la collecte de cotisations financières⁵⁷ au Rwanda se poursuivent. Les FDLR disposent d'un réseau de renseignement au Rwanda. Les commandants supérieurs interrogés en RDC ont déclaré disposer de renseignements précis sur le déploiement des troupes gouvernementales dans les régions frontalières situées du côté rwandais – informations qui ne peuvent être recueillies que par des agents entraînés. Cependant, il paraît aussi que l'efficacité de ce réseau a diminué. Même s'ils ne peuvent pas arrêter toutes les infiltrations, les services de renseignements rwandais sont généralement capables de repérer les éléments FDLR avant que ceux-ci ne puissent lancer des opérations de grande envergure. Néanmoins, cette situation exige que le gouvernement dispose d'un important réseau de renseignement.⁵⁸ Les récentes arrestations d'un nombre important d'éléments

⁵⁶ Ces informations ont permis au gouvernement du Rwanda d'identifier et de neutraliser, en coopération avec les forces de défense nationales (FDN) burundaises, près de la moitié des éléments des FDLR au Burundi.

⁵⁷ Par exemple, nous avons vu un carnet de chèques des FDLR relatif aux cotisations des membres. La cotisation ordinaire a été fixée à 5 000 Francs Rwandais (à peu près 9 dollars EU).

⁵⁸ Outre le maintien de la sécurité, ce réseau pose des problèmes pour l'administration rwandaise. Les organisations des droits de l'homme et certains bailleurs de fonds accusent le Rwanda de soumettre sa population à un contrôle trop strict pour garantir la liberté d'expression. Plusieurs documents en possession des consultants indiquent qu'il reste nécessaire

FDLR effectuées par le gouvernement burundais dans la province de Ngozi au Burundi, et qui ont permis de faire échouer l'opération *Amizero*, montrent que le contre-renseignement contre les FDLR, également mené à travers la coopération régionale, s'améliore et permet de contrecarrer les tentatives des FDLR de lancer des opérations à l'intérieur du Rwanda.

3.1.2 Les objectifs politiques

Les objectifs des FDLR peuvent être classés en trois catégories, à savoir : les objectifs officiels, les objectifs semi-officiels et les objectifs cachés. Officiellement, le but des FDLR est d'œuvrer à la paix et la réconciliation au Rwanda et dans la région des Grands Lacs en général. Il y a au moins deux points controversés dans les objectifs officiels des FDLR⁵⁹. Premièrement, elles insistent sur le fait qu'il importe d'établir la vérité sur le « Drame rwandais ». Les FDLR affirment implicitement qu'il y a eu deux génocides au Rwanda – l'un contre les Tutsi et l'autre qui est un contre-génocide visant les Hutu et perpétré par le FPR. En second lieu, elles appellent à un dialogue inter-rwandais « hautement inclusif ». Autrement dit, les FDLR devraient être inclus dans ce dialogue et les génocidaires devraient avoir le droit de participer au processus de prise de décisions.

Dans leurs communications avec les combattants et les réfugiés, les leaders FDLR déclarent que leur vrai objectif est de renverser le gouvernement actuel, pardonner à ceux qui ont joué un rôle dans le génocide, et créer un gouvernement de la majorité Hutu. Ces objectifs ne sont pas mentionnés dans les communiqués de presse des FDLR ni dans les entretiens avec la presse, mais ils sont connus de tous les Rwandais en RDC et ils ont été cités dans plusieurs entretiens avec nos chercheurs. La majorité des membres des FDLR de la RDC et les Congolais qui vivent dans le même environnement avec eux ne connaissent que ces objectifs semi-officiels. Seuls les commandants supérieurs et les responsables de la propagande connaissent la ligne officielle.

CTC croit que les objectifs ci-dessus dissimulent un agenda profondément caché des leaders FDLR. Les FDLR continuent d'être influencées par des personnes telles que Sylvestre Mudacumura et Ignace Murwanashyaka⁶⁰, qui ont été soit incriminés dans le dossier du génocide rwandais ou/et qui dirigent une organisation terroriste reconnue au plan international. Pour des leaders tels que ceux-ci⁶¹, il n'y aurait pas d'avenir si la lutte armée devait prendre fin. Ils ne peuvent ni rentrer au Rwanda sans être traduits en justice pour leurs actes, ni être facilement acceptés par un pays tiers. La poursuite de la lutte armée est donc leur meilleure chance de vivre relativement en liberté. Étant donné l'équilibre actuel des forces militaires en présence, leur seule option est passer le reste de leurs vies dans le maquis pour accumuler assez d'argent afin d'acquérir une nouvelle identité, s'enfuir vers un pays tiers, et y commencer une nouvelle vie.

Ainsi, pour les leaders des FDLR, leur mouvement est à la fois une structure qui les protège de la prison à vie et un moyen qui leur permet d'amasser assez de richesses pour s'acheter une nouvelle

pour le gouvernement du Rwanda de maintenir un réseau de renseignements fort en raison de la menace persistante des infiltrations des FDLR.

⁵⁹ Source: Site web des FDLR, pamphlet et entretiens des leaders militaires des FDLR avec des journalistes.

⁶⁰ Le Général Major Sylvestre Mudacumura est commandant militaire suprême des FDLR. Un dossier solide pour génocide est constitué contre lui (il était commandant adjoint de la Garde Présidentielle des FAR pendant le génocide de 1994) et il a continué de commettre des crimes contre l'humanité lors qu'il était commandant du FOCA en RDC. Le rôle de Murwanashyaka dans le génocide est moins clairement démontré, mais il est président d'une organisation terroriste qui a commis plusieurs crimes de guerre et crimes contre l'humanité en RDC et au Rwanda.

⁶¹ Outre Mudacumura et Murwanashyaka, certains anciens CET ont également cité les noms de Major Romel et de Capitaine Mazizi (commandant et commandant adjoint du bataillon de protection de l'État-major) et le chef du « secrétariat général », Colonel Rwanyonga Nubaha comme des personnes connues pour leur implication dans le génocide. Le Colonel Rwanyonga aurait été commandant du Camp Kigali et, selon ses collègues, l'une des personnes qui auraient ordonné l'assassinat des casques bleus belges au début du génocide.

identité, une maison, et une pension de retraite⁶². Pour eux, il est capital que les hommes de troupe des FDLR ne découvrent pas cet objectif caché. De ce fait, les leaders des FDLR accordent beaucoup d'importance à la propagande, et continuent de préparer des opérations militaires pour renverser le gouvernement du Rwanda. Toutefois, ces leaders savent bien que ces projets ont peu de chances d'aboutir dans le contexte actuel et ils reconnaissent qu'il est peu probable que le gouvernement actuel s'affaiblisse dans un proche avenir⁶³.

3.1.3 Idéologie et religion

Les Rwandais sous le contrôle des FDLR en RDC ont peut-être leur propre idée sur le génocide, son impact sur leurs vies, la situation actuelle au Rwanda ou sur le Tutsi, mais ils ont intérêt à la garder pour eux si leurs idées ne coïncident pas avec les points de vue extrémistes et idéologiques de leurs supérieurs. La direction des FDLR veut que tous ses sujets croient que l'actuel gouvernement du Rwanda est entièrement au service des Tutsi, que les Tutsi veulent toujours dominer, et que les Hutu ne peuvent pas mener une vie normale au Rwanda d'aujourd'hui. De plus, leur machine de propagande inculque aux gens l'idée que tous les ex-combattants FDLR rapatriés sont soit en prison, morts ou sous surveillance permanente.

Un ancien officier des FDLR nous a affirmé lors d'un entretien que « les personnes âgées [parmi les réfugiés] expliquent comment les ancêtres des [Hutu] ont souffert sous le règne des Tutsi » et que « les Tutsi ne partagent jamais le pouvoir ». Ainsi, lorsqu'au cours des émissions de D&R de Radio Rwanda ou Okapi, d'anciens commandants rapatriés des FDLR qui occupent actuellement de postes importants dans l'actuelle administration rwandaise sont interviewés, la machine de propagande des FDLR essaie de convaincre les réfugiés que ces interviews sont fausses et que les anciens officiers de haut rang rapatriés tels que les généraux Rwarakabije ou Mahoro ont été interviewés en prison et sous la menace. En répandant de telles histoires sur la situation actuelle ou passée, la direction des FDLR entretient une atmosphère de peur, décourageant les réfugiés et les combattants à se faire rapatrier.

Ces derniers mois, les FDLR dans la province Nord du Kivu ont commencé à dire aux Rwandais sous leur contrôle qu'ils sont toujours des « Interahamwe » ; certains membres ont même déclaré que « le travail [le génocide] reste à achever ». Le retour à cette propagande ouverte de l'idéologie génocide est relativement est un fait récent, puisque les FDLR ont évité ce genre de rhétorique ces dernières années.

L'instigateur principal de ce discours est le Général Mudacumura qui sait qu'il n'a aucun avenir hors des forêts de la RDC. Mudacumura et un petit nombre d'autres dirigeants des FDLR essaient de maintenir leur contrôle en propageant une idéologie extrémiste. Cependant, cette vague d'extrémisme pourrait provoquer une désintégration beaucoup plus rapide des FDLR, d'autant plusieurs de leurs sujets se rendent compte qu'ils ont énormément souffert des suites du génocide. Même de nombreux commandants impliqués dans le génocide ne sont pas en faveur de la relance de cette idéologie car ils prétendent avoir maintenant pris conscience du fait que le génocide ne leur a apporté que des misères. Ces commandants se considèrent comme faisant partie d'une génération perdue, mais ne souhaitent pas voir grandir leurs enfants avec le même sentiment de culpabilité.

La religion est aussi un pilier important de l'idéologie des FDLR⁶⁴. Les noms de quelques-unes des opérations des FDLR, tel que l'opération « Oracle du Seigneur », en sont l'illustration. En outre, les combattants des FDLR désignent entre eux le FOCA comme étant le « *Ingabo za Yesu* » ou « l'Armée

⁶² Ceci a été confirmé par certains officiers supérieurs FOCA rapatriés récemment.

⁶³ Cette partie est basée sur des entretiens avec un ancien général et un ancien colonel des FDLR.

⁶⁴ Voir aussi le rapport "The Long Road Home" dans le rapport complémentaire. Les autres sources consultées pour ce paragraphe sont le Général Rwarakabije et un groupe d'officiers du FDLR situés dans les plaines du Ruzizi.

de Jésus ». Pour certains d'entre eux, les FDLR ont une mission divine. Ils croient que Dieu a donné le Rwanda aux Hutu et, par conséquent, la récupération du pouvoir est une mission de Dieu. Cette justification spirituelle de la lutte des FDLR fait partie intégrante de la propagande des FDLR.

3.2 Vue d'ensemble de la structure, des effectifs et des systèmes

3.2.1 Effectifs et structure

Sur la base de l'enquête menée dans le cadre de cette étude, CTC croit que les FDLR comptent actuellement des effectifs militaires (y compris la police militaire) d'environ 7 000 combattants. Nous disposons d'une évaluation relativement précise des effectifs de deux des trois brigades. La brigade du Sud (que les FDLR appellent « division »), présente dans la province Sud du Kivu, comptait approximativement 2 500 hommes en 2006 dont nous croyons qu'environ 2 000 seulement sont restés après les rapatriements, les défections, les retraites, mais aussi les recrutements enregistrés récemment. La brigade du Nord, située dans la province du Nord Kivu, est actuellement composée d'environ 2 100 hommes. Donc, les FDLR possèdent en ce moment trois brigades d'environ 2 000 hommes chacune, approximativement 500 éléments de la police militaire, au moins deux compagnies pour protéger le Haut Commandement situé à Kalonge (Masisi), et une compagnie pour protéger l'école de formation militaire de Mutembe (au Nord Kivu).

La pièce jointe N° 1 présente un graphique organisationnel simplifié du FOCA. La structure et les noms des commandants proviennent de plusieurs sources⁶⁵. Ces sources donnaient des estimations similaires de la structure bien que les noms des commandants soient différents, probablement parce que les commandants changeaient régulièrement de postes ou dans certains cas ont été rapatriés et donc remplacés. De plus, la plupart des commandants utilisent des pseudonymes⁶⁶ qu'ils changent régulièrement. Par conséquent, certains commandants sont connus sous trois, voire plus, de noms différents. Un responsable de la MONUC bien informé de la situation dans les provinces du Kivu a expliqué que la MONUC avait décidé d'arrêter la mise à jour de la liste des commandants des FDLR à cause des perpétuels changements.

Chaque bataillon semble être composé d'une unité de CRAP (Commando de Recherche et d'Action en Profondeur, les commandos des FDLR). Ces unités du CRAP sont chargées des opérations les plus dangereuses et sensibles, y compris les infiltrations au Rwanda. Ces unités semblent aussi être responsables de plusieurs opérations de pillage sur la route Goma-Kanyabyonga. Les combattants du CRAP sont généralement des jeunes hommes en excellente forme physique et bien entraînés qui adhèrent à l'idéologie extrémiste.

Le bataillon de la Police Militaire des FDLR est concentré dans le Nord du Kivu et est chargé, entre autres responsabilités, d'assurer la protection du quartier général et de prévenir la désertion des troupes du FOCA. La Police Militaire punit sévèrement les déserteurs et semble être constituée des combattants les plus loyaux et idéologiquement extrémistes.

⁶⁵Plusieurs sources de renseignements, des contacts locaux et les contacts parmi les FDLR et les ex-FDLR.

⁶⁶Et parfois ce chiffre n'est pas connu, d'où un gonflement fréquent du nombre de commandants parce que certains observateurs ne savent pas que le nouveau commandant de bataillon, le lieutenant-colonel X est la même personne qu'un homme connu sous le nom de major Y qui était en charge de la logistique de la brigade.

Conflict and Transition Consultancies

Les FDLR étaient, il y a quelques années, beaucoup plus forts, avec environ 15 000 à 20 000 combattants armés, d'après les chiffres de 2003⁶⁷. La force du FOCA a décliné suite à l'échec des opérations militaires successives, des morts, maladies, défections, rapatriements et retraites enregistrés parmi les troupes. Tous ces facteurs ont eu un impact sur la structure de l'armée. Dans le passé, les FDLR étaient organisées en divisions et en brigades, alors que maintenant elles ne sont constituées que de brigades (appelées divisions par les FDLR). De plus, jusqu'à une date récente, chaque brigade comportait quatre bataillons, les bataillons comprenaient quatre compagnies, etc. Aujourd'hui, la structure quadripartite a été remplacée par une composition tripartite, illustrant la réduction de la taille du mouvement.

Les civils congolais qui vivent avec les FDLR (et l'ANR) ont de la peine à évaluer la force exacte des FDLR. Leurs estimations sont généralement trop élevées à cause des trois phénomènes suivants :

- en appelant les brigades des « divisions », les bataillons des « brigades », les compagnies des « bataillons », ainsi de suite, les FDLR gonflent leurs effectifs.
- Le FOCA a la réputation d'être une armée forte, une image qui est entretenue en réprimant catégoriquement les contestations locales. Cette réputation d'invincibilité contribue à une surestimation de la force des FDLR⁶⁸.
- Les FDLR ont aussi armé un grand nombre de réfugiés civils rwandais. Par conséquent, il est difficile pour les Congolais ainsi que pour les étrangers de faire la différence entre les civils armés rwandais et le FOCA.

Il est plus difficile d'évaluer le nombre de civils associés aux FDLR. Le Général Séraphin Bizimungu (aussi connu sous le nom de Général Mahoro, Amahoro ou Amani), l'ancien commandant adjoint de la division du FOCA au Sud Kivu et qui a été rapatrié au Rwanda en 2006, a estimé que le Sud Kivu pouvait abriter à lui seul environ 20 000 à 25 000 civils rwandais⁶⁹ dont la majorité s'est installée sur le territoire contrôlé par les FDLR. Il a par ailleurs indiqué qu'il y a vraisemblablement plus de réfugiés dans le Nord Kivu que dans le Sud Kivu. D'autres ont fourni des estimations plus élevées. Si nous considérons que le Général Bizimungu est une source fiable, alors le nombre total de réfugiés civils rwandais en RDC peut être situé entre 45 000 et 60 000 hommes. Plus d'un tiers de ces réfugiés sont dans le Sud Kivu, un groupe un peu plus nombreux se situe dans le Nord Kivu et le reste ailleurs en RDC, en particulier à Maniema, Katanga, Kinshasa et dans les Provinces Orientales.

Ce chiffre est légèrement plus élevé que les chiffres du HCR concernant le nombre de réfugiés rwandais en RDC, estimé à 50 000 au début de 2006. Cependant, nous le considérons comme relativement fiable. Les chiffres élevés sont justifiés par le fait que l'on retrouve difficilement un endroit du Kivu où il n'y a pas de Rwandais. En parcourant les provinces du Kivu, l'on remarque facilement que le nombre de Rwandais est « normalement plus élevé que les estimations citées ci-dessus.

CTC croit que la plupart des civils qui portent des armes n'ont pas reçu une formation militaire approfondie. D'habitude, ils obtiennent leurs armes dans le cadre d'arrangements locaux voire privés entre les civils et les unités de commandement respectives du FOCA de la région. Les civils portent des

⁶⁷ À titre d'exemple, l'ONG International Crisis Group estime que le nombre de combattants des FDLR est de 15 à 20 000 hommes selon son rapport du 23 mai 2003 intitulé « *Rebelles rwandais Hutu au Congo : une nouvelle approche au désarmement et à la réintégration* ». L'ALIR comptait encore plus d'hommes.

⁶⁸ Cette image est renforcée par les commandants des FARDC qui ne voulaient pas monter des opérations contre les FDLR, soit par crainte ou parce qu'ils avaient d'autres activités communes. Ces commandants avaient intérêt à surévaluer la force des FDLR, de manière à convaincre leur hiérarchie que leur unité n'avait pas les moyens de vaincre l'adversaire.

⁶⁹ Il a expliqué que lorsqu'il a quitté le mouvement, les FDLR n'avaient pas de données exactes quant au nombre de civils sous leur contrôle, mais qu'ils envisageaient de procéder à un recensement qui devrait fournir ces renseignements. Nous ne serions pas en mesure d'affirmer si ce recensement a été effectué ou pas.

Conflict and Transition Consultancies

armes surtout pour se protéger contre les milices congolaises ou les agressions des FARDC. Par conséquent, ces civils armés ne renforcent pas vraiment la force militaire des FDLR.

L'adhésion aux FDLR semble obligatoire pour tous les civils rwandais qui vivent dans les zones contrôlées par le mouvement⁷⁰. Par ailleurs, nous avons reçu peu de témoignages sur des recrutements forcés parmi les réfugiés en RDC. Il semble que les réfugiés du RDC se sont résignés du fait que, aussi longtemps qu'ils sont des réfugiés, ils doivent montrer leur attachement et leur force en soutenant le mouvement. Il est également possible que les réfugiés civils se rendent compte qu'ils n'ont pas vraiment le choix, vu le traitement inhumain infligé aux éléments déloyaux.

Pour terminer, disons quelques mots sur les relations entre la structure politique européenne des FDLR (surtout basée en Europe de l'Ouest) et les troupes du FOCA sur le terrain. Bien que nous n'ayons pas mené de recherche sur les structures des FDLR situées hors de la RDC, les propos recueillis auprès des personnes interrogées offrent une image ambiguë de ces éléments. D'une part, certains membres des FDLR et les commandants du FOCA en RDC reconnaissent le président du mouvement comme leur seul leader. Toutefois, d'autres reconnaissent le commandant Mudacumura comme le seul défenseur légitime et crédible de leurs intérêts. Le dernier groupe critique souvent les dirigeants vivant à l'extérieur de vivre confortablement en Europe, abandonnant leurs militants dans les forêts congolaises sans leur envoyer les moyens nécessaires au combat. Il est difficile de dire quel groupe (les partisans de Mudacumura ou de Murwanashyaka) est prédominant. Cependant un colonel des FDLR a expliqué que lors du séjour de Murwanashyaka en RDC après la signature de la déclaration de Rome, il rendait compte au Général Madacumura et n'était pas en position de décider quoi que ce soit sans consulter le chef militaire.

D'autres structures remarquables des FDLR sont :

- le Comité directeur (présidé par Dr Ignace Murwanashyaka (Bonn ; Allemagne) et les vice-présidents Musoni Straton (Bruxelles : Belgique) et le général de brigade Gaston Iyamuremye, alias Byiringiro Victor Rumuli (Mbeshimbeshi ; RDC)) ;
- le conseil de guerre (précédemment présidé par le général de brigade aujourd'hui décédé, Kanyandekwe alias Komezza ; il était également le commandant adjoint du FOCA avant son décès dans des circonstances non élucidées en décembre 2006 ;
- le tribunal militaire⁷¹ (présidé par le Colonel Sebahinzi alias Double Z) ;
- le Comité Régional Restreint (comité politique des exilés) ;
- le Comité Régional Élargi (idem) ;
- la Commission Électorale Permanente et Indépendante (pour les élections internes des FDLR) ;
- les cellules et les satellites⁷² des FDLR dans plusieurs pays : la République du Congo, la Tanzanie, (Dar es-Salam et Kigoma), le Soudan, la Zambie, le Cameroun, l'Ouganda, le Zimbabwe, le Mozambique, l'Afrique du Sud, l'Allemagne, la Belgique, la France, le Norvège, les Pays-Bas, l'Autriche, la Suisse, le Danemark, le Canada et les États-Unis.

3.2.2 Formation et recrutement

Les FDLR disposent de plusieurs centres de formation, dont l'école militaire de Matembe (dans la région frontalière de Masisi-Walikale) qui est leur principal centre de formation. L'école militaire comprend les sections de formation des officiers et des sous-officiers. La formation ne se limite pas à

⁷⁰ Cette conclusion découle du fait que tous les rwandais résidant dans des territoires contrôlés par les FDLR sont considérés comme des membres du mouvement.

⁷¹ Le Tribunal militaire est surtout occupé par les cas de désertion présumée, mais juge théoriquement des violeurs et des pilleurs.

⁷² Ces cellules satellites ou de liaison opèrent souvent dans la discrétion, mais au moins dans certains pays, leurs faits et gestes sont connus des services de sécurité locaux. Nous n'avons pu obtenir d'informations fiables sur le fonctionnement de chaque satellite. Certaines de ces cellules fonctionnent probablement sous forme de réseaux sans localisation fixe.

Conflict and Transition Consultancies

cette école. L'on fait état de l'existence de structures de formation à Nindja et Mwenga, localités situées au Sud Kivu. Les exemples de formations suivies en 2006 sont :

- avril – juillet 2006 : une formation commando de trois mois a été organisée à Matembe. 78 commandos ont été formés.
- Juin 2006 : Un cours sur l'émission de messages a été organisée à Matembe ; chaque unité y a envoyé 5 candidats.
- Juin 2006 : un cours de deux semaines sur le service de renseignement a été dispensé au personnel du quartier général des FDLR.
- Juin 2006 : un séminaire d'une semaine a été organisé pour les cadres des FDLR à Matembe.
- Juin 2006 : une formation d'un mois pour les magistrats à Matembe.
- Début 2006 : formation des commandos (CRAP) à Butezi au Mwenga. Cette formation aurait été suspendue pour disponibilité insuffisante d'instructeurs.

En outre, les FDLR ont commencé à former dans le Nord Kivu les civils aux techniques militaires de base telles que le camouflage et le maniement des armes légères. L'objectif de cette formation est de deux ordres. Premièrement, il s'agit probablement d'augmenter la capacité militaire des FDLR. Deuxièmement, l'objectif semblerait de nature idéologique. Plusieurs sources des FDLR indiquent que la formation sert à endoctriner les femmes, les jeunes et même les enfants pour en faire des « Interahamwe ».

Plusieurs sources en RDC et au Rwanda ont indiqué que les FDLR peinent de plus en plus à recruter de nouveaux combattants. Les recrutements récents n'ont pas permis de rattraper le rythme des désertions, les victimes et des départs à la retraite, et la force du FOCA a été réduite à la moitié environ ou au tiers en 2000. Le recrutement se fait d'abord parmi les populations de réfugiés et ensuite au Rwanda. Il semble de plus en plus difficile de trouver parmi les réfugiés des jeunes gens capables de rallier les troupes du FOCA. La plupart des jeunes de la communauté de réfugiés ont déjà rejoint le FOCA, tandis qu'on signale aussi que les recrues potentielles fuient les zones sous le contrôle des FDLR pour ne pas avoir à rejoindre le FOCA. Certains de ces hommes se rendent au Rwanda, un nombre important essaie d'intégrer la société congolaise ou d'émigrer vers des pays comme la Zambie et le Malawi.

Le recrutement au Rwanda devient aussi de plus en plus difficile. Avant l'échec de l'opération « Oracle du Seigneur » en 2001, les FDLR ont recruté plusieurs jeunes, en particulier ceux des provinces de Ruhengeri et de Gisenyi. Aujourd'hui, cela est devenu très difficile. Ceci s'explique en partie par les contrôles renforcés et de l'amélioration de l'activité de renseignement de la part du régime rwandais. Plus important est le fait que la majorité de la population civile rwandaise a cessé de soutenir les FDLR. Avant l'opération « Oracle du Seigneur », l'ALIR pouvait compter sur un certain soutien venant de l'intérieur du Rwanda⁷³, mais l'échec de cette offensive a changé la donne. Au cours de nos discussions avec les jeunes de Ruhengeri, les jeunes interrogés ont souligné le fait que, bien que n'étant pas favorable au gouvernement rwandais sur tous les points, ils préféreraient influencer la vie politique de leur pays la voie démocratique. Ils pensaient que leur « peuple » occupait tous les postes dans l'administration locale et que cela suffisait pour le moment. De toute façon, ont-ils affirmé, ils ne voulaient plus faire la guerre et préfèrent donc compter sur des avancées dans le processus de démocratisation à l'intérieur du Rwanda.

3.2.3 Services de renseignement et contrôle

⁷³ D'après certains habitants de la province de Ruhengeri, les populations ont aussi soutenu l'ALIR pour des raisons pragmatiques ; l'ALIR était pendant quelque temps forte dans les provinces du nord-ouest du Rwanda et les populations ont choisi de leur faire allégeance en partie parce que d'après leurs calculs, l'ALIR devait gagner le conflit. Étant donné que Ruhengeri et Gisenyi étaient pendant un certain temps sous l'influence du mouvement rebelle, ils ont estimé qu'il était plus sûr de supporter les rebelles plutôt que le gouvernement. L'armée régulière ayant pris le dessus, ils ont alors choisi de faire allégeance au gouvernement en place.

Conflict and Transition Consultancies

Comme la plupart des armées, le FOCA a un service de renseignement (Bureau 2). Ce « Bureau 2 » comprend trois sections : recherches, espionnage et contre-espionnage. À côté du « Bureau 2 », il existe également une structure civile de collecte de renseignements. Cette structure civile est étendue et puissante ; elle espionne même l'armée du FOCA. Plusieurs personnes interrogées au Rwanda et en RDC confirment l'impression générale que tout le monde espionne tout le monde. Par conséquent, personne n'a le courage de débattre de sujets sensibles, même pas avec des amis ou des membres de sa famille. Cela a conduit à une situation où très peu de gens osent aborder le sujet le plus sensible, celui du rapatriement. Les gens se suspectent d'être des « modérés », en d'autres termes, d'être disposés à être rapatriés ou, au moins, à débattre du sujet. Des ex-combattants rapatriés ont expliqué que même ceux qui sont favorables au rapatriement peuvent trahir ceux qui ont exprimé le même désir qu'eux. Ce comportement contradictoire est le fait du dilemme de l'informateur - on ne peut être jamais être sûr que la personne qui a soulevé le problème de rapatriement est sincère ou est un agent de sécurité cherchant à vous piéger.

Un lieutenant-colonel et un ancien magistrat des FDLR ont expliqué que la plupart des cas jugés par le système judiciaire des combattants concernent la trahison (ou la trahison signifie rapatriement ou l'intention de se faire rapatrier). L'ancien magistrat a expliqué que les punitions infligées en cas de trahison sont sévères. Les membres les plus âgés du mouvement, tels que les officiers et les agents politiques, sont généralement exécutés lorsqu'ils sont reconnus coupables, alors que les hommes de rang et les civils sont sévèrement battus et ensuite condamnés aux travaux forcés. par exemple, un certain Lieutenant Sierra a été sommairement tué parce qu'il était suspecté de vouloir désertir le mouvement.

En plus des services de sécurité et des sévères punitions infligées par le système judiciaire interne, les FDLR ont relevé un nombre d'obstacles érigés pour empêcher les combattants du FOCA de se faire rapatrier :

- ✓ seules quelques personnes sont autorisées à aller au marché ou à des endroits situés en dehors de la zone sous contrôle (des FDLR) et d'où il est possible de se faire rapatrier ;
- ✓ les réfugiés et les miliciens ne peuvent voyager en dehors de leur secteur que lorsqu'ils sont en possession des documents requis (feuilles de route) reçus de leur commandant ;
- ✓ il est rare qu'on autorise toute une famille à voyager. Généralement, une partie de la famille doit rester dans un endroit entièrement sous contrôle des FDLR et jusqu'au retour de celui qui voyage, le reste de la famille est sous surveillance extrême ;
- ✓ les visiteurs (par exemple, les membres de la famille) en provenance du Rwanda ou d'autres régions du Kivu sont interrogés sur l'objet de leur visite et leurs bagages et vêtements sont fouillés ;
- ✓ toute communication, y compris les lettres en provenance des officiers supérieurs ou échangées entre ces derniers, sont lues et censurées par les services de sécurité des FDLR ;
- ✓ si un membre de la famille d'un combattant disparaît et est suspecté d'être retourné au Rwanda, la personne restée sur les lieux, après avoir été interrogée et parfois torturée, est transférée dans une zone où il est difficile d'échapper au contrôle des FDLR ;
- ✓ les réfugiés ne sont pas autorisés à parler aux étrangers ou aux personnes suspectées de collaborer avec les institutions favorables au rapatriement⁷⁴ ;
- ✓ les combattants ordinaires et les réfugiés sont dissuadés de fraterniser avec les communautés congolaises d'accueil. Les contacts avec les communautés d'accueil sont généralement limités aux membres les plus âgés des FDLR ;
- ✓ les membres de l'armée et des services de sécurité sont déployés pour vérifier si les voyageurs sont munis des documents requis. Pour cela, les FDLR maintiennent des centaines de postes de

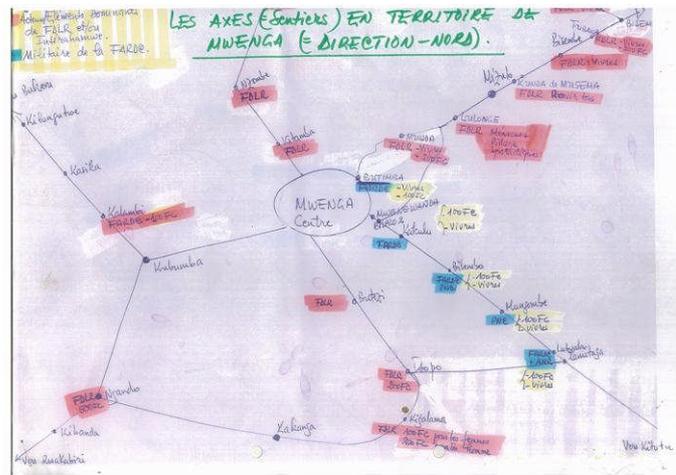
⁷⁴ Lorsque les Mayi-Mayi ont rejoint la transition en RDC en 2003, les FDLR ont interdit à leurs membres d'adresser la parole aux combattants de cette milice. Leurs anciens alliés étaient devenus des ennemis potentiels et les contacts informels ont été de ce fait rompus.

Conflict and Transition Consultancies

contrôle, qui servent également à collecter des taxes, à travers les provinces du Kivu. De plus, les FDLR ont déployé des centaines d'informateurs, dont plusieurs congolais, dans les zones considérées à haut risque (comme les endroits où les réfugiés et les combattants pourraient rencontrer la MONUC, d'autres étrangers ou des congolais qui sont suspectés d'avoir été préparés pour venir en aide aux Rwandais qui souhaitent être rapatriés).

Figure 3 : Les postes de contrôle des FDLR autour de la ville de Mwenga
La carte n'est pas à l'échelle. Les positions en rouge sont les postes de contrôle des FDLR⁷⁵.

À certains endroits, les FDLR sont également assistés par des alliés congolais. Par exemple, dans le territoire du Fizi, il y a une collaboration étroite entre les FDLR et les autorités locales, qui sont souvent des anciens miliciens Mayi-Mayi. Il paraît que le commandant de brigade local des FARDC à Kilembwe (sud de Fizi), ainsi que le chef local de la PNC (*Police Nationale Congolaise*), assistent les FDLR lors des opérations de recherche chaque fois que la milice croit que l'un de ses membres essaie d'échapper à son contrôle.



Certains officiers des FDLR et d'autres sources ont affirmé que les FDLR ont pu recruter des espions au sein de la MONUC ou qu'ils ont pu introduire certains de leurs espions au sein de la MONUC en tant qu'agents locaux du D&R. Nous n'avons pas pu vérifier ces allégations. Ce qui est certain, c'est que les candidats au rapatriement font plus confiance à certaines unités et bureaux de la MONUC qu'à d'autres. En particulier, au bataillon indien (IN BAT) du Masisi qui est regardé avec suspicion à cause de ses relations avec des agents de sécurité influents des FDLR, notamment avec « *Big Patrick* », le jeune frère du Général Mudacumura.

En somme, les FDLR possèdent une structure de renseignements efficace et impitoyable en RDC. Ajouté à cela les punitions rudes infligées aux déserteurs suspectés, ce système est un facteur clé dans le ralentissement du rythme des départs de combattants du D&R pour le Rwanda.

3.2.4 Armes et munitions

Il est essentiel pour un mouvement rebelle d'obtenir suffisamment d'armes et de munitions pour assurer son maintien, sa défense et planifier des opérations. Depuis la signature des accords de Pretoria en 2002, les FDLR dépendent d'opportunités ponctuelles pour obtenir des armes et des munitions. Après avoir signé l'accord de Pretoria, le gouvernement de la RDC, qui a été le principal fournisseur d'armes et de munitions des FDLR et de l'ALIR entre 1998 et 2002, a interrompu tout soutien logistique systématique aux FDLR. Depuis lors, les FDLR n'ont plus de soutien qui expédie régulièrement des armes et des munitions au mouvement. Ils ont essayé de contourner cette contrainte en allouant une grande partie du budget du mouvement à l'acquisition d'armes et de munitions, généralement auprès de soldats ou de différentes unités des FARDC. Nous sommes parvenus à obtenir des renseignements sur le prix des fusils d'assaut AK-47 (10 à 20 dollars EU), des grenades (1 à 2 dollars EU) et des munitions pour AK-47 (10 à 20 francs congolais par balle - pour remplir un chargeur à 30 coups, ce montant est compris entre 0,6 et 1,2 dollar EU). Il a été aussi signalé que des soldats de l'UPDF⁷⁶ ont vendu des armes et des munitions à titre individuel aux FDLR.

De temps à autre, des armes sont saisies à l'occasion d'opérations militaires. Par exemple, dans le territoire de Bunyakiri, où il y a eu plusieurs fois des affrontements entre les FDLR et les FARDC en

⁷⁵ Il faut noter également les positions en bleu du FARDC. Celles-ci sont illégales puisque le haut commandement militaire et la région militaire du Sud Kivu ont ordonné à tous les commandants de démanteler tous les postes de contrôle situés sur les routes publiques.

⁷⁶ Il est presque certain que le Colonel Musare, un renégat de FDLR dans le Nord Kivu a reçu au moins deux cargaisons de munitions et quelques armes de petit calibre de sources inconnues en Ouganda à la fin 2005 et au début de l'année 2006.

Conflict and Transition Consultancies

2005 et en 2006, les FDLR ont récupéré de petites quantités d'armes et de munitions des positions appartenant aux FARDC. Puisque les FARDC reçoivent généralement peu de ravitaillements, il est peu probable que ces quantités aient été suffisantes pour couvrir les besoins de ces opérations, encore moins pour les accumuler pour des utilisations futures.

Figure 4 : Armurerie des FDLR⁷⁷

Bien que ces achats locaux permettent au mouvement des FDLR de maintenir sa force, ils sont vraisemblablement peu suffisants pour monter des opérations majeures ou pour se défendre en cas d'attaque soutenue. Selon certains officiers supérieurs des FDLR et le général rapatrié Bizimungu, les FDLR ne possèdent qu'une quantité limitée de munitions en réserve ; ces réserves s'épuiseraient en l'espace d'un à deux mois si les FDLR avaient à se battre sur des périodes prolongées et sur plusieurs fronts en même temps.

Les armes FDLR		
AK-47	Armes individuelles. Chaque combattant a au moins un pistolet et généralement quelques grenades. Chaque unité dispose d'au moins une mitrailleuse et d'un RPG.	
Grenades à main		
M-16		
FARI		
MOVE		
PICA M		
Mitrailleuse (divers)		
RPG		
Canon 82 MM		Chaque bataillon
Canon 107 MM		Chaque bataillon
Mortier 60 MM	Chaque compagnie	
Et parfois des armes plus lourdes		

3.2.5 Logistique, survie économique et enrichissement

Avant le retrait du Rwanda de la RDC en 2002, l'ALIR et les FDLR présents dans l'Est de la RDC n'étaient pas vraiment activement impliqués dans l'exploitation des minerais et autres ressources. Ils survivaient en grande partie grâce au pillage des civils et des forces militaires rivales, et ils produisaient aussi une partie de leur nourriture. Leur propre production vivrière était cependant souvent perturbée par les attaques du RPA ou de l'ANC contre leurs campements de fortune.

La hiérarchie de l'ALIR a empêché ses membres de s'engager dans des affaires lucratives, de peur que, une fois distraits par ce genre d'activités, la préparation militaire ne s'effrite rapidement⁷⁸. La direction de l'ALIR voulait que ses soldats se concentrent sur la mission qui consiste à faire tomber le gouvernement du Rwanda. Un officier supérieur des FDLR a déclaré qu'ils s'étaient instruits du cas des mouvements rebelles congolais et de plusieurs armées étrangères impliquées dans les guerres successives en RDC, qui ont toutes ayant fini par perdre de leur efficacité parce qu'elles étaient distraites par l'exploitation des minerais. Cet officier a par ailleurs indiqué que la réduction de l'aptitude à combattre des FDLR, suite aux changements d'attitude face à l'exploitation des minerais après 2003, a confirmé les préoccupations des responsables militaires de l'ALIR.

La situation était différente en ce qui concerne les Rwandais qui ont combattu dans les parties ouest de la RDC aux côtés du gouvernement de la RDC. Cela s'explique en partie par les faits ayant précédé l'appel à l'aide de feu le Président Kabila. Avant qu'ils ne rejoignent Kabila, plusieurs de ces Rwandais s'étaient installés dans différents pays francophones d'Afrique de l'Ouest où ils ont créé des entreprises. Aujourd'hui, il y a encore des centaines de Rwandais, même parmi ceux qui ont été rapatriés, qui continuent de gérer des entreprises commerciales (souvent des compagnies de taxi) dans des pays comme le Cameroun et la République du Congo. De plus, il est fort probable que Kabila ait offert à ces Rwandais le droit d'extraire certaines des richesses de la RDC en échange d'un soutien militaire.

⁷⁷ Cette liste n'est sans doute pas exhaustive. Les FDLR ont saisi la plupart de leurs armes sur les champs de bataille et possèdent sans doute de petites quantités de la plupart des armes utilisées dans la région des Grands Lacs.

⁷⁸ Basé sur des entretiens avec plusieurs officiers supérieurs et d'anciens membres des FDLR. La plupart des Mayi-Mayi ont adopté une attitude similaire vis-à-vis de l'exploitation minière durant la guerre ; les civils devaient exploiter les mines tandis que les rebelles devaient seulement lever quelques taxes.

Conflict and Transition Consultancies

En avril 2003, un groupe important de soldats des FDLR en provenance de Kamina vers le Nord Kivu traversa Bunyakiri⁷⁹, transportant des liasses de dollars et des tas de diamants. Ce convoi attira les marchands de diamant de zones aussi reculées que Bukavu et Goma. Comme il y avait très peu de liquidité à Bunyakiri, les commerçants locaux ne pouvaient pas toujours donner la monnaie aux éléments des FDLR lorsque ces derniers achetaient du manioc, des poulets ou de chèvres avec des billets de 100 dollars. La population a signalé que ces unités des FDLR disaient aux autochtones de garder la monnaie. Ce qui voudrait dire que les unités des FDLR installés dans l'Ouest avaient accès à d'importantes ressources et semblaient être impliqués dans le commerce ou l'exploitation de ressources naturelles ; ils n'étaient certainement pas bien payés dans l'armée régulière de la RDC.

À partir de 2002, le comportement des FDLR dans l'Est de la RDC vis-à-vis du développement ou de la participation aux entreprises économiques a changé considérablement pour les raisons suivantes :

- l'armée rwandaise s'est retirée de la RDC en octobre 2002. En son absence, les FDLR sont devenues la force la plus puissante dans l'Est de la RDC et pouvaient donc se permettre de mener d'autres activités ;
- c'est autour de cette période que les appuis extérieurs du mouvement ont tari ; les FDLR furent donc obligés d'adopter de nouvelles stratégies de survie. La stratégie la plus évidente dans ces circonstances étant de devenir autonomes ; et
- vers la fin 2002 et au début de 2003, un groupe important de combattants des FDLR est venu de l'Ouest de la RDC (ils ont ensuite fui le site de rapatriement de la MONUC à Kamina). Les commandants des FDLR venus de l'Ouest étaient habitués à exploiter les minerais et à créer des entreprises.

Dans le but d'assurer leur autonomie, les FDLR ont développé un système de « logistique non conventionnelle » (LNC). Chaque unité du FOCA affecte environ 20 % de ces hommes à cette unité et l'obligation pour chaque unité d'assurer sa propre défense est devenue une consigne générale et permanente. La direction a également émis des directives concernant la manière dont la production de la LNC doit être répartie : 20 % pour « améliorer les conditions de vie » des membres de la compagnie, 50 % pour les armes et munitions, 15 % au bataillon pour leur contribution, et 15 % pour le fonctionnement du mouvement. Le caractère militaire de la LNC permet à la logistique des FDLR de contrôler une grande partie du commerce de minerais dans l'Est de la RDC, ainsi que tous les autres secteurs économiques du territoire sous leur contrôle ou influence. Comme expliqué plus haut, partout où les FDLR sont présentes, elles cherchent à exercer une domination sur tous les aspects de la vie.

Un certain nombre de commandants des FDLR travaillent aujourd'hui avant tout pour s'enrichir⁸⁰. Tout d'abord, ils créent leurs propres entreprises, parfois grâce à des prêts des FDLR ou à la trésorerie de leurs unités. Deuxièmement, ils détournent souvent les fonds mis à la disposition de leurs unités de LNC à des fins personnelles. En troisième lieu, ils utilisent leurs pouvoirs exorbitants sur les réfugiés et les communautés congolaises en levant un impôt sur toute activité économique exercée sur le territoire qu'ils contrôlent. Les commandants des régions riches en minerais sont les plus chanceux, mais les dirigeants des FDLR sont en mesure de générer des fonds où qu'ils se trouvent. Leurs activités économiques sont :

- **Exploitation de minerais** : dans la plupart des cas, les FDLR ne gèrent pas directement les gisements miniers ; ils en laissent le soin à des privés. À Masisi, Wallensee et Zircon (Bunyakiri), quelques exceptions ont été signalées, comme dans les zones où les FDLR

⁷⁹ Observations figurant dans un rapport de situation de Life & Peace Institute du 25 avril 2003.

⁸⁰ Il s'est avéré impossible pour les chercheurs de CTC de calculer les montants en question. Toutefois, ces revenus tirés par les FDLR et leurs officiers doivent se monter à plusieurs millions de dollars par an. Il est difficile de dire combien les commandants ont gagné individuellement, mais il semble que plusieurs commandants (en particulier ceux impliqués dans le commerce transfrontalier de minerais) ont gagné des milliers de dollars par mois.

possèdent leurs propres équipes d'exploitation. D'ordinaire, les FDLR gagnent de l'argent à partir de l'exploitation minière par l'imposition de lourdes taxes aux propriétaires et aux gérants des mines. Il est difficile d'évaluer quelle étape de l'exploitation minière (et du commerce) est contrôlée par les FDLR, puisqu'il n'y a aucune évaluation exacte de la production actuelle en dehors des principaux centres miniers. Toutefois, elle semble concerner au moins quelques centaines de kilogrammes d'or⁸¹, de tonnes de cassitérite (minerai du fer-blanc) et du coltan (minerai du colombo-tantalum), et des quantités indéterminées de diamant, de mercure, de pierres semi-précieuses, etc. par mois.

- **Commerce des minéraux :** les FDLR sont très impliquées dans le commerce des minéraux dans les régions sous leur contrôle. Dans les territoires tels que Fizi et Walikale, ils auraient monopolisé tout le commerce en dehors des principaux centres de population (qui sont pour la plupart contrôlés par le gouvernement de la RDC). Même en présence de l'administration, les FDLR ne restent pas en marge de ce commerce. Comme les FDLR contrôlent une grande partie de l'hinterland des provinces de Kivu, ils peuvent transporter les minerais d'une zone à une autre. Grâce à l'accès aux pays voisins tels que la Tanzanie, la Zambie, l'Ouganda et le Burundi, ils font aussi souvent de la contrebande de minéraux. Les FDLR contrôlent plus de 50 % du commerce de minéraux au Kivu. Leur implication est cependant limitée dans l'exportation de minéraux ainsi que dans le commerce au niveau des principaux centres miniers et des villes d'où les minéraux sont exportés.
- **Impôts :** partout où les FDLR exercent leur contrôle, ils prélèvent des taxes illégales sur les marchés, les commerçants, les industries, les exploitants miniers, etc. Ils ne partagent avec personne les revenus, sauf pour s'acheter occasionnellement la complaisance de l'autorité locale de la RDC⁸² ou des chefs locaux. Théoriquement, les taxes sont destinées aux mouvements. En réalité, l'argent finit souvent dans les poches des commandants. Les impôts sont prélevés sur les marchés, individuellement sur les populations vivant dans les zones contrôlées par les FDLR, et sur les voyageurs (généralement au niveau des barrages routiers). Le système et les niveaux d'imposition sont en rapport avec ceux appliqués par les autorités de la RDC dans les autres zones, quoique moins compliqué car les FDLR ont moins de services.
- **Élevage :** dans les zones rurales relativement sécurisées, les FDLR et les réfugiés élèvent bétail, chèvres, porcs et poulets. De plus, partout où ils sont présents, les FDLR contrôlent le commerce de bétail. Il s'agit, par exemple, du Sud Kivu où ils contrôlent les principales routes commerciales de bétail de Minembwe à Mwenga, Fizi et Walungu, ainsi que de l'essentiel du commerce dans les Plaines du Ruzizi et sur les hauts plateaux du Kalehe. Les réfugiés contrôlent également les boucheries de la région de Nindja (Walungu).
- **Agriculture :** en particulier dans les zones forestières, où les congolais vivaient traditionnellement de chasse et de cueillette, les Rwandais sont devenus les principaux producteurs de grandes variétés de cultures (pomme de terre, patate douce, manioc, haricot, légumes, etc.). Beaucoup de Congolais ont bénéficié de cette production car elle a contribué à la baisse des prix des aliments dans certaines zones.
- **Marijuana :** au moins dans le territoire d'Uvira (dans le Moyen Plateau entre les Plaines et le Haut Plateau dans les environs de Lemera et Mulenge), les FDLR cultivent de la marijuana. Les quantités sont inconnues, mais néanmoins importantes. En complicité avec les commerçants locaux, la majorité de la marijuana est vendue en contrebande au Burundi.
- **Commerce :** dans les territoires contrôlés par les FDLR, ces dernières monopolisent toutes les activités commerciales. Cependant, leur réseau s'étend au delà des zones leur contrôle. Les représentants des FDLR fréquentent presque tous les marchés, y compris ceux de Goma, Bukavu, Butembo et Uvira, où ils achètent et vendent tout ce qui rapporte de l'argent.

⁸¹ En guise de comparaison, le Sud Kivu exporte chaque mois environ 600 kg d'or (dont moins de 50 kg officiellement). Nous pensons que les FDLR au Sud Kivu contrôlent environ le quart de la production d'or et plus en ce qui concerne la production de coltan, de cassitérite et de diamant. Dans le Nord Kivu, la situation est similaire.

⁸² Comme c'est le cas à Kilembwe où le Colonel Ngomanya du FARDC reçoit (selon certains de ses collègues officiers des FARDC) une « enveloppe » hebdomadaire de ses amis/associés des FDLR.

- **Contrôle de la traversée des cours d'eau** : les FDLR contrôlent plusieurs points de passage sur les cours d'eau autorisant ses membres à exiger quelques centaines de francs pour le passage sur les ponts (en lianes) ou pour la traversée des rivières en pirogue.
- **Contrebande** : les FDLR sont impliqués dans la contrebande d'une quantité importante de minéraux et produits divers. Nous avons trouvé⁸³ plusieurs indices qui prouvent que les Rwandais font passer des produits en contrebande au moins en Tanzanie, au Burundi et en Ouganda. Vraisemblablement, ils voyagent avec des cartes d'identité congolaises (faciles à obtenir et à falsifier)⁸⁴.
- **Pillage** : en plus des activités citées ci-dessus, les FDLR continuent le pillage. Dans plusieurs parties du Kivu, la population locale a affirmé ceci : « nous [les Congolais] *cultivons et les Rwandais récoltent* ». En dehors du pillage des récoltes et, parfois des équipements ménagers des paysans, les FDLR continuent aussi le braquage de véhicules et l'enlèvement des commerçants sur les grandes routes. En particulier, la route allant de Goma à Butembo via Kanyabyonga est toujours considérée comme relativement dangereuse à cet égard. Les unités du CRAP se chargent des activités de pillage les plus importantes et les plus risquées.
- **Prises d'otages et rançons** : en particulier, le commandant de bataillon, Major Mitima (un pseudonyme), qui contrôle les zones de Nindja, Kahuzi Biega et l'Est de Shabunda, est connu pour ses prises d'otages réguliers. Il les relâche après que leurs familles aient versé une rançon qui varie d'une à plusieurs vaches à la somme de (50 dollars EU à 100 dollars EU par tête), selon l'importance de l'otage et la fortune familiale.

3.2.6 Quand un réfugié peut-il devenir un immigrant ?

Quelques réfugiés ont commencé à construire des habitations permanentes ou semi-permanentes, d'autres ont entrepris la culture de produits comme le palmier à huile (dont la productivité ne s'observe qu'après une période d'environ 5 ans) ou bien ils ont construit des écoles, des hôpitaux ou même des villages entiers.

Habitations permanents ou semi-permanentes : à Nindja, Mwenga, Fizi, Masisi et Walikale, les habitations sont en feuilles de tôle et non en briques ; à Lemera et à Lundegardh, il y a des maisons faites en briques avec des toitures en feuilles de tôle. Il faut aussi noter que les unités des FDLR restent souvent dans les régions où la population locale habite encore dans des habitations traditionnelles ; les réfugiés ont commencé à utiliser des briques et/ou des feuilles de tôle.

Les cultures pérennes : les FDLR ou les réfugiés civils ont commencé à planter des cultures comme le palmier à huile et la quinine, entre autres, à Bunyakiri, Walikale, Mwenga, Uvira et Fizi. Ces plantations n'entrent en production qu'après plusieurs années.

Construction et gestion des écoles et des hôpitaux :

Fizi :

- Dans le territoire de Fizi (Kilembwe, etc.), les réfugiés ont construit plusieurs centres hospitaliers [Changuu/Kilembwe, Makola, Kagembe, Luchungo] qui les ont dotés de médecins qualifiés, d'infirmiers et de tradipraticiens (qui soignent aussi la population locale) ;
- à Changuu, ils ont ouvert un centre d'alphabétisation ; et

⁸³Au Congo, la plupart des commerçants sont des « marchands de produits divers ». « Divers » dans ce cas signifie « toutes sortes d'articles » (friperies, piles, sel, chaussures, cigarettes, savon, etc.), mais pas d'articles spécifiques comme le bétail et les minéraux.

⁸⁴ Ceux qui ont essayé d'obtenir une carte d'électeur l'utilisent pour voyager. Les cartes délivrées par la commission électorale (CEI) sont reconnues dans toute la région, y compris au Rwanda en remplacement des cartes d'identité.

Conflict and Transition Consultancies

- à Fizi, les Rwandais sont considérés comme les meilleurs médecins, les meilleurs pharmaciens et les enseignants les plus qualifiés de la région. Par conséquent, ils occupent bon nombre de postes rémunérés dans l'administration locale de la région.

Nindja (Walungu) :

- À Kabuye I^{er}, ils possèdent leurs propres écoles primaires et secondaires. À Kitumba, ils possèdent une école primaire protestante. Ces écoles sont pourvues d'enseignants rwandais ;
- le personnel médical rwandais a ouvert plusieurs cliniques privées ; et
- les Rwandais sont propriétaires de nombreux kiosques (petites boutiques).

Masisi :

- À Mibaraka et à Kibua (et à plusieurs autres endroits), les Rwandais ont construit leurs propres écoles. Dans d'autres régions, ils fréquentent les écoles congolaises.

Les FDLR et/ou les réfugiés ont aussi construit d'autres écoles ou centres de santé dans d'autres localités du Nord et du Sud Kivu ; c'est le cas de Bunyakiri, Mwenga, Uvira et Walikale.

Les réfugiés ont construit plusieurs églises protestantes et catholiques. Parfois, ils partagent leurs églises avec leurs voisins congolais, mais ceci est relativement rare.

Villages rwandais en RDC :

- **Kilembwe/Fizi :**
Changugu (1000-1500⁸⁵ ; HQ brigade), Makola (500-600) ; Kakunga II (± 250) ; Luchingo (± 250) ; Lulimba (± 250) ; Kasanga (100-200) ; et dans d'autres villages où ils mêlés à la population locale dans les centres.
- **Nindja :**
Les Rwandais ont construit leurs propres villages à Kabagala, Kabuye I^{er}, Ngumbu, et Kitumba.
- **Uvira :**
Les officiers de la MONUC ont identifié un village nouveau et bien construit dans les environs de Ndolera et d'Igazi. Ils ont indiqué qu'il y avait une centaine d'habitants.

Bien que nous n'ayons pas obtenu de détails sur les noms ou le nombre des habitants, il existe aussi des villages exclusivement rwandais à Masisi, Walikale, Mwenga, Bunyakiri et Kalehe. Parfois, ces villages sont aussi appelés des bivouacs, ce qui montre que ces « villages » n'ont pas un statut permanent. Dans les localités où les Rwandais n'ont pas construit leurs propres villages, ils cohabitent avec les Congolais dans les villages existants. Dans pareil cas, les Rwandais ont toutefois remplacé leurs leaders locaux ou ont contraint les chefs de village congolais à agir en leur nom.

En conclusion, des réfugiés et des combattants rwandais ont commencé par s'établir, plus particulièrement dans des zones où ils subissent le moins de pression militaire comme à Fizi et au Sud Kivu. En général, ce processus est plus avancé au sud Kivu qu'au nord Kivu parce que les unités des FARDC de la 8^e Région militaire (RM) sont, depuis le début du processus de transition (tout comme auparavant) prêts à exercer une pression militaire sur les FDLR. Dans la 10^e région militaire (c'est-à-dire au Sud Kivu), il y a beaucoup de brigades et de bataillons non intégrés (souvent d'origine Mayi-Mayi⁸⁶) qui continuent de collaborer avec les FDLR plutôt que d'exercer une pression sur eux. Ceci

⁸⁵ Nombre d'habitant estimé fourni entre parenthèses.

⁸⁶ Les Mayi-Mayi ne peuvent pas être considérés comme un mouvement unitaire. La plupart des groupes possédaient leurs propres programmes et leurs allégeances. À l'heure actuelle, des Mayi-Mayi qui opéraient précédemment sous le commandement du général Padiri, ont cessé de collaborer avec les FDLR et ont été intégrés dans les FARDC. Plusieurs autres groupes Mayi-Mayi, comme par exemple à Mwenga et Fizi, n'ont pas cessé leur collaboration avec les FDLR, même si que quelques-uns ont néanmoins intégré (seulement en partie) les FARDC.

Conflict and Transition Consultancies

permet aux FDLR de vivre dans un environnement relativement sécurisé, leur permettant de s'établir confortablement.

3.2.7 Localisations

Les cartes fournies aux pages 8 et 9 montrent respectivement les zones sous contrôle des FDLR aussi bien que les zones où les FDLR influencent fortement le quotidien des habitants (zones d'influence). On estime que les FDLR contrôlent pleinement près de 20 % du territoire du Kivu et elles ont une forte influence sur 30 à 40 autres pour cent du terrain. Les limites figurant sur la carte sont approximatives.

En particulier au sud Kivu, les FDLR contrôlent une grande partie de la province. Ceci ne veut pas nécessairement dire que les FDLR au Sud Kivu sont plus puissantes qu'au Nord Kivu. Au moins un fait explique le vaste territoire sous le contrôle (ou l'influence) des FDLR : au Sud Kivu, les FDLR ont rarement été mises en difficulté après le retrait de l'APR/FDR rwandaise en 2002. Par conséquent, les FDLR ont pu contrôler un vaste territoire avec relativement moins de troupes et de moyens qu'au Nord Kivu. La région militaire du Nord Kivu désorganise régulièrement les FDLR depuis le début de la transition et, même quand les troupes APR/FDR était encore présentes en RDC, les FDLR (et leurs prédécesseurs, l'ALIR) avaient plus de marge de manœuvre au Sud Kivu qu'au Nord Kivu. Ceci s'explique aussi par le fait que les troupes de la RDC (ANC) opérant dans le Nord Kivu ont souvent lancé des assauts contre les FDLR. Malgré la petitesse du territoire contrôlé par les FDLR au Nord Kivu, le centre de la force des FDLR se situe encore dans cette province et, en particulier, dans la région frontalière de Walikale et de Masisi. Il est également prouvé que le quartier général des FDLR (le haut commandement militaire et les dirigeants politiques) est situé dans cette zone

Les zones sous contrôle ou influence limitée ne sont pas toutes de la même nature. À l'intérieur, les FDLR manquent de main d'œuvre pour occuper totalement tout territoire disponible, mais ils sont dans beaucoup de cas le seul groupe qui a établi une quelconque autorité. C'est le cas en grande partie de Fizi, Mwenga et de Shabunda au Sud Kivu et de Walikale au Nord. Dans ces zones, les FARDC et l'administration congolaise n'ont pas déployé de troupes ou d'administrateurs, laissant ainsi un vide. Les FDLR organisent des patrouilles régulières dans ces zones, occupent les repaires les plus lucratifs et les plus stratégiques et coexistent souvent avec les éléments encore actifs des Mayi-Mayi.

La situation est différente dans les zones frontalières du Rutshuru et des plaines du Ruzizi. Comme ces zones sont également des points stratégiques pour les FARDC, les FDLR et les FARDC se battent pour le contrôle. L'objectif minimal des FDLR dans ces zones frontalières est d'empêcher les FARDC de les priver d'accès au Rwanda et au Burundi. Au Nord Kivu, cela conduit à des affrontements entre les FARDC et les FDLR, pendant qu'au Sud Kivu, les FARDC semblent avoir adopté une stratégie de cohabitation. Dans les plaines du Ruzizi Plains en particulier, les FARDC permettent aux FDLR de circuler librement, tant qu'ils ne causent pas d'incidents sur le territoire des FARDC. Les commandants des FARDC dans les plaines ont affirmé qu'ils voudraient empêcher les FDLR de traverser la frontière vers le Burundi, mais cette région militaire leur a donné l'ordre d'éviter les « confrontations » inutiles avec les FDLR.

Juste au-delà du Sud Kivu, un nombre important d'éléments des FDLR et de réfugiés civils se sont installés sur le territoire de Kabambare (province de Maniema). La région au Nord de Kabambare est contrôlée par le bataillon des FDLR qui est basé au Kilembwe (sud Fizi).

3.2.8 Conflits et divisions internes

Aujourd'hui, plusieurs conflits existent au sein des FDLR. Certains de ces conflits ont déjà conduit à des scissions, pendant que d'autres affaiblissent le mouvement et pourraient devenir plus tard des

Conflict and Transition Consultancies

facteurs de désintégration. Certaines de ces divisions et schismes identifiés pendant l'étude se présentent comme suit :

Rapatriement : les combattants et les personnes à leur charge qui ont pris position contre les FDLR sont les 6 400 qui sont retournées au Rwanda soit par le biais du programme de D&R ou par des initiatives personnelles. Sur la base de nos recherches, nous estimons que la majeure partie des combattants aurait voulu être rapatriée vers le Rwanda. Toutefois, cela leur est impossible à cause des systèmes de contrôle et les obstacles érigés par les dirigeants, du manque d'information concernant la vie au Rwanda et dans certains cas, à cause de l'énorme distance à parcourir pour parvenir jusqu'au Rwanda .

Dissensions politiques : suite à l'accord de Rome (voir ci-dessous), les tensions ont augmenté au sein des FDLR, notamment une fois qu'il est apparu évident que la direction n'avait aucune intention de mettre en oeuvre le rapatriement sans condition promise. Le Major Musare, qui est actuellement un des commandants du bataillon de la brigade nord du FOCA, est l'une des personnes qui ont exprimé leur désaccord vis-à-vis de l'opposition de la direction au rapatriement. Toutefois, Musare n'a pas suivi l'exemple du général Mahoro en se faisant rapatrier ; il a décidé de rester en RDC .Après le départ de Mahorsare, Musare devint le plus grand traître des FDLR à la portée du FOCA. Il fut attaqué à plusieurs reprises.⁸⁷ Musare aujourd'hui (c'est-à-dire en 2006) possède encore entre 200 et 300 hommes au Nord du Kivu.

Est ⇔ Ouest : depuis 2003, des tensions existent entre les « gens de l'Ouest » (ces hommes venant de Kamina et qui ont servi aux cotés du FAC) et les « gens de l'Est » qui n'ont jamais quitté le Kivu. Il est difficile d'identifier précisément les causes exactes de ces tensions, mais le fait que Mudacumura (qui vient de l'Ouest) ait tendance à nommer ceux des « gens de l'Ouest » à des postes de haut commandement a contribué au mécontentement des « gens de l'Est ». Comme la plupart des déserteurs et même ceux qui n'ont pas déserté ont été remplacés par des « gens de l'Ouest » ; le reste des « gens de l'Est » n'occupent que quelques postes de haut commandement et se sentent exclus des postes de décision. « *Mudacumura ne fait aucune confiance aux « gens de l'Est, il pense qu'ils n'attendent qu'une occasion pour désertier* », déclarait le général Kanyandekwe (le commandement en second du FOCA) quelques semaines (15 novembre 2006) avant son assassinat (le 22 décembre à Mashya dans le Masisi).

Jeunes ⇔ vieux : le conflit entre jeunes et vieux éléments⁸⁸ des FDLR est plus qu'un conflit de génération. Les éléments ayant plus de 30 ans aujourd'hui étaient des mineurs lors du génocide et n'ont rien à craindre de la justice au Rwanda. La plupart des éléments un peu plus âgés doivent quant à eux n'ont pas de grandes raisons de s'inquiéter car il est peu probable qu'ils soient parmi les meneurs du génocide. La plupart des jeunes combattants encore présents en RDC seraient probablement disposés à être rapatriés dès qu'ils auront réalisé qu'ils n'ont rien à craindre au Rwanda, qu'il leur serait impossible d'atteindre leurs objectifs politiques par la lutte armée et que les risques et les coûts pour eux-mêmes vont probablement s'aggraver. Parmi les combattants plus âgés, il y a une minorité non négligeable qui tend à rejeter tout rapatriement volontaire en raison de leur implication dans le génocide de 1994.

⁸⁷ *Bien que les hommes du Major Musare fussent minoritaires, ils ont toujours réussi à se défendre. Selon un commandant du FOCA, le FOCA n'a pas réussi à démanteler le groupe de Musare parce que le général Mudacumura ne faisait plus confiance aux commandants supérieurs (apparemment, il craignait qu'ils ne rejoignent Musare) et pour cela, il a nommé des officiers loyaux mais moins expérimentés pour diriger ces opérations.*

⁸⁸ *La scission entre jeunes et vieux a également un impact sur l'aile politique des FDLR en Europe. Un chercheur de CTC est en contact avec des têtes de file du groupe des jeunes (basé en Belgique et en France) et ces derniers ont exprimé leur désir d'oeuvrer dans le sens de la mise en oeuvre de la déclaration de Rome.*

Extrémisme ⇔ motivation politique : il existe une différence entre ceux qui sont aveuglés par la haine ethnique et ceux motivés par le désir d'instaurer un ordre politique différent au Rwanda. Le premier groupe ne peut être convaincu de participer à quelque processus de rapatriement que ce soit, tandis que le second groupe peut accepter le rapatriement à certaines conditions. Quelques-uns des ex-combattants rapatriés ont déclaré avoir décidé de retourner au Rwanda quand ils ont su qu'il leur était impossible de réaliser leurs ambitions politiques par des moyens militaires. L'un d'eux a déclaré : « *ce n'est que récemment que j'ai commencé à réaliser que les dirigeants nous ont menti tout le temps sur la situation au Rwanda et aussi concernant un allié [non identifié] qui viendrait nous aider. Et depuis lors, je cherchais des occasions pour m'échapper* ».

Motivation politique ⇔ intérêts personnels : il existe encore un groupe important de membres des FDLR et du FOCA qui sont attachés à leurs idéaux politiques de base, mais il y a un nombre croissant d'hommes et d'officiers qui souhaitent rester en RDC, avant tout pour continuer d'exploiter leurs intérêts économiques personnels. Certains d'entre eux préféreraient s'installer en RDC⁸⁹ et essayer de s'intégrer progressivement dans la société congolaise (ou les FARDC); les autres n'ont aucune intention de ce genre, mais restent juste pour gagner le plus d'argent possible avant de s'enfuir vers un autre pays (comme l'ont déjà fait beaucoup de leur collègues).

Ces conflits internes ont eu plusieurs effets sur le FDLR :

- les désertions (souvent des rapatriements) ont contribué à la réduction des effectifs du FOCA, qui sont passés de 20 000 en 2001 à environ 7 000 hommes aujourd'hui.
- La lutte pour le pouvoir entre l'Est et l'Ouest et les conflits d'intérêt personnels diluent davantage la force combattive du FOCA. Il y aurait de moins en moins d'hommes prêts à aller au combat si le mouvement devrait se retrouver face à une pression (militaire ou politique) intense et soutenue⁹⁰.
- Les combats entre la division nord et le « bataillon » du commandant Musare a eu un effet désastreux sur le moral des combattants et des civils au Nord Kivu. Pour beaucoup, il est difficile d'accepter le fait qu'un grand nombre de personnes et de ressources aient été perdues à cause des conflits internes. Dans le CD de Mutobo destinés aux ex-combattants, une proportion considérable de combattants récemment rapatriés vient du Nord Kivu. Ils ont expliqué leur décision de rentrer à présent par ces conflits internes : « *Combattre le gouvernement de Kigali ? Cela, je pourrais le comprendre. Mais combattre nos frères n'avait aucun sens et m'a fait comprendre que nous ne poursuivions plus aucun but politique, mais que nous servions juste les intérêts de nos dirigeants* », a déclaré un capitaine au CD de Mutobo.

3.2.9 : À l'aise !

Bon nombre de combattants et d'ex-combattants ont affirmé que les FDLR sont en mesure de contrôler une grande portion du territoire de la RDC et de rester opérationnels parce qu'ils n'ont rien à craindre dans leur environnement, à l'exception des régions frontalières et de quelques localités du Nord Kivu et de Bunyakiri. Les affrontements internes constituent la principale menace pour les FDLR, mais cela n'affecte aucunement la façon dont ils vivent en RDC, en partie parce que les transfuges comme le commandant Musare ont développé des modes de vie similaires à ceux du groupe principal du FOCA. S'ajoute à cela le fait que les défections et les dissensions internes affaiblissent considérablement les

⁸⁹ D'autres ont essayé de faire le premier pas vers l'acquisition de la nationalité congolaise en se faisant enregistrer sur les listes électorales ou en essayant de rejoindre le processus de démobilisation de la CONADER.

⁹⁰ Le Centre d'études stratégiques sur la région des Grands Lacs (www.glcss.org) a estimé dans son rapport intitulé *Year in Review 2006 (RDC janvier à juin)* que « le nombre d'éléments des FDLR prêts au combat se situe entre 2 000 et 5 000 soldats, environ 2 000 soldats composant le noyau de combattants chevronnés et très disciplinés. CTC pense que c'est une évaluation exacte bien que l'estimation du nombre total des combattants du FOCA établie par le GLCSS soit supérieur à la nôtre (10 000).

Conflict and Transition Consultancies

FDLR, mais le mouvement demeure assez fort pour surmonter la pression limitée exercé sur lui par la MONUC et les FARDC.

Les FARDC sont très amicaux et, si des attaques occasionnelles ont lieu, l'armée congolaise ne montre aucune insistance. D'après ces combattants des FDLR, la MONUC n'exerce pas non une pression sur eux. Comme d'après la MONUC, son mandat se limite à faciliter le désarmement et le rapatriement volontaires des réfugiés étrangers, les FDLR peuvent choisir d'accepter ou non les propositions de la MONUC. Tant que les FDLR peuvent vivre confortablement en RDC, une proportion importante d'entre eux choisira de rester en RDC.

Les FDLR sont tellement à l'aise aujourd'hui que, d'une certaine manière, ils ont commencé à fonctionner comme une armée classique. Les combattants remplissent des formulaires de demande de congé et certains passent même leurs vacances à l'étranger. Un exemple en a été donné aux chercheurs de CTC à travers le passeport, avec visa et cachet d'entrée et de sortie d'un officier qui avait rendu visite à sa sœur en Afrique du Sud. Il est très facile pour les FDLR d'obtenir des documents de voyage⁹¹. Nous avons aussi vu des documents de voyage congolais et rwandais qui appartenaient à des membres des FDLR aussi bien civils que militaires.

On nous a aussi présenté des photos de mariage dans des endroits spécialement aménagés à cet effet, mais avec assez de boissons en bouteille et de nourriture pour tous les invités dont beaucoup, lorsqu'il s'agissait du mariage de hauts gradés, venaient de toutes les provinces du Kivu. De tels mariages nécessitent des mois de préparation car les invités venant de l'autre côté du Kivu doivent voyager pendant deux semaines avant d'arriver au lieu du mariage.

En résumé, au cours des quatre dernières années, les FDLR ont connu très peu de menaces militaires et diplomatiques, que ce soit de la part du gouvernement de la RDC ou de la communauté internationale. Ils peuvent donc se permettre de s'établir confortablement, de prendre des vacances et même d'accorder la retraite aux combattants âgés. Par ces admissions à la retraite et ces nouveaux recrutements, les FDLR sont devenues une armée comme toute autre, la majorité des hommes étant âgés de 20 à 30 ans.

3.3 Désarmement et rapatriement

3.3.1 Attitude des combattants envers le D&R et la MONUC

La direction des FDLR reste farouchement opposée au D&R de ses combattants et de la communauté des réfugiés rwandais. La perte de tout combattant affaiblit le mouvement, pendant que les retours réduisent l'assise économique et politique du mouvement. Une autre raison qui amène les FDLR à contraindre les civils à rester est que le mouvement a besoin d'eux comme bouclier humain en cas d'attaque future. Les FDLR sont réputées pour exploiter leurs propres hommes de cette manière⁹². Les combattants des FDLR ou même les réfugiés civils qui essaient de rencontrer les agents de la MONUC sont suspectés de désertion et punis en conséquence.

Malgré leur opposition au rapatriement et une aversion ouverte pour la MONUC⁹³ (la section DDRRR en particulier), toutes les unités du FOCA ont reçu l'ordre écrit d'éviter toute confrontation armée avec la MONUC. Il est strictement interdit d'infliger des pertes à la MONUC car les FDLR veulent éviter de provoquer une riposte politique et militaire. Les FDLR autorisent donc les agents de la MONUC à

⁹¹ Comme cela a été annoncé dans la presse internationale, le président des FDLR a obtenu un passeport ougandais.

⁹² Par exemple, quand les camps de réfugiés rwandais furent démantelés par la coalition AFDL en 1996.

⁹³ Entretiens avec des commandants des FDLR en RDC, et avec leurs collègues rapatriés au Rwanda. Les réfugiés civils et les soldats du rang ont une opinion moins tranchée sur la MONUC.

circuler librement et même à discuter avec leurs représentants. Un des dirigeants interrogés par CTC a expliqué que « *bien qu'il soit interdit de tirer sur le personnel de la MONUC, aucun ordre n'indique que la MONUC ne peut être intimidée* ». Cet officier explique qu'une fois, il a empêché une délégation de la section D&R de la MONUC de se rendre à Burhinyi au Sud Kivu (parce qu'il y avait un invité de haut rang que la délégation ne devait pas voir) et a ainsi détruit certains des matériels de communication de la MONUC (talkie-walkie). Il a affirmé avoir été récompensé plus tard pour ces « mesures persuasives ». Il a cependant tenu à préciser qu'une confrontation armée était hors de question et que par conséquent, si la MONUC avait agi avec plus de vigueur, elle aurait probablement arrivé à destination ce jour-là.

À moins que la situation et les ordres des FARDC et de la MONUC ne changent, les FDLR useront d'intimidation et de violence contre les membres des communautés congolaises d'accueil et même contre les FARDC pour échapper au D&R. Toutefois, elles ne mèneront pas spontanément des attaques physiques contre la MONUC. Ceci peut toutefois changer si la pression sur les FDLR augmentait. Par conséquent, si une stratégie plus agressive est adoptée, les mesures de sécurité doivent être renforcées en conséquence.

3.3.2 Information et sensibilisation

La plupart des réfugiés ont déjà reçu des informations concernant la situation qui prévaut au Rwanda tout comme sur les procédures du D&R. C'est en particulier le cas des réfugiés et combattants qui sont installés non loin de la frontière ou des postes de la MONUC. C'est seulement dans les localités les plus éloignées (Kabambare ; Kilembwe ; Shabunda ; Wallensee et Pinga, par exemple) que les réfugiés et les combattants manquent d'informations. Dans ces zones, il y a moins de voyageurs (Rwandais et Congolais) venant du Rwanda avec des informations toutes fraîches et aussi parce que les activités de D&R dans ces zones, notamment en matière de sensibilisation, sont moins accentuées que dans les plaines de Ruzizi, Walungu, Bunyakiri ou de Masisi.

De plus, les informations fournies aux combattants et aux personnes à leur charge à travers les canaux officiels ne répondent pas toujours à leurs besoins. « *Ces brochures et photos de la MONUC, nous les avons déjà vues plusieurs fois dans les années passées ; nous voulons avoir des informations récentes sur la situation au Rwanda* », a déclaré un dirigeant du FOCA à Fizi.

Presque toutes les personnes interrogées ont affirmé que la principale information dont elles ont besoin, c'est la confirmation de la part d'une personne de confiance que leur retour serait sans danger et que la vie au Rwanda est supportable. Les personnes en qui ils font confiance sont généralement des parents ou de vieux amis. La MONUC, les structures congolaises et la plupart des émissions radiophoniques ou brochures ne peuvent satisfaire ces besoins, à moins qu'ils ne facilitent le contact entre les réfugiés, les milices et les personnes en qui ils ont confiance.

Un résultat plutôt frappant des groupes de discussion au Rwanda (voir rapport complémentaire) était que les combattants rapatriés des FDLR ont déclaré préférer (plusieurs ont même utilisé le mot « confiance ») les programmes de la radio rwandaise *Isange mu banyu* au programme D&R « gutahuka » de la Radio OKAPI de la MONUC. Dans une certaine mesure, cela a été confirmé par les résultats des questionnaires en RDC⁹⁴.

Ceci était surprenant parce que Radio Rwanda est une structure étatique et il aurait été plus logique que les gens mettent en cause sa crédibilité. De nombreux réfugiés et ex-combattants ont expliqué qu'ils appréciaient beaucoup la manière dont sont retransmis dans *Isange mu banyu* les entretiens avec les

⁹⁴ Les personnes interviewées en RDC ont souvent déclaré qu'elles appréciaient l'émission « *Isange mu Banyu* », mais elles ont été moins catégoriques quant à leur préférence entre les différentes émissions et leurs présentateurs.

Conflict and Transition Consultancies

rapatriés ordinaires et les personnes réintégrées, tout comme avec les villageois vivant dans les communautés abritant les compatriotes rapatriés. Les candidats au rapatriement présents en RDC ont affirmé qu'il fallait plus d'émissions comme celle-ci parce qu'elle était considérée comme un moyen relativement fiable d'obtenir des informations aussi bien sur les détails des procédures de rapatriement et de réintégration que sur la situation dans le pays. De surcroît, ils connaissaient parfois les personnes interviewées, ce qui augmente la crédibilité des informations fournies. Quand on les interroge sur l'émission *Gutahuka* d'Okapi, les personnes interrogées déclarent qu'elle accorde trop de place aux anciens hauts gradés⁹⁵. Ces personnes sont accusées d'être politisées et leur situation ne peut être comparée à celle du soldat ordinaire.

Les responsables de la MONUC interviewés sont d'accord sur le fait que certains aspects des émissions de sensibilisation pourraient être considérablement améliorés. Ils ont indiqué que différents aspects sont à améliorer : le renforcement de la coopération entre la section Information publique et la section D&R concernant ces activités, tout comme la réduction du temps entre la réalisation et la diffusion des nouvelles interviews dans l'émission *Gutahuka*. Un haut dirigeant des FDLR a demandé dernièrement à la MONUC de présenter des images ou des films montrant comment le Rwanda s'est développé depuis 1994. Les responsables de l'information au Sud Kivu se préparent à répondre à cette demande.

Certains membres des GA ont affirmé qu'ils aimeraient aussi avoir plus d'information sur les avantages dont ils vont bénéficier à leur arrivée au Rwanda. Ils ont expliqué que d'après la propagande des FDLR, le Rwanda était trop pauvre pour les prendre en charge et qu'ils seraient rapatriés pratiquement sans aucune aide. D'autres ont expliqué que sur le plan financier, ils sont bien lotis en RDC, mais qu'à cause de leur avenir incertain⁹⁶ et de la perpétuelle possibilité d'être attaqué, ils sont toujours désireux de rentrer chez eux. La plupart des milices du FOCA interviewées n'ont pas d'informations sur les détails du programme standard de réintégration fourni par la RDRC et les possibilités de bénéficier de bourses scolaires ou d'aides pour créer une entreprise.

Un autre problème qui requiert plus d'attention dans les prochaines campagnes d'information et de sensibilisation est le *Gacaca*. Les propagandistes des FDLR soutiennent que c'est une façon « légale » de se débarrasser des Hutu. L'arrivée récente d'un petit nombre de réfugiés en RDC vient conforter le raisonnement des propagandistes. Depuis que les tribunaux *Gacaca* ont commencé leurs audiences, plusieurs individus dont les noms étaient cités dans les procès comme présumés génocidaires⁹⁷, mais qui n'étaient pas mis aux arrêts, ont fui le pays pour échapper à leur jugement. Les rumeurs et la propagande a été répandue dans tout le Rwanda⁹⁸, probablement par les sympathisants des FDLR, ce qui provoqué l'inquiétude même chez les innocents. L'exploitation par la machine de propagande des FDLR de la situation des « réfugiés du *Gacaca* » crée un besoin d'informations mieux diffusées et plus crédibles à ce sujet.

En somme, les prochaines activités d'information et de sensibilisation doivent mettre l'accent beaucoup plus sur l'établissement de contacts entre les combattants et les réfugiés installés en RDC et les personnes en qui ils ont confiance au Rwanda (c'est-à-dire les parents et les amis bien informés). Pour y parvenir, les parents des réfugiés vivant au Rwanda doivent être encouragés et aidés afin qu'ils puissent prendre contact avec les membres de leurs familles à l'étranger. Ceci peut se faire en personne, par écrit

⁹⁵ Le commentaire était le même pour ce qui concerne les interviews réalisées par les radios internationales comme la BBC, Deutsche Welle, la Voix de l'Amérique et Radio France International.

⁹⁶ L'article « le long chemin vers la maison » — *The Long Road Home* — publié dans un rapport complémentaire a montré que les réfugiés ont remarqué que même après l'obtention de la carte d'électeur, ils peuvent encore avoir des problèmes en restant en RDC. Ceci fut prouvé, selon eux, par la récente expulsion de rwandais qui étaient bien intégrés et qui avaient effectivement la nationalité tanzanienne.

⁹⁷ Parfois pour meurtre ou viol mais aussi pour des crimes mineurs comme le pillage.

⁹⁸ Depuis près d'un an, une rumeur se répandait selon laquelle le but du *Gacaca* était de se débarrasser (« de couper en morceaux » des Hutu. Dans certaines régions du Rwanda, cette rumeur était si persistante que plusieurs milliers de Rwandais ont fui vers le Burundi.

ou par téléphone⁹⁹. Les informations sur les sujets particuliers comme le Gacaca et les programmes d'intégration et la situation économique au Rwanda doivent continuer d'être diffusées ; ces informations doivent surtout viser les groupes de combattants et les communautés de réfugiés qui sont relativement éloignées de la frontière et qui manquent souvent d'informations élémentaires. La sensibilisation est moins importante. Les réfugiés et les milices veulent des informations fiables sur lesquelles ils peuvent fonder leur propre jugement. De toutes les façons, tout agent de sensibilisation de la MONUC ou autre qui fournit des informations fausses ou incomplètes¹⁰⁰ sur le Rwanda est considéré comme un agent de propagande de Kagame. Des dossiers d'information mal conçus et inadaptés sont peu susceptibles de contrecarrer les informations fournies par les propagandistes des FDLR. Les informations véhiculées actuellement par les programmes d'information et de sensibilisation ont peu d'impact parce qu'elles sont faciles à contredire.

De surcroît, les présentateurs de radio doivent mettre l'accent sur la réalisation d'émissions qui présentent une description réaliste de la situation au Rwanda, tout comme sur la réintégration des ex-combattants des groupes armés rapatriés récemment. Par ailleurs, il convient de mettre l'accent sur les simples combattants ou sur les civils plutôt que sur les hauts gradés comme c'est actuellement le cas. Enfin, il serait utile de fournir des informations convaincantes qui montrent comment et pourquoi les leaders des FDLR empêchent les autres de retourner au Rwanda. Les informations concernant l'enrichissement personnel des dirigeants et leurs démêlés avec la justice, la situation militaire désespérée etc. auront un effet démoralisant sur la plupart des jeunes combattants et civils, plus particulièrement quand ces informations sont accompagnées d'une preuve tangible.

Enfin, il faut reconnaître que les stratégies d'information et de sensibilisation ne peuvent donner des résultats probants que si elles sont associées à des stratégies qui accentuent la pression sur la structure des FDLR. La raison à cela est que les stratégies d'information et de sensibilisation à elles seules ont peu d'effet sur les structures de contrôle des FDLR qui sont les principaux instruments utilisés par les dirigeants pour empêcher leurs sujets de choisir librement s'ils veulent retourner au Rwanda ou rester en RDC.

3.3.3 Justice

Dans la précédente section, nous avons fait référence aux préoccupations liées au processus du *Gacaca*. Le fait que la majorité des combattants encore en activité n'ait en fait rien à craindre du *Gacaca* ou des autres formes de justice au Rwanda traduit encore plus l'importance de lutter contre ce préjugé. Si l'avis de la justice rwandaise tenait compte de la réalité, beaucoup de combattants et de réfugiés se rendraient à l'évidence qu'en dehors des intérêts économiques personnels et du système de contrôle des FDLR, il n'y a rien qui puisse les retenir en RDC.

Dans le centre de démobilisation de Mutobo de la RDRC, nous avons montré récemment à d'anciens officiers des GA rapatriés un organigramme des commandants du FOCA et nous leur avons demandé de désigner ceux parmi eux qui étaient impliqués dans le génocide. Ils n'ont pu identifier qu'un peu plus de 10 %¹⁰¹ des plus hauts dirigeants des FDLR comme étant des génocidaires bien connus (en

⁹⁹ Entre 20 et 40 pour cent environ des FDLR/FOCA sont installés dans des zones couvertes par le réseau de téléphonie mobile bien qu'il leur soit parfois nécessaire de monter sur des collines pour avoir accès au réseau. Dans ces zones, tous les commandants et un certain nombre de sous-officiers et des civils ont accès à des téléphones portables. Les généraux et plusieurs colonels possèdent aussi des téléphones satellitaires et sont joignables à n'importe quel moment.

¹⁰⁰ Incomplètes en ce sens qu'il peut y avoir beaucoup de choses positives à dire sur le Rwanda, mais ces dernières ne seront pas crédibles si des problèmes moins positifs ne sont pas reconnus.

¹⁰¹ Lorsqu'il a été demandé aux responsables de la RDRC et des FDR de commenter ce chiffre, ils ont confirmé que le nombre des ex-combattants rapatriés inculpés soit par le Gacaca ou par les tribunaux modernes était faible et que rien que parmi les dirigeants des FDLR, le nombre de génocidaires pouvait atteindre le seuil de 10 %. Les donateurs et les

considérant qu'ils pourraient ne pas connaître dans le détail les activités de leurs anciens dirigeants). Ils ont pu fournir des détails¹⁰² sur les crimes commis par ces génocidaires.

La raison pour laquelle la majorité des combattants et des personnes à leur charge n'ont rien à craindre de la justice rwandaise est que la plupart d'entre eux étaient des mineurs durant le génocide. La majorité des soldats ex-FAR et des Interahamwe qui sont arrivés en RDC ont vieilli, beaucoup sont morts, d'autres à la retraite ou ont fui vers d'autres pays. Beaucoup de personnes interrogées ont indiqué qu'en particulier les Interahamwe et les autres génocidaires connus ont péri en grand nombre au cours des dernières années lors des combats contre l'APR et d'autres affrontements. Ils ont aussi expliqué que beaucoup d'organiseurs connus du génocide se sont enfui depuis vers d'autres pays. Une autre explication au nombre relativement faible des présumés génocidaires et, plus généralement, au nombre relativement faible de combattants et personnes à charge âgés est que la vie en forêt fut extrêmement rude, notamment avant 2002/2003 quand la guerre battait son plein et que l'APR était encore présente. Les dures conditions de vie ont causé la mort de plusieurs réfugiés âgés, ainsi que des personnes malades et des plus jeunes.

Quand nous leur avons demandé plus tard s'ils pouvaient nous montrer les commandants qui peuvent être intéressés par le rapatriement, la liste était plus longue que celle des génocidaires connus. Certains étaient sur la dernière liste parce qu'ils sont connus comme étant modérés et les autres parce que ceux interrogés étaient convaincus qu'ils n'étaient pas impliqués dans le génocide. Dans ces derniers cas, les personnes interrogées savaient que les commandants concernés étaient relativement jeunes ou, à l'instar des hommes du CD de Mutobo, ils possédaient des informations précisées sur les mouvements des commandants pendant le génocide (certains commandants des FAR étaient en 1994 totalement occupés sur les fronts, essayant d'empêcher l'avancée de l'APR pendant le génocide.)

En conclusion, il est important d'informer les FDLR et les personnes à leur charge en RDC sur le système judiciaire du Rwanda, en particulier sur les tribunaux *Gacaca*. La présentation de ces informations et leur mode de diffusion (y compris le choix du bon messager) méritent un examen attentif. Comme il s'agit d'un sujet de la plus grande importance (c'est une question de vie ou de mort pour ceux qui sont influencés par la propagande des FDLR), les renseignements sur le *Gacaca* doivent être fournis et confirmés par des amis et parents, qui ont parfois besoin d'assistance à cet égard : voir ci-dessus)

3.3.4 Des dirigeants extrémistes

Nombre de dirigeants des FDLR ne sont vraisemblablement pas prêts à se faire rapatrier de façon volontaire. Certains parmi eux ont des dossiers bien étayés pour participation au génocide. Ces suspects ont une influence importante et négative sur les FDLR en général, d'autant qu'ils ont un intérêt personnel à tenir « leurs sujets » mal informés et dans la crainte. Afin de régler le problème des FDLR dans la région des Grands Lacs, il sera peut-être nécessaire de développer une stratégie pour empêcher ces génocidaires connus de saboter les futures actions de D&R. C'est une tâche assez compliquée car il n'est pas souhaitable que ces hommes (très peu de leaders parmi les FDLR en RDC sont des femmes) échappent à la justice. Il n'en demeure pas moins nécessaire de trouver une solution intermédiaire qui leur offrira¹⁰³ une solution alternative, au lieu de tenir en otage d'autres membres des FDLR, les *Kivutiens*, le Rwanda et le processus de maintien de la paix dans les Grands Lacs à cause des crimes

organisations de défense des droits de l'homme ont aussi confirmé qu'il y avait seulement quelque cas connus d'ex-combattants rapatriés qui ont été emprisonnés ou condamnés pour des crimes liés au génocide.

¹⁰² *Le Colonel Rwanyonga Nubaha (chef du secrétariat permanent des FDLR) a été identifié par ces combattants comme le commandant responsable du meurtre des casques bleus belges en 1994 (ils ont ajouté que « les Belges ont arrêté la mauvaise personne ... »). D'autres ont été identifiés comme responsables de massacres précis. Quelques-uns ont aussi été désignés comme « n'étant pas intéressés par le rapatriement » parce qu'ils ou elles étaient connu(e)s comme étant porteurs ou porteuses d'une idéologie très extrémiste.*

¹⁰³ *Par exemple, le général Mudacumura et ceux mentionnés ci-dessus comme personnes recherchées par le TPIR.*

Conflict and Transition Consultancies

qu'ils ont commis au Rwanda en 1994. On estime que ce groupe ne dépasse pas 200 à 300 personnes, d'après une estimation proposée par les FDLR à Rome.

4. Les FNL

Le Burundi est l'un des pays les plus pauvres au monde¹⁰⁴. Il est en proie à la dictature et aux conflits depuis qu'il a obtenu son indépendance de la Belgique le 1^{er} juillet 1962. Le contrôle sur le pouvoir et les ressources est la principale source de conflit au Burundi. La division ethnique entre Hutu et Tutsi est très souvent au centre des luttes pour le pouvoir, mais les divisions régionales constituent une composante très importante des schismes dans le pays.

Lorsque le Burundi a obtenu son indépendance en 1962, la situation du pays semblait porteuse d'espoir. Le 18 septembre 1961, l'*Union pour le Progrès National* (UPRONA) remportait les élections avec une majorité écrasante, s'adjudant 58 des 64 sièges au parlement. À l'époque, l'UPRONA n'était pas reconnue comme un parti Tutsi, mais plutôt comme un mouvement anticolonial à large assise qui rassemblait la plupart des intellectuels burundais sans distinction ethnique qui avaient pris part à la vie politique du pays, y compris les Hutu, les Tutsi et les membres du clan aristocratique des Ganwa. Les Batwa n'étaient pas associés et ils sont longtemps restés en dehors des prises de décisions politiques.

Cependant, l'assassinat du leader de l'UPRONA, le Prince Rwagasore, neuf mois avant les élections jetait une ombre sur cette victoire électorale. Il avait occupé les fonctions de premier ministre du pays depuis 1959 et sa campagne réussie pour unir toutes les forces anticoloniales au-delà des clivages ethniques et des convictions politiques avaient fait de lui un symbole d'unité pour beaucoup de Burundais. Les assassins furent arrêtés par l'administration belge, mais n'ont subi que des peines relativement légères¹⁰⁵.

Malgré un départ assez prometteur à l'indépendance, le pays se rendait pour la seconde fois aux élections en 1965 dans un environnement de plus en plus tendu. Les considérations prirent une place plus importante dans la campagne électorale et contrairement aux élections de 1961, les Hutu et les Tutsi étaient encouragés de la même manière à voter pour les représentants de leur ethnie. Par conséquent, les responsables politiques Hutu qui étaient presque tous de l'UPRONA, remportèrent les élections. Le roi Mwambutsa demanda au leader modéré Hutu Bamina, qui ne faisait pas partie des principaux vainqueurs de l'élection, de former un gouvernement. Sous la pression des radicaux Hutu, Bamina rejeta l'offre et proposa le très radical Gervais Nyangoma¹⁰⁶. Le roi rejeta cette proposition et désigna son propre secrétaire, un Ganwa (un prince, pour certains ni Hutu ni Tutsi, mais pour d'autres, incontestablement un Tutsi) nommé Léopold Biha, comme chef du gouvernement. Nyangoma exhorta les politiciens Hutu à ne pas participer au gouvernement de Biha.

Peu après l'installation du gouvernement Biha, il y eut une tentative de coup d'état dirigée par Gervais Nyangoma et Antoine Serukwavu. Ces deux hommes voulaient que le Burundi soit dirigé par la majorité Hutu, à l'exemple du Rwanda voisin. Ils essayèrent de prendre le contrôle du palais royal, mais échouèrent grâce à l'intervention du Capitaine Michel Micombero de la garde présidentielle. Alors que tout le monde pensait que cet événement était clos, un groupe de civils Hutu, poussés par les forces de l'opposition, massacrèrent plusieurs centaines de civils Tutsi dans la province centrale de Muramvya (le 18 octobre 1965). Ceci provoqua une violente répression du gouvernement qui allait faire plus de 5 000 victimes¹⁰⁷. Ces faits furent rapportés comme les premiers massacres ethniques

¹⁰⁴ Classé 69^e sur 177 pays selon l'Indice de développement humain en 2006, le Burundi n'occupe une bonne position que dans le domaine de l'alphabétisation des adultes (classé 109^e avec 59,3 %) et l'accès à l'eau potable (69^e avec 21 % de la population ayant accès à l'eau potable).

¹⁰⁵ Après l'indépendance, les sentences ont été révisées et les principaux acteurs furent pendus par le gouvernement burundais.

¹⁰⁶ Paradoxalement, le très populaire leader Hutu Paul Mirerekano avait effectivement remporté les élections, mais ne fut pas désigné.

¹⁰⁷ Thibon (C.), « Les origines historiques de la violence politique au Burundi », in Guichaoua (A.), *Les crises*

Conflict and Transition Consultancies

systématiques de l'histoire du Burundi. Ces incidents, et l'accent croissant mis sur l'origine ethnique des hommes politiques ont profondément modifié le paysage politique au Burundi.

À la suite de cette tentative de coup d'État, le gouvernement a remplacé le roi Mwambutsa par son fils Ntare V. Mais le nouveau roi entra dans une lutte pour le pouvoir avec le capitaine Micombero, qui avait été nommé Ministre de la Défense en reconnaissance de son intervention décisive lors de la tentative de coup d'État. Le 28 novembre 1966, après son accession au poste de premier ministre, Micombero déclara la République au Burundi, avec lui-même comme président. Cette destitution de la monarchie survint paradoxalement alors que le roi prenait part à une cérémonie à Kinshasa à l'invitation du président Mobutu, le nouveau président de la RDC, qui lui-même était arrivé au pouvoir à la suite d'un coup d'État un an plus tôt.

Les premières années du règne de Micombero furent relativement calmes, mais caractérisées par une montée des divisions ethniques, qui forcèrent plusieurs leaders Hutu importants à fuir vers le Rwanda voisin. Malheureusement, ce n'était que le calme avant la tempête. Entre avril et juin 1972, le gouvernement de Micombero massacra entre 100 000 et 200 000 civils Hutu, ciblant les intellectuels Hutu dans l'intention de priver ce groupe ethnique de ses leaders actuels et potentiels.

Figure 5 : Les Chefs d'État burundais depuis l'indépendance

	Date de début	Remarques
<i>Roi (Mwami) Mwambutse IV</i>	16 décembre 1915	A succédé à son père
<i>Roi Ntare V</i>	8 juillet 1966	S'est débarrassé de son père
<i>Colonel Michel Micombero</i>	28 novembre 1966	A accédé au pouvoir à la suite d'un coup d'État
<i>Colonel Jean-Baptiste Bagaza</i>	2 novembre 1976	A accédé au pouvoir à la suite d'un coup d'État
<i>Major Pierre Buyoya (I)</i>	3 septembre 1987	A accédé au pouvoir à la suite d'un coup d'État
<i>Melchior Ndadaye</i>	10 juillet 1993	A accédé à la présidence à la suite d'élections, assassiné le 21/10/93
<i>François Ngeze</i>	21 Oct. 1993	A été choisi par le Comité Militaire de Salut Public, un groupe d'officiers de l'armée qui renversèrent le gouvernement démocratiquement élu du président Ndadaye
<i>Sylvie Kinigi (par intérim)</i>	27 octobre 1993	Après la condamnation du coup d'État contre Ndadaye, le Comité de Salut Public fut dissout et le Premier Ministre Kinigi devint président par intérim
<i>Cyprien Ntaryamira</i>	5 février 1994	A trouvé la mort dans un accident d'avion avec l'ancien président rwandais Juvénal Habyarimana (06/04/1994)
<i>Sylvestre Ntiyantunganya</i>	6 avril 1996	A remplacé le président assassiné en application de la Constitution ; était précédemment président de l'Assemblée nationale
<i>Major Pierre Buyoya (II)</i>	25 juillet 1996	Est revenu au pouvoir après un coup d'État
<i>Major Pierre Buyoya (III)</i>		Premier mandat de la transition
<i>Domatien Ndayizeye</i>	30 avril 2003	Second mandat de la transition

politiques au Burundi et au Rwanda (1993-1994)(Karthala/Université de Lille, 1995), pages 55 à 76. (Extrait de « The Burundian rebellion and the ceasefire negotiations » (« La rébellion du Burundi et les négociations de cessez-le-feu ». International Crisis Group. African briefing papers, 6 août 2002.

4.1 Informations de base sur les FNL

4.1.1 Les origines des FNL

Les événements ci-dessus, en particulier les querelles politiques et l'exacerbation des tensions ethniques pendant les élections de 1965, les massacres de Muramvya et les actes de génocide commis par le régime de Micombero en 1972, sont les principaux facteurs qui ont contribué à la réaction des FNL. Cependant, avant la naissance des FNL en 1980, la résistance Hutu a traversé plusieurs étapes intermédiaires. Le nombre déjà très important de Hutu burundais en exil au Rwanda, en Tanzanie et au Zaïre était renforcé par l'arrivée de nombreux autres suite aux massacres de 1972. Pour le régime rwandais, les exilés burundais étaient des frères opprimés fuyant un régime Tutsi. Les Tanzaniens étaient beaucoup plus intéressés par les aspects politiques de la lutte (politique) au Burundi. La Tanzanie était un pays socialiste et elle considérait les réfugiés Hutu comme des paysans ayant fui un régime d'oppression. Le Rwanda et la Tanzanie ont soutenu les réfugiés et toléré, voire encouragé leurs organisations politiques. Le Zaïre était plus neutre. Politiquement, Mobutu était de la « même famille » que le régime Micombero ; ils étaient soutenus par les mêmes puissances, notamment la France, les États-Unis et la Belgique. La population congolaise dans la région du Kivu était toutefois assez peu favorable aux réfugiés.

Les réfugiés ont créé des organisations telles que l'UBU¹⁰⁸, Mouvement (Marxiste) des étudiants progressistes du Burundi, l'*Union des Étudiants Burundi* et le *Comité Solidarité Burundi*. De ces structures, naît le TABARA au Rwanda en 1979. Le TABARA était différent parce qu'il fonctionnait davantage comme un parti politique en exil qu'un groupe de pression. L'une de ses premières réussites fut de provoquer le retrait anticipé du président Micombero du sommet France-Afrique de Kigali en 1979. Micombero voulait faire réprimer le TABARA, mais le Rwanda s'y opposa. Le TABARA épousait également l'idéologie marxiste, mais se concentrait surtout sur les aspects ethniques de la société burundaise. Le TABARA était aussi favorable à l'idée d'une lutte armée contre le gouvernement burundais.

Le 18 avril 1980, le Parti pour la Libération du Peuple Hutu (PALIPEHUTU) fut créé par les membres du TABARA. Le PALIPEHUTU était plus militant ; un des objectifs des dirigeants du nouveau parti était de créer une force capable de déstabiliser le gouvernement du Burundi. Le premier président du PALIPEHUTU était Rémy Gahutu et l'ancien commandant des forces armées burundaises (FAB), Donatien Misigaro, un survivant des massacres de 1972 devint son chef militaire. Les forces du PALIPEHUTU (qui deviendra plus tard les FNL) étaient entraînées dans les forêts de l'Ouest de la Tanzanie, mais il fallut plusieurs années pour que la milice soit capable de lancer des offensives militaires contre le gouvernement burundais.

L'aile militaire du PALIPEHUTU a vu sa force renforcée suite aux violentes répressions de 1988 orchestrées par le premier régime Buyoya dans les communes de Ntega et de Marangara au Burundi. Ces événements ont provoqué l'adhésion à la rébellion d'un nombre grandissant de jeunes, tant à l'intérieur du Burundi qu'au sein de la communauté des réfugiés. Mais il a fallu attendre jusqu'en 1991 pour que le PALIPEHUTU soit en mesure de lancer des offensives militaires au Burundi. La première attaque lancée en 1991 a échoué essentiellement à cause de problèmes logistiques : les approvisionnements en provenance de Tanzanie ne pouvaient être acheminés vers les forces opérant au Burundi et les éléments qui n'avaient pas été tués ou arrêtés retournèrent dans les camps de réfugiés en Tanzanie.

¹⁰⁸ *Le parti des travailleurs du Burundi : Umugambwe wa'Bakozi Uburundi.*

Le nouveau leader du PALIPEHUTU, Etienne Karatasi¹⁰⁹ assistait à Paris à une rencontre avec le président Buyoya pendant que ses collègues s'engageaient dans la première offensive sur Bujumbura (du 23 au 24 novembre 1991). Le président rwandais Juvénal Habyarimana avait négocié la tenue de cette rencontre à Paris. L'aile militaire du PALIPEHUTU et plusieurs de ses leaders politiques considéraient la participation de Karatasi à la réunion de Paris comme un acte de trahison, ce qui conduisit en 1992 à une scission au sein du mouvement. Karatasi créa le FROLINA après avoir échoué à se maintenir aux commandes du PALIPEHUTU. Pour éviter la confusion, l'autre faction, dirigée par Cossan Kabura baptisa son mouvement les « Forces Nationales de Libération » et plus tard, le PALIPEHUTU-FNL. Le FROLINA n'a pu devenir une force importante et après quelques actions sans envergure au Burundi, Karatasi alla se réfugier au Danemark.

L'échec des opérations menées au Burundi en 1991 et les luttes internes pour le pouvoir ont considérablement affaibli le PALIPEHUTU-FNL. Ce n'est qu'en 1993 qu'il fut assez fort pour s'engager dans une lutte militaire contre les forces gouvernementales. Entre les opérations de 1991 et celles de 1993, le FNL a bénéficié du soutien du gouvernement rwandais qui considère le FNL comme un allié contre l'insurrection du Front Patriotique Rwandais (FPR) au Rwanda. Afin de s'assurer l'appui du gouvernement rwandais sous forme d'entraînement des troupes et de soutien matériel, le FNL a positionné une partie de son potentiel militaire au front de Byumba au Rwanda.

Après l'assassinat de Melchior Ndadaye (président élu du Front pour la Démocratie au Burundi (FRODEBU)) et de plusieurs de ses ministres, le 21 octobre 1993, les FNL se sont totalement engagées dans la guerre civile au Burundi. L'assassinat a entraîné des massacres ethniques, qui ont déclenché à leur tour la guerre civile. Près de 30 000 civils Tutsi furent massacrés par des paysans Hutu, ce à quoi le FAB a riposté en lançant de violentes représailles au cours desquelles au moins 200 000 civils Hutu furent tués. Suite à ces violences massives, près de 300 000 Burundais (en majorité Hutu) se sont enfuis vers les pays voisins, la plupart vers la Tanzanie et le reste vers le Rwanda et le Zaïre. L'une des conséquences de cette crise fut également que le FNL pouvait désormais compter sur un soutien accru des populations, pendant que le FRODEBU créait aussi une branche armée qui allait bientôt devenir plus forte que le FNL.

Depuis 1993, le FNL est resté un mouvement de rébellion actif sur le sol Burundais. Alors qu'au cours des premières étapes du conflit, toute sa logistique se trouvait dans un camp de réfugiés en Tanzanie, plus tard, le mouvement opérait principalement à partir de la province du Sud Kivu à l'Est de la RDC, où il a bénéficié du vide créé par dix années de guerre civile en RDC. La RDC et, en particulier, les Plaines du Ruzizi étaient utilisées comme une base arrière plus convenable au moment où les FNL concentraient ses actions sur Bujumbura et ses environs. Toutefois, les FNL n'ont jamais joué un rôle majeur dans la guerre civile de la RDC, contrairement au CNDD-FDD qui a combattu aux côtés des FAC et des FDLR dans plusieurs zones, y compris les fronts du Fizi et Katanga.

Aujourd'hui, le mouvement possède une branche politique (le PALIPEHUTU) et militaire (les FNL). Agathon Rwasa est le leader incontesté du mouvement : il est à la fois le président du PALIPEHUTU et le chef d'état-major des FNL. Les organigrammes du PALIPEHUTU et des FNL sont présentés à la pièce jointe N°3. Hors de la région, les membres des FNL semblent être concentrés en Belgique et aux Pays-Bas.

Les FNL sont restées campées sur leurs objectifs politiques. Leurs opérations militaires étaient souvent (à l'exception notable du massacre de 160 réfugiés Banyamulenge en 2004) dirigées contre les FAB et l'administration locale burundaise au Nord-Ouest du Burundi. Le mouvement s'est largement abstenu de se lancer dans l'exploitation minière en RDC.

¹⁰⁹ Rémy Gahutu meurt en 1990 dans des conditions étranges dans un accident de la circulation en Tanzanie.

En 2003, le vice-président des FNL, Jean Bosco Sindyigaya, fut contraint de démissionner de la tête du mouvement dans des conditions controversées. Dans sa déclaration, il affirme avoir quitté pour des raisons personnelles, mais qu'il « demeure toujours un membre actif [du PALIPEHUTU- FNL] et qu'il était prêt à occuper n'importe quel poste au sein du parti ». Plus tard, il est apparu évident qu'il était en désaccord avec d'autres leaders du mouvement à propos de son orientation politique. En octobre 2005, le conflit entre Agathon Rwoasa et Jean Bosco Sindyigaya a atteint son paroxysme quand ce dernier organisa une « assemblée des FNL » au cours de laquelle il fut confirmé comme leader du mouvement. Agathon Rwoasa et plusieurs autres membres de premier plan n'étaient pas présents et ces élections n'ont eu que peu d'impact sur la structure organisationnelle réelle des FNL, même s'ils ont confirmé l'existence d'une ramification des FNL.

4.1.2 Buts et objectifs

L'objectif politique du FNL est d'institutionnaliser un État burundais gouverné par la majorité ethnique dans une proportion qui reflète la composition ethnique réelle de la population burundaise. Les FNL souhaitent le groupe ethnique Hutu occupe 85 % des postes au sein de l'administration, de l'armée, du pouvoir judiciaire, etc. En outre, les FNL tiennent à la mise en place de politiques favorables à l'autonomisation des populations pauvres des zones rurales. Bien que les FNL reconnaissent qu'il existe également des Tutsis pauvres, le parti insiste sur le fait que les Hutu sont généralement plus démunis (ce qui n'est que le résultat de la répression et de la discrimination) et qu'un nouveau régime doit les aider à sortir du piège de la pauvreté¹¹⁰. Les objectifs politiques du PALIPEHUTU-FNL sont demeurés les mêmes tout au long de l'existence de ce mouvement. Ceux qui souhaitaient que le mouvement devienne plus pragmatique, diluant ainsi son but originel furent contraints de quitter l'organisation. Ce manque de souplesse idéologique de la part des FNL a été aussi bien une force qu'une faiblesse.

Comme les FNL n'ont jamais été prêts à transiger sur ces deux objectifs, et en particulier sur la proportionnalité ethnique, le mouvement n'a jamais pu conclure un accord avec le gouvernement burundais. Cette situation pourrait évoluer maintenant parce que, suite aux élections de 2005, la répartition ethnique du pouvoir au sein de l'appareil d'État est nettement différente du passé. Conformément à la constitution, les Hutu ont le droit d'occuper 60 % (de la plupart) des postes politiques et 50 % dans l'armée.

Par conséquent, les FNL pourraient être disposés à renoncer à leur revendication insistante de l'attribution d'un quota ethnique de 85 % puisqu'il est concevable qu'à l'avenir, les Hutu puissent en fait obtenir approximativement 85 % des postes politiques dans le système politique actuel. La représentation ethnique au sein des FDN et de la police nationale est une question différente au regard des accords en vigueur. Il est peu probable que la minorité Tutsi accepte dans un proche avenir des quotas moins favorables que ceux convenus dans l'Accord d'Arusha de 2000 et l'accord de cessez-le-feu subséquent conclu avec le CNDD-FDD.

Bien que la position intransigeante des FNL sur un certain nombre de questions n'ait pas jusqu'à présent favorisé la signature par le mouvement d'un accord de paix, elle a également contribué à sa popularité. De nombreux paysans Hutu, mais aussi des intellectuels, se sont sentis trahis par le FRODEBU pendant qu'il participait au gouvernement de transition du pays après 2000, parce que ce dernier n'a rien fait pour améliorer leurs conditions de vie et était compromis par des pratiques de

¹¹⁰ Selon l'accord du cessez-le-feu de septembre 2006 entre le gouvernement et les FNL, cette condition est désignée comme le « Contrat social ».

corruption. D'autres préoccupations similaires concernant l'exercice du pouvoir par le CNDD-FDD¹¹¹ font jour.

4.1.3. Idéologie et religion

Le PALIPEHUTU-FNL est souvent accusé d'être un parti extrémiste dans une région où l'extrémisme est synonyme d'exclusion et de violence ethnique. L'idéologie des FNL renferme une tonalité ethnique importante et est ethniquement discriminatoire. La proportionnalité ethnique demandée est également anti-démocratique. Toutefois, il n'est pas évident que les FNL aient un programme favorable à la violence ethnique ou au génocide. Les FNL prétendent, par exemple, avoir demandé au FRODEBU en 1993 d'appeler la population à mettre fin aux massacres ethniques et nier toute complicité dans ces tueries. Nous n'avons pas pu vérifier ces affirmations, mais elles indiquent une certaine retenue des FNL à l'égard des tueries.

Hormis le massacre de Gatumba, CTC n'a pu obtenir de dossiers publiés impliquant les FNL dans les massacres systématiques contre des civils Tutsi au Burundi. Toutefois, les FNL ont perpétré des tueries préméditées des agents de l'administration ou de Tutsi supposés être des informateurs du gouvernement. Le massacre de Gatumba des réfugiés Banyamulenge est un autre cas de violence ethnique, mais bien que les FNL aient assumé la responsabilité de ce massacre (et ceci a été confirmé par les rapports des Nations unies et de Human Rights Watch), d'autres recherches ont montré que le rôle des FNL dans cet incident était plus limité et que d'autres acteurs portent une lourde responsabilité¹¹². En somme, les FNL sont peut-être responsables des actes qui ont franchi la ligne rouge qui sépare la violence au cours d'une guerre, les crimes de guerre, d'une part, et les actes de génocide, d'autre part. Toutefois, ce fut aussi le cas du CNDD-FDD et des FAB pendant la guerre civile. Par conséquent, il ne serait pas acceptable de stigmatiser les FNL comme étant le seul parti extrémiste ou le plus idéologiquement extrémiste du Burundi.

La religion joue également un important rôle dans l'idéologie des FNL. Par moments, le gouvernement burundais et certains analystes politiques ont caractérisé les FNL comme un groupe de fanatiques¹¹³ religieux lié à la secte des Adventistes. Les FNL prétendent avoir une mission biblique ; le mouvement identifie les paysans Hutu pauvres aux « opprimés que Jésus est venu libérer ». Agathon Rwasa prétend être de confession catholique romaine, et les autres leaders adhèrent à diverses églises protestantes. Toutefois, les leaders des FNL affirment ne pas être plus religieux que les autres Burundais, bien qu'ils essaient de vivre comme de « bons chrétiens ». Ils affirment qu'ils prient et chantent des cantiques au cours des combats car on ne les autorise pas à aller librement à l'église. CTC croît que bien que les FNL s'inspirent de la foi chrétienne pour justifier certains aspects de leur programme politique, les affirmations selon lesquelles le mouvement est motivé par le fanatisme religieux sont exagérées. Les FNL ne devraient pas être considérés comme des groupes religieux fondamentalistes tels que l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) de Joseph Kony au Nord de l'Ouganda.

4.1.4 Le FRODEBU et le CNDD-FDD

Bien que n'étant pas le sujet de cette étude, l'histoire du FRODEBU et du CNDD-FDD doit être expliquée pour mieux comprendre aussi bien la situation actuelle au Burundi que la position des FNL sur l'échiquier politique du pays. Bien que le FRODEBU et le CNDD aient tous deux collaboré

¹¹¹ On peut lire ces accusations dans le rapport de International Crisis Group et de Human Rights Watch ; elles reviennent également dans les propos des citoyens ordinaires et des officiels.

¹¹² Y compris les recherches menées par Pole Institute, certaines organisations de la société civile du Sud Kivu et Life and Peace Institute. Certains agents de l'ONUB ont également émis des doutes sur les affirmations des FNL qui lui font porter l'entière responsabilité des attaques.

¹¹³ Certains l'ont caractérisé comme étant similaire à l'Armée de Résistance du Seigneur.

étroitement avec les FNL et que plusieurs de leurs membres aient un passé de militants du PALIPEHUTU-FNL, elles s'en démarquent clairement.

Le FRODEBU fut créé en 1986 sur les restes du Parti des Travailleurs Burundais (UBU). Le parti fut autorisé à exercer ses activités au Burundi après 1992 quand le président Buyoya a entrepris un processus de libéralisation politique avant les élections démocratiques de 1993. Avant cela, le FRODEBU fonctionnait dans la clandestinité au Burundi pendant que ses dirigeants vivaient principalement en exil (la majorité au Rwanda). Après les violences de 1993, le FRODEBU a continué de participer à l'administration du pays. Par conséquent, certains considèrent le FRODEBU comme un parti modéré, bien que plusieurs de ses membres aient été accusés de participer au génocide rwandais de 1994 et aussi d'avoir incité la population lors du massacre d'environ 30 000 Tutsis suite à l'assassinat du Président Ndadaye.

Le Président Buyoya de l'UPRONA croyait qu'il gagnerait les élections de juin 1993. Toutefois, Melchior Ndadaye du FRODEBU remporta ces élections, enregistrant plus de 64 % des suffrages exprimés alors que Buyoya n'obtenait que 34 %. Ndadaye a reçu le soutien tacite des FNL qui était encore illégales à l'époque¹¹⁴. Les FNL ont appuyé Ndadaye parce qu'il était un Hutu, et les membres du mouvement affirmaient qu'ils avaient conclu un accord avec lui, selon lequel en échange de leur soutien politique et de leur protection pendant et après les élections, le FRODEBU aiderait à la légalisation des FNL. Selon les sources proches des FNL, le FRODEBU n'a pas tenu ses promesses après avoir remporté les élections.

Suite aux violences survenues après l'assassinat du président Ndadaye, un certain nombre des leaders du FRODEBU créèrent une branche armée en décembre 1993. Cette branche militaire, les *Forces pour la Défense de la Démocratie* (FDD), fut créée comme une entité totalement distincte du FRODEBU parce que ce dernier était toujours le parti au pouvoir au Burundi. En février 1994, les FDD se sont séparées du FRODEBU et ont créé leur propre branche politique, le *Conseil National pour la Défense de la Démocratie* (CNDD). Plusieurs anciennes personnalités politiques du FRODEBU, notamment le Ministre de l'Intérieur, Léonard Nyangoma, rejoignirent le CNDD-FDD. Nyangoma devint le premier leader du CNDD, tandis que les FDD furent dirigées au départ par Jean-Bosco Ndayingurukiye. Le premier chef militaire des FNL, Misigaro, qui avait été le commandant en chef des Forces Armées Burundaises jusqu'en 1972, rejoignit également le FDD et en devint le commandant en chef.

Des le début, il y avait des tensions entre le FRODEBU et le CNDD-FDD. Le FRODEBU, à la tête du gouvernement de juillet 1993 à juillet 1996, a dû faire preuve de pragmatisme dans ses relations avec l'UPRONA et les autres partis Tutsi, pendant que le CNDD-FDD pouvait se permettre d'être moins accommodant. De plus, certaines personnalités politiques du FRODEBU détournèrent les deniers publics, ce qui a provoqué de vives réactions de la part du CNDD-FDD et des FNL. Le CNDD-FDD et le FRODEBU ont débuté la campagne électorale 2005 comme des adversaires acharnés. Après la victoire du CNDD-FDD aux élections, il a offert un poste de vice-président dans un gouvernement d'union nationale à l'UPRONA, mais pas au FRODEBU. Un fait également frappant est que tous les trois ministres du nouveau gouvernement issus du FRODEBU ont quitté le FRODEBU pour devenir membres du CNDD-FDD.¹¹⁵

¹¹⁴ La principale raison pour laquelle les FNL n'ont pu prendre part aux élections était l'adoption à cette occasion d'une loi sur les partis politiques (le 15 avril 1992), qui empêchait les partis ayant une connotation ethnique dans leur nom ou un programme ouvertement ethnocentriste de participer à la vie politique. Toutefois, d'autres partis avaient une base ethnique, mais il n'y avait pas officiellement une orientation ethnique. Dans le cas du PALIPEHUTU, le nom indique clairement son identité ethnique et son programme est explicitement ethnique.

¹¹⁵ International Crisis Group. *Burundi: Democracy and peace at risk. Africa Report No. 120 — La démocratie et la paix en péril. Rapport sur l'Afrique N° 120 – 30 Novembre 2006.*

Au regard des témoignages sur les différends qui opposaient les deux partis en 1993 et après, l'amélioration récente des relations entre le FRODEBU et les FNL a de quoi surprendre. Les FNL n'ayant pas été autorisées à prendre part aux élections de 2006, elles ont encouragé leurs partisans à voter pour le FRODEBU. C'était probablement une manœuvre tactique dictée par la montée des tensions entre les FNL et le CNDD-FDD. Après les élections, d'où le FRODEBU est sorti bredouille bien qu'étant le deuxième parti important dans le pays, des rumeurs circulaient sur un renforcement de l'alliance entre les FNL et le FRODEBU. Cette alliance n'a pas été confirmée, mais les coalitions et les animosités constamment changeantes entre les partis montrent que le conflit burundais n'est pas seulement une affaire d'ethnie.

4.2 Présentation générale des FNL

4.2.1 Force et structure militaires

La force militaire du FNL est estimée entre 1 000 et 3 000 combattants. Il est peu probable que le nombre de combattants dépasse 1 500 hommes, même s'il est possible que les FNL compte plus de compagnies que les cinq identifiées par CTC. La structure des FNL est peu conventionnelle et est adaptée à son fonctionnement sur le mode de la guérilla. Comme les FNL n'ont qu'une force de combat réduite, elles évitent généralement les confrontations classiques avec les Forces de la Défense Nationale (FDN). Compte tenu du fait qu'il n'y a que quelques zones où les FNL peut se rendre librement au Burundi, elles opèrent par petites unités et ont organisé leurs forces, dont les compagnies constituent les unités les plus importantes. Au cours de leurs opérations secrètes, ces unités déjà réduites se divisent encore ; souvent, seules de petites unités interviennent dans chaque opération.

Il existe des débats à propos de la puissance et même de l'existence de la fraction (peut-être un mouvement rebelle) des FNL dirigée par l'ancien vice-président des FNL, Jean Bosco Sindayigaya. Peu d'éléments permettent d'affirmer que cette ramification des FNL ait été capable de monter une force de combat depuis sa création en 2003. L'on ne dispose d'aucun récit sur des actions militaires lancées par ce groupe. Toutefois, le groupe existe politiquement et affirme avoir des combattants dans le camp Randa géré par le Ministère de la Défense du Burundi.

4.2.2 Approvisionnement et survie économique

Au moment où le CNDD-FDD était encore un mouvement rebelle¹¹⁶, il partageait certaines de ses ressources avec les FNL. Depuis 2004, lorsque le CNDD-FDD a signé un accord de cessez-le-feu et par conséquent, a participé aux élections, les FNL ont beaucoup de difficultés à se procurer des armes et des munitions. Cela n'a pas été confirmé, mais il est probable que les FNL reçoivent du matériel de la part des FDLR alors que les FNL continuent (au moins jusqu'à la signature de l'accord de Dar es-Salam en septembre 2006) de faciliter l'infiltration des FDLR dans le Sud du Rwanda en passant par le Burundi (Cibitoke, Kibira, Kayanza et Ngozi). Des ex-combattants des FDLR rapatriés ont expliqué que les FDLR fournissaient en retour un soutien militaire à des alliés comme les FNL. Comme les FDLR avaient souvent peu de ravitaillements, le soutien était fréquemment fourni sous forme de combattants affectés à des opérations spéciales, mais comprenait occasionnellement la fourniture de matériel.

Néanmoins, il est probable que les FNL achètent très souvent leurs armes et leurs munitions sur les marchés informels des armes en RDC et dans d'autres pays de la région. Tout comme les FDLR, les FNL utilisent une partie importante de leur modeste budget pour l'achat d'armes auprès d'individus au sein des FARDC. Jusqu'à mars 2006, l'ancien commandant des Mayi-Mayi, Nakabaka, était le principal fournisseur des FNL en RDC, mais depuis qu'il a rejoint le processus de *brassage* des FARDC, d'autres fournisseurs l'ont probablement remplacé. Un certain nombre d'officiers supérieurs

¹¹⁶ Pour participer aux élections, le CNDD devait se faire enregistrer comme parti politique.

des FNL sont affectés en permanence à l'achat d'armes et de munitions auprès des FARDC et d'autres groupes en RDC.

Les FNL se procurent des vivres et de l'argent de différentes manières : dons, taxes illégales et butin de pillage obtenu dans leurs zones d'opération au Burundi et en RDC, fonds transférés par les sympathisants du mouvement résidant à l'étranger, et principalement en Europe et les camps de réfugiés en Tanzanie. Les rapports sur les pillages perpétrés par les FNL dans les Plaines de Ruzizi ont diminué, ce qui suppose que la situation financière des FNL se serait améliorée ces derniers temps¹¹⁷. Les FNL extorquent également des vivres et des taxes auprès des populations dans les zones sur lesquelles elles exercent suffisamment de contrôle. Dans la partie Est de la RDC, les enlèvements représentaient par le passé une tactique d'extorsion populaire chez les FNL, mais cette pratique a cessé depuis la mi-2006. Les FNL ne contrôlent plus aucun territoire en RDC où elles pourraient exploiter des minerais ou produire des aliments pour leur propre consommation.

4.2.3 Localisation

Les forces des FNL en RDC se limitent à environ 300 hommes stationnés en permanence le long de la frontière avec le Burundi dans les Plaines de Ruzizi. Certaines informations indiquent que lorsque les FDN ont intensifié leurs attaques contre les FNL au Burundi en 2005 et en 2006, les FNL replièrent temporairement une grande partie de leurs troupes vers l'Est de la RDC. Les FNL utilisent la RDC aussi bien comme base arrière logistique que comme un lieu de repos où leurs troupes peuvent récupérer des conditions difficiles qu'elles endurent au Burundi.

Les commandants des FARDC dans les Plaines du Ruzizi¹¹⁸ ont indiqué que les forces des FNL dans l'Est de la RDC étaient précédemment concentrées dans un seul camp dans les environs de Sake, non loin de la ville d'Uvira. Le déploiement au cours du premier trimestre de 2006 d'un contingent de la MONUC à proximité du camp des FNL a eu pour conséquence l'abandon de ce camp. Depuis lors, les combattants des FNL vivent parmi la population civile dans les Plaines du Ruzizi à la frontière du Burundi. Avec la dispersion des éléments des FNL et leur dispersion parmi la population, il est devenu plus difficile de surveiller leurs actions. La situation a été compliquée davantage par le fait qu'une partie de la population des Plaines du Ruzizi semble protéger et fournir une cachette aux FNL. Par ailleurs, les unités des FARDC sont venues d'ailleurs et ont rarement des liens ethniques ou familiaux avec la population locale. Il apparaît également que plusieurs combattants des FNL ont épousé des femmes congolaises, créant ainsi un lien entre les étrangers et les autochtones, ce qui complique certainement les activités de D&R, ainsi que la surveillance.

Des sources congolaises expliquent que la plupart des combattants des FNL ne passent jamais plus de quelques semaines d'affilée dans les Plaines du Ruzizi. Selon elles, un groupe de combattants donné est remplacé par un autre en une seule nuit. Ceci suppose que les FNL utilisent la RDC comme un lieu de repos et de récupération. Les sources congolaises expliquent aussi qu'il semble exister quatre ou cinq groupes distincts qui se relaient à l'intérieur et à l'extérieur de la RDC. Bien que cette information ne puisse pas être vérifiée, elle laisse penser que les FNL pourraient avoir entre 1 200 et 1 500 combattants (4 ou 5 fois 300).

Les Plaines de Ruzizi dans le territoire d'Uvira dans la province du Kivu au Sud sont le seul endroit de la RDC où les FNL ont une présence permanente. Des rapports indiquent également que des combattants des FNL sont présents sur la péninsule d'Ubwari dans le territoire du Fizi, mais ceci est peu probable. CTC croit que tous les Burundais demeurant à Fizi sont probablement des ex-combattants du CNDD-FDD qui ont préféré rester en RDC pour des raisons économiques et sociales.

¹¹⁷ Une autre explication serait que les FNL auraient peur de provoquer les FARDC.

¹¹⁸ Entretien réalisé le 10 août 2006.

Conflict and Transition Consultancies

Les FNL insistent également sur le fait qu'elles ne disposent d'aucun combattant à Fizi alors qu'elles reconnaissent être présentes dans les Plaines du Ruzizi.

À l'intérieur même du Burundi, la présence des FNL est la plus forte dans les provinces de Cibitoke, Bubanza, Bujumbura Rurale où elles reçoivent l'essentiel de leur soutien populaire et où une partie de la population protège leurs membres. Pour traverser la frontière entre la RDC et le Burundi, les membres des FNL empruntent des passages secrets à travers les Plaines du Ruzizi d'un côté ou de l'autre de la frontière. Bien que ces plaines soient plates, les moyens sont nombreux pour se cacher dans les forêts, les marécages et dans le parc national. En outre la densité de la population du côté burundais des plaines est assez faible. Les FNL opèrent aussi occasionnellement à d'autres endroits du Burundi. En 2006, des informations indiquaient que les FNL avaient recruté des membres dans presque toutes les provinces du Burundi, parce qu'elles avaient besoin de plus d'hommes pour s'assurer d'être capables de présenter les 3 000 hommes qu'elles revendiquaient dès le début de la mise en œuvre de l'accord du cessez-le feu.

4.3 Aperçu de la situation actuelle

Le CNDD-FDD a remporté les élections et Pierre Nkurunziza a été investi comme Président du Burundi le 26 août 2005. Le pays était uni dans l'espoir que le nouveau gouvernement dirigerait le pays vers un avenir plus prospère et plus pacifique. La majorité des populations Tutsis était aussi très optimiste car le Président Nkurunziza leur avait tendu la main dans ses discours électoraux et parce que les excellents rapports du CNDD avec le gouvernement rwandais et le FPR laissaient croire que le CNDD s'éloignait d'une vision ethnique. Par ailleurs, le CNDD a intégré plusieurs Tutsis dans son parti politique et certains de ces acteurs ont joué un important rôle dans les débats politiques au sein du Parti.

Après les élections, le PALIPEHUTU-FNL était perçu comme le seul « trouble-fête » sur le chemin d'une paix globale. Le nouveau régime burundais était pressé aussi bien par les Burundais que par la communauté internationale de négocier un règlement avec les FNL. Certains projets d'aide au développement étaient même subordonnés à un tel règlement. Par exemple, le ministre néerlandais de la coopération internationale a déclaré au cours de la cérémonie d'investiture du nouveau président que les Pays-Bas financeraient l'ouverture d'un centre de formation pour soldats internationaux de la paix au Burundi dès qu'un compromis serait trouvé avec les FNL.

Toutefois, le nouveau gouvernement avait au départ entrepris de résoudre militairement le « problème des FNL » Ceci s'étant révélé difficile, et avec la pression croissante de la communauté internationale, des négociations furent ouvertes. Les dirigeants de la région, conduits par le Président Yoweri Museveni, ont désigné l'Afrique du Sud comme facilitateur principal pour le règlement du conflit burundais. Des négociations furent engagées à Dar es-Salam en Tanzanie. L'on ne sait pas exactement quand ont réellement démarré ces négociations puisque les premières étapes ont été menées à huis clos, leur existence n'étant connue que de très peu de gens.

Le gouvernement burundais a d'abord semblé réticent à engager des négociations avec les FNL, amenant ainsi certains observateurs à conjecturer que le CNDD-FDD considérait le PALIPEHUTU comme une menace politique. Il apparaissait sans doute que le nouveau gouvernement s'était battu par le passé pour assumer la responsabilité de diriger effectivement le pays, et au cours des 18 premiers mois de sa gestion, le CNDD-FDD a été également distrait par des querelles internes entre le Président et le Secrétaire Général du Parti. Des accusations de violations des droits de l'homme et de corruption¹¹⁹ ont terni l'image du parti dans certains milieux. Certains leaders du CNDD-FDD

¹¹⁹ Pour plus de détails, lire : *International Crisis Group, Burundi: Democracy and Peace at Risk. Africa Report N°120 du 30 novembre 2006 et Human Rights Watch. "We Flee when we see them", des abus en toute impunité au Service National des Renseignements du Burundi. Octobre 2006.*

semblaient s'inquiéter qu'à moins d'une amélioration rapide de leur performance, ils subiraient le même sort que le FRODEBU vers la fin de la transition politique. L'une des raisons qui pourrait expliquer le peu d'empressement du CNDD-FDD à engager des négociations avec les FNL tient au fait qu'il aurait beaucoup plus à perdre dans un accord avec le PALIPEHUTU-FNL que les autres partis compte tenu de leur base ethnique commune.¹²⁰

Au départ, les FNL étaient aussi peu enclines à négocier, mais ont réalisé qu'elles n'avaient peu de choix. Avec un président Hutu élu au pouvoir, plusieurs de leurs adhérents se posaient la question de la justification idéologique d'une poursuite de la lutte armée. En outre, les FNL ont subi de lourdes pertes pendant les offensives des FDN en 2006. Pour de nombreux cadres des FNL, le moment était venu pour le mouvement de poursuivre ses objectifs par des moyens pacifiques. Une fois entré dans le processus de négociations, les FNL ont montré plus de souplesse qu'elles ne l'avaient fait au cours des 25 dernières années de leur existence.

Après un processus de négociations ardues, un accord global de cessez-le-feu a été conclu entre le gouvernement burundais et les FNL le 7 septembre 2006 à Dar es-Salam en Tanzanie. Une certaine confusion était née au sujet de la nature précise de l'accord. Bien qu'il soit appelé « Accord global de cessez-le-feu entre le Gouvernement de la République du Burundi et le PALIPEHUTU-FNL », le document comprenait des clauses qui se prêtaient davantage à un accord de paix qu'à un accord de cessez-le-feu. Dans le même temps, plusieurs éléments importants d'un accord de paix étaient omis ou n'étaient pas clairement définis, ainsi que plusieurs éléments clés nécessaires à la mise en œuvre d'un cessez-le-feu.

Par conséquent, bien que l'Accord global de cessez-le-feu ait été bien reçu, le consensus général était que d'autres négociations seraient nécessaires avant qu'un accord global et durable ne soit trouvé. Il n'était donc pas surprenant que la mise en œuvre de l'Accord global de cessez-le-feu ait traîné en longueur. Le fait positif est qu'il n'y a presque pas eu de confrontation armée entre les FDN et les FNL¹²¹ depuis la signature de l'Accord global de cessez-le-feu.

4.4 Désarmement et rapatriement

Dans le cadre de l'Accord global de cessez-le-feu, il est demandé aux FNL de cantonner leurs combattants dans des zones de rassemblement où les candidats à l'intégration dans l'armée et à la démobilisation seront identifiés et séparés. Compte tenu du retard dans la mise en œuvre de l'Accord global de cessez-le-feu, les zones de rassemblement n'ont pas encore été créées. Il est probable que ceci n'interviendra qu'après le règlement des questions politiques pendantes. À ce jour, les FNL ont ordonné à leurs unités de cesser les hostilités, mais de ne pas se présenter pour la démobilisation et l'intégration dans l'armée¹²². Les FNL souhaitent que leurs combattants attendent jusqu'à ce que les sujets politiques qui n'ont pas été tranchés soient réglés à leur satisfaction. Les principaux sujets à cet égard sont identifiés ci-dessus.

Pendant ce temps, des individus prétendant être des combattants des FNL se sont présentés et ont demandé leur démobilisation. Comme les zones de rassemblement n'étaient pas prêtes, certains de ces candidats spontanés ont été envoyés au camp géré par le Ministère de la Défense (Randa, juste au nord de Bujumbura). Nous avons visité ce site en novembre 2006. Selon les listes qui nous ont été communiquées, ce camp compte 584 combattants dont environ 50 se réclament être du groupe dissident FNL de Jean Bosco Sindayigaya ; le reste des combattants étaient supposés être affiliés au groupe armé principal (ou le seul) des FNL (dirigé par Agathon Rwasa). Cependant, les récits de ces hommes étaient

¹²⁰ Bien que le CNDD ait été transformé en parti politique sans aucune affiliation ethnique officielle, ses racines se trouvent au sein de la communauté Hutu et, en particulier, la branche armée (FDD) était presque à 100 % Hutu.

¹²¹ Nous n'avons des preuves que concernant les combattants des FNL qui braquent des véhicules, probablement parce qu'ils avaient besoin d'approvisionnement.

¹²² Entretien avec des Représentants des FNL à Uvira

Conflict and Transition Consultancies

confus et contradictoires. Plusieurs affirmaient ne pas être des FNL, mais plutôt du CNDD-FDD (notamment certains qui disaient être rentrés récemment de RDC). Les personnes interrogées étaient incapables de répondre aux questions relatives à la structure des FNL, à leur mode de fonctionnement ou à d'autres aspects techniques. En outre, plusieurs de ceux qui disaient être des combattants des FNL n'étaient jamais allés en RDC. Une vérification minutieuse du statut réel de ces combattants s'avère alors importante avant toute prise en charge de ces personnes en vue de leur démobilisation.

En RDC, ni le gouvernement de la RDC ni la MONUC ne cherchent de façon active à rapatrier les combattants des FNL se trouvant dans les Plaines du Ruzizi. La MONUC, seulement occasionnellement, rend visite aux combattants des FNL qui sont accessibles (et identifiables). Toutefois, la MONUC et les FARDC ont occasionnellement rapatrié quelques combattants des FNL. La MONUC ne rapatrie que ceux qui se sont présentés et ont demandé assistance pour leur rapatriement volontaire. Aucun moyen de sensibilisation ou d'information n'a été mis à la disposition de ce groupe et la MONUC n'a pas de programme pour convaincre les FNL à accepter leur rapatriement. Le processus de D&R des combattants des FNL ne semble donc pas être une priorité pour la MONUC. D'autre part, la MONUC a créé une base militaire près du campement des FNL, probablement dans le but de surveiller les FNL en RDC, même si cette initiative a entraîné la dispersion des combattants.

Les FARDC ont, à l'occasion, expulsé des individus ou de petits groupes de combattants burundais qui s'éloignaient un peu trop de leurs zones d'opération habituelles près du Fleuve Ruzizi. Nous avons été informés du cas de quatorze hommes armés burundais arrêtés par les FARDC dans la localité voisine de Lemera et remis aux autorités burundaises à Gatumba en octobre 2006¹²³. Les commandants des FARDC ont dit préférer remettre ces hommes au gouvernement burundais plutôt qu'à la MONUC. Selon eux, « *la MONUC ne rapatrie que les candidats volontaires et les hommes concernés ne voulaient pas retourner dans leur pays, mais ils ont commis un crime [de se promener avec une arme à la main] et nous voulions les éloigner une fois pour toutes* ». La MONUC a rapatrié à peu près au même moment dix autres combattants du FNL.

À l'issue du processus de brassage, les unités des FARDC déployées dans les Plaines du Ruzizi ont été renforcées. La plupart des anciens commandants Mayi-Mayi ont été redéployés dans d'autres régions de la RDC. Ces commandants Mayi-Mayi ont des proches alliés des FNL (et des FDLR) pendant des années. Le résultat de leur histoire et de leurs intérêts commerciaux communs a été qu'ils n'ont pas soutenu le processus de D&R des GA étrangers. Les nouveaux officiers des FARDC ont eu une attitude différente. En particulier, les officiers de commandement de l'organe de coordination de la partie Sud du Sud Kivu ont affirmé qu'ils ont demandé des ordres et du matériel pour repousser les FNL au-delà de la frontière, mais ils se plaignent que ni les ordres ni le matériel ne sont arrivés jusqu'à présent. Ils croient qu'il ne serait pas militairement difficile d'expulser les FNL des Plaines du Ruzizi situées du côté de la RDC.

¹²³ Ces hommes n'avaient pas été rencontrés à Randa DC

5. L'ADF/NALU

5.1 Historique de l'ADF et de la NALU¹²⁴

Depuis leur création en 1996, les Forces démocratiques alliées (ADF, *en anglais, Allied Democratic Forces*) ont adopté les Montagnes de Ruwenzori à l'Ouest de l'Ouganda comme leur théâtre d'opérations. Entre 1997 et 2000, l'ADF a réussi à déstabiliser plusieurs districts de l'Ouest de l'Ouganda et à déplacer une grande partie de la population locale (par exemple, jusqu'à 85 % de la population dans le seul district de Bundibugyo). Même s'il manquait à l'ADF un soutien véritable au plan local, ce groupe armé a réussi à attaquer et piller des centres urbains locaux et empêcher les activités économiques dans ces localités. L'ADF n'avait pas d'objectifs politiques clairs et n'a pas pu tirer d'avantage politique de la situation qu'elle a créée. Sa stratégie de terreur calculée et indiscriminée lui a cependant valu un maximum de publicité et a soumis le gouvernement ougandais à une très forte pression. La confrontation directe avec les Forces populaires de défense d'Ouganda (UPDF, *en anglais, Ugandan People's Defence Forces*) fut évitée autant que possible et l'ADF a pu survivre jusqu'à ce que l'UPDF intensifie ses efforts pour contrer l'insurrection après 1999. En 2000, la plupart des unités de l'ADF étaient soit éliminées ou contraintes de se retirer dans des camps dans la partie nord-est de la province du Nord Kivu en RDC, d'où elles tentaient de se regrouper.

Même si les dirigeants de l'ADF étaient originaires du centre de l'Ouganda et que le mouvement avait peu de liens directs avec les acteurs politiques locaux dans l'Ouest de l'Ouganda, le fait qu'elle soit devenue active surtout à l'Ouest de l'Ouganda n'est nullement une pure coïncidence. L'ADF a établi ses bases militaires dans la région voisine de l'Est de la RDC et était composée en partie de restes du mouvement Ruwenzururu et de l'Armée nationale de libération de l'Ouganda (NALU), deux mouvements armés dont les origines se situent dans les Montagnes de Ruwenzori. Ce dernier élément explique pourquoi la dynamique qui sous-tend la formation de l'ADF ne peut être comprise à défaut de comprendre la tradition locale de résistance armée qui prévaut dans l'Ouest de l'Ouganda. À Ruwenzori, deux dynamiques différentes sous-tendaient l'institution des GA : les tensions à l'intérieur du royaume local et le rejet du pouvoir du gouvernement central. Pendant la période coloniale, les districts de Kasese (occupé surtout par le groupe ethnique des Bakonjo) et de Bundibugyo (surtout peuplé par le groupe ethnique des Baamba) étaient rattachés au district de Kabarole (peuplé par les Batoro). Les Bakonjo et les Baamba furent ainsi arbitrairement réduits au statut de sujets du royaume Tooro, qui était dirigé par un roi Mutoro. La monarchie Tooro était favorable à l'occupation coloniale, au contraire des autres communautés de cette région et elle était utilisée par les Britanniques pour renforcer leur contrôle territorial sur l'Ouest de l'Ouganda. En 1919, démarra la première rébellion armée des Bakonjo contre le royaume Tooro. Au début des années 1950, les Bakonjo et les Baamba réclamèrent de nouveau leur propre district, demande à laquelle les Britanniques refusèrent encore une fois de faire droit. Ce refus provoqua le déclenchement d'une guérilla de faible intensité contre l'administration coloniale, qui était désormais connue sous l'appellation du mouvement de résistance de Ruwenzururu.

Après l'indépendance, cette bande Ruwenzururu s'est convertie d'une force anticoloniale en un mouvement de guérilla paysanne, qui a continué de lutter pour l'autonomie politique. En 1962, les Bakonjo et les Baamba déclarèrent le Ruwenzururu comme État indépendant placé sous la direction d'Isaiah Mukiranya. Le Gouvernement ougandais répondit à cette revendication d'autonomie sous-régionale par l'arrestation du leader Bakonjo, ce qui provoqua le déclenchement d'une campagne de

¹²⁴ La section sur l'historique de l'ADF et la NALU (sections 5.1 à 5.2.4) a été rédigée par Dr. Koen Vlassenroot, professeur de haut niveau à l'Université de Gent, en Belgique et directeur du Programme Afrique de l'Institut royal de relations internationales à Bruxelles, en Belgique.

Conflict and Transition Consultancies

guérilla paysanne de petite envergure. Le quartier général du mouvement Ruwenzururu était situé dans les zones forestières localisées de l'autre côté de la frontière avec le Zaïre, où ses membres établirent le contact avec les rebelles qui soutenaient le dissident politique congolais Mulele. Dans l'Ouest de l'Ouganda, le mouvement réussit à contester l'autorité de l'État ougandais et transforma les communautés paysannes locales en assemblées populaires qui désignaient, censuraient et acclamaient les chefs de village sans intervention de l'État. Sous le régime d'Idi Amin (1972-1979), des tentatives furent menées pour mettre un terme au conflit local opposant les Batoro et les Bakonjo par la création du district de Kasese. Cependant, ce n'est qu'en août 1982 que la direction du mouvement Ruwenzururu accepta de rendre les armes et de restituer l'administration au Gouvernement ougandais à la suite d'un règlement politique. Dans le cadre de cet accord, le leader du mouvement Ruwenzururu Omusinga Mumbere fut reconnu comme le leader culturel local et reçut un poste au sein du Conseil de district (il rejoint plus tard la NALU, mais quitta ce mouvement en 1994 ; les allégations selon lesquelles il s'est aussi associé à l'ADF ont été démenties). Isaiiah Mukiranya, le fondateur du mouvement Ruwenzururu, choisit l'exil politique au Zaïre.

À la fin des années 1980, un groupe dissident relança les opérations dans la même région. Ce groupe, l'Armée nationale pour la libération de l'Ouganda (NALU, *en anglais, National Army for the Liberation of Uganda*), était dirigé par Amon Bazira, un ancien membre de la direction du Ruwenzururu et un partisan du président ougandais Milton Obote, qui fut contraint à l'exil au moment de la prise du pouvoir par Museveni en 1986 (Bazira a occupé le poste de vice-ministre dans le gouvernement du président Obote). Le principal objectif du NALU était le renversement du nouveau régime ougandais, qui ne reconnaissait pas les droits des chefs coutumiers locaux. Bien qu'il attirât quelques jeunes Bakonjo, la NALU ne fut pas capable de susciter la même adhésion populaire que le mouvement Ruwenzururu. Cependant, Bazira réussit à s'attirer le soutien des gouvernements kenyan et zairois.

Le soutien du Gouvernement zairois au NALU n'était guère apprécié par le Président Museveni, qui en retour commença à rechercher des alliés zairois pouvant l'aider à déstabiliser le régime de Mobutu. À Kasindi (la ville zairoise séparée de Kasese par la frontière entre les deux pays), le Gouvernement ougandais aida à mobiliser les jeunes de la localité sous la direction du fils de Joseph Marandura (un ancien leader de la rébellion Mulele des années 1960). Ce groupe, le « Parti de la Libération Congolais » (PLC), n'a jamais pu constituer une sérieuse menace pour le gouvernement zairois et fut finalement contraint de se retirer dans les forêts à la fin des années 80 après une attaque de l'armée zairoise. La stratégie ougandaise visant à renverser le président Mobutu en soutenant les opposants zairois fut relancée en 1994, lorsque le Gouvernement ougandais tenta de transformer le PLC d'une petite force de guérilla en un mouvement militaire sérieux. Pendant ce temps, le gouvernement ougandais essayait de traiter directement la menace posée par la NALU. En 1992, la NALU attaqua Kasese (à l'Ouest de l'Ouganda), mais fut repoussé par l'UPDF. La même année, le leader du NALU Amon Bazira fut tué dans des circonstances mystérieuses à Nairobi.

En 1995, les éléments restants du NALU au Zaïre attirèrent l'attention du Mouvement des combattants de la liberté de l'Ouganda (*Uganda Freedom Fighters Movement*), un GA créé en 1994 par la Fondation islamique Salaf (*Islamic Salaf Foundation*) ; il était largement composé de membres de la secte Tabliq. Les origines de cette secte remontent au renversement du régime d'Idi Amin (1979), lorsque les musulmans dans le Sud-ouest de l'Ouganda étaient persécutés. Le recrutement de ses militants grâce à un vaste réseau implanté au sein de la jeunesse islamique ougandaise dans les années 1980 fit des Tabliq un important groupe de pression politique. L'Ambassade du Soudan à Kampala fournissait au groupe des ressources. Ce groupe axait ses campagnes sur la situation de marginalisation qui était faite à la jeunesse et sur l'exclusion des musulmans des postes politiques clés.

Au début des années 90, une lutte opposant le Conseil suprême islamique d'Ouganda (*Ugandan Muslim Supreme Council*) et les Tabliq au sujet de la direction d'une mosquée à Kampala dégénéra en

Conflict and Transition Consultancies

attaques violentes, après quoi le président Museveni fit emprisonner un certain nombre de membres de Tabliq. À leur libération en 1993, ces anciens prisonniers s'installèrent dans l'Ouest de l'Ouganda. Sous la direction de Jamil Mukulu, et avec le soutien présumé du Gouvernement soudanais, ils créèrent un camp militaire et commencèrent à lancer des attaques contre le régime ougandais. En 1995, un camp d'entraînement des Tabliq situé à Hoima fut défait par l'UPDF. Les survivants de cet assaut s'enfuirent vers la région de Bunia dans l'Est du Zaïre, où ils retrouvèrent les services de sécurité du gouvernement soudanais (*GoS Security Services*) qui utilisaient le terrain d'aviation de Bunia pour approvisionner un autre mouvement rebelle ougandais, le Front de libération de la rive occidentale du Nil (*West Nile Bank Liberation Front*).

Après leur éviction de l'Ouest de l'Ouganda, les Tabliq constituèrent officiellement les Forces démocratiques alliées (ADF). En septembre 1995, plusieurs de ces membres rencontrèrent les éléments restants du NALU à l'Est du Zaïre et acceptèrent de former une alliance contre le gouvernement ougandais¹²⁵. Des camps d'entraînement conjoints ainsi que des voies de ravitaillement furent établis. Le gouvernement soudanais offrait une aide en matière de renseignements, des armes et assurait la coordination, de même que l'accès aux installations d'entraînement à Juba (Sud Soudan). La principale justification du soutien du gouvernement soudanais à l'alliance ADF/NALU était la déstabilisation du régime de Museveni, qui soutenait lui-même la lutte armée de l'Armée populaire de libération du Soudan (*SPLA - Sudan People's Liberation Army*) contre le gouvernement soudanais. Le régime Mobutu offrait aussi une aide à ce mouvement, étant donné que ce nouveau mouvement rebelle représentait une force faisant contrepoids à la collaboration grandissante de l'Ouganda et du Rwanda contre les milices Hutu à l'Est du Zaïre.

La première attaque conjointe de l'ADF/NALU sur le territoire ougandais fut lancée le 13 novembre 1996. Depuis leurs bases à l'Est de la RDC, les forces de l'ADF/NALU lancèrent des assauts contre le poste-frontière de Mpondwe. Cette attaque fut repoussée par l'UPDF, mais fut bientôt suivie de nombreuses petites incursions dans les districts de Kabarole, de Bundibugiyi et de Kasese, ainsi que par des attentats à la bombe à Kampala. L'ADF ciblait des postes de police, les casernements de l'UPDF et l'administration civile du pouvoir ougandais, mais elle s'en prenait aussi aux civils. L'ADF fut bientôt redoutée pour ses raids et ses embuscades contre les domiciles civils non protégés, les mutilations, les enlèvements (destinés à emporter les biens pillés ou pour recruter des combattants) et les tueries aveugles. De même, des mines anti-personnel étaient posées dans la région des montagnes de Ruwenzori en Ouganda dans le but de perturber le commerce local et empêcher les agriculteurs de faire la récolte.

Les attaques menées par l'ADF/NALU dans l'Ouest de l'Ouganda ne se sont accentuées qu'après la défaite, en 1996, du régime de Mobutu par l'AFDL et ses alliés, parmi lesquels figurait le gouvernement ougandais. Même si la campagne militaire de l'AFDL a coupé les voies de ravitaillement du gouvernement zaïrois, l'ADF/NALU continuait de recevoir des ravitaillements du gouvernement soudanais. Entre 1996 et 2001, plus de 1 000 personnes furent tuées et plus de 150 000 personnes déplacées¹²⁶. L'impact socioéconomique de la rébellion de l'ADF/NALU sur la région montagneuse de Ruwenzori fut désastreux. Selon les autorités ougandaises, les recettes fiscales dans le district de Kasese ont chuté de 75 % pendant cette période. Les agriculteurs locaux faisaient face à une situation d'insécurité continue et à la menace des mines anti-personnelles ou au risque d'être enlevés ou tués par les rebelles de l'ADF/NALU. Outre les raids d'envergure limitée sur les agriculteurs ou sur des petits groupes de civils, les écoles étaient aussi visées. En février 1998, 30 étudiants furent enlevés à l'école adventiste du septième jour de Mitandi (*Mitandi Seventh Day Adventist College*) à Kasese. En juin 1998, au moins 50 étudiants furent brûlés à mort et plus de 60 autres enlevés lorsque l'ADF/NALU attaqua l'école technique de Kichwamba (*Kichwamba Technical College*) dans le district de Kabarole.

¹²⁵ Les deux délégations étaient conduites respectivement par Yusuf Kabanda des Tabliq et par le Commandant du NALU-Ngaimoko.

¹²⁶ Lancaster, 2006.

Conflict and Transition Consultancies

Au cours du même mois, 100 écoliers furent enlevés dans une école dans le district de Hoima. Outre ses actes de violence brutaux perpétrés à l'Ouest de l'Ouganda, l'ADF/NALU tentait également de perturber la vie publique à Kampala. Un certain nombre d'attentats à la bombe ont causé la mort de presque 100 personnes et ont blessé plusieurs centaines d'autres à Kampala pendant cette période.

En dehors des opérations de l'UPDF contre les camps de l'ADF/NALU basés en RDC, l'armée régulière ougandaise essaya aussi de suivre les mouvements des rebelles de l'ADF/NALU dans la région montagneuse de Ruwenzori. En 1999, l'UPDF a initié une « Opération de ratissage des montagnes » (*'Operation Mountain Sweep'*), qui mit sérieusement à mal les capacités militaires du mouvement rebelle. Selon le journal ougandais « The Monitor », l'UPDF a tué entre 1 500 et 2 000 rebelles dans cette opération. En mai 2000, les forces de l'UPDF en RDC capturaient également le secrétaire général du mouvement, Ali Bwambale Mulima. Un mois plus tard, l'UPDF tuait un grand nombre de rebelles lors d'affrontements survenus le long de la frontière congolaise. Plusieurs dirigeants rebelles furent arrêtés ou capturés, tandis qu'un certain nombre de rebelles de l'ADF/NALU se sont volontairement rendus. Des caches d'armes furent saisies et des enfants enlevés furent secourus. Même si les éléments restants du mouvement continuaient de prendre pour cibles les civils dans la région montagneuse de Ruwenzori (des tueries ont été signalées à la fin de l'année 2000 dans le district de Kibonga et à Kabale¹²⁷, en 2001 le mouvement rebelle de l'ADF/NALU était réduit à quelques centaines de combattants. Il a perdu la plupart de ses capacités opérationnelles et seul le terrain éloigné des montagnes de Ruwenzori lui permettait de survivre et de harceler les civils. Une Loi d'amnistie a offert une amnistie générale à ses membres, ce qui a contribué à affaiblir davantage le mouvement rebelle. En 2001, l'ADF/NALU ne posait plus une sérieuse menace pour la sécurité du régime ougandais. Le reste des combattants se retirèrent vers leurs camps en RDC, où ils essayèrent de se réorganiser à travers la mobilisation de recrues congolaises après le retrait de l'UPDF de la RDC en 2003.

En novembre 2005, le Gouvernement ougandais a ouvert un bureau de sa Commission d'amnistie (CA) dans la ville de Beni au Nord Kivu dans le souci de convaincre le reste des combattants de l'ADF/NALU de quitter leurs camps pour rentrer en Ouganda. Tandis que les miliciens congolais devaient être pris en charge par le Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (PNDDR) du gouvernement de la RDC, les combattants ougandais qui se présentaient devant la CA seraient rapatriés, bénéficieraient d'une amnistie et recevraient un kit de retour à la vie civile et une petite somme d'argent. Certains combattants de l'ADF/NALU se sont également vus offrir des postes au sein de l'UPDF. Cette campagne de démobilisation a échoué. Seulement une cinquantaine de rebelles se sont présentés et la plupart de ceux-ci se sont avérés être d'origine congolaise.

Pour la MONUC, c'était le dernier argument pour intensifier ses activités militaires contre l'ADF/NALU. En décembre 2005, une vaste offensive militaire conjointe FARDC-MONUC a abouti à la destruction de la plupart des camps de l'ADF/NALU et entraîné la mort de plus de 90 rebelles. Cette campagne militaire a fragilisé davantage l'ADF/NALU, mais a échoué à démanteler le mouvement. Il semble que bon nombre de cadres de l'ADF/NALU aient fui les camps bien avant l'opération. La coalition des troupes des FARDC et de la MONUC a bien réussi à disperser la plupart des rebelles en les repoussant plus loin dans la brousse située aux alentours des Montagnes de Ruwenzori et a perturbé le dispositif de commandement et contrôle de l'ADF/NALU pour plusieurs mois. Cependant, depuis le printemps 2006, de nouvelles escarmouches entre les rebelles et l'UPDF ont été signalées à l'Ouest de l'Ouganda. Selon un porte-parole de l'UPDF, 70 rebelles de l'ADF ont été interceptés par l'UPDF dans le district de Bundibugyo au moment où ils traversaient la frontière vers l'Ouganda, en tentant d'établir des bases en Ouganda en mai 2006.

¹²⁷ ICC, 2001.

D'autres sources indiquent aussi que l'ADF/NALU s'emploie à déplacer ses forces à l'intérieur du territoire ougandais, ce qui a provoqué quelques tensions entre les autorités ougandaises et les combattants congolais qui ne souhaitent pas s'installer en Ouganda. Pendant ce temps, le bureau D&R/DDR de la MONUC poursuivait ses efforts en vue de convaincre les rebelles de l'ADF/NALU de désarmer et de rentrer volontairement chez eux. Plusieurs missions de sensibilisation et des opérations militaires (telles que l'opération « North Nationalist ») visent à sécuriser et mobiliser la population congolaise. Durant ces missions, les populations congolaises sont exhortées à la vigilance et sont invitées à dénoncer les éléments de l'ADF/NALU dans le cas où ces derniers traversent la frontière pour entrer dans leurs villages. Des brochures sont distribuées afin d'informer les rebelles de l'ADF/NALU concernant les possibilités de désarmement volontaire. Jusqu'ici, ces efforts n'ont pas abouti au désarmement et à la réintégration à grande échelle des combattants de l'ADF/NALU.

5.2 Présentation générale de l'ADF/NALU

5.2.1 But et objectifs de l'ADF/NALU

L'insurrection de l'ADF/NALU est souvent décrite comme une rébellion sans motif. En dehors de l'objectif affiché du NALU et de l'ADF de renverser le gouvernement ougandais, ni l'un ni l'autre ne semblent avoir de programme politique clair. Par le passé, les leaders du NALU publiaient un certain nombre de documents et de lettres et l'ADF avait son propre site web. Aujourd'hui, il est devenu difficile de suivre les déclarations et les documents récents de ces mouvements.

En 1997¹²⁸, les dirigeants de l'ADF ont publié un manifeste dans lequel ils déclaraient que le mouvement avait été créé pour renverser le gouvernement ougandais. Le président ougandais M. Museveni était invité à rencontrer les dirigeants du mouvement. À plusieurs occasions, l'ADF/NALU a menacé de prendre pour cibles les ougandais et les ressortissants des pays occidentaux qui soutiennent le président Museveni. En utilisant des brochures et une radio mobile (aujourd'hui démantelée), ces deux groupes ont essayé de retourner la population dans le Sud de l'Ouganda contre le Gouvernement en s'attaquant à ses politiques. Une déclaration de ce type, publiée en 1998 et signée par le président de l'ADF, Frank Kithasamba, prévenait que le groupe « sévirait » contre les personnes responsables de la mort de ses membres et incitait les populations locales « à surveiller les mouvements des politiciens qui tuent et intimident les opposants et les électeurs pour leurs propres intérêts ».

Un élément qui mérite plus d'attention est le lien supposé entre l'ADF/NALU et des réseaux Islamistes terroristes. L'ADF et la NALU figurent sur la liste internationale des organisations terroristes. Le 5 décembre 2001, les autorités américaines ont ajouté l'ADF à leur « Liste d'exclusion des mouvements terroristes ». Plusieurs sources dénoncent l'idéologie islamiste des dirigeants Tabliq et l'objectif du mouvement rebelle de créer un état islamique en Ouganda. D'autres sources indiquent l'existence d'un lien entre l'ADF/NALU et Osama Ben Laden, plus particulièrement pendant la période où Ben Laden vivait au Soudan (1988 - 1996). Certains affirment que l'ADF/NALU a bénéficié du soutien financier de groupes proches d'Al Qaïda ainsi que de la secte Salaf Tabliq. L'on s'interroge si Al Qaïda apporte toujours une aide aux forces de l'ADF/NALU à l'heure actuelle. Néanmoins, le chef intérimaire du renseignement militaire de l'Ouganda a affirmé récemment que l'ADF continue de recevoir des financements, une formation opérationnelle et des armes de groupes islamiques fondamentalistes.

Un aspect cité souvent comme preuve de l'agenda islamique de l'ADF/NALU est la distribution récente d'un enregistrement audio par le leader en exil de l'ADF Mukulu, dans lequel il incite ses partisans à mener des attaques contre le gouvernement ougandais. Il critiquait également les membres de l'ADF qui se rendent à l'UPDF. Selon les officiers de renseignement de l'UPDF, Mukulu a

¹²⁸ Quant le mouvement était moins préoccupé par l'exploitation minière en RDC et quand il n'avait pas encore intégré un nombre important de Congolais.

également prêché que les « musulmans devaient tuer les non musulmans et tuer aussi les musulmans qui ne luttent pas pour le Djihad ». Selon ces sources, Mukulu a récemment envoyé des fonds à l'ADF et au NALU pour les aider à recruter de nouveaux membres. Ces informations sont considérées par le gouvernement ougandais comme des preuves confirmant que l'ADF/NALU est actuellement en train de se regrouper et de préparer de nouvelles attaques. Cependant, certains observateurs internationaux doutent que l'ADF/NALU reçoive assez de soutiens pour relancer sa campagne armée. Depuis le démantèlement de leurs camps en décembre 2005, l'on croit que l'ADF/NALU ne pose plus de menace grave pour la sécurité de l'Ouganda¹²⁹.

5.2.2 Direction et organisation militaire

Jusqu'à l'opération conjointe des FARDC-MONUC de décembre 2005, l'alliance ADF/NALU comprenait une aile politique (le Mouvement démocratique allié) et une aile militaire (les Forces démocratiques alliées). L'aile militaire rendait compte à l'aile politique, qui était dirigée conjointement par l'ADF et la NALU. Jamil Makulu (ancien catholique, aussi connu sous le nom de Kyagulanyi ou Talengelanimiro) était considéré comme le leader politique de l'ensemble de l'ADM. Makulu était considéré comme l'élément moteur qui a motivé la création de l'ADF, de même qu'un certain nombre d'ex-commandants de l'ancienne armée de l'ex-président Idi Amin. La plupart de ses leaders politiques opéraient entre l'Afrique et l'Europe. Leur localisation précise demeure inconnue, mais il y a des indices qui montrent que certains d'entre eux vivent à Nairobi et Londres.

Le principal leader militaire (directeur en chef) de l'ADF était Abdallah Yusuf Kabanda, qui était installé dans la région de Beni-Butembo en RDC. Il était assisté par un chef adjoint, Dr. Kyeyune. Parmi les autres commandants militaires, figuraient Isiko Barahu (chef de l'état-major militaire, aussi connu sous le nom de Commandant Bosco), Kayiira Mohammed (chef de l'administration et directeur du renseignement militaire), Mohammed Batambuze (commandant de l'armée), Mohammed Isabirye (commandant en chef des opérations, aussi connu sous le nom de Commandant Tiger) et Hassan Musa (chef des opérations militaires et de la logistique). Ces leaders utilisent des noms d'emprunt et leurs véritables identités ne sont pas souvent connues. Les noms et origines véritables des commandants de terrain sont encore moins connus.

L'ADF/NALU avait par le passé une structure militaire bien développée localisée dans la région de Beni et dans les Montagnes de Ruwenzori (à l'Est de la RDC) et s'étendait sur plusieurs sites et camps. L'état-major général, qui avant les attaques de décembre 2005 se situait à Bundiguya, comprenait trois chefs centraux : le chef de l'administration (qui était aussi le directeur du renseignement militaire), le chef des opérations militaires et de la logistique et le chef de l'état-major militaire (chef d'état-major). En dehors de l'état-major militaire, le mouvement comptait trois brigades différentes composées de 4 à 6 compagnies (chaque compagnie comptait aussi un certain nombre de détachements). Ces brigades rendaient compte au commandant général et étaient situées dans les camps de Mwalika, de Bundiguya et de Chuchubo, qui furent tous attaqués par les forces combinées des FARDC et de la MONUC en décembre 2005¹³⁰. L'opération conjointe menée par les FARDC et la MONUC en décembre 2005 a détruit nombre de ces camps, rendant ainsi difficile de localiser les positions actuelles des différentes composantes de l'ADF/NALU.

¹²⁹ Cette affirmation demande à être réévaluée à la lumière des événements récents (plusieurs incursions de l'ADF et des confrontations avec l'UPDF en Ouganda). Il est pourtant peu probable que l'ADF ait pu accroître considérablement sa force. Il existe peut-être un lien entre les récentes attaques et les rumeurs (renouvelées) de contacts avec les groupes islamiques somaliens.

¹³⁰ Les informations obtenues situaient les compagnies de la brigade de Mwalika précisément à Mayango, Libano, Irungu, Mwerere, Isongo et Nyaleke. Les compagnies de la brigade de Bundiguya étaient situées à Musu, Kombo, Bovata et Ndama. La brigade de Chuchubo comptait des compagnies à Makembe, Kainama, Abia, Kokola et Makoyoba.

L'on a peu d'informations sur la force militaire actuelle de l'ADF/NALU. Les estimations varient de quelques centaines à environ 2 000 hommes, mais la plupart des sources indiquent que cette alliance ne compte pas aujourd'hui plus de 900 combattants. En 1996, l'ADF/NALU était plus forte, comptant entre 4 000 et 5 000 hommes bien entraînés et bien armés. Les campagnes de l'UDPF ont infligé des pertes considérables au mouvement et ont réduit en 2003 le nombre de ses combattants à quelques centaines seulement. Depuis lors, l'ADF/NALU essaie de se regrouper et de se réorganiser, surtout à travers le recrutement de combattants congolais. Ceci explique pourquoi, bien qu'étant initialement composé de combattants ougandais, aujourd'hui la majorité des combattants du mouvement (environ 60 %) sont des Congolais, presque tous de la tribu Nande. La forte proportion de combattants Nande s'explique par la situation géographique des camps de l'ADF/NALU, mais aussi par les affiliations ethniques régionales : les Nande Congolais et les Bakonjo ougandais (qui représentent la majorité des forces du NALU) partagent la même langue d'origine ethnique. En outre, la guerre civile au Congo et le contrôle militaire exercé par l'APC sur la partie congolaise du Ruwenzori a favorisé la mobilisation des jeunes de la localité. Des indices montrent également que certains anciens rebelles Mayi-Mayi ont rejoint l'ADF/NALU. Dans certains cas, le recrutement s'est fait à travers des enlèvements. Les familles des membres de l'ADF/NALU sont également tenues de mettre leurs enfants de plus de 12 ans à la disposition de l'alliance.

La plupart des combattants reçoivent une formation aux tactiques militaires et, en particulier sur les tactiques de guérilla. Ils possèdent des armes individuelles, mais l'ADF a aussi accès à d'autres armes, parmi lesquelles des mines anti-personnel, des grenades, des mortiers et des engins explosifs, ainsi qu'à des matériels de communication tels que les téléphones portables et les téléphones satellitaires. Certaines de ces armes sont acquises par le biais de réseaux informels de trafic d'armes dans la région. Au départ, ses ressources financières provenaient des partisans de l'ADF en Ouganda et des envois de fonds venant de sympathisants de la *diaspora* ougandaise. L'on croit également que l'ADF bénéficiait aussi du soutien du gouvernement zaïrois, du gouvernement soudanais et de réseaux islamiques au Pakistan et au Kenya. Selon des sources proches de l'ICC, les Émirats arabes unis étaient par le passé le principal fournisseur d'armes du mouvement, tandis que l'Iran l'approvisionnait également en armes par l'entremise d'une fondation islamique basée en Afrique du Sud¹³¹. Aujourd'hui d'aucuns croient que le mouvement a perdu la plupart de ses soutiens extérieurs. Il compte désormais sur les ressources provenant de ses activités génératrices de revenu dans l'Est de la RDC.

5.2.3 L'ADF/NALU et son environnement social local

À partir de leur arrivée au Zaïre à la fin des années 1980, les forces du NALU ont reçu un appui considérable de la part du gouvernement zaïrois sous le président Mobutu. Le mouvement rebelle s'était vu accorder l'accès à Mumbiri (région de Beni) à l'Est du Zaïre, d'où il lui était permis de lancer une campagne de déstabilisation contre le gouvernement ougandais à l'Ouest de ce pays. Le gouvernement zaïrois lui fournissait également des armes et des munitions, tandis que le gouvernement zaïrois apportait une aide en matière de renseignements et un soutien logistique pour les opérations militaires du NALU. Ces contacts entre la direction du NALU et Mobutu étaient facilités par Enoch Nyamwisi, un ancien ministre et homme politique local influent dans la région Beni qui fut tué à Butembo en janvier 1993. Son jeune frère, Mbusa Nyamwisi, est plus tard devenu le leader du mouvement rebelle RCD-K-ML qui a contrôlé les parties nord du Nord Kivu jusqu'à 2003.

Ce soutien du gouvernement zaïrois et par la suite, du RCD-K-ML, a facilité l'intégration des forces du NALU dans la société locale. La NALU a pu s'insérer dans les activités économiques telles que la culture du café et la contrebande de produits agricoles en Ouganda, et descendre de ses bases sur les marchés locaux pour acheter de la nourriture et d'autres articles de première nécessité. Selon des sources locales, ces contacts approfondis entre les rebelles et la population zaïroise ont facilité le

¹³¹ ICC, 2001.

Conflict and Transition Consultancies

recrutement de jeunes congolais. Cependant, suite au décès de leur leader Bazira à Nairobi en 1992, les rebelles du NALU s'en sont pris de plus en plus à la population locale. Après 1992, la NALU souffrait d'un manque sérieux de ressources, ce qui conduisait les combattants à piller les villages situés dans le voisinage immédiat de leurs camps.

Après la défaite du régime de Mobutu en 1996 et l'instauration du contrôle territorial de la partie congolaise des Montagnes de Ruwenzori par l'UPDF en 1997, l'ADF/NALU fut contraint de s'en remettre au soutien de la population locale pour survivre. Une des sources de ce soutien était la population musulmane locale, particulièrement le long de l'axe Erengeti-Beni. Une autre stratégie destinée à renforcer la relation avec la population locale était le recrutement de combattants congolais et les mariages mixtes, qui ont donné aux combattants de l'ADF/NALU une liberté de mouvement et facilité leur accès à la nourriture, aux soins médicaux, aux terres arables, etc. Dans les zones sous leur contrôle, les terres étaient cultivées afin de garantir la sécurité alimentaire des forces et générer quelques revenus sur place. L'ADF/NALU pratiquait également la récolte et la commercialisation du bois et du café, qui étaient souvent exportés illégalement vers l'Ouganda par des réseaux commerciaux locaux. Des sources locales ont également fait état de la culture de « *chanvre* » (une espèce locale de marijuana) dans les Montagnes de Ruwenzori ; ce chanvre était vendu au marché de Watalinga. En outre, le mouvement rebelle génère des recettes à travers les entreprises et boutiques locales à Butembo et Beni et par le prélèvement d'impôts sur les commerçants dans les zones sous son contrôle. Les allégations selon lesquelles les rebelles de l'ADF/NALU étaient impliqués dans l'extraction et la vente des ressources minières (autres que le bois) n'ont pu être confirmées.

Une aide médicale leur était offerte par les partisans congolais travaillant dans les centres de santé locaux, tandis que les impôts perçus sur les commerçants étaient levés avec l'aide de chefs congolais. Bien que cette collaboration laisse penser à une coexistence pacifique entre la population locale et les combattants de l'ADF/NALU, les rescapés des attaques de décembre 2005 ont déclaré qu'un certain nombre de femmes vivant dans les camps rebelles étaient enlevées des villages en RDC ou en Ouganda et contraintes souvent de se marier avec les commandants de l'ADF/NALU. Lorsque les FARDC et MONUC ont attaqué ces camps, nombre de ces femmes et leurs enfants furent abandonnés par les combattants miliciens en fuite et laissés à leur sort.

En outre, les chefs locaux congolais ont essayé de résister aux rebelles ougandais à plusieurs occasions. Une source locale affirme que : « *les relations avec les chefs locaux n'ont pas été harmonieuses faute de la légitimation de pouvoir. Étant détenteur du pouvoir coutumier au niveau local, les chefs se sont vus déposséder de leur pouvoir par les leaders de l'ADF. Les rebelles voulaient également agir comme nouveau seigneur et opérateur économique et ne voulaient plus rendre compte et payer des taxes aux chefs* »¹³². Plusieurs chefs locaux ont été contraints de quitter la région contrôlée par l'ADF/NALU. Les autres chefs locaux ont collaboré.

Si la survie de l'ADF/NALU dans la région de Ruwenzori tenait surtout aux bonnes relations qu'il entretenait avec plusieurs des leaders locaux et avec la population locale, cette situation allait changer radicalement après l'opération conjointe des FARDC et de la MONUC contre les bases rebelles en décembre 2005. L'un des principaux effets de cette opération fut la dispersion des combattants de l'ADF/NALU et la perte de leurs voies de ravitaillement, ce qui les a contraints à changer d'attitude envers les villageois congolais. Depuis la fin 2005, l'on observe un nombre croissant de cas de pillage et de violence commis par des combattants de l'ADF/NALU. Plusieurs informateurs suspectés de la MONUC ont été tués et des civils congolais ont été recrutés de force. L'opération militaire conjointe FARDC-MONUC a également entraîné le déplacement de plus de 40 000 civils congolais, dont beaucoup ont hésité à retourner dans cette zone par crainte de représailles de la part des forces des FARDC. Plusieurs rapports ont confirmé le fait que les troupes des FARDC ont aussi attaqué la

¹³² Entretien par courrier électronique avec un observateur local à Butembo en octobre 2006.

population déplacée ou ont forcé les villageois congolais à travailler pour elles. D'autres civils ont été accusés de collaborer avec le mouvement rebelle ougandais et ont été sévèrement punis. Comme l'a indiqué un observateur local, « depuis les attaques MONUC-FARDC, la vie est devenue invivable suite aux atrocités commises par les rebelles et les FARDC sur la population ».

5.2.4 Analyse de l'importance politique de l'ADF/NALU

Les déclarations récentes venant de sources issues des milieux de renseignements et de l'armée à Kampala qui indiquent que des sections de l'ADF/NALU essaient actuellement de créer de nouvelles dans l'Ouest de l'Ouganda semblent être confirmées par un nombre croissant de confrontations entre des unités de l'ADF/NALU et l'UPDF dans l'Ouest de l'Ouganda. En septembre et octobre 2006, des journaux ougandais ont rapporté que plusieurs rebelles de l'ADF avaient été repérés par l'UPDF. Selon des sources issues de l'UPDF, 22 rebelles ont été tués dans diverses opérations dans les districts de Bundibugyo et Kyenjojo (*The New Vision*, 16 octobre 2006). Un autre indice du regain d'activité de l'ADF se trouve dans l'intensification des contacts, à partir d'octobre 2006, entre l'ADF, l'Armée populaire de la rédemption (People's Redemption Army (PRA)) et l'Armée de résistance du Seigneur (LRA).

Des sources issues des milieux ougandais de la sécurité soutiennent que les leaders de la LRA dans le Parc national de Garamba se sont réunis récemment avec des représentants de l'ADF et de la PRA et ont convenu de former une nouvelle structure fédératrice comprenant plusieurs groupes d'opposition ougandais hostiles au gouvernement ougandais. Cette information aurait été confirmée par un commandant de haut niveau du Mouvement révolutionnaire congolais (MRC), qui a déclaré que les groupes rebelles ougandais sont convenus de fusionner et « opéraient actuellement ensemble dans certaines parties de l'Ituri et avançaient en direction de la frontière » (*New Vision*, 6 octobre 2006). Les liens de plus en plus étroits entre plusieurs mouvements rebelles ougandais transparaissent à travers le projet de proposition de la LRA relative à « un accord de paix global et durable sur la résolution du conflit armé en Ouganda. » Dans ce document, la LRA laissait entendre que l'accord de paix entre la LRA et le gouvernement ougandais devrait prendre en compte les « GA reconnus en Ouganda tels que l'ADF et la PRA en vue de leur intégration dans l'armée nationale¹³³ ».

Toutefois, il serait trompeur de conclure que l'ADF/NALU constitue toujours une sérieuse menace pour la sécurité de la RDC ou de l'Ouganda. Les capacités militaires de ces deux groupes ont été amoindries et se limitent aujourd'hui à de petites opérations sporadiques d'attaques éclair. Leur connaissance précise de l'environnement local leur permet de survivre à l'Ouest des Ruwenzoris. L'opération conjointe FARDC/MONUC menée en décembre 2005 a privé l'ADF de ses bases et de ses voies de ravitaillement traditionnelles. Elle a aussi aliéné les rebelles de la population locale congolaise, qui était de plus en plus frustrée par la présence de cette force rebelle.

Ces faits peuvent permettre d'expliquer les récents changements intervenus dans la stratégie du mouvement. Selon des sources locales, l'offensive de décembre 2005 a provoqué une querelle entre les combattants musulmans et non musulmans au sein de l'alliance ADF/NALU, les derniers étant apparemment peu motivés à reprendre la lutte armée. Depuis décembre 2005, un nombre considérable de combattants du NALU essaient apparemment de se réinstaller à l'Ouest de l'Ouganda. Un autre groupe dirigé par le Commandant Kagwa s'est récemment séparé du reste pour migrer vers les régions de Nyankunde, Tchomia et Marabo dans l'Ituri. L'on pense que ce groupe entretient des contacts étroits avec la LRA et le MRC. D'autres éléments de l'ADF/NALU sont toujours basés dans les Montagnes de Ruwenzori, essayant de survivre malgré une diminution de leurs ressources et du soutien des populations locales.

¹³³ *New Vision*, 6 October 2006.

En somme, l'augmentation récente des confrontations armées entre l'ADF et l'UPDF ne doivent pas être nécessairement interprétées comme la preuve d'un renforcement des capacités militaires de l'ADF. Le mouvement semble s'être fragmenté en petites bandes disparates depuis décembre 2005. Si ces petits groupes peuvent encore causer des perturbations localisées, il est peu probable qu'ils soient capables de poser une sérieuse menace pour la sécurité nationale de l'Ouganda.

5.3 La situation actuelle

Les directions de l'ADF et du NALU sont restées largement indemnes en dépit des opérations menées contre elles et malgré leur relative inactivité. Les objectifs à court terme des mouvements ont changé, passant du renversement du régime de Museveni à l'optimisation des profits économiques. Cependant, ce virage pourrait n'être que temporaire, dépendant du niveau de soutien dont pourrait bénéficier chacun des groupes et des alliances qu'ils peuvent nouer¹³⁴. Pour l'heure, seuls quelques restes du mouvement semblent encore se battre pour atteindre les buts politiques qu'il s'était fixé initialement.

Depuis l'opération « Ratissage des montagnes » (*mountain sweep*), la NALU est le moins actif des deux mouvements et vise surtout le maintien de ses positions en RDC. Les informations en provenance de la région de Beni-Butembo indiquent que nombre des membres du NALU (l'ADF apparemment à un degré moindre) se sont fondus dans les communautés locales. Ceci n'est guère surprenant car les Nande et les Bakanjo sont d'origines ethniques similaires. Pour autant, cela ne signifie pas que la population est entièrement favorable à l'intégration des rebelles ougandais dans leur société.

L'alliance ADF/NALU est fortement impliquée dans l'exploitation et le trafic de diamants et de minéraux, principalement de l'or et du coltan. Des sources locales ont expliqué que l'exploitation illégale des ressources minérales dans la région de Beni-Butembo et dans certaines parties du Sud de l'Ituri est une entreprise conjointe menée par des hommes d'affaires locaux, des anciens leaders du RCD-MLK et des rebelles ougandais¹³⁵. Dans cette entreprise, les hommes d'affaires congolais équipent les rebelles militairement et les dotent des matériels nécessaires pour l'exploitation des minéraux. Ils veillent aussi à ce que les FARDC ferment les yeux sur les agissements des rebelles et, en effet, ceux-ci bénéficient d'une certaine protection de la part des FARDC. Les éléments de l'ADF et du NALU, chacun dans leurs régions respectives, se servent des équipements militaires et d'extraction minière ainsi que du soutien politique et militaire dont ils bénéficient pour occuper des territoires riches en minéraux, souvent dans des régions éloignées abritant des parcs nationaux. L'excavation est assurée par les rebelles eux-mêmes ainsi que par des civils congolais et ougandais. La sécurité des environs immédiats des zones minières est garantie par les rebelles. Les Congolais reçoivent des droits exclusifs sur la commercialisation des minéraux.

5.4 Désarmement et rapatriement

Le 21 janvier 2000, la Loi d'amnistie (*Ugandan Amnesty Act 2000 - AA*) est entrée en vigueur. Dans le cadre de l'AA fut créée la Commission d'amnistie (CA). L'AA offre une amnistie générale à tous les anciens membres de GA qui :

¹³⁴ Il y a des rapports qui indiquent que l'ADF, la NALU et la LRA se sont rencontrées récemment à Nairobi. Si le processus de paix entre la LRA et le gouvernement ougandais devait échouer, ces rencontres pourraient présager d'une future alliance.

¹³⁵ Il faut rappeler que Koen Vlassenroot a déjà écrit que la majorité (60 à 70 %) des forces de l'ADF/NALU est de nationalité congolaise. Ce constat a été confirmé par des sources de la CTC sur le terrain.

Conflict and Transition Consultancies

- se présentent devant une autorité telle qu'un officier de la police ou de l'armée et des autorités locales,
- renoncent et abandonnent toute participation à la guerre ou à la rébellion armée et
- rendent leurs armes.

En vertu de l'AA, les repentis se verront pardonner leur participation aux combats [contre le gouvernement ougandais], leur collaboration avec les GA et les crimes qu'ils auront éventuellement commis, tant que le crime a été commis dans la « poursuite de la guerre ou de la rébellion armée ». Tous les combattants qui abandonnent leur rébellion respective et se présentent devant la CA bénéficient d'un Certificat d'amnistie¹³⁶. Les *repentis* reçoivent également de l'argent, un kit pour le démarrage d'une activité agricole et un soutien social auprès des bureaux de la CA situés à Kasese, à Arua, à Gulu, à Kitgum, à Mbale ou à Kampala. Compte tenu de l'indulgence du gouvernement ougandais vis-à-vis de ses adversaires, les exigences imposées aux membres des GA ougandais pour qu'ils abandonnent leur lutte armée sont peu sévères. Toutefois, en l'absence de pression militaire et compte tenu de leurs intérêts économiques lucratifs, les rebelles ougandais sont très peu motivés à désarmer et à rentrer en Ouganda. La MONUC a réussi à rapatrier seulement quelques douzaines de combattants de l'ADF/NALU ou d'autres combattants¹³⁷. Les combattants qui rentrent dans leur pays étaient souvent ceux qui avaient été recrutés de force en Ouganda. Un porte-parole de l'UPDF a exprimé des doutes quant au fait que nombre des 1 976 *repentis*¹³⁸ de l'ADF étaient effectivement des ex-combattants, même s'il convient de noter que l'AA prévoit des critères généraux pour pouvoir bénéficier du statut de « *reporter* », limitant ainsi l'accès à l'amnistie et à l'aide matérielle promise.

¹³⁶ Bien que d'aucuns diront que l'amnistie générale entraîne l'impunité et qu'il y a donc lieu de s'en inquiéter.

¹³⁷ Bien que nous n'ayons pas eu accès à des statistiques globales, nous avons vu quelques rapports du DDRR au Nord Kivu ainsi que les chiffres figurant dans ces rapports (dans plusieurs de ces rapports, il n'est fait aucune mention de rapatriement vers l'Ouganda, dans d'autres, seuls quelques combattants (20 janvier 2006 : 6 combattants et 4 personnes à charge, 29 janvier-4 février 2006 : 1 personne à charge) ainsi des déclarations de la CA et du personnel de sécurité du Gouvernement ougandais qui indiquent que le nombre de membres de GA rapatriés de RDC en Ouganda est limité.

¹³⁸ La CA appelle les candidats à la réinsertion des « *repentis* » et non, comme au Rwanda, des anciens membres de groupes armés.

6. Activités de désarmement et de rapatriement en RDC

Le présent chapitre présente des observations sur le processus de D&R mené à ce jour, du point de vue des combattants des GA, des ex-combattants qui ont été rapatriés, des communautés d'accueil, des autorités locales et de certaines des personnes impliquées dans l'exécution des activités de D&R. Il fournit, en outre, quelques réflexions sur l'initiative de Sant'Egidio entreprise en 2005 et comporte une section portant sur la perspective d'opérations militaires éventuelles contre les GA étrangers telle que perçue par les ex-combattants et les communautés d'accueil.

6.1 Activité de D&R menée par le gouvernement de la RDC

Le gouvernement de la RDC a brillé, à ce jour, par son absence en ce qui concerne les activités de D&R. Aucune structure gouvernementale ne semble avoir un mandat clair pour mener activement le D&R. C'est seulement de manière sporadique que l'armée a rapatrié ou (tout au moins) arrêté un nombre limité de membres de GA étrangers. Par ailleurs, les FARDC ne disposent pas de procédures ou de systèmes leur permettant d'identifier les combattants des GA étrangers au cours du processus d'intégration militaire, dit *brassage*. Des rapports crédibles font état de ce qu'un nombre considérable de combattants des FDLR ont été intégrés aux FARDC lors du processus de *brassage*. Cette question devrait être traitée à titre prioritaire lors de toutes activités futures de *brassage*.

Le rôle de la CONADER (commission nationale de désarmement, démobilisation et réintégration du gouvernement de la RDC) dans le D&R des GA étrangers n'est pas clairement défini. Certains membres du personnel de la CONADER pensent que leur structure a une mission de D&R tandis que d'autres lui nient tout mandat de ce genre. La CONADER n'a ni reçu de budget ou d'appui politique pour entreprendre des activités de D&R, ni élaboré d'initiative quelconque de D&R¹³⁹. Si les CSE n'ont pas droit aux avantages accordés dans le cadre du programme national de désarmement, de démobilisation et de réintégration (PNDDR), et que la CONADER a mis en place des mécanismes pour identifier les étrangers, les voies d'orientation vers les acteurs chargés du D&R des GA étrangers n'étaient pas définies de manière uniforme. Dans certains cas, la MONUC s'est chargée des CSE quand ceux-ci ont été identifiés au cours du processus d'identification tandis que dans d'autres cas, ils ont été remis aux mains des FARDC. Des mécanismes d'identification systématiques ne semblent pas cependant exister. Les décisions concernant les dispositions à prendre à l'égard des CSE qui désirent participer au PNDDR sont, en apparence, prises au gré des circonstances, quand ces personnes sont identifiées.

Ce manque de clarté dénote l'existence d'un vide en matière de D&R au plan politique et institutionnel au sein du gouvernement de la RDC en dépit des engagements pris par le gouvernement de la RDC de démanteler et de rapatrier les GA étrangers. Le premier de ces engagements a été pris dans le cadre de l'accord de cessez-le-feu de Lusaka, conclu en 1999. Par la suite, le gouvernement de la RDC et le gouvernement rwandais ont signé l'accord bilatéral de Pretoria, en juillet 2002. Dans le cadre de cet accord, le gouvernement rwandais devait retirer son armée de la RDC dans un délai de quatre-vingt dix jours quand le gouvernement de la RDC s'engageait, lui, à « traquer et rapatrier » les GA étrangers rwandais dans le même délai (avec l'appui de la MONUC, du gouvernement rwandais et de l'équipe militaire conjointe de vérification). Le gouvernement rwandais a respecté ses engagements alors que le gouvernement de la RDC n'a pas fait de grands progrès dans le D&R des membres des FDLR. Rétrospectivement, les engagements pris par le gouvernement de la RDC étaient irréalistes. La plupart des acteurs entretenaient des rapports difficiles (MONUC-Rwanda, gouvernement de la RDC-

¹³⁹ Entretien avec le représentant de la CONADER à Bukavu.

Conflict and Transition Consultancies

gouvernement rwandais, FAC-FDR) et le gouvernement de la RDC ne contrôlait pas, à l'époque, les zones à l'Est de la RDC où se trouvaient la plupart des combattants des FDLR.

Globalement, lors de la période de transition, de 2003 à 2006, le D&R n'était simplement pas, visiblement, une priorité pour le gouvernement de la RDC. Le gouvernement de transition de la RDC avait à gérer de graves divisions politiques internes, nombre de problèmes de sécurité intérieure, la préparation des élections, etc. En outre, le gouvernement de la RDC ne disposait pas des capacités institutionnelles nécessaires, et certains commandants militaires et autorités locales collaboraient activement avec les GA étrangers¹⁴⁰. En conséquence, le gouvernement de la RDC a, en grande partie, laissé le D&R aux mains de la MONUC et des acteurs locaux.

Avant la transition, l'administration rebelle du RCD a joué un rôle un peu plus actif en matière de D&R, notamment dans la province du Nord Kivu. Le gouvernorat du Nord Kivu et une ONG locale (*Tous pour la Paix et le Développement*) ont coopéré avec les communautés locales afin de sensibiliser et rapatrier les combattants des FDLR (et au départ, de l'ALIR). Le fait que nombre des combattants hutus congolais et la population civile aient soutenu les rebelles du RCD, soit en tant que membres de l'ANC ou comme forces de défense locales, a été d'une importance particulière, dans la mesure où ils avaient collaboré étroitement avec l'ALIR de 1994 à 1997. Ce faisant, ils connaissaient personnellement les réfugiés des FDLR et les réfugiés rwandais et étaient bien placés pour les approcher. En étroite collaboration avec l'APR/FDR, *Tous pour la Paix et le Développement* et le gouvernorat du Nord Kivu ont aidé au rapatriement de plusieurs centaines de combattants, y compris plusieurs chefs des FDLR et de l'ALIR, et leurs personnes à charge entre 1998 et 2002.

L'administration rebelle dans les autres provinces de l'Est a été moins active sur ce front. Dans la province du Sud Kivu, ce n'est que pendant le court mandat du Gouverneur Xavier Chirabanya, au deuxième semestre 2003, que la province a eu une politique active de D&R. Celle-ci commençait à peine à produire des résultats, quand le gouverneur nommé par le RCD a été confronté à des problèmes politiques et été remplacé par décret présidentiel. Dans les régions de Maniema et de Beni-Butembo, l'on n'a pas enregistré d'appui actif aux activités de D&R de la part des autorités locales.

6.2 Activités de D&R menées par la MONUC/Nations Unies

À la fin de l'année 2007, la Mission des Nations unies au Congo (MONUC¹⁴¹) a indiqué avoir aidé à rapatrier au Rwanda 4 834 combattants et 4 559 personnes à charge¹⁴² à partir des provinces du Nord et du Sud Kivu en RDC. La MONUC a assuré le rapatriement de la majorité¹⁴³ de ces hommes, femmes et enfants et les a remis aux mains du gouvernement rwandais. Les activités de rapatriement ont, à ce jour, permis d'affaiblir les groupes rebelles, en particulier les FDLR. Récemment, la MONUC a également réussi à rapatrier un certain nombre de hauts commandants des FDLR¹⁴⁴.

¹⁴⁰ Les détails sur ces relations et leurs conséquences ont été décrits aux chapitres précédents (chapitres 2.3.2 et 5.3). Le dernier chapitre du supplément de rapport donne de plus amples détails sur ce sujet.

¹⁴¹ Pour avoir des détails sur la MONUC, veuillez consulter la Résolution à l'adresse www.un.org. La Résolution 1649 (adoptée le 21 décembre 2005) est d'un intérêt particulier.

¹⁴² D&R de la MONUC citée dans le Plan d'action humanitaire pour 2007 (lien : [http://ochadms.unog.ch/quickplace/cap/main.nsf/h_Index/2007_DRC_ActionPlan_ENG/\\$FILE/2007_DRC_ActionPlan_ENG_SCREEN.pdf?OpenElement](http://ochadms.unog.ch/quickplace/cap/main.nsf/h_Index/2007_DRC_ActionPlan_ENG/$FILE/2007_DRC_ActionPlan_ENG_SCREEN.pdf?OpenElement)).

¹⁴³ Il semble n'y avoir aucune estimation du pourcentage de ces personnes qui ont été rapatriées par la MONUC. Toutefois, CTC pense que la MONUC en a rapatrié la majorité.

¹⁴⁴ Les premiers cas de rapatriements de commandants supérieurs ont été, en général, facilités par d'autres parties telles que les FDR/APR et le gouvernorat du Nord Kivu, conjointement avec l'ONG locale « Tous pour la Paix et le Développement ».

Toutefois, le D&R n'a pu, à ce jour, démanteler les GA étrangers présents dans la partie Est de la RDC. Plusieurs GA étrangers continuent d'opérer ci et là, dans les provinces du Kivu, commettant des violations graves des droits de l'homme sur la population civile locale, sapant l'autorité de l'État congolais et planifiant ou lançant des attaques contre leurs pays d'origine respectifs. Il n'est donc pas surprenant qu'une proportion considérable de combattants, de responsables et de parties prenantes congolais, rwandais, burundais et ougandais interrogés par CTC aient manifesté leur frustration face au manque relatif de progrès dans les activités de D&R menées à ce jour¹⁴⁵.

En effet, un certain nombre de Kivutiens interrogés ont exprimé des doutes concernant l'engagement de la MONUC à mener à terme le D&R des GA étrangers en RDC. Un habitant de Mwenga a, par exemple, déclaré que : « *le personnel de la MONUC n'entend pas régler le problème du D&R dans la mesure où cela mettrait un terme à la justification de leur présence en RDC et les personnes qui travaillent pour la MONUC cesseraient de recevoir les salaires confortables qu'ils gagnent* ». D'autres personnes interrogées ont cité des possibilités précises de D&R qui n'ont apparemment pas été exploitées de manière optimale. Un habitant de Bunyakiri a expliqué que, en 2004, « *plusieurs douzaines « d'Interahamwe » voulaient être rapatriés de Bitale et, en dépit du fait que la MONUC y passait presque chaque jour, ces gens n'ont été rapatriés qu'après plusieurs mois d'attente. Entre-temps, beaucoup d'entre eux étaient retournés dans le maquis vu qu'ils ne pouvaient pas rester oisifs à Bitale sans personne pour s'occuper d'eux* ». À Fizi, une des personnes interrogées a demandé : « *comment la MONUC pense-t-elle mettre un terme à la présence de ces Rwandais quand ils boivent la bière ensemble ?* » Les autorités gouvernementales de la RDC, du Rwanda et de l'Ouganda ont, en privé, fait part de leur frustration concernant l'efficacité du processus de D&R à ce jour.

Plusieurs ex-combattants des FDLR rapatriés, ainsi que des membres des communautés congolaises et des personnes à la charge des combattants des FDLR en RDC, ont cité le manque de collaboration entre la MONUC et le HCR comme obstacle au D&R. Ils ont expliqué que les transfuges potentiels préfèrent souvent envoyer leurs proches en avant, mais que ceux-ci rencontrent régulièrement des difficultés quant à leur statut. Ils sont des civils, mais également des personnes dépendant de combattants. D'un côté, ils semblent avoir beaucoup de peine à convaincre la MONUC qu'ils sont apparentés à des combattants des GA tandis que de l'autre, ils soutiennent que le HCR refuse fréquemment de leur reconnaître le statut de réfugiés civils du fait de leur lien avec les combattants. Le gouvernement de la RDC, la MONUC, le HCR et les différents gouvernements bénéficiaires devraient harmoniser leurs initiatives et procédures en la matière pour mener plus efficacement le processus de D&R¹⁴⁶.

Une autre préoccupation courante était que la MONUC a mis en place très peu de centres de regroupement et de transit pour les candidats au rapatriement. Par ailleurs, les (ex-)combattants font valoir que ces centres de transit sont d'accès difficile dans la mesure où ils sont situés à proximité de grandes villes et sont souvent « protégés » par la police militaire et des agents de sécurité des FDLR (à Nyabiondo, par exemple). Ce problème pourrait être surmonté si la MONUC acceptait de transporter tout combattant rencontré dans la « brousse » et qui désire être rapatrié. Toutefois, les (ex-)combattants interrogés ont indiqué que les équipes de terrain de la MONUC refusent, en général, de prendre les personnes désirant faire défection à bord de leurs véhicules ou avions quand ils sont en mission dans le territoire des FDLR¹⁴⁷. Cela décourage les candidats au rapatriement individuel qui

¹⁴⁵ CTC n'a pas été à même de déterminer si la MONUC a entrepris une évaluation de ses activités de DDRRR à ce jour. Une telle évaluation n'est certainement pas disponible au grand public. Les informations sur le budget affecté par la MONUC aux activités de DDRRR ne sont pas également facilement disponibles. Si l'on considère le caractère central du DDRRR dans le mandat de la MONUC et si l'on intègre un pourcentage des coûts des déploiements militaires de la MONUC dans les provinces de Kivu à ce calcul, les coûts estimatifs des activités de DDRRR de la MONUC à ce jour dépasseront aisément plusieurs centaines de millions de dollars.

¹⁴⁶ Il faut noter à cet égard que la RDRC apporte un appui à la réinsertion tant aux combattants de retour qu'à leurs personnes à charge.

¹⁴⁷ CTC a connaissance des réglementations UNDKPO qui interdisent au personnel de la MONUC de transporter des « nationaux » à bord de leurs véhicules. Toutefois, l'on pourrait imaginer des solutions de compromis. Une mission qui a, par

Conflict and Transition Consultancies

aimeraient partir d'approcher la MONUC de peur de subir des représailles de la part des structures de sécurité des FDLR dès qu'ils parlent avec le personnel de la MONUC. Certains ex-combattants ont indiqué que des combattants des FDLR ont été tués par la police militaire des FDLR après avoir parlé avec la MONUC.

Le rapatriement sur « rendez-vous » est une tactique de rechange utilisée par la MONUC. Cette stratégie marche parfois, mais est risquée pour les combattants, à moins que le rendez-vous ne soit convenu à l'insu des agents de sécurité des FDLR (par téléphone, par exemple). L'utilisation du téléphone est la seule solution pour les combattants ou les personnalités politiques des FDLR les plus aisés et souvent de haut niveau. Ce « rapatriement sur rendez-vous » peut se faire en tout lieu accessible par automobile ou par hélicoptère où les FDLR n'ont pas la capacité militaire d'empêcher la MONUC d'emmenner les candidats au rapatriement ; cette formule a déjà permis de faciliter le rapatriement de plusieurs commandants. Toutefois, certains des commandants se sont plaints du manque de ponctualité des agents de la MONUC, ce qui peut avoir des conséquences dramatiques.

Plusieurs (ex-)combattants ont exprimé des inquiétudes concernant la fraternisation qu'ils perçoivent entre certains agents de la MONUC et les dirigeants locaux des FDLR. Des préoccupations ont été notées, en particulier, par rapport au centre de transit de Nyabiondo à Masisi, dans la Province du Nord Kivu, où Big Patrick, le frère du commandant militaire général, le Général Mudacumura, a été à plusieurs reprises vu, rendant visite au bataillon de la MONUC déployé dans cette localité (« *Patrick est un grand ami de l'In-Bat [bataillon indien de la MONUC]* »). Les ex-membres de GA rapatriés récemment au Rwanda ont témoigné que les candidats des FDLR au rapatriement dans le Nord Kivu s'efforcent d'éviter ce site parce qu'ils craignent qu'il soit infiltré par les agents de sécurité des FDLR aux ordres de Big Patrick. Ceux qui désirent partir et qui disposent d'un téléphone préfèrent appeler des contacts (agents de D&R congolais de la MONUC) à Goma. Un des officiers rapatriés dans le CD de Mutobo, qui avait été rapatrié via Nyabiondo (aidé par un agent de D&R congolais de la MONUC) nous a confié que « *Le bataillon indien n'avait pas connaissance de ce que je faisais à Nyabiondo, sinon il en aurait certainement informé « Big Patrick », le frère de Mudacumura* ».

Des sentiments analogues ont été enregistrés dans les rangs des (ex-)combattants des FDLR et des civils congolais dans la zone de Fizi, dans la province du Sud Kivu. Ces populations ont indiqué que bien que la MONUC envoie régulièrement des équipes sur le territoire sous le contrôle des FDLR et que ces équipes passent leur temps à se réunir avec les responsables des FDLR, la MONUC rapatrie rarement les combattants des FDLR de cette zone. Un ressortissant de Fizi a déclaré que « *la MONUC et les membres des FDLR passent beaucoup de temps ensemble, mais au lieu de rapatrier ces gens-là, ils boivent et rigolent plutôt ensemble* ». Cela crée des doutes chez les combattants des FDLR et les civils congolais sur l'engagement de la MONUC à mener activement le D&R dans cette zone. Plusieurs responsables de la MONUC ont confirmé que le rapatriement ne constitue pas un sujet de discussion habituel des missions de la MONUC dans le territoire de Fizi¹⁴⁸.

Un fait frappant à cet égard est le scepticisme exprimé par plusieurs agents de la MONUC concernant les possibilités de réaliser des progrès plus significatifs dans le cadre du D&R en utilisant l'approche actuelle de D&R « volontaire » en l'absence d'une pression militaire plus accrue. Ces agents se sont également plaints du manque de coopération au niveau interne entre les différentes sections de la MONUC appuyant les activités de D&R (comme, par exemple, la cellule de DDRRR, le Service d'information publique et la section militaire). De leur point de vue, par exemple, certains supports de sensibilisation utilisés par la MONUC ne répondent pas aux besoins des FDLR et certains supports

exemple, une chance raisonnable de rencontrer des GA étrangers devrait se déplacer avec un véhicule additionnel aux fins de transporter les candidats au rapatriement. Une autre possibilité pourrait être de toujours avoir des véhicules et/ou un hélicoptère en attente pour récupérer les membres des GA qui indiquent qu'ils désirent être rapatriés.

¹⁴⁸ Voir également le rapport complémentaire.

Conflict and Transition Consultancies

(voir la section du présent rapport sur la communication & sensibilisation) n'ont pas été efficacement exploités.

La MONUC a parfois manqué de souplesse pour s'adapter aux différences locales. La plupart des combattants des GA rwandais ont été rapatriés de la province du Nord Kivu, tout au moins, en partie, suite à la pression militaire exercée sur les FDLR par les FARDC. Dans la province du Sud Kivu, en particulier dans les régions comme Fizi, Mwenga et Shabunda, cette pression militaire a fait défaut, mais la MONUC n'a pas élaboré de stratégies de rechange pour exercer une pression sur les FDLR.

L'exploitation des connaissances locales et la collaboration avec les communautés pour faire avancer le processus semblent être une autre faiblesse. Un membre du personnel d'une ONG locale de Walungu a indiqué : « À plusieurs occasions, nous avons proposé de l'aide et des informations, mais ils [la MONUC] les ont toujours déclinées et n'ont jamais agi sur la base de ces informations. Apparemment, ils préfèrent travailler seuls. Mais ils ne le peuvent pas parce que la situation est très compliquée sur notre territoire. Les rares fois qu'ils ont collaboré avec une personne locale, ils ont toujours opté pour quelqu'un qui a des intérêts personnels et donc cela ne produit jamais de résultats. Peut-être que notre organisation en sait trop pour la MONUC ? »¹⁴⁹

Les personnes interrogées par CTC dans plusieurs communautés d'accueil des GA étrangers disposaient à peine d'informations (quand elles en avaient, celles-ci étaient fausses ou biaisées) sur la MONUC, et elles n'étaient de toute évidence pas impliquées dans les activités de D&R. Nous voyons la MONUC comme « beaucoup de gens riches dans des véhicules blancs qui ne nous adressent pas la parole, ne nous aident pas et qui nourrissent plutôt les Interahamwe », a dit un chef coutumier en novembre 2006 à l'enquêteur de CTC à Bunyakiri. Au Nord Kivu, ce phénomène a été en partie compensé par la création d'un réseau de collaborateurs locaux qui rendent compte au DDRRR de la MONUC. Au Sud Kivu, il existait par le passé un tel réseau, mais il a été démantelé.

Les opérations militaires conduites par la MONUC (à Walungu, par exemple) ou auxquelles la MONUC a participé (comme par exemple à Bunyakiri) n'ont pas débouché sur le D&R d'un nombre important de combattants. Toutefois, aucune évaluation de ces opérations n'était disponible. Il importerait de combler cette défaillance, vu que les leçons tirées de ces opérations pourraient être utiles pour d'autres opérations, qu'elles soient conduites par la MONUC ou par d'autres parties. Le fait que ces opérations n'aient pas réussi à améliorer la sécurité des populations locales ou été couronnées de succès en ce qui concerne le D&R¹⁵⁰ ne signifie pas que la force militaire est forcément inefficace. Il n'y a guère de doute sur la nécessité d'une amélioration de la situation et il est essentiel qu'une pression militaire, politique et économique soit exercée sur les autres membres restants des FDLR jusqu'à ce qu'ils acceptent le D&R. Il est peu probable que les FDLR, l'ADF/NALU et les FNL

¹⁴⁹ Dans le rapport complémentaire, les enquêteurs de la plateforme des ONG de Bunyakiri (PADEBU) disent ceci : « Sa stratégie [la MONUC] vis-à-vis du rapatriement consiste à utiliser des individus en lieu et place des organisations locales capables d'influer et de rendre actif et participatif le processus DDRRR lui-même. Mais, au contraire, tout conseil ou suggestion étaient considérés comme une attaque et provoquait une attitude défensive. À chaque instant, une réponse ou réaction vigoureuse y était réservée. Cela n'a pas pu « pragmatiser » le travail de DDRRR. Le gros du personnel MONUC impliqué dans le DDRRR passait son temps à sillonner la ville. Le personnel du DDRRR était souvent incapable d'arriver dans les zones d'interventions des humanitaires. Cette attitude frisait une contradiction flagrante vis-à-vis de leur mission aux yeux de presque toute la population à Bukavu comme à l'intérieur de la province. À Bukavu, elle ne recevait que des informations à travers les acteurs volontaires de terrain, mais sans pour autant s'y rendre pour une sensibilisation et/ou rapatriement efficace ».

¹⁵⁰ Bien que nous n'ayons pas vu le plan opérationnel ou les objectifs des missions, nous pensons que les opérations ont échoué. Les récits relatés par les témoins oculaires interrogés par CTC montrent que la MONUC et les FARDC ont échoué à désarmer et à rapatrier un nombre significatif de combattants. Par ailleurs, la population civile locale n'était pas protégée contre les repréailles des FDLR pour leur « collaboration » présumée. En conséquence, même si l'objectif n'était pas de rapatrier, mais de protéger la population, la mission a tout de même échoué. [Pour des renseignements complémentaires, prière consulter le rapport complémentaire.]

désarmement et soient rapatriés tant qu'ils penseront qu'il existe d'autres options et qu'ils peuvent se maintenir.

Pour résumer, les activités de D&R de la MONUC sont vues d'un œil critique par les (ex-)combattants et les communautés locales. Diverses personnes interrogées ont fait des suggestions constructives en vue d'une amélioration. Il ressort clairement de cette étude que l'opération de D&R tirerait parti d'une meilleure collaboration avec les autorités locales, d'une meilleure couverture du terrain, d'une plus grande flexibilité et de l'évaluation aussi bien des opérations spécifiques que de l'approche globale. La relation entre les unités concernées de la MONUC et les FDLR méritent également attention.

6.3 Activités de D&R menées par d'autres organisations

En dehors de la MONUC et du gouvernement de la RDC, plusieurs autres structures sont ou ont été impliquées dans le rapatriement des CSE en RDC. Les plus importantes de ces opérations sont brièvement présentées ci-dessous.

TPVM

Le Mécanisme de vérification par les tiers est une structure conjointe de la MONUC et du gouvernement sud-africain, qui a été surtout active en 2003. Le TPVM a été institué comme mécanisme de surveillance de la mise en œuvre de l'Accord de Pretoria conclu en juillet 2002. Le gouvernement sud-africain et la MONUC, qui ont coprésidé ce mécanisme, avaient des vues divergentes sur le mandat du TPVM. En dehors du suivi de l'Accord de Pretoria, les Sud-africains ont utilisé le TPVM pour mettre en place leurs propres activités de D&R dans l'Est de la RDC. Ils avaient un certain nombre de représentants qui créaient des réseaux en RDC en vue de rapatrier les combattants des FDLR. Bien que disposant de peu de ressources, les Sud-africains ont travaillé en étroite collaboration avec les acteurs locaux et ont également bénéficié de l'accès aux ressources de renseignements du gouvernement rwandais. La composante sud-africaine du TPVM a réussi à rapatrier environ 400 combattants des FDLR entre janvier 2003 et février 2004.¹⁵¹

L'Union africaine

L'Union africaine (UA) a, à plusieurs occasions, élaboré des plans pour appuyer les activités de D&R de la MONUC par la mise à disposition d'une force militaire. Cela n'a cependant pas donné jusqu'à présent des résultats probants sur le terrain. La RDRC a indiqué que l'intérêt manifesté de l'UA (en particulier les déclarations faites en 2004 et en 2005 sur une intervention militaire possible de l'UA pour traquer les FDLR) a conduit à une augmentation du nombre de personnes rapatriées. Des sources au sein des FDLR ont expliqué qu'au moins une mission d'évaluation militaire de l'UA qui a été dépêchée pour planifier une intervention militaire éventuelle a envoyé des messages d'intimidation aux FDLR ; l'on a, par exemple, indiqué que la mission viendrait avec un armement et des équipements sophistiqués pour bloquer toutes les communications sur le territoire des FDLR. Rien que la menace d'une intervention militaire ferme a suffi à convaincre certains combattants FDLR de se faire rapatrier. Un ancien officier des FDLR a déclaré qu'ils « craignaient d'être traqués et tués comme cela est arrivé à Jonas Savimbi en Angola » car « il y avait beaucoup de Sud-africains dans la mission de l'UA ». Ceci autorise à penser que l'UA pourrait jouer un rôle utile dans la résolution du problème des GA étrangers en RDC, si la volonté politique est réelle et si des moyens sont mis en œuvre pour le déploiement d'une force africaine réduite capable de monter des opérations de D&R forcé à l'Est de la RDC¹⁵².

Les Mayi-mayi

¹⁵¹ La MONUC inclut ces combattants dans les statistiques indiquant les retours qu'elle a facilités.

¹⁵² L'UA a planifié des opérations militaires coercitives de l'UA et l'on pourrait ainsi s'attendre à ce qu'elle essaie de forcer les rebelles à déposer les armes.

Conflict and Transition Consultancies

Au début de la transition en 2003, la plupart des factions Mayi-mayi comptaient de nombreux Rwandais dans leurs rangs. Il s'agit pour l'essentiel de recrues issues des colonies de réfugiés qui ont aidé à protéger les communautés auxquelles ils appartenaient en rejoignant les Mayi-Mayi. Les processus d'unification politique et d'intégration militaire auxquels ont pris part la plupart des groupes Mayi-mayi ont nécessité l'exclusion des étrangers de leurs rangs. Même si toutes les unités Mayi-mayi ne sont pas séparées des Rwandais qu'elles comptaient en leur sein, en 2003 et en 2004, l'on a assisté à une nette augmentation des rapatriements. L'on peut en revanche en conclure qu'une proportion considérable des CSE rapatriés était constituée « d'éléments Mayi-Mayi rwandais » plutôt que des FDLR.

Initiatives de la société civile

Sur tout le territoire des provinces du Kivu, un certain nombre d'organisations de la société civile congolaises se sont impliquées dans différents aspects de l'opération de D&R. Certaines ont à la fois la capacité et le désir de contribuer au D&R des CSE. Des ONG locales et des groupes religieux, ainsi que des individus (par exemple, des chefs locaux, d'anciens Mayi-Mayi ou des hommes d'affaires) dans des provinces comme Bunyakiri, Walungu, Mwenga et Walikale, ont joué un rôle important dans la sensibilisation des combattants dans leurs différentes zones d'origine, aidant à les convaincre de se présenter à la MONUC en vue d'être rapatriés. En outre, les organisations de la société civile contribuent occasionnellement à trouver des arrangements entre les FDLR et les communautés congolaises afin de réduire les violences. Certaines de ces organisations prétendent également avoir essayé de mener des actions de lobbying et fourni des conseils à la MONUC sur les particularités et les opportunités qui existent au niveau local, bien qu'elles aient indiqué que leurs efforts n'étaient pas souvent couronnés de succès. À l'exception du Life & Peace Institute, les ONG internationales ont été jusqu'à présent peu associées au processus de D&R.

Le gouvernement rwandais : RPA/RDF

Lorsque l'APR (*en anglais, RPA*) (ou les FDR, *en anglais RDF*) était encore présente en RDC, elle exerçait une pression constante sur l'ALIR (les FDLR furent créées après leur retrait). Les opérations de l'APR ont affaibli, mais n'ont pas détruit le mouvement. Il n'en demeure pas moins que les opérations de l'APR ont été le principal facteur ayant entraîné la réduction de la force de l'ALIR, qui est passé peut-être de plus de 40 000 à la fin des années 90 à un effectif compris entre 12 000 et 15 000 hommes au moment du départ de l'APR en 2002. À plusieurs occasions, l'APR a réussi à faire un nombre considérable de prisonniers. C'est principalement la pression militaire constante qui a eu le plus d'impact car il a créé un sentiment de désarroi aussi bien que des pertes chez les combattants de l'ALIR et dans ses structures à cause de la lassitude de la guerre, de la faim, des victimes, du manque de soins médicaux et de la perturbation des chaînes d'approvisionnement. La structure de commandement et de contrôle des FDLR est cependant sortie relativement intacte de cette période. Avec le recul, un officier supérieur de l'APR a indiqué que les FDR auraient dû, à l'époque, concentrer davantage leurs efforts sur la destruction de la structure de commandement et de contrôle des FDLR.

Depuis son retrait de la RDC en octobre 2002, l'APR/FDR a continué de recueillir des renseignements sur les FDLR. Les FDR utilisent ces informations pour contrôler la menace militaire contre le Rwanda et aussi pour convaincre les leaders de premier plan et influents des FDLR de rentrer dans leur pays d'origine. Depuis l'installation de réseaux de téléphonie mobile dans nombre de zones éloignées du Kivu, le personnel de renseignements des FDR, ainsi que les anciens membres des GA qui sont rentrés au Rwanda, maintiennent un réseau de contacts avec les combattants des FDLR et essaient de les convaincre de rentrer. L'action de sensibilisation des FDR a donné des résultats importants, notamment le rapatriement du chef militaire des FDLR, le Général Paul Rwarakabije et son adjoint Jérôme Ngendahimana (alias Akim) en novembre 2003. Avec le temps, les efforts déployés par les FDR ont conduit au rapatriement de plusieurs colonels et autres commandants supérieurs. Souvent, les combattants des FDLR sensibilisés par le FDR retournent avec l'aide logistique de la MONUC.

Conflict and Transition Consultancies

Une autre stratégie employée par le gouvernement rwandais pour influencer positivement l'opération de D&R consiste à nommer plusieurs anciens membres des GA à des fonctions militaires ou politiques de haut niveau. Les propagandistes des FDLR essaient de minimiser ce fait soit en affirmant que les anciens agents des GA nommés à des postes sont des traîtres ou en niant complètement la réalité de ces nominations, mais grâce aux contacts avec les parents et les amis vivant au Rwanda, beaucoup des membres des GA savent que certains de leurs anciens camarades ont en effet obtenu des fonctions importantes dans l'administration rwandaise. Ceci aide à semer le doute, plus particulièrement parmi les combattants des FDLR et leurs personnes à charge qui sont moins convaincus par l'idéologie des FDLR et ceux qui n'ont pas été mêlés au génocide de 1994.

La Commission de démobilisation et de réintégration du Rwanda (RDRC) est chargée en premier lieu de la réintégration des ex-combattants et des civils rapatriés. La Commission est cependant impliquée dans les activités de sensibilisation transfrontalière et elle participe aussi à la préparation de l'émission de D&R de Radio Rwanda « *Isangye mu Banyu* ». Il est probable que la participation de la RDRC, notamment dans la sensibilisation des CSE en RDC soit renforcée.

Les civils venant des pays d'origine

Les civils rwandais vivant au Rwanda rendent visite à leurs parents dans le maquis congolais, essayant parfois de les convaincre de rentrer au pays. Bien que ces visites soient observées avec suspicion par les services de sécurité des FDLR, elles ne peuvent être totalement interdites. Ces civils, qui agissent habituellement de leur propre initiative, ont joué un rôle dans le rapatriement de nombreux ex-combattants¹⁵³, qu'ils soient rapatriés (officiellement) par la MONUC ou autrement. Les combattants des FDLR en RDC manquent souvent d'informations fiables sur le Rwanda et les seules personnes pouvant les convaincre que la propagande des FDLR est sans fondement sont les parents et amis en qui ils ont confiance¹⁵⁴.

Le bureau de la Commission d'amnistie de l'Ouganda à Beni

La Commission d'amnistie (CA) de l'Ouganda a ouvert un bureau dans la ville de Beni au Nord de la province du Nord Kivu. Le rôle de ce bureau est de sensibiliser les combattants de l'ADF et de la NALU basés dans la région du Grand Nord et au Sud de l'Ituri et faciliter leur rapatriement. Ce bureau collabore étroitement avec la MONUC, mais à ce jour, ses efforts n'ont donné que des résultats limités. L'ADF/NALU est probablement trop à son aise du point de vue de sa sécurité et au plan économique pour qu'elle soit susceptible de se soumettre au processus de D&R dans le contexte actuel. Les statistiques sur le D&R au Nord Kivu établies par la MONUC font état de rapatriements au compte-gouttes, au mieux, de retour d'une poignée de rebelles ougandais chaque mois. La CA et l'UPDF ont exprimé leurs préoccupations concernant le statut de combattant de certains de ces membres des GA rapatriés. Néanmoins, la seule présence d'une institution gouvernementale ougandaise dans les provinces du Kivu est un signe de progrès dans la coopération régionale.

6.4 La Déclaration de Rome

La communauté Sant'Egidio de l'église catholique romaine a facilité une rencontre entre le gouvernement de la RDC et la direction des FDLR à Rome en mars 2005. Cette initiative a abouti à la signature d'une déclaration par les FDLR¹⁵⁵. Dans cette déclaration, la direction des FDLR s'engageait

¹⁵³ Entretien avec des combattants des groupes armés qui sont retournés au CD de Mutobo et avec le personnel de la RRDC.

¹⁵⁴ C'était également une des constatations d'une étude récente sur les activités de communication et de sensibilisation menées par le PPDR et la RRDC. Une des conclusions de cette étude est que le potentiel qu'offrent ces agents de sensibilisation civils originaires du pays d'origine est sous-exploité et devrait être renforcé.

¹⁵⁵ À la présentation de la Déclaration de Rome, étaient présents des observateurs des pays donateurs, de l'UE et des Nations unies.

en faveur d'un retour volontaire de l'ensemble des FDLR dans un délai des trois mois. Cependant, jusqu'à présent, le processus initié par la rencontre de Sant'Egidio n'a pas conduit à un rapatriement durable. La principale raison de l'échec de l'initiative de Rome tient à l'absence de volonté politique des responsables des FDLR. Les officiers des FDLR récemment rapatriés qui ont été interrogés dans le cadre de cette étude ont indiqué que la direction politique des FDLR n'a jamais eu l'intention de mettre en œuvre la Déclaration de Rome. Pour au moins une partie de la direction, le processus de Rome était « *avant tout une occasion de retarder le déploiement redouté des forces de l'UA à l'Est de la RDC* », a déclaré un colonel dans le CD de Mutobo. D'après leurs calculs, s'ils faisaient semblant d'être disposés à être rapatriés volontairement, la communauté internationale retarderait le déploiement d'une force de l'UA en RDC. Malheureusement, le leurre a mieux réussi que ne l'espéraient les FDLR, d'autant la possibilité d'une intervention de l'UA semble avoir été oubliée et apparaît peu probable à court terme, l'UA étant engagée au Darfour et en Somalie.

Malgré l'attitude négative d'une bonne partie des dirigeants des FDLR, l'initiative de Sant'Egidio a eu des retombées bénéfiques. Plus de cent des combattants FDLR ont été rapatriés suite à la Déclaration de Rome. Il s'agit notamment du Général Séraphin Bizimungu (alias Mahoro ou Amani) et même d'autres personnes à charge. Deuxièmement, la Déclaration de Rome a brièvement ouvert une fenêtre de discussion sur le rapatriement au sein des FDLR. Cette question était par le passé, et est encore aujourd'hui, un sujet tabou, mais cette ouverture de courte durée a aidé les combattants des FDLR et les personnes à leur charge à mieux jauger les attitudes des autres individus et dirigeants vis-à-vis du rapatriement¹⁵⁶. Par conséquent, la Déclaration de Rome a entraîné des fissures au sein des FDLR et il y a encore de nombreux éléments au sein des FDLR qui souhaiteraient la mise en œuvre de l'initiative de Rome. Bon nombre de combattants attendent la prochaine possibilité de rapatriement organisé.

6.5 Possibilités d'interventions militaires

CTC a également collecté des informations sur les points de vue des combattants et des populations locales concernant l'utilité d'une pression militaire contre les FDLR. En particulier, les chercheurs de CTC ont évalué les avis exprimés sur trois situations différentes¹⁵⁷:

- *Walungu* : une zone où la MONUC a mené des opérations militaires contre les FDLR ;
- *Bunyakiri* : une zone où les FARDC ont mené des opérations militaires contre les FDLR ;
- *les plaines de Ruzizi* : une zone où aucune opération militaire n'a eu lieu.

Paradoxalement, nos chercheurs ont constaté que l'environnement pour un D&R forcé est le plus favorable dans les Plaines de Ruzizi où aucune opération militaire n'a été menée jusqu'ici. Ceci est dû en partie au fait que les Plaines de Ruzizi se situent à la frontière avec le Rwanda. Les membres des FDLR ont ainsi un accès facile aux informations en provenance du Rwanda et il serait aussi plus aisé d'échapper aux mécanismes de contrôle mis en place par les responsables des FDLR. En outre, la coopération transfrontalière dans le cadre d'une telle initiative permettrait aux FARDC ou à la MONUC de repousser assez facilement les éléments FDLR directement vers la frontière et au gouvernement rwandais et au gouvernement burundais de couper les chemins d'évasion.

Selon des responsables militaires de la MONUC, l'objectif principal des opérations de Walungu et de Bunyakiri était de réduire les violations des droits de l'homme commises par les FDLR dans ce

¹⁵⁶ De nombreux membres des FDLR ont célébré ouvertement la signature de la Déclaration de Rome. Selon des sources locales à Bunyakiri, les FDLR ont acheté toute la bière qui était disponible dans le territoire et ont fêté pendant plusieurs jours leur « retour au pays » tant attendu.

¹⁵⁷ Les comptes rendus détaillés de ces chercheurs sont présentés dans le rapport complémentaire.

Conflict and Transition Consultancies

territoire. Cela explique peut-être pourquoi l'unité de D&R de la MONUC n'a eu qu'une participation marginale à cette opération. Même si l'idée de pousser les FDLR hors de Walungu était bonne, l'effet ultime de cette opération a été de disperser temporairement et d'entraîner les forces des FDLR vers l'Ouest en direction des communautés hôtes de Mwenga où elles ont continué de perpétrer les mêmes abus en toute impunité.

À la faveur de ces deux opérations militaires, la collaboration entre la MONUC et les FARDC s'est déroulée de manière assez harmonieuse. À Bunyakiri, les opérations ont été lancées par les FARDC sans l'accord de la MONUC. À Walungu, même si les opérations ont été préparées conjointement, la MONUC et les FARDC se sont accusées mutuellement de n'avoir pas respecté leurs engagements. De plus, ni la MONUC ni les FARDC n'ont pu maintenir leur contrôle sur le territoire qu'ils avaient « nettoyé », d'où le retour rapide des FDLR à la plupart de leurs anciennes positions. Les FDLR se sont ensuite vengés sur les communautés locales, qu'elles ont accusées d'avoir « collaboré avec la MONUC ». Ni la MONUC ni les FARDC n'ont été en mesure de protéger les populations locales contre ces actes de représailles.

Les opérations militaires entreprises à ce jour n'ont pas eu d'impact significatif sur le D&R des GA étrangers. Au lieu de cela, elles ont entraîné une suspicion accrue des GA vis-à-vis de la MONUC et des FARDC et provoqué d'autres violations des droits de l'homme de la part des FDLR en particulier. Néanmoins, il ne serait pas judicieux de conclure que des opérations militaires ne pourraient pas contribuer au D&R car les opérations menées à ce jour n'étaient pas axées sur le D&R ni exécutées avec un mandat approprié. Aussi longtemps que la MONUC n'aura pas de mandat pour désarmer et rapatrier de force les combattants des FDLR, son aptitude à faire aboutir un processus robuste de D&R sera limitée.

7. Les étapes suivantes

7.1 Le D&R doit redevenir une priorité pour toutes les parties

Du point de vue humanitaire, de la protection des populations, et de la perspective politique dans la région, la présence continue des GA étrangers est, et demeure désastreuse pour la région et pour près de neuf millions de Kivutiens. Des centaines de milliers de Kivutiens ont perdu la vie au cours des dernières années et des milliers d'entre eux continuent de mourir ou de perdre des parents et des amis. Les activités de D&R lancées depuis 2000 et (on peut le dire) la fin de la guerre en 2002, n'ont pu empêcher ce que l'International Rescue Committee¹⁵⁸ a rapporté en décembre 2004, à savoir que « 31 000 personnes continuent de mourir tous les mois à cause du conflit ». Un nombre considérable de ces décès dont la grande majorité sont survenus dans les provinces de l'Est de la RDC peuvent être attribués à la présence persistante des FNL, de l'ADF/NALU et, en particulier, des FDLR.

La protection renforcée de la population du Kivu devrait à elle seule plaider pour qu'une priorité soit accordée aux efforts de D&R et à leur renforcement. En outre, le D&R sera nécessaire pour le redressement économique et la croissance dans ces provinces potentiellement riches. L'emprise exercée par les GA étrangers sur une grande partie du territoire du Kivu doit être réduite afin que le gouvernement de la RDC puisse rétablir son autorité dans cette partie du pays. De plus, le D&R des GA étrangers est à la fois une obligation légale à laquelle les autorités de la RDC se sont engagées dans les accords de Lusaka et de Pretoria et constitue un préalable à une paix et une sécurité durables en RDC, ainsi que pour la consolidation de la paix et de la stabilité dans la région.

Pour le gouvernement rwandais, la présence d'une force importante à ses frontières, notamment de plusieurs individus lourdement impliqués dans le génocide de 1994, est une menace qui continue d'influer sur les événements dans le pays. La persistance de cette menace oblige le gouvernement rwandais à maintenir un important réseau militaire et de renseignements, en conséquence de quoi, il ne peut opérer que des avancées limitées en matière de libéralisation du champ politique et de développement économique. Les FDLR chercheraient à exploiter toute ouverture ou faiblesse perçue pour relancer leur campagne de déstabilisation à l'intérieur du Rwanda.

Le même raisonnement peut s'appliquer à l'Ouganda et au Burundi, bien que l'impact de l'ADF/NALU et des FNL aussi bien du côté de la RDC qu'à l'intérieur de leurs pays d'origine soit moins largement ressenti qu'en ce qui concerne les FDLR. Au Burundi, l'on a bon espoir que l'actuel accord de cessez-le-feu de Dar es-Salam sera appliqué. Cependant, tant que les FNL ne seront pas totalement intégrés dans les structures nationales ou démobilisés, les activités de planification du D&R en RDC devront inclure des dispositions relatives à ce GA.

7.2 Opportunités et contraintes

Bien que la fin de la transition et la bonne tenue des élections ne supposent pas la fin des difficultés rencontrées par le gouvernement de la RDC, elles marquent bien un nouveau départ pour ce pays en difficulté. Mettre un terme au dilemme provoqué par la présence des AG étrangers sera l'une des questions auxquelles devra s'attaquer le nouveau gouvernement pour réaffirmer sa souveraineté et étendre son contrôle sur la totalité du territoire de la RDC, et mettre ainsi fin aux souffrances des millions de personnes vivant dans la région de l'Est du pays. Ce nouveau départ pour la RDC offre la formidable occasion d'une révision et d'une relance de l'approche adoptée pour le D&R. En effet, le

¹⁵⁸ Voir : <http://www.theIRC.org/> or e.g. Coghlan B, Brennan RJ, Ngoy P, et al. Mortality in the Democratic republic of Congo: a nationwide survey. *Lancet* 2006; 367:44-51.

Conflict and Transition Consultancies

nouveau gouvernement de la RDC a déjà signalé qu'il accordera une priorité au D&R. L'amélioration significative des relations entre les pays de la région est une autre évolution qui ouvre des opportunités importantes pour l'opération de D&R.

L'état très déplorable des infrastructures de la RDC et la capacité limitée de l'administration du pays posent de graves contraintes qui réduisent sa capacité de s'attaquer aux problèmes liés au D&R. Un appui ciblé aux autorités de la RDC et l'élaboration d'une stratégie prenant en compte ces contraintes devrait permettre la mise en place d'un processus de D&R proprement national et efficace. La MONUC a joué jusqu'à présent un rôle particulièrement important dans l'effort de D&R et continuera d'y contribuer de manière significative l'année prochaine ou au cours des deux années à venir, même si ses capacités seront vraisemblablement réduites progressivement. À moyen terme, il sera essentiel de réorienter certaines des ressources aujourd'hui attribuées à la MONUC vers le développement des capacités du gouvernement de la RDC pour traiter les questions liées au D&R et pour la poursuite et le renforcement des initiatives visant le renforcement de la coopération régionale et la stabilisation de l'ensemble de la région.

Une autre contrainte pourrait apparaître au cas où le gouvernement de la RDC ne parvenait pas à démanteler les GA congolais irréguliers encore en activité. Les tensions politiques et les confrontations armées entre le gouvernement de la RDC et les partis d'opposition pourraient offrir un environnement permettant aux GA étrangers de trouver de nouveaux alliés et détourner l'attention de leur présence et de ses conséquences.

D'autres opportunités et contraintes sont inhérentes aux différents GA et à leurs pays d'origine :

Les FDLR

Quelques-unes des principales opportunités pour l'opération de D&R se trouvent dans les FDLR elles-mêmes. On peut citer à cet égard :

- les divisions qui existent à différents niveaux (voir 3.2.8) au sein du mouvement, lesquelles devraient être exploitées pour affaiblir l'organisation et faire avancer le D&R ;
- le nombre grandissant des combattants des FDLR et de leurs personnes à charge recevant des informations sur le Rwanda qui contredisent la propagande des FDLR. Conjugée aux dissensions internes, à une pression militaire et politique accrue sur les FDLR ainsi qu'à la définition de différents degrés de culpabilité dans les crimes de génocide, la sensibilisation croissante sur la situation au Rwanda pourrait, si elle est bien exploitée, offrir une opportunité pour rapatrier une grande partie des combattants et civils jeunes et modérés.
- Plus de la moitié des combattants des FDLR et des personnes à leur charge en RDC souhaitent rentrer dans leur pays d'origine¹⁵⁹. Même si certains d'entre eux posent des conditions mineures¹⁶⁰, le moment est opportun pour approcher cette frange. C'est le cas aujourd'hui plus que jamais car la transition de la RDC a relativement été menée à bon terme et il est probable que le processus de démocratisation se poursuive, conduisant à une administration plus efficiente et offrant ainsi une marge de manœuvre plus réduite aux FDLR. De plus, les FDLR sont de plus en plus coupés de leurs soutiens logistique ou politique externes.

¹⁵⁹ Tous les commandants du FOCA sur le terrain qui ont été interrogés par CTC (ceci constitue un échantillon biaisé car les éléments les plus extrémistes ont refusé de nous parler de la question du rapatriement) ainsi que les ex-CSE rapatriés ont souscrit à cette opinion. Certains ont avancé le chiffre de 60 %, d'autres ont souligné que même 80 % des réfugiés et des CSE accepteraient un rapatriement sans condition pour autant que l'occasion leur soit offerte. Beaucoup ont cependant affirmé que la plupart n'avaient pas le courage ou les moyens de « s'échapper clandestinement » et attendaient une occasion sûre.

¹⁶⁰ Plusieurs combattants des FDLR interrogés ont indiqué qu'ils souhaitaient avoir des informations sur la situation de leurs parents ou anciens camarades qui ont été rapatriés avant eux.

La démarche adoptée par le gouvernement rwandais est constructive et n'impose pas d'obstacle majeur à l'opération de D&R. Hormis un certain nombre de commandants supérieurs qui ont été nommés par les autorités rwandaises à des postes d'influence dans l'armée et dans l'administration¹⁶¹, l'immense majorité des anciens membres des GA se réintègrent relativement facilement dans la société rwandaise avec le concours du RDRP. La principale contrainte du côté rwandais tient à l'état général de l'économie du pays. Malgré la croissance remarquable enregistrée au cours des dernières années, le Rwanda reste un pays relativement pauvre où les débouchés économiques sont limités.

La principale contrainte interne à laquelle font face les FDLR réside dans le contrôle que continue d'exercer sur le mouvement un groupe réduit, mais encore puissant d'extrémistes et de génocidaires. Il sera difficile de mettre en place une stratégie qui permette de marginaliser ces hommes (et quelques femmes¹⁶²) et de venir à bout du mécanisme de contrôle qu'ils ont mis en place. Il convient d'étudier des solutions pouvant permettre d'inciter ce groupe à céder son pouvoir et de réduire son opposition au processus de D&R dans l'intérêt du programme général de stabilisation et de redressement aux niveaux régional et national.

Les FNL

La meilleure opportunité pour le rapatriement de la RDC des FNL, qui constituent le seul GA burundais encore en activité, réside dans l'application intégrale de l'Accord global de cessez-le-feu actuellement en vigueur. Si cet accord est mis en œuvre, la présence des FNL en RDC prendra probablement fin. En cas d'échec de la mise en œuvre de l'Accord global de cessez-le-feu, la question de la présence des FNL en RDC devra être réglée militairement. Dans un tel cas de figure, une action militaire sera probablement nécessaire car les dirigeants des FNL semblent avoir une forte motivation idéologique. À défaut d'un accord politique ou d'une défaite militaire, il serait difficile de convaincre de tels combattants d'abandonner leur lutte et se porter volontaire pour leur rapatriement.

L'ADF/NALU

La raison principale de la persistance de l'ADF/NALU en RDC, et peut-être même désormais leur unique raison d'être, est que les dirigeants trouvent des opportunités d'affaires lucratives en RDC grâce à leurs bonnes relations avec les hommes d'affaires, les milices et les responsables politiques locaux. Dans ce contexte, la plupart des personnes à charge et les éléments subalternes se trouvent mieux lotis en RDC qu'ils ne pourraient l'être dans leurs régions d'origine en Ouganda aussi longtemps qu'ils seront autorisés à vivre dans une relative sécurité. L'installation du nouveau gouvernement de la RDC offre l'occasion nécessaire de rompre les relations entre l'ADF/NALU et ses alliés locaux dans le Grand Nord de la province du Nord Kivu et dans le District de l'Ituri.

Eu égard aux opportunités évoquées ci-dessus, aux problèmes internes que connaissent les FDLR, et compte tenu du processus de Dar es Salaam dans lequel sont engagés les FNL et le gouvernement burundais, nous concluons qu'en ce moment, les opportunités pour la réalisation du D&R surpassent les contraintes. Si ces opportunités sont exploitées dans un esprit d'anticipation, il y a de bonnes chances que le problème des GA étrangers en RDC puisse être résolu dans une large mesure dans un avenir prévisible.

7.3 Préalables politiques

¹⁶¹ Par exemple, le Général Paul Rwarakabije est membre de la RDRC, le Général Jérôme Ngendahimana est l'assistant militaire du chef d'État-Major des FDR et le vice-président d'une commission gouvernementale et le Général Séraphin Bizimungu (alias Amani ou Mahoro) a été reconnu comme général en dépit du fait qu'il ait reçu ce grade que quelques semaines avant son rapatriement. Sa promotion n'était pas une décision du haut commandement des FDLR, mais d'un groupe dissident qui a fait son apparition après la Déclaration de Rome publiée par les FDLR.

¹⁶² Par exemple, il y a une femme colonel dans les environs de Burhinyi (la région frontalière de Walungu et de Mwenga).

Conflict and Transition Consultancies

Un *préalable* à la mise en place d'un programme de D&R efficace est que toutes les parties reconnaissent l'importance de la présence des GA étrangers en RDC. Certains officiels et diplomates aujourd'hui semblent croire que cette question de GA étrangers est principalement un problème du passé. Quelques-uns semblent croire que la réduction de la force des FDLR (notamment) d'un effectif initial de 20 000 à environ 7 000 hommes aujourd'hui est suffisante et que d'autres questions telles que les réformes de l'administration publique, de l'armée ainsi que la mise en place de programmes de bonne gouvernance, les campagnes contre la corruption, les élections, etc. constituent aujourd'hui un chemin critique pour la stabilisation de la RDC et la consolidation de paix dans la région. Toutefois, aucun de ces programmes n'est susceptible d'aboutir dans l'Est de la RDC tant que l'État n'est pas en mesure d'instaurer la sécurité et de contrôler l'intégralité du territoire. Par ailleurs, les efforts de normalisation des rapports entre les pays de la région seront entravés, de même que ceux visant la réforme des armées de la région et la mise en œuvre des programmes de démobilisation et de réintégration dans les différents pays seront mis à mal aussi longtemps que l'on percevra une menace militaire venant de la RDC. Enfin, le moment est venu de mettre fin à la violence et à l'oppression infligées à la population civile kivuïenne par les GA étrangers.

Le deuxième préalable à une amélioration significative dans l'opération de D&R consiste à exercer une pression politique et militaire plus systématique et plus cohérente sur les FDLR, les FNL et l'ADF/NALU. Cette pression devrait provenir du gouvernement de la RDC et de la communauté internationale et devrait être étroitement coordonnée avec les pays d'origine respectifs de ces différents mouvements. Divers pays européens, d'Amérique du Nord et du continent africain qui abritent un réseau politique (ou logistique) des FDLR devraient les fermer définitivement, saisir leurs ressources et tenter une action en justice contre les membres accusés de génocide (ou les remettre à leurs pays d'origine, à la Cour pénale internationale de la Haye ou au Tribunal pénal international pour le Rwanda basé à Arusha).

Ces mesures auraient certainement un impact, comme le fait remarquer un commandant des FOCA sur le terrain. « *Depuis l'arrestation de Murwanashyaka, je me rends compte qu'on a nulle part où aller et si je n'ai pas encore quitté la forêt, c'est parce que j'ai entendu dire que je suis soupçonné d'avoir commis des crimes de génocide* ». Les lois et accords internationaux offrent les moyens de sévir contre les groupes d'opposition armés qui s'opposent aux gouvernements reconnus. En outre, si ces groupes usent de méthodes qui entraînent des violations des droits de l'homme, comme c'est le cas pour tous les GA qui font l'objet du présent rapport, des poursuites judiciaires sont envisageables contre ces groupes et constituent dans certaines circonstances, une obligation.

Le gouvernement de la RDC devrait ouvertement et sans ambiguïté déclarer que la présence des FDLR et des GA étrangers ne sera plus tolérée sur tout le territoire congolais. Ces déclarations devraient être renforcées par le déploiement des FARDC dans les zones contrôlées par les GA étrangers ou à proximité. Par ailleurs, la MONUC et les autres forces invitées à prêter assistance au pays devraient fournir un soutien ferme au déploiement des FARDC.

Ni les FARDC ni la MONUC n'ont exercé jusqu'ici une pression militaire ou économique sur les GA. En conséquence, les FDLR se sentent aujourd'hui relativement à l'aise en RDC. Cette situation doit changer pour que le D&R ait des chances de succès. Mais il y a aussi des risques. Si une pression est exercée sur les FDLR dans la mauvaise manière, elles pourraient simplement, comme on l'a vu à diverses occasions par le passé, se disperser temporairement et se venger sur la population locale.

Le rôle du gouvernement de la RDC dans le D&R

En signant les accords de Lusaka et de Pretoria ainsi que le Pacte sur la sécurité de la CIRGL, le gouvernement de la RDC a assumé la responsabilité de la présence des GA étrangers en RDC et a pris des engagements fermes devant ses voisins et la communauté internationale de résoudre cette question.

Conflict and Transition Consultancies

En plus, le gouvernement de la RDC est obligé par ailleurs d'intervenir du fait qu'il lui incombe de garantir la sécurité de la population vivant sur son territoire. Ainsi donc, le gouvernement de la RDC devrait prendre la tête des efforts menés dans le cadre du D&R en RDC. Il est encourageant de noter que le gouvernement nouvellement élu de la RDC a déjà fait preuve de sa volonté de jouer un rôle actif dans le D&R des GA étrangers.

Si l'administration de la RDC avait la volonté et la capacité d'assumer un rôle plus important dans le D&R des CSE, les partenaires internationaux du pays lui en seraient reconnaissants et seraient disposés à lui accorder un appui car ils ont intérêt à ce que :

- 1) la RDC honore ses engagements ;
- 2) la paix se consolide et que les relations se normalisent au niveau régional ;
- 3) la souffrance de la population du Kivu prenne fin et que des actions de redressement soient engagées dans cette zone potentiellement riche ;
- 4) l'autorité de l'État soit étendue et les efforts de redressement dans la région du Kivu soient soutenus ;
- 5) disparaissent les menaces qui entravent la consolidation de la démocratie en RDC.

En outre, l'administration de la RDC dispose de nombreux atouts qui, s'ils sont pleinement exploités, renforceraient les opérations de D&R, notamment :

- 1) la connaissance du terrain local ;
- 2) la capacité de déployer une force suffisamment importante en vue d'exercer la pression militaire nécessaire sur les FDLR ;
- 3) les possibilités de coopération entre les parties prenantes clés en RDC et dans la région. Les discussions avec les responsables dans les provinces du Kivu, ainsi qu'avec les chefs coutumiers, les religieux ou les organisations de la société civile ont mis en exergue la nécessité d'impliquer davantage la société civile locale et d'autres partenaires locaux dans les activités de D&R.

À cet effet, le gouvernement de la RDC devrait élaborer une politique et une stratégie en matière de D&R. Pour conduire et coordonner les activités de D&R en RDC, le gouvernement de la RDC devrait créer une petite unité travaillant en étroite coopération avec les instances politiques et sécuritaires. Cette unité pourrait être intégrée dans un ministère ou avoir un lien direct avec la Présidence de la République. Elle devrait avoir la forme d'une commission ou d'un groupe de travail (de rapatriement et de sensibilisation) doté d'un personnel limité chargé de coordonner et d'orienter les efforts des autres départements et ministères ainsi que les initiatives étrangères ou des Nations unies. Cette entité devrait avoir des pouvoirs étendus sur les autres structures impliquées, y compris les administrateurs civils locaux, les services de sécurité (ANR), l'armée (les FARDC), la police (PNC) et, éventuellement, toutes les sources non gouvernementales compétentes telles que les chefs coutumiers, les religieux et de quelques ONG. Elle devrait avoir pour mandat de coopérer avec les agences compétentes similaires (par exemple, la RDRC, l'AC du Gouvernement de l'Ouganda, le gouvernement burundais et la facilitation de l'Accord de cessez-le-feu de Dar es-Salam etc.) afin de réaliser l'objectif de D&R.

Étant donné que ce problème a perduré avec un coût humain, économique et politique considérable pour la RDC, la nouvelle stratégie du gouvernement de la RDC devrait être axée sur les interventions et des résultats rapides. La communauté internationale devrait fournir la sécurité, les moyens financiers et l'assistance technique nécessaires dès que le gouvernement de la RDC aura élaboré une politique et une stratégie pour résoudre cette question. Aussi longtemps que la MONUC restera engagée dans la résolution de ces problèmes en RDC, elle devrait assister cette cellule nationale de D&R¹⁶³, en renforçant ses capacités et en fournissant de l'appui logistique quand nécessaire. Les bailleurs de fonds,

¹⁶³ La coordination de l'unité de D&R ne se fera pas nécessairement à Kinshasa ; idéalement il sera localisé près des zones à problème, c'est-à-dire soit à Goma ou à Bukavu.

notamment la BM/MDRP, pourraient aussi aider le gouvernement de la RDC à renforcer ses capacités de gérer les GA étrangers.

Renforcement de la coopération régionale

Les relations au niveau de la région se sont améliorées considérablement au cours des deux dernières années. Pour la réussite du D&R, il est indispensable, entre autres, que des initiatives telles que la Commission mixte TPP soient pérennisées et étendues aux niveaux central et décentralisé des administrations concernées. Afin de rendre les opérations de D&R plus efficaces, il est important d'avoir un flux continu d'informations et d'échanges sur les approches et stratégies entre les différentes unités chargées du D&R, des services de renseignements, l'armée et les administrations locales.

Il importe que le gouvernement de la RDC partage avec ses homologues congolais les informations collectées au fil du temps. Le Rwanda a pu collecter une mine de renseignements sur les FDLR, en partie à travers les membres AG rapatriés. Ces renseignements peuvent être utilisés de manière plus efficace si elles sont partagées avec les personnes travaillant sur le terrain en RDC. Une fois que les modalités seront définies sur le plan politique, l'échange des informations devrait se faire avant tout au niveau opérationnel. Par ailleurs, la RDRC a exprimé le souhait d'intensifier les contacts directs avec les FARDC et les responsables du D&R en RDC avec lesquels ils pourraient partager des informations de façon quotidienne ou ponctuelle (par exemple, quand ils sont au courant d'une possibilité de rapatriement d'un individu avec qui ils sont en contact direct ou indirect.) Le même souhait a été exprimé par les membres de la CONADER et certains officiers des FARDC.

7.4 Stratégies pour renforcer le D&R

7.4.1 Les FDLR

Malgré les difficultés auxquelles fait face la direction des FDLR, l'exécution du D&R n'ira pas de soi. La vague lente mais constante des défections devrait se maintenir au fil du temps, mais ceci ne débouchera pas nécessairement sur l'effondrement des FDLR ni sur une amélioration de la sécurité des populations civiles dans les provinces du Kivu. Les FDLR continueront à recruter. Par ailleurs, elles seront toujours en mesure de contrôler de grandes portions du territoire des deux provinces et des territoires riverains si elles ne sont pas soumises à une forte pression.

Chercher d'abord à garantir la mise en œuvre de la Déclaration de Rome

CTC recommande que le gouvernement de la RDC essaie de relancer la mise en œuvre des dispositions de la Déclaration de Rome relatives au D&R en organisant une réunion de haut niveau entre les autorités de la RDC et les FDLR. Cette réunion devrait être annoncée comme une suite de la Déclaration de Rome et portera essentiellement sur les modalités de la mise en exécution des dispositions de ladite Déclaration. Une telle réunion devrait de préférence se tenir dans un lieu convenu en RDC entre les parties prenantes. Cette approche s'appuiera sur l'initiative existante et pourrait avoir un impact notable et rapide si elle aboutit. Les résultats devraient être visibles un mois après une telle réunion. Si la direction des FDLR continue à refuser le désarmement et le rapatriement, des mesures plus vigoureuses devront être prises.

En conséquence, le gouvernement de la RDC devrait se préparer pour cette réunion et aura besoin d'un appui politique, logistique et financier de ses partenaires internationaux. Il y a encore des points qui n'ont été pas résolus dans le cadre de l'initiative de Sant'Egidio. Une question fondamentale qui reste à

Conflict and Transition Consultancies

résoudre concerne les 200 à 300 hommes qui « ne peuvent » retourner au Rwanda¹⁶⁴. Tant qu'il n'y aura pas de solution pour eux, ils seront opposés au D&R des FDLR. En revanche, il devrait être clair pour tous qu'une telle solution n'implique pas un abandon des efforts pour traduire en justice les auteurs du génocide. Le gouvernement de la RDC a également besoin d'informations sur les ressources disponibles pour la mise en œuvre rapide et souple du D&R des FDLR au cas où la direction accepterait sa mise en œuvre. Au moment de l'initiative de Rome, peu de donateurs se sont manifestés pour aider à sa mise en œuvre (par exemple, le financement des comités mixtes FARDC/FDLR qui étaient censés organiser la logistique de l'opération de rapatriement).

Amélioration des activités de D&R

Si une réunion entre le gouvernement de la RDC et les FDLR n'est pas organisée ou n'aboutit pas aux résultats escomptés, les efforts actuels de D&R devront être considérablement renforcés. Les effets de la pression accrue exercée sur les FDLR et le fait que les combattants réalisent que leur lutte armée est de plus en plus vouée à l'échec, fourniront de nouvelles opportunités pour des interventions visant le rapatriement de certaines parties du mouvement. Toutefois, il faut reconnaître que les améliorations à l'opération de D&R qui sont proposées ci-après n'aboutiront à un rapatriement général des FDLR que si elles sont associées à d'autres mesures :

Amélioration de la collecte des renseignements, extension de l'occupation territoriale et démonstration de force¹⁶⁵

Les FARDC, la PNC et l'ANR ont une mine d'informations, quoique celles-ci ne soient pas correctement analysées et centralisées. Le gouvernement de la RDC devrait améliorer la collecte et l'analyse des renseignements, qui devraient servir à la prise de décisions sur les actions à mener. La Cellule de fusion des renseignements existante pourra jouer un rôle à cet égard si ses activités sont réorientées vers la collecte de données sur le terrain, l'analyse rapide et l'exploitation immédiate de ces informations pour des actions opérationnelles (de D&R).

Par ailleurs, le gouvernement de la RDC, devrait dans la mesure du possible, et au besoin avec l'appui de la section logistique et des forces de la MONUC, occuper le plus d'espace territorial possible dans les provinces du Kivu. Cette démarche est justifiée par les raisons suivantes :

- si les FARDC occupent plus de territoires, elles augmenteront leur capacité de protéger la population congolaise.
- Un renforcement des FARDC, et un mandat clair pour soutenir l'opération de D&R renforceront l'incertitude dans l'esprit des combattants FDLR et des personnes à leur charge sur les chances de réussite de leur lutte. Conjuguées à d'autres difficultés comme le manque de logistique et de soutien politique extérieurs, cela encouragera les membres des FDLR qui n'ont pas de souci avec la justice au Rwanda à se faire rapatrier.
- Si les FARDC se déploient dans plus de localités, les membres des FDLR cherchant une occasion de se faire rapatrier auront plus de possibilités d'échapper aux mécanismes de contrôle que les FDLR ont mis en place pour empêcher leurs membres de désertir.
- En particulier, si les FARDC se déploient dans les zones d'importance stratégique et économique, la base financière des FDLR sera considérablement affaiblie.

Pour que tout cela soit possible, il est essentiel que les soldats des FARDC perçoivent régulièrement leurs salaires et que les troupes sur le terrain reçoivent un appui logistique adéquat. Plus de troupes que

¹⁶⁴ *Durant leur séjour à Rome, le facilitateur de Sant' Egidio avait demandé aux FDLR de donner une estimation des effectifs de leurs membres qui n'acceptent pas le retour volontaire au Rwanda. Ils avaient répondu que ce groupe comptait 200 à 300 hommes.*

¹⁶⁵ *Il ne s'agit pas encore d'intervention militaire, mais tout simplement d'appui des organisations de services de sécurité congolaises aux opérations de D&R.*

Conflict and Transition Consultancies

prévu actuellement devraient être déployées dans les provinces du Kivu. En outre, il importe que des mécanismes soient mis en place pour réduire au minimum la corruption et les violations des droits de l'homme commises contre la population locale. À cet effet, il est nécessaire que les unités FARDC non-intégrées soient retirées des provinces du Kivu et remplacées par des unités ayant subi le brassage. Il pourrait s'avérer utile de dispenser des connaissances sur les provinces locales du Kivu à une grande partie des forces armées, de la police ainsi que du personnel de sécurité pour améliorer la collaboration entre les militaires et les populations. Enfin, le gouvernement de la RDC et ses partenaires doivent reconnaître les limites des capacités des FARDC. Il serait alors important de s'assurer que celles-ci reçoivent un appui adéquat pour leur permettre d'exécuter leurs obligations. Si les forces de la MONUC sont également réduites, cette dernière devrait employer une bonne partie de ses capacités à aider à la mise en œuvre de ces opérations. Par ailleurs, un soutien supplémentaire devrait être sollicité auprès d'autres pays africains et européens.

Communication : information et sensibilisation

Il convient d'affiner et de professionnaliser les objectifs, les groupes cibles et l'axe des efforts de sensibilisation. L'échange d'informations devrait avoir la priorité sur la distribution du matériel de sensibilisation. Bon nombre des représentants des FDLR interrogés ont exprimé la nécessité d'avoir des informations précises provenant de sources fiables avant d'accepter tout appel au rapatriement. Il s'agit d'informations sur des questions comme :

- le programme de démobilisation et de réintégration au Rwanda ;
- les tribunaux Gacaca ; et
- la situation actuelle au Rwanda. (Par exemple, les promoteurs du D&R pourraient montrer des images de projets de construction et de développement dans le pays. Il serait important de ne pas montrer que des images positives car les combattants ne croiront pas que le Rwanda soit un pays parfait. Les photos présentées doivent être réalistes pour être crédibles).

L'opportunité la plus importante pour convaincre les réfugiés rwandais et les combattants des FDLR qu'ils peuvent retourner chez eux passe peut-être par la mise en place d'un mécanisme qui facilite la communication entre les amis et les membres d'une même famille vivant de chaque côté de la frontière. Pour y parvenir, la RDC devrait recueillir les noms et adresses des personnes vivant au Rwanda et ayant des contacts parmi les FDLR en RDC. Elle devrait leur donner l'occasion d'appeler leurs contacts (cette option n'est possible que pour un nombre limité de combattants FDLR et de personnes à leur charge) ou d'écrire des lettres. Dans d'autres cas, il faut leur octroyer une assistance minimale afin de leur permettre d'effectuer des visites individuelles de l'autre côté de la frontière. Pour ce faire, la RDC a besoin d'un partenaire de bonne volonté du côté de la frontière situé en RDC. En RDC, des messages de Rwandais intéressés par leur rapatriement peuvent être rassemblés et expédiés au Rwanda. C'est une formule qui a fait ses preuves, mais qui jusqu'ici n'a pas été systématiquement exploitée.

Autres

- Toutes les activités de D&R ne devraient pas être concentrées (comme c'est actuellement le cas) dans les zones de l'Est où se trouvent les FDLR (telles que Baraka, Lemera, Burhinyi, Walungu, Bunyaki, Masisi, Rutshuni, Lubero). Il serait utile aussi d'investir des ressources dans les régions éloignées de la frontière entre la RDC et le Rwanda, notamment à Kabambare (Maniema), Kilembwe, Mwenga, Shabunda, Lulingu, Walikale et Pinga, où se trouvent bon nombre de combattants des FDLR et de personnes à leur charge. Certains y ont été envoyés précisément parce que la hiérarchie des FDLR les juge susceptibles de se faire rapatrier.
- Au lieu de maintenir des centres de transit, il serait plus efficace que tous les avant-postes des FARDC, de la MONUC et de l'administration locale reçoivent des commandes, du matériel et de l'appui logistique afin de faciliter à tout moment le rapatriement de tout combattant et toute personne à charge souhaitant rentrer dans son pays.

Conflict and Transition Consultancies

- Les forces de la MONUC devraient être affectées presque en totalité à l'opération de D&R. Actuellement, la force de la MONUC est déployée en grand nombre près des grandes villes comme Bukavu, qui ne sont pas les lieux les mieux indiqués pour les opérations de D&R.
- Il serait utile au processus de D&R que les hautes autorités de l'État rwandais envoient régulièrement des signaux positifs incitant les réfugiés à retourner au Rwanda.

Options militaires

Le concept de rapatriement volontaire connaît de sérieuses limites dans la mesure où les dirigeants des FDLR n'acceptent pas de désarmer et de se faire rapatrier. Le gouvernement de la RDC devrait être prêt à user de la force en dernier ressort pour rapatrier les combattants armés. Cette solution devrait être envisagée et des mesures prises en conséquence. La menace d'une intervention militaire robuste devrait en elle-même avoir un impact psychologique important sur le moral des combattants FDLR encore présents en RDC. Si la menace est réelle, il est probable que les leaders FDLR qui en ont les moyens (comme c'est le cas de plusieurs leaders clés), s'enfuiront vers d'autres pays. Ceux qui n'ont rien à craindre de la justice rwandaise vont pour la plupart opter pour le rapatriement plutôt que de risquer leur vie encore une fois pour une cause dans laquelle ils ont perdu toute foi. Si l'option militaire est suivie, il est essentiel de bien la préparer et que des mesures soient prises en vue de réduire au minimum les risques pour la sécurité des populations civiles locales.

On se rend compte toutefois que les FARDC ne pourront pas relever ce défi sans une aide extérieure. Le gouvernement de la RDC devrait solliciter l'appui d'une force militaire solide. Les FDR se présentent probablement comme les partenaires les plus efficaces parce qu'elles connaissent bien le terrain et les FDLR et parce qu'elles sont motivées et versées dans les techniques nécessaires pour combattre des insurgés. Une telle approche est sans doute, pour le moment, politiquement inacceptable pour le gouvernement de la RDC. On ne devrait cependant pas la rejeter complètement dans la mesure où les représentants des FARDC et des FDR, se rencontrent régulièrement et collaborent au sein de la Cellule de Fusion du Renseignement à Kisangani. D'autres possibilités d'appui militaire pourraient impliquer une force de l'Union africaine ou l'appui d'une autre armée africaine puissante comme l'armée sud-africaine ou les forces armées angolaises. À moins que le mandat de la MONUC soit modifié pour permettre le D&R forcé des GA étrangers, il est peu probable que la MONUC puisse jouer un rôle plus offensif et contribue effectivement à des opérations de rapatriement forcé.

Il est également concevable que le gouvernement de la RDC opte pour la combinaison d'opérations militaires ciblées — par exemple contre les dirigeants des FDLR sur la base des informations disponibles, y compris celles collectées par le gouvernement rwandais — et une intensification d'autres activités de D&R. Cette possibilité mérite d'être examinée, mais nécessiterait une préparation minutieuse et une force considérable pour protéger la population civile en cas de représailles de la part des FDLR.

7.4.3 Sur les FNL

La meilleure solution pour mettre fin à la présence des FNL sur le territoire congolais est une évolution favorable de l'accord de Dar es-Salam. En cas d'échec de l'Accord global de cessez-le-feu, il y aura peu d'opportunités de rapatriement volontaire parce que le noyau extrémiste des FNL est extrêmement politisé et déterminé à faire triompher leur cause. En conséquence, l'expulsion forcée est la seule possibilité réelle de rapatrier les FNL dans l'éventualité d'un échec du processus de Dar es-Salam. Avant de recourir à cette solution, le gouvernement de la RDC pourrait adresser un ultimatum aux FNL, par exemple en ces termes : « vous devez quitter notre territoire dans deux semaines ». Dans tous

Conflict and Transition Consultancies

les cas, il importerait de renforcer la collaboration entre le gouvernement de la RDC et gouvernement burundais pour que le premier accorde plus de priorité au D&R des FNL.

7.4.4 Sur l'ADF/NALU

La première étape et la plus importante à entreprendre afin de mettre un terme à la présence militaire de l'ADF/NALU dans la partie nord du Kivu et la pointe sud de l'Ituri consiste à rompre les liens entre les rebelles, d'une part, et les hommes politiques et les hommes d'affaires locaux, d'autre part. Pour cela, il faudra une action décisive contre les hommes politiques et hommes d'affaires concernés (quelques-uns sont toujours des chefs de guerre). Sans une telle action, la coalition ADF/NALU n'est pas prête à abandonner la résistance armée dans un avenir proche.

Une deuxième étape importante serait d'inviter l'ADF/NALU à une réunion afin de leur indiquer clairement que leur présence ne serait plus tolérée et pour discuter des modalités de leur rapatriement éventuel. Si l'ADF/NALU refuse d'être rapatriée, les mêmes méthodes proposées pour les FDLR pourraient lui être appliquées. Si la menace militaire est assez forte, il est peu probable que l'ADF/NALU résiste et elle pourrait accepter d'être rapatriée avant d'en arriver à une confrontation. Dans ce cas, une collaboration étroite entre le gouvernement de la RDC et le gouvernement ougandais s'avère importante. Enfin, le gouvernement de la RDC devrait reconnaître la présence des forces coalisées de l'ADF/NALU comme une violation de son intégrité territoriale.

7.5 Autres questions nécessitant une attention particulière

Pression militaire et appui aux FARDC

Nous voudrions souligner en particulier la nécessité d'accroître l'assistance pour l'intégration ultérieure des FARDC et le renforcement de leurs capacités. À ce propos, il est nécessaire d'assurer le paiement régulier des salaires des troupes et d'appliquer une politique de tolérance zéro contre les violations des droits de l'homme et les pratiques de corruption. Le gouvernement de la RDC, avec l'appui des partenaires internationaux, devrait œuvrer à réaliser ces exigences.

Justice

L'impérieuse nécessité de mettre un terme à la présence des GA en RDC ne suppose pas une acceptation de l'impunité pour les personnes coupables de violations des droits de l'homme et certainement pas pour les coupables de crimes contre l'humanité. Notre proposition de trouver une « solution » *provisoire* au cas des 200 à 300 membres des FDLR accusés de crimes contre l'humanité et qui reconnaissent leur culpabilité ne doit pas être perçue comme une proposition visant à les aider à se soustraire à la justice. Les experts juridiques, les gouvernements de la région et les organisations internationales devraient tenter d'identifier des options politiques et juridiques acceptables pour trouver une solution à cette situation où 200 à 300 combattants extrémistes déstabilisent deux provinces de la RDC, compromettent la sécurité régionale et continuent de perpétrer des abus contre les populations civiles. Outre les questions judiciaires et les crimes commis dans les pays d'origine, la région des Grands Lacs devrait convenir des mesures juridiques pour punir les crimes commis par des combattants des GA étrangers contre les populations congolaises.

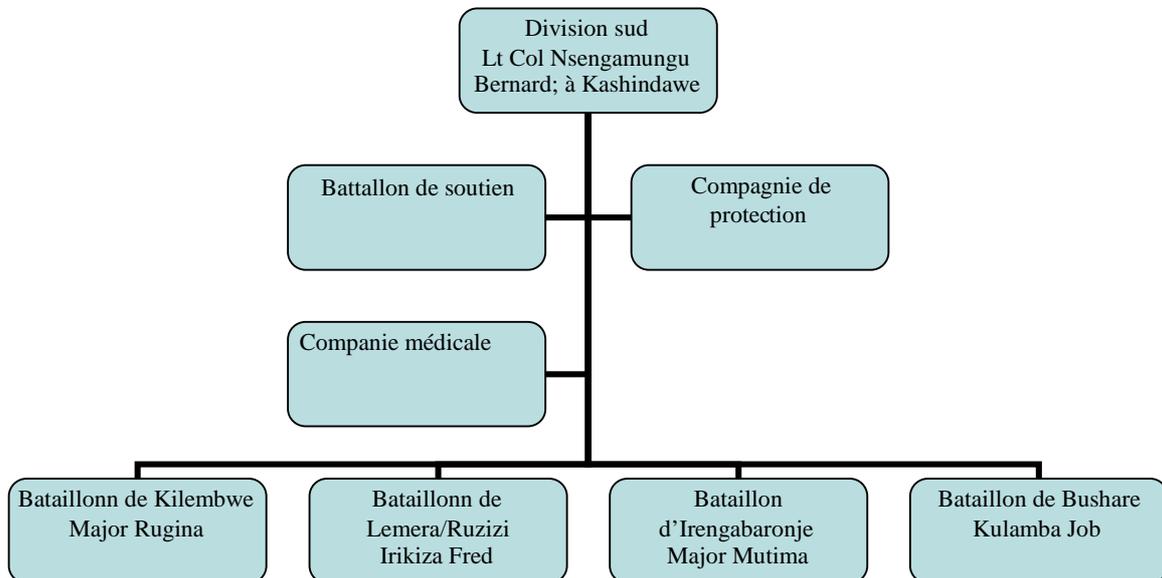
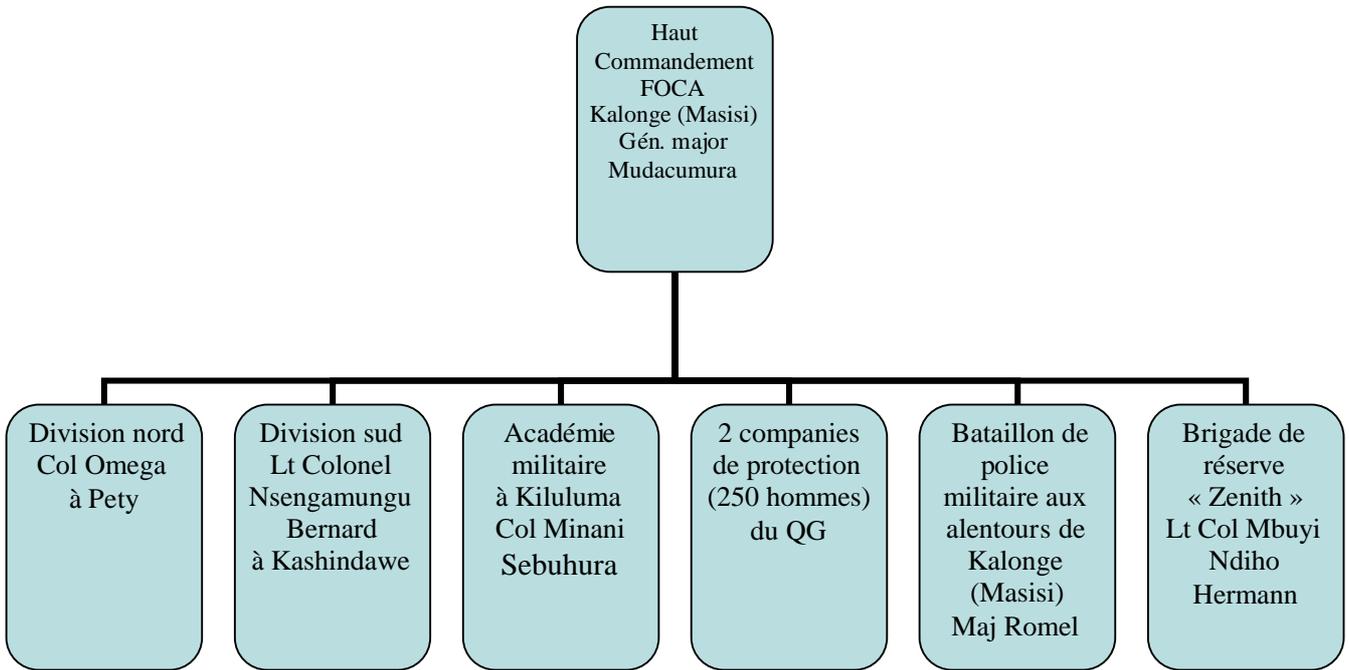
Des « colons »

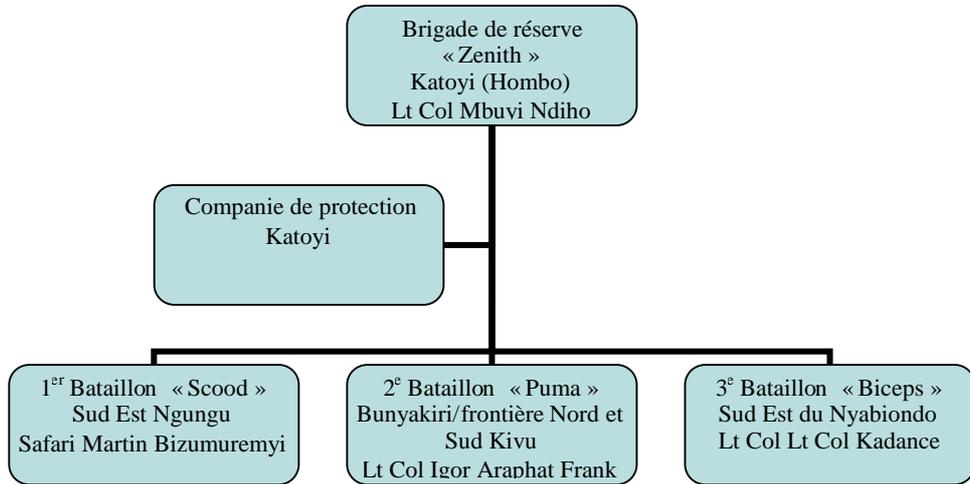
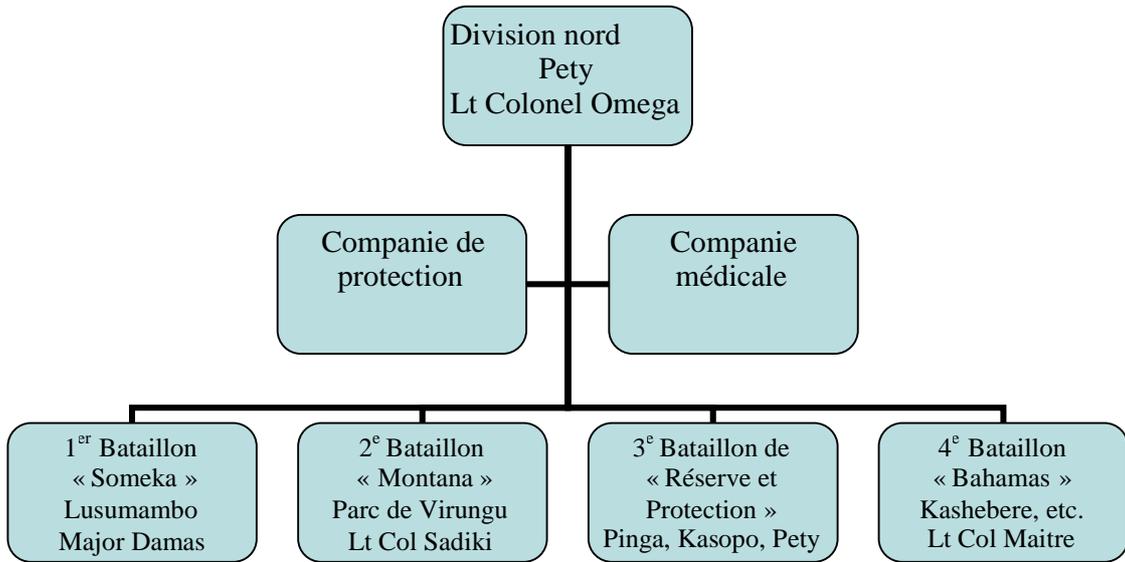
Une autre question à traiter concerne la probabilité qu'un nombre important de Rwandais, d'Ougandais et dans une certaine mesure de Burundais, cherchent à s'installer en RDC pour des raisons légitimes. Quelques-uns ont déjà établi leurs familles en RDC et d'autres pourraient souhaiter y demeurer en raison du potentiel économique de ce pays ou parce qu'ils s'y sont déjà créé des moyens d'existence ou acquis des biens immobiliers. On a connu des cas de migration des zones à forte densité démographique vers les zones inexploitées tout au long de l'histoire de la région des Grands Lacs et ce

Conflict and Transition Consultancies

phénomène est peut-être même souhaitable de nos jours. Les gouvernements de la région devraient se mettre d'accord sur les modalités de facilitation et de gestion de cette migration tout en veillant à ce que ces migrants ne s'engagent pas dans des activités politiques ou des activités de nature à mettre en péril la sécurité de leur pays d'origine ou du pays hôte. Enfin, aucun des pays des Grands Lacs n'a intérêt à permettre qu'un tel mécanisme soit détourné de son but par des criminels et des génocidaires en quête d'un havre pour échapper à la justice. Ainsi donc, les pays devraient œuvrer ensemble pour s'assurer qu'un tel mécanisme permettent un examen crédible et au cas par cas afin d'extirper les criminels.

Pièce jointe N° 1 Organigramme des FDLR





Pièce jointe N° 2 Plan « Amizero » des FDLR pour déstabiliser le Rwanda

FOCA
MARTEAU
MONTANA

LN° 001/33.3.1

AUX UTTES MONTANA

INFO: MARTEAU - MARTEAU OI

Objet: TR 00 "AMIZERO" Complémentaire à 00 "HABURUKA" LA FRONDE
 REF: - LN° 001/63.3.5 du 25 Jan 06 de MARTEAU OI FOUR MONTANA
 - LN° 018/33.3.1 du 14 FEV 06 de l'EX - CUBA FOUR UTTES CUB
 INFO EX - ROQUETTE
 - LN° 016/33.3.5 du 05 Dec 05 de EX-ROQUETTE FOUR EX-
 MORANE toutes relatives à OYS "HABURUKA" LA FRONDE"
 - RT INT 10RS1 POL 1 06 1032 du 07 12 45 6 JAN 06 DE MARTEAU OI

A. Vous TR 00 "AMIZERO" Complémentaire à 00 "HABURUKA" LA FRONDE
 COMPOSITION ET ARTICULATION DES FORCES

DOUVE	PAON	COLOMBE	FOUDRE	MULETTE
DOUVE	PAON	COLOMBE	FOUDRE	MULETTE

1. EXPOSE DES MOTIFS :

- a. RBE sous pression de la C I pour dans désarmet et rapatrier les FDLR/FOCA après échec VIF NOTÉ D2 R3
- b. Ult motifs successifs de la RDC et la MONUC pouvant le contraindre même plus tard
- c. Naissance des nouvelles rebellions en ITURI et dans région équatoriale qui rejoindra NKUNDA dans l'avenir et qui menacent de rendre la guerre
- d. INTEL TR sur RBE
- e. Grande probabilité qu'une nouvelle guerre imminente en RBE soit, Rwanda être derrière

2. Sit

- a. Sit générale Em: déploiement et activités Em (voir SITREP)
- b. Sit générale Am:
 - (1) Objectif et possibilité (voir 00 HABURUKA LA FRONDE)
 - (2) Faiblesses
 - (a) Crise dans FDLR/FOCA
 - (b) Faiblesse et misère suite suspension OYS RAV et LNC
 - (c) Désertion massive
 - (d) Manque de financement de recrutement
- c. Sit particulière Em:
 - (1) Faiblesse "possibilité"
 - (a) Utilisation de gros moyens pour démonstration de force pour compenser ses faiblesses
 - (b) S'lon par MONUC et mercenaires de tout genre
 - (c) Faiblesse:
 - (a) Moral bas suite désertion, Salaire insuffisant et cbe régulier
 - (b) Certains ne veulent pas exécuter brulage de peur abandonner leurs villages et familles
 - (c) Combativité non déguisée

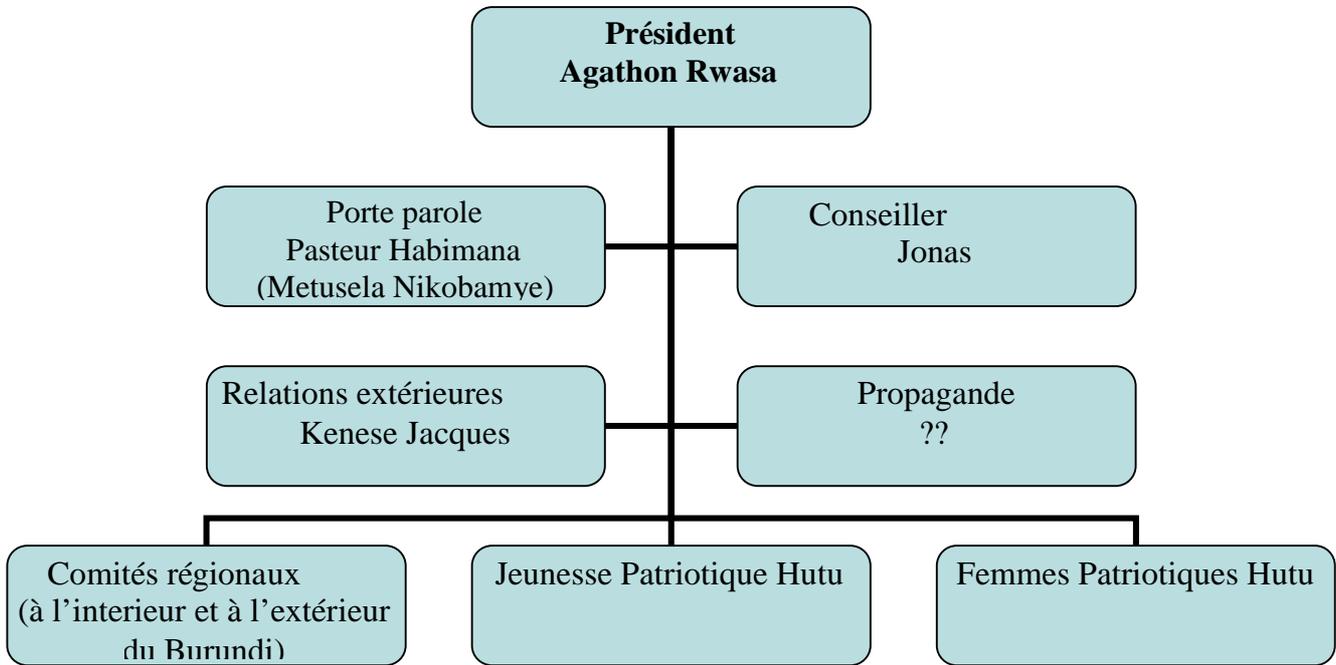
Conflict and Transition Consultancies

- (2) (d) Bep des civ autochtones ne le soutiend pas dans OPS contre arm FARDC - MONUC
- (a) possibilités :- utilisation de gros moyens
- démonstration de force par intimidation, distorsion et assaut Foca dans forêts inhospitalières pour en fin arriver à D2R3
- (b) Faiblesses :-
- FARDC (voir 2. H) etc)
- MONUC ne maîtrisent pas le terrain et pas habitués aux OPS de guérilla
- (3) - FARDC + MONUC : Coord OPS parfois difficile car hétérogènes
- (a) possibilités :-
- APR et UGANDA maîtrisent le terrain et disposent de moyen
- (b) Faiblesses :-
- Coord OPS difficile car hétérogènes
- Manque de confiance de FARDC et civils autochtones à l'égard APR et UGANDA quant à leur retour
- FARDC complexes par APR et UGANDA
- Relation Rwanda + Uganda n'été pas au bon fixe
- (4) FARDC appuyées par forces UA Union africaine
- possibilité peu probable suite absence forces UA constituées
- disponibilité forces UA peut prendre un peu de temps
- Prudence collaboration peu certains suite complexe de la MONUC
- d. SIT PARTICULIERE AM)
- (1) SOMECA - SABENA - BAHAMA et HIRSHIMA dans zone arrière dans leurs quartiers respectifs dans le cadre de la continuité OO en cours
- (2) MONTANA : Man en deux phases avec ses S/U
- (a) 1^{re} PHASE
* Relève toutes les unités de la zone avancée
* Guérilla active dans zone avancée
* Recce couloir d'infil et objectif à frapper à l'intérieur du Rda
* Vaguer aux travaux de routine et exécuter tout autre Msn de libération
- (b) 2^e PHASE
* Frapper les obj sensibles et médiatisables reconnus à l'inté. int du Rda dans zone comprise entre RN CYANIKA - KIDATO - RUTENGERI - MUKAMIRA - BIEDOUWE - NYUNDO - BITIRA - GISENYI et frontière RWANDA - UGANDA - CONGOLOISE dans le cadre de la continuité de l'OPS HAJURUKA LA FRONTE.
* Intensifier guérilla active dans zone avancée et au Rwanda
* élargir zone d'action au Rda jusqu'à la rivière MUKU NEUGA - NYABARONGE
* Vaguer aux travaux de routine et exécuter tout autre Msn de libération
- (2) Instruction de coordination
1. relève terminée dans 1^{er} quinzaine Feu OB
 2. dispositif des S/U MONT dans zone avancée
 - a. du CONGO
 - KIRAMA : PADN (en réserve)
 - ISANZA : DOYE
 - RUTARE (KIWANJA) FOUDRE + MOUTTE + ELM DOUVE de Recce du couloir d'infil et obj à frapper au Rda (RUTENGERI)
 - NYAMURAGIRA : COLOMBE + ELM FOUDRE de Recce du couloir d'infil et obj à frapper au Rwanda (GISENYI)

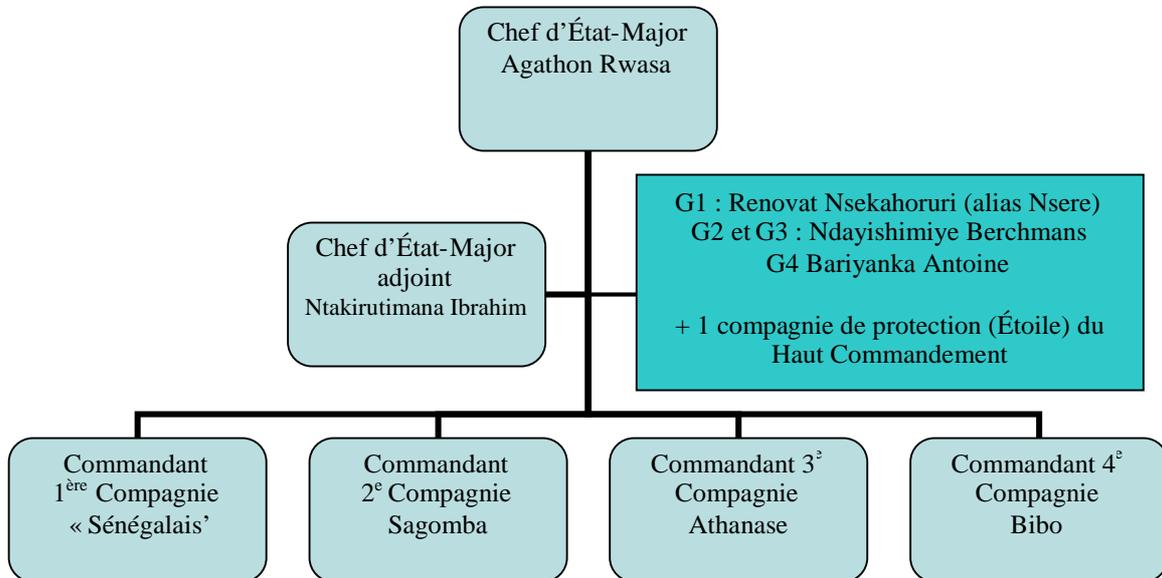
- B. AU RWANDA
- * DOUYE : L.G. Frontière Rda - Uganda incluse
L.D. limite GISENYI - KUTENEEZI
zone d'action : RUTENGERI Effort principal
KIBAGO - NKUMBA - KINIGI - MUKINGO - NKURI
 - * COLOMBE : L.G. Douye non incluse
L.D. ville GOMA frontiere RWANDA - CONGO incluse
zone d'action GISENYI - effort principal - KARAGO
MUTURA - RWERERE - ROZAVU - KANKUK
 - * FOUDRE : COUVRIR toute la zone des Couloirs RUTENGERI
GISENYI pour exclusivement du terrain
des 3/4 RWANDA et exécuter les ops C&AP
ponctuelles au Rwanda
3. Début Recce Couloir 1^e et 2^e semaine feu de
 4. Fin 1^e phase feu de
 5. Devis frapper des ops sensibles et médiatisables reconnus
au Rwanda 1^e et 2^e semaine feu de
 6. Faciliter le travail de nuit et mobilité
 7. Economie de mun. être très recommandé
 8. être le plus léger possible surtout pour les ops à l'int
 9. Préparation immédiate des ops ponctuelles à l'intérieur du
Rwanda
 10. DOUYE et COLOMBE doivent préparer et envoyer ASAP ELDI de
Recce de son couloir. Chacun sous commande d'un cadre
OPFR de faillite (Comd ou Comd Ind C&I)
 11. être prêt à intervenir et/ou renforcer dans l'un
ou l'autre des S/G des 4 engagés à l'intérieur du
Rwanda sans oublier les ops contrôlées
 12. doit maintenir la pente de la combativité sans faillir
de nuit au RWANDA au sein des F&R/FOCA
encourager les actions d'éclat et de mérites exceptionnels
 13. toutes instructions soit directives intérieures contenues
dans DO HACURUKA LA FROUDE (C.)
- B. FORT POUR LE RWANDA (C.) = 1 =

Pièce jointe N° 3 Organigramme de PALIPEHUTU-FNL

Aile politique (PALIPEHUTU)



Aile militaire (FNL)



Pièce jointe N° 4 Quelques éléments bibliographiques sur l'histoire de l'ADF/NALU

Boas, M., Uganda in the Regional War Zone: Meta-Narratives, Pasts and Presents, in: *Journal of Contemporary African Studies*, volume 22, N° 3, septembre 2004, pages 283 à 303.

Clark, J., Explaining Ugandan Intervention in Congo: Evidence and Interpretations, in: *The Journal of Modern African Studies*, volume 39, N° 2, 2001, pages 261 à 287.

Tribunal pénal international, Case Concerning Armed Activities on the Territory of Congo – Democratic Republic of Congo v. Uganda Counter-Memorial Submitted by the Republic of Uganda, Vol. I.2, April 2001.

Kanyehamba, G.W., *Reflections on the Muslim Leadership Question in Uganda*, Kampala: Fountain Press, 1998.

Lancaster, P., *The Allied Democratic Front versus the Ugandan People's Defence Force, 1996-2001*, rapport présenté à Winnipeg, 2006.

Mamdani, M., *Citizen and Subject: Contemporary Africa and the Legacy of Late Colonialism*, Princeton : Princeton University Press, 1996.

Mohammad Khalid Masud (ed.), *Travellers in Faith: Studies of the Tablighi Jama'at as a Transnational Islamic Movement for Faith Renewal*, Leiden: Brill, 2000.

Prunier, G., L'Ouganda et les guerres Congolaises, in: *Politique Africaine*, N° 75, 1999, pages 43 à 59.

Prunier, G., Rebel Movements and Proxy Warfare: Uganda, Sudan and the Congo (1986-99), in: *African Affairs*, Volume 103, N° 412, juillet 2004, pages 359 à 384.

Simba-Kayunga, S., Islamic Fundamentalism in Uganda: The Tabligh Youth Movement, in: Mamdani, M. & J. Oloka-Onyango (eds.), *Uganda. Studies in Living Conditions, Popular Movements and Constitutionalism*, Kampala, JEP, 1994.

Syahuka-Muhindo, A., The Rwenzuru Movement and the Democratic Struggle, in: Mamdani, M. & J. Oloka-Onyango (eds.), *Uganda. Studies in Living Conditions, Popular Movements and Constitutionalism*, Kampala, JEP, 1994.

Voir également *The New Vision*, *The Monitor*, OCHA Updates et IRIN.

Pièce jointe N° 5 : Termes de référence de l'étude

Termes de référence

Pour un aperçu historique et une analyse des dynamiques de groupe en appui aux efforts de désarmement, démobilisation, rapatriement et réintégration des ex-combattants des groupes armés étrangers présents en République Démocratique du Congo

I. Historique

1. La présence des groupes armés étrangers irréguliers sur le territoire de la République Démocratique du Congo (RDC) est un important facteur d'instabilité pour la population dans l'Est de la RDC. Cette présence est perçue comme une menace par les gouvernements du Burundi, du Rwanda et de l'Ouganda et gêne la consolidation de la paix ainsi que le processus de stabilisation dans la région. L'importance de la Démobilisation, du Désarmement, du Rapatriement, de la Réinsertion et de la Réintégration (DDRRR) des groupes armés étrangers a été soulignée en premier lieu dans l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka (1999) et a été réitérée dans plusieurs accords et déclarations, comme l'Accord de Pretoria (2002) entre les gouvernements de la DRC et du Rwanda, la Déclaration de Dar es-Salam (2004) publiée par les gouvernements qui ont participé à la Conférence internationale sur les Grand Lacs) ainsi que par un certain nombre de résolutions du Conseil de Sécurité des Nations unies.

2. Les gouvernements de cette région ont mis en place plusieurs mécanismes pour faire aboutir ce processus de DDRRR (tels que le Mécanisme de Vérification par les Tiers, les Équipes conjointes de vérification, la Commission Tripartite Plus) avec l'appui des partenaires internationaux. Le Conseil de Sécurité des Nations unies a donné mandat à la Mission des Nations unies au Congo d'aider les gouvernements de la région à faire avancer le processus de DDRRR. L'Union africaine (AU) a exprimé son intention d'œuvrer en faveur du DDRRR, le cas échéant. Au cours des cinq dernières années, plusieurs milliers d'ex-combattants et de personnes à charge de ceux-ci étaient retournés dans leur pays d'origine. Toutefois, d'après les estimations, un nombre important de combattants issus de différents groupes restent encore actifs en RDC.

3. Le Programme multi-pays de démobilisation et réintégration (MDRP) qui se fonde sur le principe que la consolidation de la paix dans la région nécessitera une approche nationale et régionale effective ainsi que des partenariats dans le cadre du désarmement, du rapatriement, de la démobilisation et de la réintégration des membres de groupes armés étrangers. Les programmes entrepris au Rwanda et au Burundi ainsi que le projet spécial sur l'Ouganda qui ont été élaborés à l'intérieur du cadre du MDRP appuient les efforts de démobilisation et de réintégration des combattants des groupes armés de retour dans leur pays en provenance de la DRC (et d'autres pays). À cette fin, la Commission de Démobilisation et Réintégration pour le Rwanda (RDRC), la Commission d'Amnistie (CA) de l'Ouganda, le Secrétariat exécutif de la Commission Nationale pour la Démobilisation, la Réinsertion et la Réintégration (ES/NCDRR) du Burundi et Secrétariat du MDRP collaborent étroitement avec la Mission des Nations unies au Congo (MONUC) et l'Opération des Nations unies au Burundi (ONUB). En octobre 2005, le MDRP a participé à une mission conjointe des partenaires au Rwanda, au cours de laquelle ces derniers ont demandé un rapport sur le DDRRR des groupes armés revenant au Rwanda. Par la suite, il faut convenu au cours de la réunion du Comité du fonds fiduciaire du MDRP, tenue à Londres en novembre 2005, que le Secrétariat du MDRP procède à une analyse plus approfondie en vue d'identifier les possibilités de renforcer le processus.

II. Objectifs spécifiques

Conflict and Transition Consultancies

4. Le but de cette étude est de renforcer les chances de succès du processus de DDRRR des groupes armés étrangers en RDC. Les objectifs spécifiques de l'étude se présentent comme suit :

- (iii) fournir une première cartographie des dynamiques de groupes au sein des groupes armés étrangers actifs dans l'Est de la RDC ;
 - un aperçu historique de leur évolution, y compris de leur développement dans leur pays d'origine ;
 - leur structure sociale et politique ;
 - leurs relations avec les forces de sécurité locales, les administrations locales, les populations civiles, les autorités religieuses et les chefs coutumiers et modernes ;
 - le profil économique des stratégies de financement des groupes armés ; et
- (iv) procéder à une estimation des opportunités et contraintes auxquelles font face les combattants des groupes armés (hommes et femmes) rwandais, ougandais et burundais, ainsi que leurs personnes à charge, présents en RDC qui sont prêts à déposer les armes.

III. Groupes Cibles

5. Les **groupes armés étrangers** suivants seront évalués durant la première phase de cet exercice :
- (i) Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR) / Forces combattantes Abacunguzi (FOCA¹⁶⁶) ; pays d'origine : Rwanda ;
 - (ii) Allied Democratic Forces (ADF) / National Liberation Army of Uganda (NALU) ; pays d'origine : Ouganda ;
 - (iii) Forces Nationales pour la Libération (FNL) ; pays d'origine : Burundi.

IV. Questions fondamentales

6. Cette étude permettra d'analyser l'environnement politique et social, et de la dynamique des groupes armés ainsi que de recueillir les sentiments des ex-combattants des groupes armés de retour dans leurs pays d'origine.

a) L'analyse historique des groupes armés étrangers

- 1 Quelles sont les origines historiques, politiques, économiques, culturelles et les références religieuses de ces groupes armés ?
- 2 Quels étaient les objectifs politique et sécuritaire initiaux affichés par ces groupes et comment ont-ils évolué avec le temps ?
- 3 Où opèrent-ils traditionnellement ?
- 4 Quels ont été leurs modes de recrutement par le passé et comment ont-ils évolué ?
- 5 Quels sont leurs liens historiques avec les communautés locales et les chefs coutumiers, les autres acteurs militaires, économiques et politiques dans le Kivu, ainsi qu'avec les autres autorités et réseaux religieux ?

b) Cartographie de la situation actuelle

- 6 Quels sont les objectifs actuels de ces groupes du point de vue politique et en matière de sécurité, et comment ont-ils évolué avec le temps ?
- 7 Quels sont la structure dirigeante et le dispositif de commandement et de contrôle de ces groupes ?
- 8 Pourquoi ont-ils choisi leurs zones actuelles d'opérations et comment ces derniers ont-ils évolué ?
- 9 Quel est leur mode de recrutement ?
- 10 Quel est l'état de leur relation avec les communautés locales, les chefs coutumiers, les autres acteurs militaires, économiques et politiques dans le Kivu, ainsi qu'avec les autorités et

¹⁶⁶ Le FOCA est la branche armée des FDLR.

réseaux religieux ?

- 11 Quel est le profil démographique des groupes armés (y compris les femmes et les enfants) ?
- 12 Quelle est la stratégie de financement de ces groupes armés (par exemple, leurs sources de revenu, l'ampleur de leurs ressources, les méthodes de mobilisation de ressources, l'utilisation de leur revenu, etc.) ?
- 13 Quelles sont les mesures d'incitation et de dissuasion adoptées à l'égard de ces individus et groupes pour les inciter intégrer le programme DDRRR (par exemple, les aspects liés à l'amnistie, les préoccupations sécuritaires, etc.) ?
- 14 Quels sont les rôles assignés aux femmes et aux enfants ainsi qu'aux sympathisants non combattants (volontaires ou forcés) de ces groupes ?
- 15 Quel est l'état général de santé mentale et physique, l'état nutritionnel des combattants et des non combattants par groupe et par fonction ?
- 16 Quel rôle les stupéfiants ont-ils joué par le passé et quel rôle jouent-ils aujourd'hui dans ces groupes ?

c) Les expériences des ex-combattants en ce qui concerne le processus de DDRRR

Sécurité

- 1 Quels sont les problèmes de sécurité perçus par les combattants et les personnes à charge des groupes armés étrangers au cours du processus ?
- 2 Quelles sont les contraintes sécuritaires perçus par les combattants et les personnes à charge qui cherchent à échapper à leurs groupes ?
- 3 Quels sont les risques sécuritaires perçus en rapport avec le désarmement et le rapatriement des ex-combattants qui ont réussi à échapper à l'emprise de leurs groupes, mais qui vivent encore en RDC ?
- 4 Quels sont les risques sécuritaires perçus auxquels sont confrontés les ex-combattants après leur désarmement mais avant leur rapatriement ?
- 5 Quels sont les risques perçus de sécurité auxquels sont confrontés les ex-combattants après leur retour dans le pays d'origine ?
- 6 En quoi les risques sécuritaires présumés diffèrent-ils pour les combattants, hommes et femmes, et les personnes à leur charge, ainsi que les enfants soldats ?

Communication/Information/Sensibilisation

- 7 Quelles sont les informations qui sont mises à la disposition des combattants des groupes armés actifs en RDC qui sollicitent des informations sur les opportunités relatives au DDRRR volontaire ?
- 8 Comment, quand et où ces informations sont-elles mises à la disposition de leurs combattants ?
- 9 Quelles sont les informations les plus importantes et les plus crédibles pour les combattants des groupes armés étrangers ?
- 10 Quelles sont les informations qui sont fournies aux combattants sur le processus de DDRRR après leur désarmement ?
- 11 Quelles sont les informations qui sont fournies aux combattants sur le processus de DDRRR après leur rapatriement ?

Désarmement

- 12 Comment les combattants, les combattantes, les enfants soldats et les personnes à charge perçoivent-ils le processus de désarmement ?

Processus d'enregistrement

- 13 Comment les combattants, les combattantes, les enfants soldats et les personnes à charge perçoivent-ils le processus de désarmement ?

Processus de rapatriement

- 14 Comment les combattants, les combattantes, les enfants soldats et les personnes à charge perçoivent-ils le processus de rapatriement ?

Démobilisation et contrôle post-rapatriement

- 15 Comment les combattants, les combattantes, les enfants soldats et les personnes à charge des combattants perçoivent-ils le processus de démobilisation et de contrôle post-rapatriement ?

Réintégration

- 16 Comment les combattants, les combattantes, les enfants soldats et les personnes à charge des combattants perçoivent-ils le processus de réintégration ?

V. Méthodologie et calendrier

7. L'équipe de consultants devrait se servir de diverses techniques d'évaluation jugées appropriées, y compris l'examen de la documentation existante sur les groupes de discussion en collaboration avec les combattants et les ex-combattants et leurs personnes à charge. L'équipe aura également recours à des entretiens avec des informateurs clés. Il est prévu que l'équipe aura des rencontres avec les parties prenantes en RDC, au Burundi, au Rwanda et en Ouganda, y compris avec les autorités compétentes, le Secrétariat du MDRP, les ONG et autres organisations de société civile.

8. L'évaluation sera menée en deux phases : (i) une évaluation axée sur l'examen de la documentation existante, l'analyse et la collecte des données, des entretiens clés, la formulation des résultats et conclusions préliminaires, ainsi que l'élaboration d'un avant-projet de rapport. La seconde phase portera sur (ii) la présentation et l'analyse des résultats et recommandations à l'intention des gouvernements concernés, des partenaires du MDRP, de la MONUC et d'autres parties prenantes à une date restant à définir.

9. L'étude démarrera le 30 juin 2006 et prendra fin au plus tard le 30 septembre 2006.

V –Qualifications des consultants et niveau d'implication

10. Il est prévu que la mission sera accomplie dans un délai approximatif de 16 semaines.

11. Il est prévu que cette analyse sera effectuée par une équipe de 5 personnes. Les qualifications suivantes sont fournies à titre indicatif et se réfèrent au profil de l'équipe chargée de l'étude :

a) Chef d'équipe (14 hommes semaines)

Responsabilités

- 12 Élaborer le rapport de la composante II ;
13 présenter les résultats de la composante II à l'atelier sous la direction du chef d'équipe de l'étude ;
14 diriger l'équipe de consultants de la composante II, en étroite collaboration avec l'équipe travaillant sur la composante I
15 superviser le travail des consultants travaillant sur la composante II ;
16 rendre compte au chef d'équipe ;
17 être en liaison avec le secrétariat du MDRP et les autres parties prenantes, le cas échéant.

Qualifications

- 18 connaissance et expérience antérieures en DDRRR dans la région des Grand Lacs et notamment en Afrique centrale exigées ;
19 au moins 10 ans d'expérience dans la mise en oeuvre et/ou l'évaluation d'activités dans un contexte complexe de sortie de conflit ;
20 au moins 3 ans d'expérience dans l'utilisation des méthodes de recherche sociale qualitative et quantitative ;
21 une expérience des organisations gouvernementales, multilatérales et des ONG en

Conflict and Transition Consultancies

Afrique sera un avantage ;

- 22 diplôme supérieur en sciences sociales, sciences politiques ou dans un domaine connexe ;
- 23 maîtrise de la langue française et anglaise exigée ;
- 24 excellentes compétences en rédaction, sens de la diplomatie et esprit d'analyse exigés ;
- 25 aptitudes démontrées en gestion d'équipe dans un contexte complexe de sortie de conflit.

b) Expert en profil historique (2 personnes x 2 hommes semaines)

Responsabilités

- 26 préparer une analyse de la genèse historique, du développement et de l'évolution des FNL, des FDLR, de l'ADF ;
- 27 rendre compte au chef d'équipe chargé de la composante II.

Qualifications

- 28 Au moins 10 ans d'expérience professionnelle dans le domaine politico-économique et/ou l'analyse sociale de groupes armés dans les situations de conflit ;
- 29 connaissance antérieure et travaux d'analyse sur l'histoire économique et politique des groupes armés en RDC ou dans la région des Grands Lacs, et notamment en Afrique centrale souhaitable ;
- 30 diplôme supérieur en sciences sociales, sciences politiques ou dans un domaine connexe ;
- 31 maîtrise de la langue française et anglaise exigée ;
- 32 excellentes compétences d'analyse et de rédaction.

c) Experts en établissement de profils de la dynamique de groupe (5 personnes x 12 hommes semaines dont 2 en DRC, 1 au Rwanda, 1 au Burundi et 1 en Ouganda)

Responsabilités

- 33 Mener des entretiens avec les groupes cibles et des informateurs clés composés d'hommes, de femmes et d'enfants (ex-combattants des groupes armés (et leurs personnes à charge) dans leur pays d'origine ainsi qu'en RDC, le cas échéant) ;
- 34 tenir des réunions avec les membres de la famille et de la communauté des ex-combattants de groupes armés, lorsque cela nécessaire ;
- 35 rendre compte au chef d'équipe chargé de la composante II ;
- 36 2 personnes en DRC, 1 personne au Rwanda, 1 personne en Ouganda et 1 personne au Burundi.

Qualifications

- 37 connaissance et expérience professionnelle d'au moins de 3 ans sur les groupes armés irrégulier en RDC ou dans la région des Grands Lacs, notamment en Afrique centrale exigées ;
- 38 expérience dans les opérations de DDR dans un contexte complexe de sortie de conflit souhaitable ;
- 39 expérience des organisations gouvernementales, multilatérales et des ONG en Afrique souhaitable ;
- 40 expérience professionnelle minimum de 5 ans ;
- 41 diplôme supérieur en sciences sociales, sciences politiques ou dans un domaine connexe ;
- 42 maîtrise de la langue française exigée pour ceux qui interviendront en RDC et au Rwanda. La maîtrise de l'anglais est nécessaire pour le personnel qui interviendra en Ouganda.

12. L'équipe chargée de la composante II recevra des orientations techniques et un appui supplémentaires de la part des consultants suivants : (i) un expert du genre, (ii) un expert des enfants soldats, et (iii) un expert en communication qui interviendront tous sur les 2 composantes de l'étude générale.

VI – Résultats escomptés et rapports à fournir

13. L'équipe de consultants présentera ses constatations et conclusions dans un rapport et un exposé présenté par rétroprojecteur. Il est prévu que le rapport couvrira tous les domaines et questions

Conflict and Transition Consultancies

spécifiés dans les Termes de référence, parallèlement à d'autres questions que le consultant juge pertinentes par rapport aux principales conclusions. Le rapport devra comprendre une section sur la méthodologie et les instruments utilisés dans le cadre de l'évaluation. Si pour une raison quelconque, le consultant n'est pas en mesure de couvrir de façon exhaustive toutes les questions inscrites dans les Termes de référence, il/elle devra le justifier dans la section méthodologie.

L'activité devra aboutir (au minimum) aux produits suivants pour chaque composante :

d) Un rapport (en français /anglais) contenant :

- un résumé analytique indiquant l'étendue de l'activité, les principales constatations et conclusions ;
- une analyse historique de chacun des groupes couverts dans le rapport ;
- une description détaillée de la dynamique géographique, politique, démographique et socio-économique actuelle de chacun de ces groupes ;
- une description détaillée des expériences d'ex-combattants individuels ayant subi le processus de DDRRR jusqu'à ce jour ;
- Des recommandations détaillées sur les dispositions à prendre pour renforcer le processus de DDRRR pour les groupes armés (hommes, femmes et enfants) et leurs personnes à charge en RDC en mettant à profit les opportunités et en surmontant les contraintes liées à la dynamique de ces groupes ;
- toutes les annexes nécessaires, y compris les sources de données, les personnes interrogées et les documents consultés, la méthodologie d'évaluation et toute autre information utile.

e) Organiser au moins deux séances d'information des parties prenantes, y compris les différents acteurs gouvernementaux, la MONUC, la Banque Mondiale/Secrétariat du MDRP et certains autres partenaires dans le cadre d'un premier atelier d'examen des leçons à tirer pour la planification et d'un atelier final de restitution des résultats de l'étude et de debriefing.

VI. Rapport

Les consultants chargés de cette composante de l'étude soumettront un rapport au chef d'équipe du secrétariat du MDRP chargé de cette étude par l'intermédiaire du chef d'équipe général de l'équipe de consultants commis à l'étude.

VII . Déroulement de l'étude et calendrier

Action	Date butoir	Partie responsable
1. Recrutement de l'équipe de consultants	15 juin	Le Secrétariat du MDRP
2. Envoi de l'équipe de consultants sur le terrain et démarrage de l'étude	30 juin	Les consultants avec l'appui du MDRP
3. Participation à l'atelier de lancement de l'étude avec les principales parties prenantes (gouvernement de la RDC, gouvernement rwandais, Gouvernement	7 juillet	Le Secrétaire du MDRP chargé de l'organisation, participation des

Conflict and Transition Consultancies

ougandais, gouvernement burundais, MONUC, ONUB, Secrétariat du MDRP) pour peaufiner les termes de référence, les questionnaires, la méthodologie et le processus de consultation		consultants
4. Achèvement du travail sur le terrain	7 septembre	Les consultants
5. Soumission de la première mouture du rapport de la composante I pour commentaires	15 septembre	Les consultants
6. Achèvement et présentation du rapport final	22 septembre	Les consultants
7. Assistance pour l'organisation de l'atelier d'identification des leçons tirées et des étapes suivantes	31 octobre	Les principales parties prenantes